LES

PINCHEYRAS.

I.

Il y avait à peine un an que la bande des factieux connus sous le nom de *Pincheyras* avait été détruite et le Chili délivré des derniers ennemis de son indépendance, lorsque je quittai Buenos-Ayres pour me rendre à Valparaiso à travers les pampas. L'instant n'était pas bien choisi; la République Argentine, poussant jusqu'au bout les conséquences d'une émancipation prématurée, rejetait les hommes du parti *unitaire* et civilisateur pour suivre les héros de la *fédération* et de la barbarie. La campagne triomphait et les villes tremblaient. D'un autre côté, les Indiens, reprenant l'offensive, avaient pillé les habitations sur plusieurs points et battu les volontaires de Cordova. L'audace de ces dangereux voisins répandait la terreur sur toute la frontière du sud, et l'on dirigeait contre eux cette expédition fameuse dont le résultat définitif fut la rentrée au pouvoir du président Rosas. Les routes n'offraient pas non plus une grande sécurité. Arrêtés en chemin par les mille contre-temps auxquels les voyageurs sont exposés dans ces plaines inhospitalières, nous ne mîmes pas moins de deux mois à parcourir les trois cents lieues qui séparent la Plata de la Cordilière. L'hiver marchait plus vite que nous; un vent glacial balayait ces solitudes attristées, qui portaient les traces des dévastations commises la veille par les sauvages,

et nous étions encore à quatre journées des Andes, que déjà nous les voyions se dresser comme une barrière infranchissable, uniformément blanches de neige, depuis le sommet jusqu'à la base. Il était impossible de passer au Chili avant le printemps.

Hiverner au pied des montagnes, dans cette vallée de Mendoza que nous rêvions d'avance comme une terre promise à la sortie du désert, devenait pour nous une nécessité que nous acceptions sans trop de peine; mais cette plaine si fertile, tant vantée, que l'on comparait avec orgueil à la *huerta* de Valence, avait souffert aussi. De belles fermes restaient en friche; de rares troupeaux erraient dans les prairies; on voyait bon nombre de maisons abandonnées. La guerre civile avait passé par là, et la proscription l'avait suivie. A ces fléaux, partout visibles, se joignaient les rigueurs d'un hiver extraordinaire. Une neige abondante couvrait le sol quand nous fîmes notre entrée dans la ville de Mendoza, et de plus il faisait nuit; les habitans, peu accoutumés aux intempéries des saisons, se cachaient derrière leurs fenêtres bien closes; personne dans les rues; pas une porte ouverte, pas une lumière; on eût dit une ville morte. Les chevaux s'abattaient à chaque pas, les postillons murmuraient sous leurs *ponchos* humides, et, au milieu des plus profondes ténèbres, nous cherchions un peu au hasard la maison d'un Français chez qui nous devions descendre. Dans ces pays où les hôtels sont inconnus, il faut avoir recours à l'hospitalité; par malheur celui à qui nous venions de si loin la demander ne se trouvait pas chez lui pour nous recevoir. Depuis quatre mois, il était parti pour une expédition désespérée, à la recherche des mines exploitées jadis par les Espagnols dans la partie des Andes qui se prolonge parallèlement aux provinces méridionales du Chili. Reviendrait-il jamais? c'est ce qu'on n'osait affirmer, tant son entreprise semblait aux gens du pays téméraire et même extravagante.

Il ne manquait point dans la ville de Mendoza de maisons délaissées que l'on nous eût louées pour une modique rétribution; mais, à cette heure de la nuit et avec un pareil temps, comment les chercher? Nous restâmes donc dans la demeure de don Luis (c'est le nom que je donnerai à notre hôte), et n'eûmes point à nous en repentir. En son absence, un autre Français, don Eugenio (comme on l'appelait dans le pays), en faisait les honneurs; c'était un jeune médecin de bonne mine dont la clientelle se fût trouvée plus naturellement dans la Chaussée-d'Antin que dans cette pauvre petite ville perdue au pied des Andes. Comme il lui restait des loisirs, nous faisions ensemble de grandes excursions dans la plaine et dans la montagne, promenades variées qui abrégeaient les longueurs d'un séjour dont je ne prévoyais pas encore le terme. Mes compagnons de voyage s'ennuyaient mortellement par la raison

qu'ils étaient venus tout exprès pour conclure certaines affaires avec don Luis; quant à moi, que rien ne pressait, je prenais mon mal en patience, et d'ailleurs, dans les villes espagnoles de l'Amérique du Sud, de l'intérieur surtout, il existe une simplicité de mœurs, une franche cordialité, qui charment et attirent pour peu que l'on soit jeune et disposé à ne voir que le beau côté des choses.

Depuis un mois, nous habitions Mendoza, quand un matin, une heure avant le jour, de violens coups de marteau qui ébranlaient la porte nous éveillèrent en sursaut : — *Quien es?* qui va là? cria don Eugenio, dont la fenêtre donnait sur la rue. — C'est moi, c'est l'intendant de don Luis, répondit une voix haletante, j'apporte une lettre pour vous. — Le *gaucho* entra dans la cour et sauta à bas de son cheval, qui fumait littéralement comme si on l'eût trempé dans une chaudière; il tira de sa ceinture une lettre datée du fort San-Carlos la veille au soir, c'est-à-dire qu'en relayant une seule fois le cavalier venait de parcourir trente lieues espagnoles en dix heures. De cette dépêche il résultait que don Luis vivait encore, qu'il ramenait les débris de son expédition, et que nous le verrions le surlendemain, si la fatigue ne l'obligeait pas à s'arrêter en route.

— Écoutez, me dit don Eugenio, je vais aller au-devant de notre compatriote; nous nous sommes quittés dans des circonstances telles que je sens le besoin de faire ma paix avec lui. Je vous conterai cela quelque jour.

— Pas plus tard que ce soir, lui répondis-je, car, si vous voulez bien le permettre, je vous accompagnerai. Il est assez naturel que j'aille saluer celui dont j'habite la maison depuis plusieurs semaines.

Après avoir sellé de bons chevaux, nous partîmes. Un temps de galop non interrompu nous conduisit jusqu'à une *hacienda* située au pied de la Cordilière, à douze lieues de Mendoza. L'avant-garde de l'expédition de don Luis y était déjà arrivée; elle se composait d'une douzaine de *gauchos* aux physionomies peu rassurantes, aux vêtemens en lambeaux, aux armes rouillées, et d'une troupe de chevaux qui tous portaient sur l'épine dorsale une blessure plus large que la paume de la main. Comme la température était assez froide, tout ce petit camp se mouvait aux rayons du soleil couchant, derrière l'*hacienda*, s'abritant ainsi contre la brise de sud-est (1), qui gémissait dans les hautes herbes. Les troupeaux se rassemblaient autour de la ferme, sous la conduite de cavaliers drapés dans des *ponchos* rouges, qui traversaient l'espace avec une incroyable rapidité; quelques femmes au

(1) Il ne faut pas oublier que nous sommes dans l'hémisphère sud, où le vent de sud-est est le plus froid.

teint hâlé broyaient le maïs dans des mortiers de bois pour le souper de la famille. C'était le spectacle de la vie antique uni à celui de la vie sauvage, le calme des campagnes se mêlant à je ne sais quoi de terrible et d'attristant. Les Andes, trop rapprochées, qui dressaient presque sur nos têtes leurs arêtes sombres, couronnées de pics étincelans de neige, s'enveloppaient peu à peu de vapeurs et de brouillards. La nature semblait trop forte pour l'homme à l'entrée de ces mornes solitudes.

Les *gauchos* insoucians jouaient aux cartes et poussaient de grands cris; les plus gais d'entre eux avaient décroché des guitares pendues aux murailles de l'*hacienda*, et les raclaient avec plus de force que de goût; ce fut bientôt le vacarme d'un cabaret. Au milieu de ces groupes, dignes du crayon de Callot, se promenait une figure que Salvator Rosa eût certainement jetée sur la toile. Je la regardais passer et repasser fière et impassible comme une ombre. Don Eugenio, qui remarqua l'impression produite sur moi par cette apparition singulière, me dit tout bas à l'oreille : C'est le Pincheyra ! Et comme je le regardai à mon tour avec des yeux pleins de surprise : Parlons bas quand nous prononcerons ce nom redouté, continua-t-il; cet homme est le dernier des Pincheyras, vous dis-je. Si vous voulez, je vous conterai l'histoire de la bande des Pincheyras, sans oublier l'expédition de don Luis, à laquelle ce récit se rattache, comme vous le verrez. — J'acceptai cette offre avec empressement; peut-être les choses que don Eugenio me raconta empruntaient-elles leur plus grand intérêt aux temps et aux lieux : c'est au lecteur que nous laissons le soin de juger cette question.

II.

Absorbée dans de plus graves préoccupations au lendemain de la révolution de juillet, dit don Eugenio, l'Europe libérale ne s'intéressa guère aux campagnes que les troupes chiliennes entreprirent pour aller détruire, jusqu'au sommet des Andes, les représentans obstinés, et pour ainsi dire posthumes, de la domination espagnole. D'un autre côté, le parti qui, chez nous, regrettait le régime ancien et redoutait les tendances nouvelles, ignora peut-être comment finissaient sur les frontières de la Patagonie les derniers défenseurs de la cause légitime et royale, déjà perdue dans toute l'Amérique. L'Espagne venait de succomber dans cette lutte contre ses colonies, qui dura près de vingt ans, depuis le premier cri de liberté poussé par les Buenos-Ayriens, en 1807, jusqu'à l'évacuation du Callao par le général Rodil en 1826. Dans l'enivrement de la victoire, les jeunes républiques, méprisant les monarchies européennes et les traditions du vieux monde, s'élançaient au-devant d'un avenir plein d'espérances trompeuses; des bannières

nouvelles remplaçaient sur toutes les villes et sur toutes les forteresses américaines l'étendard de Castille et de Léon, et cependant, au milieu des Andes, à la source des rivières qui, d'une part, coulent dans la Patagonie et, de l'autre, se précipitent dans l'Océan Pacifique, au cœur des riches provinces du Chili, une petite armée bravait encore les vainqueurs de Junin et d'Ayacucho: c'était la bande des Pincheyras, ainsi appelée du nom de son chef.

Pablo Pincheyra n'était point né en Espagne, comme on le supposerait naturellement, mais au Chili, à San-Carlos, province du Maule. Il appartenait donc à cette forte race des *Maulinos*, au teint foncé, à la barbe rare, à la chevelure longue et soyeuse, au menton aplati, qui se distinguent assez des Chiliens du nord pour qu'on reconnaisse en eux l'influence d'un sang étranger. Les Maulinos descendent, au moins par leurs mères, des Indiens braves et intelligens qui ne se soumirent jamais aux Incas. Vous savez que la rivière du Maule formait la limite méridionale du vaste empire des dominateurs du Pérou.

Le district de San-Carlos est situé à une petite distance de la Cordillère, dans une région bien arrosée, abondante en bestiaux et surtout remarquable par la beauté de ses forêts, solitudes imposantes dans lesquelles Pincheyra passa librement sa jeunesse, maniant tour à tour la hache et le *lazo*. A l'exemple de ses compatriotes, il était bûcheron par instinct, c'est-à-dire qu'il savait construire des radeaux propres à conduire jusqu'à la mer les bois de charpente; mais, paresseux, aventureux par nature, il se plaisait à abattre, au moyen du nœud coulant (*lazo*), les bœufs à demi sauvages qui s'égarent dans les hautes vallées des Andes. Cette vie errante et mal réglée obscurcit bientôt en lui le sentiment du tien et du mien (*mio y tuyo*), que don Quichotte affirme avoir été inconnu dans l'âge d'or. Il commit des vols sur les propriétés environnantes, s'enhardit dans le mal, puis, se trouvant mis hors la loi, il se réfugia dans la profession de bandit. Ses frères d'abord et bientôt quelques vagabonds du voisinage se rallièrent autour de lui; les caciques de la plaine et des montagnes s'empressèrent, à son appel, d'accourir avec leurs guerriers, et Pincheyra commença à se faire un nom dans les provinces chiliennes de la Conception et du Maule.

Les expéditions multipliées de Pincheyra et de sa troupe, dont le but était toujours de piller les grandes fermes et de rançonner les hameaux, jetèrent la terreur bien loin à la ronde. Dans ces régions reculées, trop distantes de la capitale, la justice ne pouvait se faire respecter qu'en s'appuyant sur la force armée, et où aurait-on trouvé des soldats disponibles en 1824 et 1825, quand la patrie les appelait tous ailleurs au secours de l'indépendance menacée? Loin d'être inquiété dans ses brigandages, Pincheyra vit peu à peu sa bande s'augmenter d'un grand nombre de déserteurs, de gens sans aveu comme il s'en

trouve toujours beaucoup en Amérique et ailleurs dans les temps de troubles. Il acquit rapidement l'importance d'un chef de partisans, et se montra à la hauteur du rôle que les circonstances le portèrent à prendre. Il était adroit, astucieux, hardi jusqu'à la témérité, brave comme un homme dont la tête est mise à prix, et savait se faire obéir. Sans doute parmi les volontaires enrôlés dans sa troupe il se trouvait des Européens, des officiers de l'armée espagnole, qui pouvaient lui disputer le commandement. Les Indiens, que la soif du pillage entraînait sur ses pas et attachait moins à sa personne qu'à sa fortune, formaient aussi un corps d'auxiliaires difficiles à conduire; mais Pincheyra, à demi sauvage lui-même, avait sur les uns comme sur les autres une supériorité incontestable. Aux Indiens il ouvrait la route des habitations, aux proscrits il offrait un asile, aux vaincus il donnait l'occasion de se venger; il était celui qui dirigeait, en les excitant, les passions de tous.

Au commencement de l'année 1825, Pincheyra voulut essayer ses forces; il se dirigea avec sa bande sur Curico, dans la province du Maule. Remarquez qu'on ne l'attaquait pas; il prenait l'offensive. Les habitans du district, frappés de terreur, ne songèrent pas même à se défendre; de la campagne on se sauvait vers la ville; de la ville on fuyait vers le chef-lieu de la province. Le gouverneur lui-même, pressé de mettre en sûreté ses femmes, ses enfans et sa propre personne, avait émigré, abandonnant la place aux entreprises de l'ennemi. Déjà une famille qui s'était aventurée dans les Andes pour passer à Mendoza avait été enlevée par les bandits. Toute la population, en proie aux plus vives alarmes, tenait ses regards fixés sur la Cordilière, dont Curico n'est éloigné que de trois lieues, croyant entendre à chaque instant les cris terribles que poussent les Indiens au moment de l'attaque. Cependant, au milieu de cette panique générale, la nouvelle se répandit que les soldats chiliens, qui devaient venir prêter appui à la population menacée, arrivaient enfin après avoir été retardés dans leur marche par le manque de chevaux. On reprit courage; quelques citoyens, plus braves que les autres, parlèrent d'armer la milice. On arrêta l'émigration, on fournit des chevaux à la cavalerie, presque entièrement démontée, et autour du détachement de troupes régulières qui formait le noyau de la garnison, se groupèrent environ cent cinquante miliciens, armés de mousquets, de lances et de sabres.

Pincheyra avait été prévenu. Il savait que les Indiens, dont le choc en rase campagne est presque irrésistible, n'aiment pas à se lancer avec leurs chevaux à travers les murs, les haies, les plantations qui entourent une ville; aussi renonça-t-il à une attaque en règle. Après une escarmouche avec un corps de soldats qui poussait une reconnaissance dans la plaine, son avant-garde se retira, par un défilé qui la mettait à l'abri de toute poursuite, au cœur même de la Cordilière.

Avant de se cacher dans ces impénétrables asiles que lui offraient ces ravins connus de lui seul et de sa bande, Pincheyra eut cependant l'idée de tourner la place et de l'enlever, en choisissant le moment où toute la population armée s'aventurerait hors des murs; mais c'eût été tout risquer : le chef de partisans qui fait la guerre pour son propre compte n'est point tenu, comme le soldat, de tenter ces coups hardis qui ne procurent souvent qu'une mort glorieuse. De son côté, la milice, redoutant une surprise nocturne, ne manqua pas de se cacher à l'entrée de la nuit. Les prisonniers mal surveillés s'évadèrent pour la plupart à la faveur des ténèbres, et ceux que l'on crut mieux garder en les enfermant dans la geôle de Curico n'y restèrent pas long-temps. La porte leur ayant été ouverte par une main amie, ils retournèrent dans les montagnes. L'attitude de la milice chilienne, on le voit, n'était guère redoutable. Pourtant cette résistance, si mal organisée qu'elle fût, avait suffi pour contraindre Pincheyra à battre en retraite, et l'échec qu'il reçut dans cette occasion fut pour lui une leçon dont il profita. En se retirant, il voulut graver dans l'esprit de la population de Curico le souvenir de son passage; il jeta sur sa route les cadavres de ses captifs tout hachés de coups de sabre, et coupa le jarret aux animaux, chevaux et bœufs, qu'il ne put emmener. On ne l'inquiéta point dans sa fuite; les soldats chiliens se contentèrent de garder les passages des Andes. Un de ces ouragans de neige que l'on nomme dans le pays *temporales* les tint emprisonnés pendant trois semaines au fond d'un ravin où la famine força les officiers eux-mêmes à tuer les chevaux pour les manger.

Pendant toute la mauvaise saison, c'est-à-dire dans l'hémisphère austral depuis mai jusqu'en octobre, Pincheyra, pareil à un tigre en colère, erra le long des montagnes où il régnait en maître, se jetant de temps à autre dans les plaines, et épiant l'occasion de frapper quelque grand coup. Son camp était établi à la source de deux rivières, au fond d'une vallée que dominent de toutes parts les pics de la plus haute chaîne des Andes; il y vivait en paix, lui et les siens, du produit de ses chasses à main armée sur les habitations les plus voisines. A mesure que la dévastation se répandait autour de lui, il agrandissait ses domaines, et les habitans des villes, bien qu'ils entendissent plus rarement parler du bandit, qui avait mis entre eux et son repaire tout l'intervalle d'une solitude désolée, tremblaient toujours de le voir descendre omme une avalanche du haut de la Cordilière. Ces craintes ne tardèrent pas à se réaliser. Vers la fin de cette même année (1825), un Espagnol du nom de Zinozain se présenta au camp de Pincheyra avec vingt-cinq compagnons. Depuis quelque temps déjà, la petite troupe de Zinozain, réfugiée chez les Indiens, commettait sur le territoire du Chili et des provinces argentines des déprédations de toute espèce; les sauvages lui prêtaient aussi leur appui, et ce qui faisait sa force, c'est qu'elle

marchait au nom de l'Espagne et de Ferdinand. Ainsi, quand toute l'Amérique proclamait son indépendance, quand cette indépendance allait être reconnue par les puissances européennes, deux ou trois caciques et un obscur officier levaient la bannière des rois catholiques là où jamais peut-être elle n'avait flotté. En se joignant à Pincheyra, Zinozain lui donna ce qui lui manquait encore, un drapeau, un mot de ralliement, qui lui valut bientôt le concours ostensible ou caché de la faction espagnole. Parmi ces bandits, qui, pour la plupart, étaient nés au Chili, il représenta l'Europe, dont la troupe tout entière prétendait défendre les intérêts.

Le 1er décembre 1825, *l'armée royale*, composée de deux cents soldats et soutenue par six cents Indiens, se mit en marche dans la direction du district de Chillan. L'alarme se répandit aussitôt dans toute la province, et des ordres furent expédiés à la garnison du chef-lieu pour qu'elle s'opposât au passage des Pincheyras, dont on ignorait les véritables forces. Un escadron de cavalerie et un détachement d'une centaine d'hommes furent tout ce que le commandant put réunir autour de lui; avec cette poignée de braves, il courut au-devant de l'ennemi jusqu'à une *hacienda* dont les maisons fortifiées lui offraient un point de défense respectable; mais, dans son empressement à protéger les propriétés et les troupeaux des habitans contre le pillage des bandits, il poussa en avant suivi de ses dragons. Des renforts marchaient de San-Carlos et de Talca pour se joindre à lui; il négligea de les attendre et s'élança au galop à la tête de sa cavalerie contre les soldats de Pincheyra. Une paire de *boules* lancée par un des bandits exercés au maniement de cette arme terrible abattit à l'instant même le cheval du commandant; les Indiens, débordant sur les côtés avec de grands cris, enveloppèrent les troupes républicaines. Les longues lances des sauvages atteignirent de toutes parts ceux qui cherchaient à se faire jour à coups de sabre. Ce fut une horrible boucherie. Les Pincheyras avaient remporté une victoire complète. Du côté des Chiliens, un officier et six soldats échappèrent seuls au carnage, et, à moitié suffoqués par une longue course que la frayeur ne leur permettait pas de ralentir, ils portèrent à Chillan la nouvelle de la défaite et du massacre de leurs compagnons. Le combat s'était engagé près de l'*hacienda* de Longabi, dont il a gardé le nom.

Ces derniers mots furent prononcés par don Eugenio à voix basse, et comme s'il eût craint d'être entendu. — Vous oubliez donc que nous parlons français et que personne ici ne nous comprend? lui dis-je en riant un peu de sa précaution. D'ailleurs, ce que vous racontez appartient à l'histoire.

— C'est vrai, répondit-il; mais cette défaite blessa l'orgueil des *fils du pays*. C'est un souvenir qu'on doit éviter de rappeler devant eux. D'abord on refusa de croire à cette déroute, puis on en parla furtive-

ment comme d'un de ces désastres inexplicables dont on cherche la cause dans une trahison, tandis qu'il ne devait être attribué qu'à la témérité d'un seul homme. Pauvre commandant! il avait payé de sa vie une si fatale imprudence, et son corps resta abandonné sur le champ de bataille. Trois mois après, une colonne expéditionnaire, en passant par là, crut le reconnaître aux innombrables blessures dont il était couvert, et lui rendit les derniers devoirs.

Désormais Pincheyra et les siens pouvaient braver impunément la république chilienne. La faction espagnole, enhardie par ce succès tout-à-fait inespéré, reconnut en eux les défenseurs de sa cause et fit des vœux pour la réussite de leurs entreprises. La terrible bande reçut des armes et des munitions; elle eut des intelligences dans les villes; les mécontens de toute sorte, les soldats condamnés à des peines disciplinaires pour cause d'insubordination et de mutinerie, se rallièrent à elle en grand nombre. Il y eut bientôt plus de mille hommes réunis au camp. Pablo Pincheyra le fortifia avec un certain art en élevant des retranchemens à l'entrée des défilés que des sentinelles gardaient jour et nuit; la nature d'ailleurs l'avait entouré de rocs escarpés impossibles à franchir. Dans les temps de paix, les Indiens ses alliés retournaient à leurs troupeaux, et la bande, mettant à profit les trèves qu'elle prolongeait ou rompait selon les caprices de son chef, menait joyeuse vie au fond de cette vallée solitaire. Il ne manquait pas de femmes captives dans ce repaire de bandits : quand le colonel don Pablo (car il prenait ce titre) avait fait son choix, il abandonnait généreusement à ses officiers le reste du butin. Il y eut un moment, et ce moment dura plusieurs années, où il put sans trop de folie se considérer comme le dominateur de toute la contrée à cent lieues à la ronde, et se proclamer le roi des Andes. Par son alliance avec les sauvages, il étendait sa puissance au-delà des pays explorés jadis par les Espagnols.

Dès-lors, sa tactique fut de tomber inopinément tantôt sur une ville, tantôt sur une ferme isolée, de jeter partout le trouble et la terreur, de tenir les républicains dans une perpétuelle inquiétude sans leur laisser le temps de se réunir contre lui. Tandis que le vice-roi espagnol La Serna capitulait après la bataille d'Ayacucho, au moment où Rodil abandonnait la citadelle du Callao (dans laquelle il ne restait plus un rat ni un cuir de bœuf à faire bouillir), Pincheyra, tenant toujours pour l'Espagne et pour le roi, se promenait parallèlement à la Cordilière. De toutes parts des cris de joie proclamaient l'indépendance de l'Amérique; Pincheyra, méprisant les républiques victorieuses, marcha sur la ville de Talca. Les malheureux qui fuyaient son approche jetèrent l'alarme dans la province. La milice de Talca, ayant pris les armes, s'exerça sans relâche; la nuit, elle bivouaqua sur les places, tant la terreur était grande. En peu de temps, un corps de cavalerie fut formé;

on entoura la ville de retranchemens et de barrières pour se mettre à l'abri d'une surprise; mais Pincheyra, qui sut qu'on l'attendait de pied ferme, quitta brusquement la montagne pour se jeter sur une *hacienda* considérable située à dix lieues de là. Des lanciers envoyés pour renforcer la milice arrivèrent trop tard au secours de l'habitation menacée. Les maisons venaient d'être pillées; des cadavres jonchaient le sol; les femmes de l'*hacienda*, surprises dans leur sommeil, s'étaient sauvées au milieu des vergers et cherchaient à se cacher parmi les arbres. Les Indiens, qui formaient toujours l'avant-garde, s'étaient précipités sur elles avec des cris terribles, et, les enlevant d'un bras vigoureux, les avaient jetées en travers sur le cou de leurs chevaux.

Ce qui donna à cet épisode une importance particulière, c'est qu'une jeune fille de seize ans, doña Trinidad, sœur du propriétaire de la ferme, disparut dans cette nuit funèbre. Elle avait un frère capitaine dans le régiment de lanciers qui marchait contre les bandits. Ce frère, retenu à Coquimbo avec son escadron, n'était point là pour la secourir, mais ses camarades jurèrent de lui rendre sa sœur. Ils poussèrent si vivement l'attaque, que les Indiens, se sentant harcelés de près et entendant siffler à leurs oreilles les balles contre lesquelles ils n'étaient point encore aguerris, reprirent précipitamment la route des montagnes. Dans cette course ventre à terre au milieu des bois et des rochers, le sauvage qui emportait doña Trinidad la laissa échapper. La jeune fille roula demi-morte sous les pieds des chevaux, puis se glissa dans un fourré et s'y tint cachée jusqu'au lendemain, en proie à des terreurs inexprimables. Le bruit de la fusillade arrivait jusqu'à elle, mais comment distinguer dans cette mêlée l'ami de l'ennemi? où fuir? Peu à peu, le bruit s'éloigna, le silence régna de nouveau dans cette effrayante solitude, et, se hasardant hors du buisson qui l'abritait, la señorita courut à perdre haleine, comme un faon que les chasseurs ont séparé de sa mère. Hélas! elle n'était point habituée à traverser les bois et les ravins sans chaussure, et ses pieds ensanglantés ne lui permirent pas de courir bien loin. Épuisée de lassitude, trahie par ses forces au moment où elle luttait contre la peur en tournant le dos au danger, la pauvre fille se sentit défaillir; elle s'assit le long du chemin, plongée dans un morne désespoir. Périrait-elle abandonnée à quelques lieues de la demeure de son père, et cette demeure renfermait-elle encore quelqu'un de sa famille qui la pleurât et se souvînt d'elle? Marchant à grand'peine, doña Trinidad se tapit une fois encore sous un buisson, et là, bien cachée, elle osa respirer et ouvrir les yeux, épiant le moindre mouvement, écoutant le plus léger bruit. Bientôt un homme passa;... elle hésita à le reconnaître, essaya de crier et l'appela enfin. C'était un domestique de l'*hacienda*, qui répondit à sa voix et la rapporta triomphant dans ses bras. Pendant ce temps-là, ses compagnes allaient grossir

le sérail de Pincheyra ou prendre rang parmi les femmes d'un cacique. Doña Trinidad voulut remercier elle-même les braves officiers qu'elle considérait comme ses libérateurs; après qu'elle eut rempli ce devoir de reconnaissance, une sombre tristesse se répandit sur sa physionomie, toute parée des charmes de la jeunesse. On ne la vit plus sourire, elle se cacha aux yeux de tous, et enfin, pour éteindre à jamais jusqu'au souvenir de cette nuit cruelle, elle prit le voile dans un couvent de *Trinitarias* (1).

L'enlèvement de doña Trinidad causa plus d'effroi dans les provinces que les dévastations commises depuis plusieurs années par les bandits. Les familles aisées quittèrent les *haciendas* en grand nombre pour se sauver dans les villes. Quant à Pincheyra, il ne se regardait pas comme battu pour avoir eu quelques Indiens tués dans leur fuite. Ce léger désavantage ne changea pas même ses dispositions ultérieures; avant que les troupes lancées contre lui eussent repris sa trace, il avait pillé de fond en comble le village de Rio-Claro, et retournait à son fort avec plus de mille têtes de bétail. Au lieu de l'attaquer désormais, on se contentait de le suivre, toujours de très loin, comme si on eût voulu seulement constater la rapidité de ses marches, l'étendue des pays qu'il dévastait et l'audace de ses entreprises. Ce fut ainsi que ce hardi partisan, après avoir parcouru à travers les Andes et pour ainsi dire sur la crête de ces hautes montagnes un espace de plus de cent cinquante lieues, vint surprendre le village de San-José à douze lieues de la capitale. Que pouvait-on penser du gouvernement républicain? Devait-on attribuer à sa faiblesse ou à son incurie l'état d'abandon dans lequel se trouvaient des provinces entières, et l'insolence des Pincheyras qui menaçaient partout la république? N'était-il pas à craindre que la faction espagnole, reprenant courage, ne fît au sein des grandes villes quelques manifestations? Et si les sauvages de la frontière se réunissaient sous la conduite d'un chef intelligent, où la république, fatiguée de tant de guerres, trouverait-elle des armées capables de les repousser?

Sur ces entrefaites, en septembre 1826, le général Blanco, ayant quitté la présidence, fut remplacé par don Augustin Eyzaguirre, qu'une révolution militaire renversa quelques mois après. Bien qu'il ne fût pas arrivé au pouvoir par la voie des armes, Eyzaguirre comprit qu'il

(1) Ce n'est pas un fait exceptionnel que cette résolution prise par une jeune fille d'abandonner le monde à la suite d'une catastrophe qui lui permettait d'y rentrer sans rougir. Nous avons rencontré dans les pampas une fille de *gaucho*, jeune encore, qui, arrachée aux mains des sauvages après avoir avoir été emmenée par eux pendant quelques jours seulement, se condamna à un mutisme rigoureux, se cacha au fond de sa maison, et mourut bientôt sans que jamais on eût obtenu d'elle un mot, une plainte, une larme. C'est la fierté castillane, le point d'honneur tel que l'entendaient Lope de Vega et Calderon, qui se retrouve au bout du monde, vivant encore dans la race espagnole.

fallait absolument réorganiser l'armée, qui manquait de discipline, et remédier aux maux qui affligeaient le pays. Les trois provinces du sud les plus exposées aux ravages des Pincheyras ayant été mises en état de siége, le nouveau président forma une armée spécialement destinée à agir contre les rebelles. Cette armée partit au mois de novembre, c'est-à-dire à l'ouverture de la belle saison, quand les passages des Andes devenaient praticables; elle se composait de deux divisions, dont l'une marchait parallèlement aux montagnes, à égale distance entre les Andes et la mer, tandis que l'autre poussait droit à la Cordilière. Il s'agissait ou de déloger Pincheyra de son camp pour le lancer entre les deux colonnes, ou de le faire rentrer dans son fort et de l'y bloquer. Le hasard voulut que cette fois encore le bandit échappât aux mesures les mieux combinées; son heure n'était pas venue.

La première des deux divisions (celle que l'on nommait la division du sud) ne rencontrait pas d'ennemis, car les espions et les partisans de Pincheyra l'avertissaient du mouvement des troupes; elle ne rencontrait guère d'habitans non plus, par la raison qu'elle agissait sur le théâtre même des *razzias*. Traversant toute la province du Maule, elle s'avança dans celle de la Conception, en remontant vers les Andes jusqu'à la ville de los Angelos. Ce fut alors que le gouvernement chilien put comprendre toute l'étendue des calamités que ces guerres avaient causées dans les provinces. Peu d'années auparavant, cette ville de los Angelos ne comptait pas moins de trente mille ames; on y voyait un fort très vaste, entouré de fossés; c'était la clé de la frontière méridionale. En 1826, les chefs de cette colonne expéditionnaire la trouvèrent si déserte, qu'ils durent s'occuper d'y rappeler les habitans, dispersés dans le nord du Chili; les fossés de la citadelle étaient à peu près comblés; on eût dit une place abandonnée depuis cent ans. On ne se figure pas en Europe avec quelle rapidité dépérissent les centres de population dans les contrées d'Amérique, encore pauvres d'habitans, et comme en quelques mois les campagnes, animées seulement par les troupeaux ou par de lointaines cultures, se changent en désert. Ce n'est qu'après des siècles d'un travail assidu que l'homme prend irrévocablement possession des solitudes hantées par les bêtes fauves et par les hordes sauvages; s'il est interrompu dans son œuvre, la nature l'emporte sur lui; il perd courage, les traditions apportées d'ailleurs par ses ancêtres s'effacent dans son cœur, et il retourne à la barbarie. Ces contrées, alors abandonnées aux entreprises des Pincheyras et des Indiens, sont cependant la partie du Chili la plus salubre et la plus facile à cultiver. Tandis que les vallées de Mendoza et de San-Juan, privées de pluie, ne sont fertilisées que par les irrigations, celles du versant opposé, qui jouissent d'un climat plus variable, présentent une éternelle fraîcheur. On y

trouve à souhait ce qu'il y a de plus gracieux et de plus imposant sur la terre : des prairies, des forêts et des montagnes. Aussi s'y est-il rencontré des habitans qui, épris de la beauté de ce petit Éden, ont trouvé le secret d'y vivre en paix au milieu des horreurs de la guerre. — Après avoir parcouru plus de cent lieues d'un terrain désolé, la colonne expéditionnaire du sud fit halte chez un Espagnol de la frontière dont l'habitation seule était restée intacte. Aimé des blancs, vénéré des sauvages, qui l'appelaient leur père, respecté des bandits, qui admiraient ses vertus, ce sage voyait ses moissons, ses vignes et ses vergers fleurir et fructifier, quand le fer et la flamme ravageaient tout autour de lui.

La division du sud suivait avec résolution et à travers mille fatigues les plans que le général en chef lui avait tracés; partout où elle passait, sa présence produisait d'heureux résultats. Les habitans en voie d'émigration retournaient à leurs foyers; des brigands, qui s'étaient aventurés témérairement hors des montagnes, se retirèrent non sans laisser entre les mains des soldats quelques-uns des leurs morts ou prisonniers, et des captifs abandonnés par eux furent rendus à leurs familles. Cependant le corps des insurgés ne se montrait pas. Pincheyra avait compris que cette marche régulière de deux armées qui combinaient leurs mouvemens lui serait funeste s'il s'éloignait des Andes. La seconde division (celle qu'on appelait la division de la Cordilière), en se dirigeant en ligne droite vers les montagnes, le menaçait pour ainsi dire jusqu'au cœur de ses états. Il l'épiait dans sa marche avec d'autant plus d'inquiétude, que la désertion se mettait parmi ses adhérens. Contre cet homme insaisissable, on commençait à recourir aux derniers moyens; on détachait de lui ses alliés, on cherchait à l'affaiblir et à le décourager.

Depuis quelque temps déjà, l'Espagnol Zinozain avait quitté le fort de Pincheyra pour former un camp séparé avec un cacique influent nommé Marilaun. L'Européen regrettait l'Europe ou au moins la civilisation des villes, dont il se sentait exilé; le sauvage flairait de loin les beaux présens qui seraient le prix de sa soumission, et tous les deux songeaient à capituler. Un Français établi de longue date sur la frontière et habitué à traiter avec les habitans de ces solitudes fut l'agent que Zinozain choisit pour entamer les négociations, et comme un autre de nos compatriotes, le colonel Beauchef, commandait cette division des Andes, le chemin se trouva tout tracé pour arriver jusqu'au général en chef. Cependant le rusé cacique ne se hâtait pas de conclure la paix, espérant faire payer plus cher sa défection; puis on était dans la saison de la *chicha*, c'est-à-dire à l'époque où, après avoir récolté les pommes, on en extrait la liqueur enivrante ainsi nommée, qui fait les délices des Chiliens civilisés ou sauvages. On laissa donc pour l'instant le roi-pasteur s'occuper avec ses sujets de cette importante affaire, et on continua

la campagne. Un autre cacique et cent cinquante guerriers des montagnes, jaloux de la puissance de Marilaun, qu'on appelait le cacique des plaines, venaient de se rallier aux troupes du colonel Beauchef, et celui-ci avait hâte de se les attacher en les compromettant au début de l'expédition. Le premier résultat de cette tactique fut un avantage de quelque importance remporté sur une petite troupe de Pincheyras campée au fond d'un ravin à l'entrée des Andes. Dans cette rencontre, où les Indiens auxiliaires se montrèrent assez braves, les troupes républicaines enlevèrent une centaine de chevaux, une cinquantaine de bœufs, et firent prisonnières quinze familles. Parmi les captifs se trouvèrent les deux sœurs de Pincheyra lui-même.

Ici don Eugenio se leva pour chasser un grand chien maigre qui se couchait sans façon sur ses jambes, car nous étions étendus à la porte de l'*hacienda*, au milieu des chevaux et des mules; le maître du lieu nous avait fourni des cuirs de bœuf qui nous servaient de lits, et nous nous couvrions de nos manteaux pour nous abriter contre la rosée.

— Et que devinrent ces deux captives? demandai-je à Eugenio.

— Je n'aurais pas voulu me trouver à leur place, reprit-il; ces soldats étaient fort animés, mais, par bonheur, elles avaient commis une bonne action, et, comme une bonne action n'est jamais perdue, elles en eurent la récompense. Quelques années auparavant, un jour de fête, on célébrait la messe dans une vaste et riche *hacienda* de la province du Maule; maîtres et serviteurs chantaient l'office, quand Pincheyra, tombant comme une bombe au milieu de ces paisibles habitans, pille et saccage l'église, ruine les maisons, tue les hommes et enlève les femmes. La nièce du propriétaire de l'*hacienda* fut au nombre des victimes; son oncle put la racheter moyennant une grosse somme d'argent, et, comme il apprit d'elle que les sœurs de Pincheyra avaient adouci sa captivité par leurs bons traitemens, il réclama ces deux femmes quand le sort des armes les livra à la colonne d'expédition. Le vieux colon donna donc l'hospitalité aux deux prisonnières; mais celles-ci, préférant la liberté à la plus douce prison, s'échappèrent bientôt pour aller rejoindre leurs maris et leur frère.

Pincheyra avait perdu son camp avancé; un second détachement envoyé par lui éprouva un échec assez considérable, et le colonel Beauchef, après une marche forcée de seize lieues dans les montagnes, se porta sur le camp même des bandits, laissant à l'un de ses officiers l'ordre d'attaquer sur un autre point. Jamais encore le chef de partisans ne s'était vu serré de si près et si vigoureusement traqué; mais ces dispositions et d'autres habilement prises par les généraux de la division du sud furent en partie paralysées. Les Indiens auxiliaires, qui craignaient de voir leur pays pillé par les caciques ennemis, hésitèrent à exécuter les ordres précis que leur transmettaient les officiers; de faux

avis, répandus dans les deux divisions par les agens des Pincheyras, achevèrent de déranger les plans d'attaque; on accusa aussi un commandant espagnol d'avoir trahi sa consigne, afin de ménager une retraite aux rebelles. Ceux-ci perdirent du monde, mais ils échappèrent à la destruction certaine dont ils étaient menacés; ils rompirent les mailles du filet dans lequel ils se sentaient peu à peu enveloppés, et ne laissèrent au colonel Beauchef que la gloire de les avoir poursuivis bravement, sans relâche, l'épée dans les reins, jusqu'au-delà du pays qu'ils regardaient comme leur domaine.

Un grand nombre de captifs furent ramenés à la ville de Chillan et rendus à leurs familles; les plus jeunes d'entre eux ne se rappelaient pas même le lieu de leur naissance, et regardaient avec surprise ces rues et ces clochers dont ils avaient perdu le souvenir. Le cacique Marilaun, son fils, quatre autres chefs de sauvages venaient enfin de faire leur soumission; une escorte les amenait à travers ces campagnes où ils avaient tant de fois jeté l'épouvante. On envoya à leur rencontre soixante Indiens auxiliaires, tous à cheval, armés de la lance ornée de plumes, des terribles *boules* et du *lazo;* ils étaient précédés d'une musique militaire et suivis d'une garde d'honneur chargée de recevoir ces guerriers las de combattre. On les accuillit à bras ouverts, on les gorgea de présens, de vins et de grosses viandes; on les enivra du bruit des trompettes, du retentissement des tambours, et ils firent éclater leur joie. Singulier moment que celui où l'on embrasse tout à coup son ennemi comme un frère, en tenant encore à la main les armes préparées contre lui! Le lieutenant-colonel Zinozain et un de ses adhérens s'étaient rendus du même coup.

Pincheyra ne comptait plus d'alliés, à l'exception d'un seul cacique qui lui restait, et la défection avait diminué le nombre de ses vrais soldats. Cependant il ne se laissa pas décourager. — Je sers la cause du roi don Fernando, et j'ai de nombreux amis dans toutes les provinces, répondait-il par son secrétaire aux généraux chiliens, — car j'oubliais de vous dire que Pincheyra avait un secrétaire, qui lui était d'autant plus utile, qu'il ne savait pas écrire; il avait un chapelain aussi, le *padre* Gomez, homme intrépide comme en renferment les couvens de l'Espagne et de ses colonies, mieux fait pour porter la cuirasse que le froc, qui haranguait la bande, se jetait à cheval sur les canons dans les momens difficiles, et poussait, au fort de la mêlée, des cris de : Vive le roi!

Au moment où la situation de Pincheyra et des siens semblait désespérée ou au moins fort compromise, les événemens vinrent à leur secours; les troubles qui désolèrent la république chilienne pendant plusieurs années consécutives ne permirent point à ceux qui disposaient du pouvoir de diriger contre les rebelles de nouvelles expéditions. Cet

état de choses ne dura guère moins de cinq ans, depuis 1827 jusqu'en 1832, et, quoiqu'il y eût plus d'un enseignement à tirer de l'étude de ces faits, je les passerai sous silence pour arriver au dernier acte du drame dont Pincheyra est le héros.

L'existence d'un chef de partisans survivant à la cause qu'il représente avait quelque chose de trop anormal pour qu'elle se prolongeât indéfiniment. Par le seul fait du rétablissement de la paix et de la consolidation des républiques nouvelles, déjà reconnues des puissances d'Europe, Pincheyra sentait diminuer son influence sur les populations; la faction espagnole ne pouvait plus fonder sur lui les mêmes espérances. Il est vrai que les mutineries de quelques régimens chiliens avaient fourni à Pincheyra beaucoup de déserteurs qui se jetaient dans son parti par esprit de vengeance; les Indiens Pehuenches lui prêtaient aussi le concours de leurs hordes, dont le nombre équivalait et au-delà à celui des alliés de même race qui s'étaient retirés de son camp. Les événemens prouvèrent que, pendant ces quelques années, les Pincheyras se trouvaient matériellement plus forts que jamais; cependant ils avaient beau se dire soldats du roi, on ne voyait en eux que des brigands organisés. Du haut de son aire, Pablo Pincheyra pouvait encore traiter de puissance à puissance avec le gouvernement nouveau; mais il aima mieux braver jusqu'au bout un pouvoir sans prestige à ses yeux. Peut-être même ne prononçait-il le nom de Ferdinand VII que pour blesser plus cruellement l'orgueil des républicains, et il fit tant que la fortune enfin l'abandonna.

En janvier 1832, un corps de mille hommes et plus, infanterie et cavalerie, précédé d'une centaine d'Indiens qui servaient d'éclaireurs, arrivait au pied des Andes. Le gouvernement venait de déclarer, dans des proclamations pleines d'emphase, mais fort énergiques, qu'il voulait en finir avec ces hordes de *desesperados*, la honte et le fléau du pays. Il était temps; les bandits, habitués à l'impunité, se montraient dans les campagnes à une grande distance de leurs retraites ordinaires. Leur nombre semblait se multiplier chaque jour, et les Indiens Pehuenches, qui les soutenaient, montraient une audace et une avidité de pillage qui faisaient tout fuir devant eux. Il s'agissait de savoir définitivement à qui appartiendrait le territoire si long-temps disputé, et si on obéirait, dans les régions voisines des Andes, au gouvernement établi ou à Pincheyra. Cette grave question, l'armée qui entrait en campagne devait la résoudre. Il y a lieu de croire que l'ennemi ne se savait pas si sérieusement menacé; les troupes étaient arrivées à quatre-vingts lieues du camp des insurgés, à l'endroit nommé *Roble Gaucho*. Là demeurait Vallejos, le secrétaire de don Pablo Pincheyra; ce dernier s'y trouvait en personne, avec deux ou trois de ses partisans, paisiblement assis et ne redoutant aucun danger. Tout à coup un détachement de grenadiers

à cheval, conduit par des espions déserteurs du camp des rebelles, met pied à terre, et entre l'arme au poing. « Le voilà ! » crièrent les traîtres en montrant du doigt leur ancien chef, et au même instant une décharge de mousqueterie renversa tous ceux que recélait cette maison, y compris Vallejos et Pablo Pincheyra. Ainsi périt obscurément, par surprise, sans pouvoir se défendre et au début de la campagne, cet homme, qui depuis huit ans fatiguait les troupes du Chili.

Animés par un succès qui passait leurs espérances, les soldats franchirent en trois jours les quatre-vingts lieues (1) qui leur restaient à parcourir pour arriver au repaire des bandits. Leur marche avait été si rapide, que l'ennemi n'eut pas le temps de se défendre dans les défilés; ils surprirent sept des neuf sentinelles qui gardaient en toute saison les abords du camp, et débouchèrent dans ces vallées profondes qui communiquaient entre elles par des gorges. Alors ils aperçurent, adossée au marais qu'on nomme *Laguna de Epulanquem*, toute l'armée des Pincheyras rangée en bataille. Il s'agissait de l'envelopper, et la division se partagea en trois colonnes, qui devaient converger sur le même point. Les rebelles avaient commis une grande faute en restant sur la défensive et en se laissant enfermer dans ce cercle de montagnes escarpées; mais Pablo Pincheyra n'était plus, et ses partisans consternés jetaient un regard de découragement sur son frère, Jose Antonio, qui les commandait en chef pour la première fois. L'action commença par une vive fusillade, et les Indiens Pehuenches, fort peu sensibles à l'honneur quand leur vie est menacée, prirent la fuite avec d'horribles clameurs. A ces cris d'épouvante succédèrent les hurlemens du désespoir, car, en fuyant, les sauvages donnèrent au milieu de la cavalerie, qui se tenait embusquée à l'entrée des passages. Ils périrent en si grand nombre dans cette course désordonnée, que, sur un espace de trois lieues, la route qu'ils parcouraient fut jonchée de leurs cadavres. Peu à peu les trois colonnes, se rapprochant du gros des insurgés, les écrasèrent du haut des rochers; tout ce qu'il y avait là de combattans périt par les armes ou tomba aux mains des vainqueurs. Sur neuf cents bandits armés qui prirent part au combat, sans compter les Indiens, deux cents restèrent sur le champ de bataille, et sept cents furent faits prisonniers. On forma de ces soldats de Pincheyra un régiment qui reçut le nom de *carabiniers de la frontière*, et ce ne sont pas les plus mauvais de la république. Des armes, des munitions en grand nombre entassées dans cet arsenal, des vivres et beaucoup d'objets précieux, furent les trophées de la journée; mais on n'y trouva point le fameux trésor que l'on supposait avoir été amassé par les rebelles. Quand on ouvrit la

(1) Il ne faut pas oublier que, dans ces contrées, l'infanterie monte à cheval quand il s'agit de faire des marches forcées.

barrière aux immenses troupeaux réunis autour du camp, on vit les bœufs et les chevaux se précipiter avec bonheur vers les vallées verdoyantes d'où ils avaient été enlevés. On délivra plus de mille femmes de tout âge, qui vivaient captives dans cette capitale des états de Pincheyra, gardées à vue par les guerriers qui se les étaient appropriées, et je n'oserais assurer qu'elles accueillirent toutes avec des cris de joie ceux qui les rendaient à la liberté.

Les Chiliens avaient pris leur revanche de la défaite de Longabi. Toutefois la revanche n'était pas complète encore, car Jose Antonio avait échappé au carnage. Monté sur un cheval comme on n'en trouve que dans ces contrées, il se sauva à la faveur des ténèbres, en escaladant des montagnes à pic, suivi de cinquante de ses plus fidèles partisans. Sans perdre de temps, la cavalerie, aidée d'une troupe d'Indiens auxiliaires, se mit à le traquer de rocher en rocher, afin de lui couper la retraite du côté des pampas. Un jour, des espions ayant retrouvé sa trace, il allait tomber vivant entre les mains des soldats, quand sa sagacité de sauvage lui fit découvrir leurs pas sur la poussière, et cette fois encore il put se cacher dans une grotte inaccessible, connue de lui seul. Pendant quelque temps, il erra ainsi, successivement abandonné par ses compagnons. Quand il n'en compta plus que quatorze autour de lui, quand la faim se fit sentir, quand les détachemens qui battaient les montagnes dans toutes les directions ne lui permirent plus de s'aventurer hors de sa caverne, il demanda à capituler; mais il n'était plus temps. Admis à se rendre à discrétion, Jose Antonio Pincheyra avait à peine déposé les armes, que quatre balles l'étendaient raide mort.

— Et l'impassible personnage qui se promenait tout à l'heure si gravement au milieu des cavaliers sans prendre aucune part à leurs jeux? demandai-je à don Eugenio. Vous m'avez dit, je crois, qu'il faisait partie...

— Chut! le voilà tout près de vous, qui dort du sommeil du juste. Ne vous y fiez pas cependant; ces gens-là ne dorment jamais que d'un œil. Il s'est approché de nous par instinct, pour tâcher de saisir au passage quelques mots de ce récit dont il a deviné le sujet, soyez-en sûr. J'oubliais d'ajouter, en terminant, que, dans le bulletin de cette bataille, il était dit que quatre hommes seulement de la bande des Pincheyras avaient trouvé un refuge dans les pampas : trois brigands sans nom et un chef (*caudillo*) de quelque importance, nommé don Vicente...

— Hein! fit le cavalier mystérieux en se soulevant sur le coude.

— Je voulais vous demander, *amigo*, si vous avez là votre briquet, lui dit don Eugenio en me jetant un regard de côté. Je ne serais pas fâché de fumer un cigare avant de m'endormir.

Vicente, car c'était bien le Pincheyra que la dépêche officielle avait signalé, alluma rapidement sa mèche de coton, prit un cigare que lui offrit don Eugenio et se recoucha auprès de nous.

III.

Le lendemain matin, tandis que les tranches de bœuf destinées au déjeuner rôtissaient devant le feu, nous nous promenions dans la direction des montagnes. D'énormes condors, qui sont aux aigles ce que les Andes sont aux Pyrénées, descendaient vers les plaines pour y chercher la pâture qu'ils ne trouvaient plus dans la Cordilière, couverte de neige. Nous espérions apercevoir à l'horizon le gros de la caravane que don Luis ramenait des mines; mais rien ne paraissait encore, et nous revînmes au camp nous asseoir près du Pincheyra, qui se chauffait au soleil les deux mains appuyées sur son sabre. Il portait une casquette, ou plutôt une espèce de toque sans visière d'origine espagnole, et un *poncho* bleu fort propre, pareil à celui des artilleurs de Buenos-Ayres. Il y avait en lui du soldat et du brigand. A sa physionomie régulière et belle, on l'eût pris pour un Andalou de Vejer ou de Tarifa.

— Il me reste à vous raconter, me dit don Eugenio, comment cet homme se trouve ici. Notre compatriote, M. ...., ou don Luis (car on ne lui donne pas d'autre nom dans ce pays), officier d'artillerie sous l'empire et compromis pendant les événemens de 1815, quitta la France à la rentrée des Bourbons. Sa mauvaise étoile le conduisit sur les bords de la Plata, où ses connaissances variées semblaient lui promettre un brillant avenir. Comme beaucoup d'autres, il ne rencontra sur cette terre de liberté que d'amères déceptions. D'essais en essais, il arriva jusqu'à Mendoza, où il établit une distillerie, et le succès de son entreprise paraissait assuré, quand la guerre civile vint une fois encore renverser ses projets. Dévoré d'ennui et cherchant à appliquer ses connaissances à quelques grands travaux, il tourna sa pensée vers l'exploitation des mines abandonnées depuis la retraite des Espagnols. Réveiller cette industrie lucrative dans des provinces ruinées, c'eût été y répandre la richesse et la vie.

Sur ces entrefaites, don Facundo Quiroga, dont le triomphe du parti fédéral assurait la toute-puissance, établit son quartier-général à Mendoza. Cette ville fut le lieu qu'il choisit pour diriger l'expédition contre les Indiens, dont il était commandant en chef. Et remarquez que ce soulèvement des sauvages *pamperos* coïncidait avec les dernières campagnes des Pincheyras. Vous aurez entendu dire que ce sont des Espagnols qui aujourd'hui encore conduisent les Indiens au pillage, car on les accuse de tout ici; ce qu'il y a de vrai, c'est que des déserteurs échappés du camp de don Pablo ont réveillé dans l'esprit de ces démons le

goût du pillage, que les calamités qui nous ont affligés de ce côté-ci des Andes étaient un contre-coup de l'insurrection des Pincheyras. Le général Quiroga se trouvait ici plus à portée de repousser les Indiens et plus à l'abri des piéges que ses ennemis nombreux et ses rivaux pouvaient lui tendre.

Quand on parle de Quiroga, deux choses sont difficiles : faire son éloge et le calomnier, tant il a fait de mal et peu de bien. Je dirai seulement que ceux qui l'ont vu de près ont pu distinguer en lui, sous l'enveloppe féroce et astucieuse du *gaucho*, le coup d'œil juste et parfois élevé de l'homme supérieur. Don Luis exerçait sur cette intelligence mal réglée et sans culture, sur cet esprit ombrageux et sujet à de violentes fureurs, un certain ascendant, par cela seul qu'il lui parlait avec la liberté d'un soldat. Quiroga, qui se plaisait à voir le vulgaire trembler sous son œil fauve, aimait cette ame forte qui ne fléchissait pas en sa présence, et puis, comme tous les héros de ces républiques nouvelles que la gloire de Napoléon empêche de dormir, il ne se lassait jamais d'entendre raconter les batailles de l'empire.

Depuis long-temps, don Luis sollicitait Quiroga de l'aider dans son entreprise, de lui fournir les moyens de retrouver certaines mines que les écrits d'un ancien auteur plaçaient aux environs du mont *Pallen;* l'occasion s'offrit enfin. Un soir, don Luis entrait chez le général au moment où celui-ci se mettait à table : « *Por Dios*, cria Quiroga, vous arrivez à point; voici une salade que je crois empoisonnée; vous qui connaissez la chimie... — Si elle contient du poison, tant mieux, répondit don Luis en l'avalant; j'aime mieux mourir que d'attendre éternellement votre bon plaisir. » Cette action hardie plut à Quiroga. « Ah! reprit-il avec un accent de conviction et de vérité qui ne lui était pas ordinaire, ces Européens ont du bon parfois!... quelle population j'ai à gouverner ici! Des gens habitués aux vieilles coutumes, qui se laissent mener à coups de plat de sabre du matin au soir, pourvu qu'ils dansent toute la nuit (1)! Écoutez, don Luis, je vous nomme commandant de l'arrière-garde de la division qui marche contre les Indiens; suivez l'armée aussi loin qu'il vous plaira, et puis vous la quitterez pour aller explorer les montagnes. Je vous fournis des chevaux et des mules, choisissez vos hommes, et je vous promets de faire fusiller quiconque vous abandonnera. »

Le Pincheyra qui était venu chercher un refuge derrière les Andes fut aussitôt désigné comme le seul homme dans tout le pays qui pût

(1) En s'exprimant ainsi, Quiroga faisait allusion au parti *unitaire*, qui se composait surtout de la classe aisée du pays. Il régnait dans cette portion des habitans de la République Argentine une aménité de mœurs, une élégance de manières qui irritaient le chef des fédéralistes. Il sentait que jamais sa puissance violente et brutale ne serait acceptée par ces *aristocrates*.

nous servir de guide; je dis nous, car j'acceptai les propositions que me fit don Luis de me joindre à lui.

Don Eugenio en était là de son récit, quand je crus devoir l'interrompre pour lui montrer une forme encore incertaine qui commençait à poindre à l'horizon; peu à peu cette forme se dessina plus nettement, et nous distinguâmes une mule qui trottait vers nous, portant sur son dos un personnage plus semblable à Sancho qu'à un cavalier des pampas. Il avait un chapeau blanc et une longue veste grise qui ne cachait ni pistolets, ni ceinturon de sabre. Quand il mit pied à terre, un léger sourire effleura les lèvres du Pincheyra, et tous les *gauchos* s'écrièrent : *El molinero* (le meunier)! Pour ces gens à demi sauvages, qui ne vivent que de viande, un meunier est une espèce d'homme assez inutile. Il est vrai aussi que la figure du nouveau venu, à la différence de leurs faces balafrées de coups de couteau, respirait la plus parfaite bonhomie. Don Eugenio lui tendit cordialement la main, et me le présenta sous le nom de M. Jean, Provençal de naissance et meunier de profession. — Monsieur que voici, ajouta-t-il, fit partie de l'expédition en qualité de directeur des fourneaux que nous emportions à dos de mulet pour essayer les métaux dans la montagne.

— Hélas! oui, répliqua Jean; je ne savais plus que devenir. Dans ces pays, il y a bien des moulins à eau et pas un moulin à vent, précisément le contraire de ce qui a lieu en Provence, où l'eau est rare. Accoutumé à tendre mes toiles sur les hauteurs, je m'ennuyais à périr dans les ravins où ces gens-là vont établir leurs usines, et puis, monsieur, quels mécréans que ces hommes toujours armés de sabres et de couteaux! Ils tuent un chrétien comme un ortolan. Seriez-vous venu aussi chercher fortune par ici, monsieur? ajouta M. Jean en se tournant vers moi.

— Non, répondit don Eugenio; monsieur est en route pour le Chili, et je lui contais notre expédition. — Puis, reprenant son récit : — Nous partîmes un peu tard, continua-t-il, parce que l'armée avait de grands préparatifs à faire, et l'arrière-garde, avec laquelle nous marchions, composée des femmes, des enfans, des bagages et des troupeaux, s'avançait avec une lenteur désespérante. Au passage des rivières, il fallait démonter les chariots, et former, avec les roues et la caisse, des radeaux sur lesquels on pût transporter tout cet embarrassant attirail. Mon rôle d'aide-de-camp me laissait en partie la responsabilité de ces travaux. Jean m'aidait de son mieux, car il est bonne créature, et don Luis, absorbé dans ses projets, attendait avec une impatience extraordinaire le moment où il abandonnerait le commandement de cette arrière-garde, que Quiroga lui avait confiée, pour se jeter dans la Cordilière.

Ce moment arriva enfin; j'avoue que je le vis venir avec une cer-

taine inquiétude, car je commençais à me demander ce que j'étais venu faire dans cette maudite galère. A mesure que nous avancions dans le désert, les espérances que j'avais formées se dissipaient devant l'effrayante réalité de ces pics mornes et menaçans vers lesquels nous allions monter après les avoir constamment suivis des yeux. Aussi, lorsque nous vîmes cette arrière-garde tumultueuse s'éloigner, quand le grincement des chariots sur leurs essieux de bois ne retentit plus à nos oreilles, quand nous nous trouvâmes réduits à notre petite troupe de trente et quelques hommes perdus dans l'immensité, j'éprouvai un serrement de cœur inexprimable. Ce qui me déroutait aussi, c'était la muette résignation de nos *gauchos;* ils ne chantaient plus, mais ils marchaient avec cette insouciance du lendemain qui leur fait affronter tant de périls. Le Pincheyra galopait en avant comme un homme qui retourne chez lui, don Luis examinait une à une les pierres qui pouvaient lui fournir quelque indice du gisement des mines, et Jean récitait des patenôtres. Quelquefois, profitant des haltes, le Pincheyra s'éloignait du camp pendant tout un jour; où courait-il? personne ne l'a jamais su. Les gauchos disaient qu'il allait voir si le trésor caché par les Pincheyras avant l'attaque de leurs retranchemens était encore à sa place. Toujours est-il qu'il revenait de ces mystérieuses excursions tantôt avec des couvertures et des harnais, tantôt avec des chevaux indomptés qui semblaient obéir à sa voix. Nous ne le questionnions jamais sur ces disparitions, qui lui donnaient aux yeux de toute la troupe un prestige extraordinaire. D'étape en étape, nous arrivâmes si près du camp détruit des Pincheyras, que nous tombâmes un soir au milieu d'une foule d'ossemens humains, et même, ce qui est affreux à dire, nous distinguâmes des cadavres d'Indiens et de blancs que des chiens errans avaient déterrés. Nous eûmes beaucoup de peine à leur arracher ces restes défigurés de nos semblables, que nous ensevelîmes plus profondément : il restait çà et là des *ponchos*, des couvertures, quelques dépouilles qui ne recouvraient plus que des squelettes; mais les cavaliers de la caravane, frappés d'une terreur superstitieuse, n'eurent pas même l'idée de s'approprier ce butin. Quant aux chiens, trouvant à vivre à la suite de notre petite troupe, ils s'attachèrent à nous pour ne plus nous quitter.

— Seraient-ce par hasard, demandai-je avec un effroi involontaire, ces grandes vilaines bêtes à oreilles de renard, à queues de loup, que toute la nuit j'ai senti se coucher sur moi?

— Précisément, reprit don Eugenio; ils appartiennent à cette race de chiens marrons qui errent dans les pampas et se réunissent par bandes pour attaquer les troupeaux et même les hommes. Ils ne manquent jamais de suivre les armées; un champ de bataille est pour eux une abondante curée, et ceux-ci ne tarderont pas à redevenir sauvages quand

la petite caravane réunie ici se sera dispersée. La rencontre de ces animaux fut pour nous l'indice certain que nous étions dans les parages occupés naguère par les Pincheyras. Arrivés aux dernières vallées, nous en choisîmes une assez abondante en herbe pour y faire hiverner le surplus de nos bêtes de somme et les bœufs qui devaient servir à notre nourriture.

— Et notez bien, monsieur, que, comme des païens, interrompit Jean, nous vivions de chair presque crue; nous n'étions que trois à manger du pain, et nous n'en avions pas chacun de quoi suffire à un Anglais! Ah! moi qui étais venu ici exprès pour faire fortune, en être réduit à vivre de tranches de bœuf séchées au soleil! A l'heure qu'il est, monsieur, si j'eusse été moins ambitieux, moins fou, je serais peut-être maître meunier aux portes de Marseille! Quand je me vis là, dans cette vallée, réduit à faire paître des bœufs sous la direction de M. Eugène, le cœur me manqua. Don Luis ramassait toutes les pierres qui semblaient tombées de la montagne, il en prenait de toutes couleurs, mais en attendant on n'installait point les fourneaux, et je commençais à croire que l'or ne se ramasse à pleines mains ni au Chili ni au Pérou.

M. Jean avait des façons particulières de sentir et de parler. Comme Sancho, à qui j'ai dit déjà qu'il ressemblait un peu, il regrettait éternellement son village, et cependant je ne sais quelle vague espérance le poussait à courir les aventures. Ce n'était pas précisément une île qu'il cherchait, mais une position indépendante, supérieure à celle que sa naissance lui offrait dans son pays. Sous quelle forme la rêvait-il? voilà ce qu'il serait difficile d'expliquer, car il cachait ses petits projets aussi soigneusement que les quelques piastres, fruit de ses épargnes et de son travail. Entre cet homme doux par caractère, patient, laborieux, préoccupé du lendemain, que le hasard avait jeté dans la vie sauvage, et le Pincheyra insouciant, inhabile à toute profession autre que celle des armes, indépendant, aventureux, que la ruine de son parti avait relancé hors des montagnes, le contraste était complet. Quand par hasard ces deux personnages se regardaient, on voyait qu'ils étaient une énigme l'un pour l'autre.

—Nous campions dans cette vallée depuis quelques jours à peine, continua don Eugenio, quand don Luis, après s'être concerté avec le Pincheyra, se remit en marche. L'hiver s'annonçait déjà; la neige couvrait la grande chaîne des Andes; il était trop tard. Ceux d'entre les cavaliers qui furent désignés pour accompagner don Luis jusqu'au bout de la course n'hésitèrent pas à le suivre, non par attachement à sa personne : que leur importait ce Français, cet étranger qu'ils ne connaissaient pas? mais le péril et les fatigues ne les effrayaient guère, et puis l'ordre du jour qui les condamnait à mort en cas de désertion ne s'effaçait point de leur esprit : ils eussent plutôt rapporté leur maître

mort sur leurs épaules que de paraître sans lui devant Quiroga. Quant à moi, il fut convenu que je resterais à garder le camp et les troupeaux en compagnie de Jean, et que j'attendrais là de nouveaux ordres de don Luis. Lorsque je le vis s'éloigner résolûment, décidé à pousser son expédition jusqu'au cap Horn s'il le fallait, insensible au froid et à la faim, je crus comprendre qu'il ne voulait plus revenir, qu'il faisait le sacrifice absolu d'une vie pleine de chagrins et de déceptions. Ce n'était pas que nous n'eussions trouvé déjà de beaux échantillons de minerai; la pesanteur seule de certaines pierres mêlées à la surface de parcelles d'or prouvait l'existence de mines fort riches; mais comment rajuster un fragment de rocher apporté de loin par les avalanches et les torrens au bloc d'où il a été détaché, surtout quand la neige tombe nuit et jour? Comment exploiter des mines, dans le cas où l'on en découvrirait, si loin des habitations, si loin des villes, et cela quand on voit le désert envahir jusqu'aux terres cultivées? et quelle sécurité eussent offerte aux exploitateurs ces gouvernemens jaloux des étrangers, avides de jouir du labeur d'autrui? Voilà ce que je voyais clairement, non sans m'étonner de ne pas l'avoir compris plus tôt. Ces réflexions pénibles m'accablaient; le manque absolu de travail plongeait mon ami Jean dans des abattemens à faire pitié. Jeune et connaissant trop peu la vie pour en être dégoûté encore, je ne me sentais point disposé à finir tristement mes jours dans un ravin au fond des Andes. Déjà les chevaux mouraient de froid, et de loin en loin je recevais de don Luis de petites lettres dans lesquelles l'exaltation de la pensée croissait en raison inverse des résultats probables de l'expédition. Un jour, le gaucho qu'il m'expédia me remit un simple billet écrit au crayon, si peu lisible, que je dus questionner le messager lui-même. Cet homme m'avoua que don Luis était arrêté définitivement par les neiges; exténué de lassitude, incapable de se tenir debout, il persistait cependant à hiverner dans ces hautes régions, dût-il survivre seul au dernier de ses gens ou périr le premier. Dès-lors, ma résolution fut arrêtée. Après avoir adressé à don Luis une courte explication de mes motifs et essayé, bien que cela fût inutile, de le dissuader de ses projets de suicide (car je ne donnais pas d'autre nom à son entêtement), j'appelai Jean et lui demandai s'il voulait partir avec moi. Vous supposez bien qu'il ne se fit pas prier, et je lui laisse le soin de vous raconter l'histoire de notre retraite, car il a joué un grand rôle dans cette partie du voyage.

Jean se grattait la tête comme un homme qui recueille ses souvenirs, et après cinq minutes de réflexion il ouvrait la bouche, quand un certain mouvement se fit remarquer parmi les cavaliers. Debout, les mains dans la ceinture, ils regardaient un groupe de soldats qui s'avançait vers l'*hacienda* assez lentement. — Est-ce don Luis qui arrive? demandai-je au Pincheyra toujours assis au soleil. L'ex-bandit se con-

tenta de secouer la tête d'une façon négative, et bientôt nous reconnûmes un piquet de dragons armés de lances plus longues que celles des Cosaques, dont le fer reluisait au soleil. Ils escortaient quelques Indiennes captives, triste butin d'une guerre sans profit et sans gloire, mais pleine de périls. Ce fut pour les gauchos l'occasion de faire éclater une joie féroce, qu'ils exprimèrent par des propos grossiers, auxquels les soldats ne manquèrent pas de répondre. Les captives, impassibles sur leurs chevaux, continuaient à marcher au pas, tandis que les dragons échangeaient avec nos gens des poignées de main et des cigares. Parmi ces femmes, il y en avait de jeunes; elles portaient autour du front un bandeau d'un métal assez fin; des pendans d'oreilles de forme carrée et larges comme la main leur tombaient sur les épaules. Pour garantir contre le froid leurs jambes nues, elles les relevaient sous la couverture, qui les enveloppait tout entières, ne laissant apercevoir que leurs faces rouges et plates, sur lesquelles on ne découvrait la trace d'aucune passion, d'aucun sentiment. Dès le lendemain, elles devaient être distribuées en qualité de captives et comme indemnité aux habitans de la frontière qui avaient le plus souffert des dévastations commises par leur tribu. Leur sort ne changeait guère : dans les maisons, comme sous leurs tentes en peau de cheval, on les emploie à tisser des manteaux et des couvertures. Cependant je les regardai passer avec une certaine émotion, et les suivis du regard tandis qu'elles cheminaient du côté de Mendoza. Quand le faisceau de lances qui les entourait se fut confondu à l'horizon avec les tiges des grandes herbes, je priai Jean de commencer sa narration.

— On gagnerait sa vie à montrer ces gens-là aux foires, dit le meunier; mais il serait difficile de les nourrir, attendu que ça ne mange que du cheval! Pour en revenir à notre histoire, monsieur, je commençais à désespérer de jamais revoir l'aile d'un moulin, et je me demandais pourquoi j'étais venu me perdre *dans les îles*, quand don Eugenio me proposa de déserter la partie. Nous avions le droit d'être fusillés en arrivant à Mendoza. Le général Quiroga l'avait promis; mais étions-nous sûrs de ne pas périr dans le désert? Nous partîmes donc; don Eugenio, qui se connaît en chevaux, choisit les cinq meilleurs de ceux qui nous restaient, et, dès le soir même, nous couchions à dix lieues du camp. Le brigand n'était plus là pour nous conduire; je le regrettais, parce que cet homme, tout brigand qu'il a été, connaît sa route, comme les marins, rien qu'à regarder les étoiles. Vous savez ce qu'on appelle des routes dans ce pays-ci : c'est la trace des animaux qui ont pu passer dans un endroit il y a un an et plus. Pour la retrouver, il faut se coucher à plat ventre, souffler la poussière, tâter avec la main le pas d'un cheval, ou bien avec le pied sonder sous l'herbe l'empreinte de la roue d'un

chariot. Dans la plaine, on se tire encore d'affaire, parce qu'on a le secours du soleil; mais sortir de la Cordilière, c'est là le difficile. Nous tournions à droite, à gauche, comme des chiens de chasse, flairant le sentier... Bah! quand nous arrivions au fond d'une vallée, la trace se perdait, les pas des animaux se brouillaient, parce qu'il y avait eu là quelque campement, de façon que toutes les bêtes étaient allées brouter de côté et d'autre. Moi, je ne savais plus que devenir. Don Eugenio me disait : « Restez là, Jean! » et il traçait avec son cheval un cercle dont j'étais le centre. Là, je devais allumer un petit feu d'herbes sèches, dont la fumée s'élevait droit comme une colonne; don Eugenio se guidait sur cette fumée pour bien chercher tout alentour, ce qui durait souvent des heures entières. Je n'osais pas souffler trop fort, de peur d'attirer sur nous, par une grande flamme, quelque horde de sauvages. Quand ma fumée allait bien, je me cachais dans les buissons, et vous croyez peut-être que j'y étais tranquille? Non; il me passait sur la tête l'ombre de quelqu'un de ces grands oiseaux que vous voyez planer là-bas; un de ces lièvres de Patagonie, gros comme des renards et dont la peau fait de si bonnes fourrures, se levait près de moi tout effrayé, et j'avais des peurs à me rendre fou. Aussi, du plus loin que je voyais revenir don Eugenio, je lui faisais des signes, je courais et je n'osais parler jusqu'à ce qu'il m'eût dit : « Jean, j'ai retrouvé le chemin! » Ce qui voulait dire souvent que nous avions fait dix lieues de trop, et qu'il fallait grimper encore dans les montagnes pendant cinq heures. Ce voyage-là durait depuis deux semaines, et nous ne savions plus quoi manger, quand la Providence nous envoya une demi-douzaine de bandits qui chassaient l'autruche. Nous leur parûmes trop pauvres pour des voyageurs bons à dépouiller; au lieu de nous faire du mal, ils nous donnèrent quelques livres de viande fumée. Avec ce petit secours, nous atteignîmes le fort San-Carlos, où nous dormîmes enfin sous un toit, ce qui ne nous était pas arrivé depuis plus de quatre mois. Du fort à Mendoza, on compte trente lieues; mais je me croyais rendu, moi qui venais de faire plus de..., bah! plus de...

— Deux cents lieues, dit don Eugenio; nous avions campé auprès de Casa-Trama, l'ancien fort des Pincheyras.

— Voyez, monsieur, deux cents lieues, et des plus longues que j'aie jamais parcourues. Nous avions traversé le désert, les plaines, les pampas, les Cordilières, que sais-je? des pays de toute sorte, qui ont des noms extraordinaires et pas d'habitans. A la première église que je rencontrai en entrant à Mendoza, je brûlai un fameux cierge à la bonne Vierge; j'en brûlai même deux, parce qu'il me revenait une autre frayeur. Je ne savais pas encore comment le général Quiroga prendrait la chose. Heureusement qu'il était malade; don Eugenio lui ex-

pliqua nos raisons, qu'il n'écouta pas. Il paraît qu'il nous regarda comme des associés de don Luis, qui avions le droit de nous séparer de lui, et puis il était peut-être ennuyé de tuer du monde.

— Mais que dira don Luis quand il sera arrivé? demandai-je à l'honnête meunier?

— S'il se plaint de nous au général? ajouta don Eugenio en affectant une inquiétude qu'il ne ressentait pas.

— Don Eugenio est là, il lui fera entendre raison; il m'a déjà sauvé deux fois la vie en m'arrachant du fond des montagnes et en me ramenant jusqu'à Mendoza; il ne m'abandonnera pas. Après tout, don Luis n'est pas méchant; il a des idées de trésors et de mines qui lui tournent la tête, et voilà tout.

Jean prononça ces dernières paroles en forme de monologue; puis, s'adressant de nouveau à don Eugenio : — J'ai fait de mon mieux, monsieur, ajouta-t-il, pour vous servir dans toute la campagne. Vous vous rappelez bien aussi que ce n'est pas moi qui, le premier, ai demandé à partir. Ce que vous dites là me remet dans des transes mortelles. Vous êtes courageux, et moi, j'ai beau faire, je ne peux m'empêcher d'avoir peur. Sans vous, je serais mort de frayeur cent fois pour une, je serais mort de faim, j'aurais été pris par les sauvages,... mangé par ces vilains chiens qui vivent de chair humaine... Nous ne sommes pas revenus de si loin pour être fusillés; c'est impossible!... Ah! don Eugenio, je me mets encore sous votre protection, je suis sûr que vous n'abandonnerez pas le pauvre Jean!

En parlant ainsi, Jean, que l'émotion gagnait d'une manière visible, ne put retenir de grosses larmes, et, au moment où Eugenio mettait la main dans la sienne avec un sourire affectueux, il lui sauta au cou. — Honnête Provençal! je lui sus gré de me montrer dans ces pays sauvages ce que je ne voyais plus depuis long-temps, une physionomie naïve et attendrie.

Le soir même, don Luis arriva. Du plus loin que nous reconnûmes la caravane, nous nous portâmes à sa rencontre. A travers une forêt d'arbustes s'avançait une douzaine de gauchos à cheval, dont on ne voyait que la tête coiffée du bonnet pointu et enveloppée du mouchoir noué sous le menton. Les mules, bien maigres, éclopées, couvertes de harnais usés, se glissaient à travers les branches, accrochant çà et là leurs charges de pierres et les ustensiles sans nombre qu'elles avaient portés pendant cinq cents lieues. A quelques pas derrière ses gauchos, et comme s'il eût regretté les montagnes, d'où la faim et un dénûment absolu l'avaient chassé, marchait don Luis, à pied, la barbe inculte, miné par la fièvre et se soutenant à peine sur un bâton. Nous mîmes pied à terre pour l'aborder; don Eugenio se précipita vers lui, suivi de Jean, qui s'attachait à ses pas comme une ombre. Le mouvement que

fit don Eugenio en serrant la main de don Luis démasqua le meunier, qui se trouvait là immobile, son chapeau dans les deux mains, attendant son pardon.

— Ah! s'écria don Luis en soupirant et comme un homme qui rêve, vous m'avez abandonné, mon ami, et toi, Jean, tu as déserté!... Je ne vous en veux pas. J'ai fait une répétition de la retraite de Russie, mes enfans; l'hiver et la neige m'ont vaincu, mais j'ai poussé jusqu'au bout,... et un jour on suivra ma trace.

IV.

L'avant-garde se réunit au gros de la caravane, et toute la petite troupe vint camper dans la cour du grand et triste bâtiment que nous occupions à Mendoza. Les essais que fit don Luis prouvèrent qu'il avait rencontré des parages abondans en mines d'or, et, si son expédition semblait manquée, au moins lui restait-il la gloire de l'avoir accomplie. Peu à peu les gauchos engagés dans cette campagne retournèrent à leurs habitations respectives, comme des soldats licenciés prêts à reprendre du service. Peut-être quelqu'un d'entre eux, rêvant la conquête du trésor des Pincheyras, s'aventura-t-il de nouveau dans les vallées les plus solitaires des Andes. Il en est sans doute de cet amas d'or et d'argent comme de celui que les Incas, en d'autres temps, cachèrent auprès de Lima, dans les montagnes voisines du temple du Soleil : depuis deux siècles, on fouille la terre pour le trouver; dans deux siècles, on le cherchera encore.

Vicente le Pincheyra montrait moins d'éloignement pour nous, nés en Europe, que pour les gens du pays (*hijos del pais*); il daignait même s'entretenir quelquefois avec nous. — Savez-vous, lui dis-je un jour, que vous possédez un secret qui se vendrait cher! — Je le conserverai jusqu'à la fin et comme une sauvegarde, répondit-il; peut-être ne m'a-t-on laissé la vie que pour l'obtenir de moi. — Il y a donc vraiment un trésor enseveli dans la neige? — Pour toute réponse, Vicente me montra ses jambes perclues de douleurs et cousues de blessures. — En cherchant un refuge de ce côté-ci des Andes, lui demandai-je encore, avez-vous reconnu la République Argentine? — Je n'ai rien à reconnaître, reprit-il; on m'a promis de me laisser vivre, et moi j'ai demandé à ne plus servir jamais personne. — Excepté le roi don Fernando, n'est-ce pas? Croyez-vous qu'il soit bien digne de ce dévouement obstiné? — Il est roi, répliqua Vicente; ses aïeux ont régné sur toutes les Amériques; je ne sais pas ce qu'il vaut, j'en conviens, mais aimez-vous mieux don Facundo Quiroga?

Quelques jours après, Vicente partit, et je n'ai plus entendu parler de ce dernier débris de la bande des Pincheyras.

Au mois de janvier de l'année suivante, assis au milieu des rochers qui dominent le port de Valparaiso, je suivais du regard, sur l'immensité de l'Océan, un brick anglais que l'on signalait comme continuant sa route au nord. Tout à coup ce navire, ayant cargué ses basses voiles à la hauteur de la rade, s'approcha de la côte et mit son canot à la mer. Avide de nouvelles, je descendis vers le môle, où déjà un assez grand nombre d'oisifs s'étaient rassemblés. Parmi eux se distinguaient de jeunes et vigoureux *Maulinos*, reconnaissables à leurs longs cheveux tressés, à leur chapeau conique, à leur ample ceinture, et surtout à leurs poses fières et insouciantes. Le canot voguait rapidement vers la jetée; déjà l'officier du port prenait son porte-voix pour le héler, et chacun prêtait l'oreille.

— D'où venez-vous? cria-t-il aux marins qui montaient le canot. — De Londres, répondit le capitaine. — Où allez-vous? — A la côte de Californie? — Quelle nouvelle? — Le roi Ferdinand VII est mort.

Et le canot reprit le large. Ces quelques paroles jetées en passant sur le rivage de l'Océan Pacifique étaient solennelles; on les accueillit généralement comme le signal d'une réconciliation entre l'Espagne et les colonies émancipées. La nouvelle se répandit rapidement; il se forma des groupes de gens de la campagne, parmi lesquels on doit compter les *Maulinos*, et de citadins. On y parlait du monarque mort en des termes différens; ceux-ci disaient *Ferdinand*, ceux-là *le roi*.

Pour être véridique jusqu'au bout, nous devons ajouter que, sur les hauteurs qui dominent le faubourg de l'Almendral à Valparaiso, il s'éleva bientôt un moulin à vent construit par des industriels de Saint-Malo. Jean, que son heureuse étoile avait conduit de l'autre côté des Andes, y trouva à se placer. Guéri de la manie des grandes expéditions, il se résigna de nouveau à tendre ses toiles au vent sur ce riant promontoire, d'où il pouvait encore apercevoir les pics neigeux de la Cordilière.

Th. Pavie.

LE CHATEAU

DE LUCIENNES.

Le plus beau ciel de printemps dorait la campagne le jour où nous allâmes à Saint-Germain, pour nous rendre ensuite au pavillon de la célèbre et malheureuse comtesse Du Barri, dernière favorite de Louis XV. La végétation brisait les nœuds de l'hiver; des couleurs, des nuances sans nombre, des senteurs nouvelles, éclataient dans l'air inondé de lumière. Sur la route de Saint-Germain à Luciennes, nous fîmes involontairement un rapprochement facile entre cette nature si jeune, si fraîche et si riante, pleine de séve et d'abandon, et les jeunes années, le printemps de cette femme dont nous allions visiter la demeure. Sa fortune eut d'abord ce vif éclat, ces tendres reflets, cette étourderie, ce sourire universel et cette adorable vulgarité. Elle fut un peu à tout le monde comme le printemps; elle fut surtout à qui l'aima.

Le château de Luciennes, qu'il faut distinguer du pavillon Du Barri, quoiqu'ils soient l'un et l'autre dans la même propriété, se trouve placé à l'une des extrémités du village de Luciennes, le plus fantasque des villages. Il est presque aussi grand que Versailles, il ne lui manque que des rues et des maisons pour être une ville de second ordre; mais je crois qu'il les attendra long-temps.

Il n'est pas facile de connaître l'origine et surtout le sens de ce nom de Luciennes ou de Louveciennes. Dans le IXᵉ siècle, ce village prend,

dans une charte de concession passée avec les moines de Saint-Denis, le nom de *Mons-Lupicinus*. Faut-il supposer avec l'abbé Lebeuf qu'on l'appela ainsi, parce qu'il servait de retraite à des loups, ou bien, avec d'autres historiens, qu'il tira son nom d'un officier de chasse du roi Chilpéric III, nommé *Lupicius* ou *Lupicinus?* Ce qu'il y a de certain, c'est que, par ce traité, les moines de Saint-Denis devinrent possesseurs par moitié du territoire de Louveciennes, comme ils le furent plus tard de tous les bois, champs, forêts, villages et hameaux placés dans un rayon de vingt lieues autour de Paris. Nous sommes très porté à croire que ce petit point de la terre devra désormais sa célébrité bien moins à la longue occupation de ces moines puissans, riches et ambitieux, qu'au passage brillant de cette femme qui y posa un jour son joli pied et disparut.

Nous ne connaissons pas dans l'histoire moderne de femme plus décriée, plus avilie, plus outragée et plus punie que Mme Du Barri. Elle ne devint la plus élevée par la fortune que pour être la dernière dans l'opinion; elle n'effleura le trône que pour plonger plus profondément dans l'égout du mépris universel. Par une dérision que toute la malignité des hommes ne trouverait pas, elle naquit à Vaucouleurs, où naquit Jeanne d'Arc, et, par une autre dérision non moins étrange, elle reçut en naissant le nom de Jeanne, comme si le hasard eût voulu à tout prix et avec une intention secrète qu'on mît un jour en présence la femme la plus vénérée au monde et la femme la plus dégradée, celle qui sauva la France et celle qui passe pour l'avoir perdue : cruel rapprochement qui, réduit en symbole, présenté aux yeux sous les couleurs significatives de l'image, montre la gloire de l'une flottant dans l'air pur comme un drapeau d'honneur, la célébrité de l'autre rampant à terre et sous les pieds qui la foulent et la salissent.

Pourquoi tant de haines et tant de souillures? N'aurait-on tant crié contre Mme Du Barri que parce que, maîtresse d'un roi, elle n'était pas issue de famille titrée? Était-ce donc un privilége des familles nobles de fournir des maîtresses aux rois? On le croirait en se rappelant que Mlle de La Vallière, Mlle de Fontange, Mme de Montespan, Mme de Mailly, Mme de Châteauroux, Mlle de Lauraguais, étaient d'origine aristocratique. Ont-elles beaucoup pour cela relevé la profession? Personne n'oserait l'affirmer, même parmi les descendans de ces grandes maisons. On a aussi violemment récriminé contre Mme Du Barri parce qu'avant d'être à Louis XV elle avait eu d'autres amans; mais François Ier avait passé bien des légèretés à ses maîtresses, mais Henri IV avait bien souvent fermé les yeux sur les coquetteries de la charmante Gabrielle. Mme Du Barri n'était guère plus coupable que ces dames de haut parage. Le plus ou le moins en pareil cas ne nous semble pas d'ailleurs d'une grave importance, et je ne vois pas pourquoi on demanderait un commence-

ment moral à ce qui est destiné à avoir une fin si peu édifiante. Pourquoi donc cette haine plus vivace et plus longue pour Mme Du Barri, aussi jeune, plus jolie qu'aucune maîtresse royale? Est-ce parce qu'elle coûtait beaucoup d'argent? Louis XV en aurait-il moins dépensé sans elle? Les châteaux bâtis, les fêtes données par Louis XIV à ses favorites, n'ont-ils pas coûté mille fois plus que les caprices de la comtesse? La réprobation ne s'éleva si haut, pensons-nous, que parce que le duc de Choiseul ne parvint pas à donner de sa main au roi Louis XV une maîtresse qui balançât le crédit de Mme Du Barri. Le duc, indigné, la rendit d'abord odieuse à la cour par son pouvoir comme ministre; il put ensuite, par l'influence des écrits qu'il eut la facilité de faire publier contre elle, ameuter toute la France et l'étranger. Sa lutte avec elle est une des phases les plus curieuses de notre histoire. Il ne voulut pas reconnaître à propos, mal conseillé par Mme de Beauveau et par sa sœur, Mme de Grammont, l'immense ascendant promis à la favorite quand elle parut dans le ciel ou dans l'enfer de la cour. Moins habile et moins prudent que le duc de Richelieu, il dédaigna de signer avec elle une alliance offensive et défensive lorsquelle la lui fit proposer, et ce fut sa perte.

Jusqu'ici tous ceux qui ont écrit sur la maîtresse de Louis XV ont copié un livre intitulé *Anecdotes sur madame la comtesse Du Barri*, ouvrage honteux, sans nom d'auteur, publié à Londres chez le fameux Nurse. Comme il était excessivement difficile, même impossible, à Mme Du Barri d'opposer à cette publication, qu'elle essaya cependant, mais inutilement, de faire disparaître, un récit exact et fidèle de sa vie, car c'eût été combattre la calomnie par le scandale, le feu par la poudre, elle garda le silence le plus absolu, en sorte qu'aujourd'hui, à moins de se livrer à un travail peu récompensé par le lecteur prévenu, on ne recueille sur elle que ce qu'en ont dit ses ennemis les plus injustes et les plus violens.

I.

Mme du Barri naquit en 1744, à Vaucouleurs; son père, petit commis aux fermes, nommé Gomart de Vaubernier, pria Billard Dumonceau ou plutôt Du Monceau, riche munitionnaire qui passait ce jour-là par la ville, de tenir l'enfant sur les fonts baptismaux. Après cet événement insignifiant, on ne sait plus ce que devient le père, mort sans doute dans l'obscurité où il avait vécu, et on ne revoit plus la mère et la fille que sur la route de Paris. Qu'allait faire la petite Jeanne de Vaubernier à Paris? Sait-on jamais ce qu'on vient y faire? Elle obéissait à cet énergique aimant qui attire à Paris tout ce qui a en soi un titre à la gloire, à la célébrité, à la fortune. Elle avait son joli visage de province,

clair, charmant, étonné, ses cheveux doux et cendrés, ses yeux bleus, voilés et entr'ouverts, son teint pâle et rose; elle avait son étoile. Qui lui eût dit, lorsqu'elle traversait la grande ville dans sa voiture d'osier, aux courroies paresseuses, aux roues massives et criantes, qu'elle aurait un jour des équipages plus beaux que tous ces équipages qui lui envoyaient de la boue en passant, un hôtel plus profond, plus large et plus splendide que ces hôtels dont elle voyait avec admiration se développer les ailes de marbre, qu'elle porterait à ses épaules et à ses bras plus de dentelles et de diamans que toutes ces dames précédées et suivies de valets en livrée?

Le riche parrain, M. Billard Du Monceau, donna quelques légers secours à Mme Vaubernier et mit sa fille au couvent de Sainte-Aure, inévitable début de toute histoire et de tout roman au XVIIIe siècle. Si l'on n'apprenait pas grand'chose au couvent, on y recevait du moins une instruction proportionnée à l'esprit du temps. La bienveillance du parrain ayant cessé de protéger la filleule, celle-ci glissa nécessairement sur le terrain où rien ne la retenait plus. Elle ne tomba pas tout à coup dans le vice; mais du couvent elle passa chez une marchande de modes de la rue de la Ferronnerie, nommée Mme Labille. Jeanne Vaubernier avait alors seize ans. Cependant, par un reste de respect pour son nom de famille, elle prit celui de Lançon en entrant chez cette marchande de modes. La précaution indique que tout sentiment délicat n'était pas déjà mort en elle, lorsqu'elle eut recours pour vivre à l'exercice de cette profession, qui demandait alors plus de bon goût que de bonnes mœurs. La rue de la Ferronnerie, une des plus vieilles rues du vieux Paris, présentait au milieu du XVIIIe siècle un caractère de physionomie qu'elle a été long-temps à perdre, malgré les secousses de la révolution, les alignemens de l'empire et plusieurs restaurations. Collée à l'antique église des Innocens, dont elle doublait une des quatre faces, elle tenait d'un côté à ce qu'il y a de plus funèbre, de l'autre à ce qu'il y a de plus gai, — à ce qu'il y a de plus vivant et à ce qu'il y a de plus mort. Elle avait vue sur le marché et sur le cimetière. La vieille église des Saints-Innocens, sa tour octogone, les croix noires du cimetière, qui, placé derrière l'église, occupait le carré où est aujourd'hui le marché; les hautes tombes, le pilori, dressé à l'extrémité du cimetière, là même où l'on voit aujourd'hui la halle aux draps, les galeries formant les trois côtés du cimetière, sortes d'arcades grillées pleines de squelettes, supportant une triple ligne de greniers remplis de têtes de morts, — ce qu'on appelait enfin le charnier des Innocens, — jetaient des ombres, et puis encore des ombres sinistres sur le pavé et les maisons voisines, au bas desquelles s'étalaient du matin au soir des milliers de marchandes de légumes et des centaines d'échoppes d'écrivains publics. Les deux côtés de la rue de la Ferronnerie, placée au cœur du marché et du charnier,

n'étaient composés que de boutiques de marchandes de modes, et ces boutiques riantes, pimpantes, toutes gentilles, percées au pied des maisons dont les croisées ont vu assassiner Henri IV, gagnaient d'année en année la rue Saint-Honoré, où elles avaient fini par se confondre avec les marchands de pelleteries du Danemark et de la Suède, qui, plus heureux, ont résisté à l'action du temps, et de nos jours sont encore à leur place. Tous ces magasins de modes, célèbres en Europe, dans l'Inde et les deux Amériques, luttaient d'éclat et de nouveauté par leurs vitrages, leurs devantures, leurs enseignes et leurs auvents. Ces auvents très longs, épanouis et surbaissés, donnaient à ces boutiques des formes de chapeau, et procuraient à la rue, constamment mouillée par le séjour des légumes, une ombre fraîche, riante, que damassaient mille couleurs. Ces couleurs jaillissaient comme des flammes du jeu miroitant de ces étoffes, de ces bonnets, de ces mantilles, de ces camails en satin, en brocart de Lyon, étalés, pendus, exposés dedans et dehors. Et quelle population exceptionnelle pour cette rue originale! Les mousquetaires rouges, noirs, gris, les abbés pouparts, les robins passionnés, les petits marquis ennuyés, les vieux conseillers, les chevaliers d'industrie, les galans escrocs, les clercs sensibles, les mondors à bec de corbin, les munitionnaires à la grosse voix, les traitans, affluaient du matin au soir dans ces boutiques et autour de ces comptoirs garnis de jeunes filles qui, en riant, déchiraient la soie, piquaient dans le velours et arrondissaient au bord de leurs doigts distraits la mousseline et la gaze. L'atmosphère de l'endroit avait aussi son caractère. Des odeurs suaves se mêlaient aux exhalaisons végétales des légumes étalés sur le pavé de la rue; on respirait le parfum du musc et celui des carottes, les senteurs de la violette et celles du céleri, et, par dessus tout, la vapeur fade et cadavéreuse du charnier des Innocens. Ici les cuisinières, leur panier au bras, dictaient des lettres d'amour ou d'adieu à de sales écrivains publics, affamés et en manchettes; là des voitures brillantes, armoriées, longeaient les murs du cimetière, dont le vent empesté agitait avec bruit des files d'enseignes suspendues sur lesquelles on lisait au milieu d'un fond d'or, d'argent ou d'azur : *A la Poupée de la rue Saint-Honoré, au Secret de plaire, à la Toilette de Lesbie, au Miroir des Graces, à la Ceinture de Vénus.* Enfin la rue de la Ferronnerie était un modèle réduit de Paris au XVIII[e] siècle.

C'est dans la rue de la Ferronnerie et dans l'une de ces jolies boutiques de modes que Jeanne de Vaubernier ou M[lle] Lançon entra en apprentissage; c'est là qu'elle acquit sans doute l'art de se coiffer et de s'habiller avec un goût qui ne fut pas inutile plus tard à ses succès dans un autre genre. Ses ennemis lui rappelèrent souvent avec dédain cette première époque de sa vie, que, de son côté, elle ne chercha pas à nier : du reste, elle ne nia jamais rien, et cette espèce de candeur au-

rait dû les rendre moins cruels; mais demandez de l'impartialité pour les favorites! En accorde-t-on aux rois? en accorde-t-on à personne quand il y a succès? et quel succès égala jamais celui de Mme Du Barri?

Ils sont innombrables, les amans de toutes conditions qu'on lui prête dans cette boutique de modes. En vérité, c'est trop. Dans quel temps aurait-elle fait des chapeaux? Théveneau de Morande les nomme tous, sans embarras, ces amans; il les connaît tous; malheureusement Théveneau de Morande ne mérite pas une confiance absolue. Il a été accusé d'avoir été payé par le duc de Choiseul pour écrire et publier à Londres, contre Mme Du Barri, *le Gazetier cuirassé* et *la Gazette noire*, deux ouvrages dont Rivarol aurait pu dire qu'ils ont été pensés dans la rue et écrits sur une borne; j'ajouterais volontiers : et publiés dans un égout. C'est dans *le Gazetier cuirassé*, livre fort rare de nos jours, que j'ai lu cette phrase, échantillon du reste : « Quand le duc de Richelieu a vu que le duc de Fronsac se conduisait avec honneur dans l'affaire des pairs, il l'a désavoué pour son fils et n'a pas voulu vivre avec lui. » On lit, à chaque page de ce *Gazetier cuirassé*, que Mme Du Barri est la fille d'un moine et d'une cuisinière, qu'à dix ans elle fut ravie à ce moine par une courtière ambulante et menée à Paris; que, fille sans nom pendant dix ans chez Mme Gourdan (nous allons parler de cette célèbre Mme Gourdan), elle s'associa au comte Du Barri pour donner à jouer au brelan et au vingt et un; que là Lebel la vit pour la première fois et la montra au roi pendant la nuit; que, présentée ensuite à la cour, créée comtesse et logée au château de Versailles, elle fit chasser une princesse, deux ministres et tous les honnêtes gens. Telle est la substance âcre et vénéneuse que nous avons extraite du trop fameux livre de Théveneau de Morande. Il est bon de remarquer que, si *la Gazette noire* est bien moins violente contre Mme Du Barri que *le Gazetier cuirassé*, quoique du même auteur, c'est que la première fut publiée en 1777, peu de temps après la mort de Louis XV, lorsque Mme Du Barri pouvait encore avoir un grand intérêt à acheter le silence de Théveneau de Morande, tandis que *la Gazette noire*, publiée en 1784, sous un autre règne, ne pouvait plus lui être redoutable. A quoi bon une rigueur qui n'aurait plus effrayé? *La Gazette noire* est essentiellement un pamphlet contre les familles nobles, où de Morande recherche leurs titres, pour les nier par des preuves ou de prétendues preuves (1).

La rue de la Ferronnerie est peu éloignée de la rue Saint-Sauveur, et c'est dans la rue Saint-Sauveur qu'était la maison de la fameuse

(1) Elle s'intitulait :

LA GAZETTE NOIRE,
IMPRIMÉE A CENT LIEUES DE LA BASTILLE,
A trois cents lieues des présides, à cinq cents lieues des cordons,
à mille lieues de la Sibérie.

Mme Gourdan, dont le nom, dans les chroniques scandaleuses, est devenu inséparable de celui de Mme Du Barri. La profession de cette dame, que dans les comédies espagnoles on désigne pittoresquement ainsi : — la *dame voilée*, — a des analogues chez toutes les nations civilisées de l'antiquité, et elle prouve moins, quoique fort équivoque, la souveraineté du vice que la nécessité d'une pudeur publique à laquelle on se doit, même quand on ne croit plus rien devoir à l'opinion. La dame voilée tient elle-même lieu de voile à des propositions dont elle vous épargne la rougeur. Mme Gourdan succédait aux Florence et aux Pâris, ces illustrations parisiennes du genre à une époque antérieure. Elle continuait la tradition. Le seuil de sa maison s'abaissait devant tout le monde, et personne cependant n'y voyait personne, tant les appartemens, les escaliers, les cabinets, les salons, étaient discrets les uns pour les autres. Ils n'avaient ni regards ni oreilles. Avocats, écrivains, prélats, ambassadeurs, nationaux, étrangers, se coudoyaient sans se voir. Pour que le mystère fût encore plus impénétrable, la maison de Mme Gourdan avait deux entrées, l'une, bien connue, dans la rue Saint-Sauveur, l'autre dans la rue des Deux-Portes, deux rues qui forment encore, comme on sait, les deux côtés d'un angle droit. Libre aux jeunes gens au-dessus de l'opinion publique d'affronter la tête haute l'entrée de la rue des Deux-Portes; les passions timides ou hypocrites se présentaient à la seconde entrée, qui s'ouvrait rue Saint-Sauveur. Afin de les rassurer davantage, car, lorsque le vice s'en mêle, il est aussi pudique que la vertu, cette seconde entrée était déguisée en magasin de tableaux. Un Auvergnat, qu'on nommait Ouradou, faisait semblant de vendre des Teniers et des Terburg à des amateurs fictifs qui venaient chez lui moins pour admirer des images que des réalités. Tout en faisant semblant de parcourir sa galerie, le faux amateur arrivait au fond de la boutique; une porte s'ouvrait devant lui; elle se refermait aussitôt. Il se trouvait dans un vaste vestiaire. Là, s'il était bourgeois, il devenait à son gré dragon ou procureur; s'il était financier, il endossait l'habit gros bleu du marin, il se couvrait un œil ou se peignait des moustaches, à moins qu'il n'aimât mieux toutefois changer sa perruque blonde contre une perruque de président. Ce déguisement achevé, il poussait une autre porte, et, sans s'en être aperçu, il avait quitté la maison de la rue Saint-Sauveur et il était dans la maison de la rue des Deux-Portes. Lorsqu'il lui plaisait d'en sortir, il revenait par le chemin qu'il avait suivi en allant, reprenait son premier costume et traversait de nouveau la galerie de l'apocryphe marchand de tableaux, qui gagna des sommes immenses à ce commerce sans éprouver le regret de voir jamais se dégarnir sa boutique. Il put y perdre son ame, mais pas un seul Flamand.

Mme Gourdan attira dans cette double maison, par les moyens usités en pareil cas, la jolie et facile modiste de la rue de la Ferronnerie, et

quand elle l'eut sous la main, elle lui déroula des peintures si vives, si éblouissantes, qu'il aurait fallu une tout autre nature que celle de la future Mme Du Barri pour résister. Jeanne de Vaubernier était née courtisane; elle avait l'œil provocateur et mourant, la poitrine de sirène, la bouche qui appelle; elle avait surtout la soif des belles choses, du beau linge, des étoffes riches, des parures neuves. Sa faiblesse était une déviation du grand sentiment qui fait aimer les arts, et elle le prouva bien quand elle put en quelque sorte se purifier en demandant des statues, des tableaux, des palais aux premiers artistes de son époque. Mme Gourdan lui montra de si beaux meubles de Boule, des dentelles flamandes si orgueilleuses, des bijoux d'un si grand prix; elle lui fit entrevoir dans un lointain sablé de poudre d'or de si fastueux équipages, qu'elle ne se soucia plus de reprendre le chemin de la rue de la Ferronnerie, celui de la petite chambre qui donnait sur le charnier des Innocens, cette chambre où elle grillait en été, gelait en hiver, où elle était éveillée en toute saison, dès quatre heures du matin, par les cloches de Saint-Eustache. La fortune la trouvait belle, elle trouvait la fortune magnifique; elles tombèrent dans les bras l'une de l'autre comme si elles se fussent connues et cherchées depuis long-temps.

C'est dans cette maison qu'elle rencontra, quelques mois après, le comte Jean Du Barri, le frère de celui qu'elle devait un jour épouser. Le comte aimait les plaisirs comme un roué, et il n'était pas difficile sur le choix des lieux où il allait passer son temps. Mme Gourdan tenait aussi maison de jeu pour les fils de famille qui voulaient bien lui faire l'honneur de venir se ruiner chez elle. L'apparition de Mlle Lançon causa une profonde sensation parmi ces honnêtes libertins de la rue des Deux-Portes, à la tête desquels était Jean Du Barri. Nous ignorons bien des détails relatifs au séjour de la future favorite de Louis XV au milieu du sérail de Mme Gourdan, et, quand nous les saurions, nous ne les révélerions sans doute pas. Il lui arriva cependant une aventure qu'on peut, je crois, raconter, sans trop faire pâlir l'encre sur le papier et qui est restée au nombre des plus authentiques, quoiqu'on ne la trouve pas dans les pamphlets débités par Nurse. Je la tiens d'un personnage contemporain de Mme Du Barri ou plutôt de Jeanne, car il ne s'agit encore ici que de Mlle Gomart de Vaubernier. Nous l'avons dit, on jouait un jeu infernal chez la Gourdan. Parmi les joueurs se distinguait par la profusion de ses dentelles à tête de chicorée et de ses diamans un certain marquis de Baudron ou de Baudrin, qui avait juré de se faire bien venir de la séduisante Vaubernier sans délier les cordons de la bourse. L'engagement était des plus téméraires. La Gourdan ne se laissait pas facilement tromper. Baudron ne recula pas. Il se présente un soir chez elle, un soir qu'on jouait au lansquenet, avec un diamant magnifique au doigt. Elle présidait le jeu, entourée de sa cour de jeunes gentils-

hommes plus ou moins bien famés. L'appartement fut comme illuminé par les reflets et les éclairs du riche bijou que le marquis promenait sous tous les yeux avec une indifférence de bon goût. Grand Dieu! s'écria Mlle de Vaubernier, quel superbe diamant vous avez au doigt! Il est à vous, mademoiselle, répondit Baudron avec la magnificence du feu roi Louis XIV, acceptez-le comme un souvenir; seulement, permettez-moi d'aller le déposer demain à l'heure de votre toilette sur votre boîte à parfums. La Gourdan toucha du genou sa jeune pensionnaire, et la demoiselle ne répondit rien au marquis; c'était répondre. Celui-ci ne fut pas très étonné de voir sa proposition si peu discutée. Il connaissait la maison. Revenant soudainement non pas sur ses offres, il était trop homme du monde pour cela, mais sur un simple incident de la négociation déjà si avancée, il pria Mlle de Vaubernier de remettre au surlendemain l'honneur qu'elle lui faisait de le recevoir le lendemain même. Il en était au désespoir, mais il était obligé de se rendre, ce à quoi il n'avait pas d'abord pensé, à Fontainebleau, pour le service de la cour. Jeudi, à l'heure de la toilette de Mlle de Vaubernier, il se présenterait chez elle; il la priait de lui conserver jusque-là sa bienveillance. Le marquis de Baudron se remit ensuite au jeu. Le lendemain, il courut chez un joaillier du Pont-au-Change, et il se fit monter une bague exactement semblable de forme et d'éclat à celle qu'il portait au doigt. L'heureux moment arrivé, il fut directement introduit par une femme de chambre dans le boudoir de Mlle de Vaubernier. Quand il en sortit, il n'avait plus au doigt la fameuse bague. Il était à peine hors de la maison, que la Gourdan fit appeler un joaillier pour lui vendre le superbe diamant évalué par elle au moins deux cents louis; mais au premier coup d'œil celui-ci affirma que le diamant était faux et ne valait pas deux cents sous. Là-dessus épouvantable colère, rugissemens de la matrone trompée. Elle combina mille projets de vengeance; elle ne s'arrêta à aucun, de peur d'augmenter par un scandale inutile un mal déjà assez grand. Elle remit le poignard dans le fourreau. Le soir, on jouait encore dans ses salons, et le marquis eut l'audace de se présenter. La première personne vers laquelle il alla, ce fut Mlle de Vaubernier, qui, en lui rendant la bague, lui dit avec une indignation étouffée : Tout cela est aussi faux que vous. Quelques minutes après cette scène presque muette, le marquis mit lestement la bague fausse dans la poche et replaça la véritable à son doigt, et tous les joueurs de s'extasier de nouveau sur l'incomparable beauté de ce diamant. — Vous raillez, dit le marquis, ce diamant est faux : on l'a jugé ainsi dans cette maison, où l'on s'y connaît. — Faux! allons donc; cinquante pistoles! cent pistoles! s'écrie un amateur, que cette bague est fine. —On tient le pari. Les premiers joailliers de la ville sont appelés, et tous certifient qu'elle vaut réellement deux cents louis. Indicible confusion de la

Gourdan, embarras de Mlle de Vaubernier. Quels regrets ne sont pas les siens! Mais, la prenant en douce pitié, le marquis lui dit tout bas : — Demain cette bague vous sera rendue. Voulez-vous que ce soit toujours à la même heure? — Et le lendemain, Mlle de Vaubernier, pure de toute défiance, recevait une seconde fois le faux diamant. Le marquis de Baudron avait gagné son pari, et largement gagné, puisqu'il n'avait pas seulement trompé une fois la Gourdan et sa pupille, mais bien deux fois, ce qui donna à l'aventure des proportions et un retentissement extraordinaires.

Pour les besoins de la cause, comme disent les avocats, l'auteur des *Anecdotes sur madame la comtesse Du Barri* veut qu'elle se soit trouvée face à face un jour dans cette maison à deux portes avec son parrain, M. Du Monceau, et qu'il en soit résulté une scène héroï-comique des plus émouvantes. Cette rencontre romanesque est trop préparée pour qu'elle ait jamais eu lieu. Le livre de Morande, qui renferme, on en convient, beaucoup de faits vrais, perd tout crédit auprès du lecteur par l'exagération, l'invention calomnieuse et la brutalité vindicative du style. Le seul fait qui mérite de nous arrêter au milieu des mille épisodes de cette jeunesse agitée, c'est la rencontre de Jeanne de Vaubernier avec Jean Du Barri dans une maison de jeu tenue par une marquise Du Quesnay, logée rue de Bourbon. Le comte ne menait pas une vie exemplaire, puisqu'on l'appelait le *roué* et le *rouable*. Il aima Mlle de Vaubernier, et il n'est pas douteux qu'il fut sincèrement aimé d'elle. La preuve, c'est qu'il la battait beaucoup et qu'elle ne tenta jamais de le quitter. Jean Du Barri l'avait ensorcelée pour la vie. Il ne se borna pas à la faire servir à ses plaisirs, il imagina de l'employer à sa fortune, qu'il rêvait dans des proportions gigantesques. La fortune alla plus loin encore que le rêve de ce Gascon ambitieux. Le comte Jean Du Barri était de Toulouse. Ce n'était pas, du reste, un homme ordinaire, il s'en faut. Possesseur, lui aussi, d'une Manon Lescaut, il avait l'ame autrement large et trempée que le pâle et pleurard Des Grieux. On n'aurait pas déporté sa maîtresse en Amérique; il eût plutôt déporté le lieutenant de police et tous ses suppôts. Ni l'ivresse du jeu, ni les fumées du vin, ni les langueurs de l'amour ne l'empêchaient d'étendre son regard ferme et loin. La corruption n'a pas, dans sa riche galerie, de figure plus hardie et plus belle. Constamment derrière cette jeune femme, dont il changea, dès qu'elle fut en sa possession, le nom insignifiant de Lançon pour celui de L'Ange, il lui souffla son ame ardente et cupide; il la força à penser par lui, à n'agir que par lui, à marcher dans ses pas, et, de leur double abaissement, il se créa un marchepied superbe pour arriver jusqu'au trône, et cela sans que la tête lui ait jamais tourné, sans que le pied lui ait jamais failli.

C'est en 1768 que Lebel, premier valet de chambre du roi, et Jean

Du Barri le roué se rencontrèrent; Lebel, autre coquin ténébreux, digne de continuer Tristan l'Ermite. Ce Lebel était le confident des inextinguibles ardeurs de son maître; c'est lui qui fonda à Versailles le Parc-aux-Cerfs. Le roi vieillissait; il devenait difficile comme le roi Salomon, son pieux modèle. Il cherchait l'inconnu. Lebel était rêveur; son roi était triste. Lebel raconta ses douleurs à Jean Du Barri; celui-ci, inspiré par cette confidence, sauta tout à coup sur une idée digne de son caractère. Il invita le valet de chambre à un dîner auquel il fit assister sa docile maîtresse, décorée pour la circonstance du titre de comtesse Du Barri, quoiqu'elle ne pût pas être vraisemblablement sa femme, puisqu'il était déjà marié, et qu'elle n'eût pas même vu encore celui dont elle devait un jour prendre réellement le nom de Du Barri; mais le comte Jean préparait, en homme habile, les voies étranges par où il prétendait aventurer son char. Il avait rayé le mot *impossible* de son bréviaire. Ce qu'il prévoyait arriva. Lebel, bien que blasé autant que son maître, s'extasia d'admiration et se perdit en éloges devant les charmes, la jeunesse sans inexpérience, l'enjouement de la comtesse Du Barri. De cet enthousiasme au désir d'offrir cette merveille au roi, dont l'écrin était vide, il ne laissa pas même l'intervalle délicat du doute. A quoi bon, du reste, les circonlocutions avec un homme comme son hôte, dont il sonda sur-le-champ peut-être l'abîme ambitieux? A la fin du repas, la jeune femme eut au cœur le frémissement d'une autre destinée, Lebel sourit, Jean Du Barri convint avec lui-même que la vertu était bien peu de chose pour faire son chemin dans le monde. Il passa sa main sur sa moustache, et ricana en poussant son regard plus profondément dans les ténèbres de l'avenir. Il vit.... Que ne perçait-il un dernier voile? mais qui l'a jamais déchiré celui-là? Il aurait vu qu'il se trompe toujours celui qui met sa confiance dans le mal; il aurait aperçu au-dessus du trône, dont la splendeur éblouissait son rêve, un échafaud et une place publique, et au-dessus de la charmante tête, qu'il voyait déjà couronnée de fleurs de lis d'or, un tronc souillé et sanglant.

Nous ignorons le style dans lequel s'exprima Lebel après avoir retrouvé le roi, mais il dut mettre le feu à son imagination desséchée, car Louis XV demanda aussitôt à voir, sans toutefois être vu, cette merveilleuse jeune femme de vingt-quatre ans, d'ailleurs comtesse, ajouta Lebel avec respect, Lebel, qui, jusqu'alors, avait eu soin, en homme plein de vénération pour le seuil monarchique, de n'introduire près de son maître que des filles de bonne maison, cueillies soit au pied, soit au sommet de l'arbre généalogique. Il fut convenu entre Lebel et Jean Du Barri que, dans un souper de roués, on montrerait au roi, caché derrière une tapisserie, la belle Jeanne de Vaubernier, dont il fallut en conséquence hâter l'éducation. Les deux précepteurs lui conseillèrent donc

de ne parler qu'avec une extrême réserve pendant ce souper mystérieux, d'oublier entièrement le ton de la rue de la Ferronnerie et de la rue des Deux-Portes, de ne pas rire aux éclats, de rire à peine, de peu gesticuler, de plaisanter avec modération, de renoncer surtout à certaines locutions très pittoresques, mais peu usitées en haut lieu, de manger du bout des lèvres, de prendre du bout des doigts, enfin de se montrer en tout digne, réservée et comtesse, ce qui n'exclut pas, ajoutèrent sans doute les deux professeurs, la grace, l'enjouement, l'esprit et l'abandon.

A ce moment de sa vie, la jolie Vaubernier eut ce trait de génie qui décide de toute une carrière, cette inspiration qu'a un homme sur cent mille, pensée, cri, geste ou regard, qui change brusquement la face des choses, bouleverse les médiocrités, c'est-à-dire presque tout le monde; enfin c'est l'imprévu. L'imprévu fut ceci : au milieu du souper des roués, la comtesse, rompant violemment avec la tradition, rejetant au loin les conseils et les leçons du comte Jean et de Lebel, s'abandonna à son naturel, sans se préoccuper de la présence du roi derrière la tapisserie. Elle livra au vent la modestie et la retenue, brûla le voile à la flamme des bougies, et la parole éparse, comme le sein et les cheveux, elle bondit en bacchante de propos en chansons et d'écarts en écarts. Elle monta sur le trépied. Jean et Lebel effrayés crurent la partie perdue. Que devait dire, que devait penser le roi? Le roi fut ravi, transporté; le roi frémit derrière l'obstacle de la tapisserie; il découvrait un nouveau monde de surprises. Jusqu'alors il n'avait connu que le vice, espèce d'innocence; il devinait la corruption. La corruption lui plut.

Le jour même, ou, pour être plus exact, la nuit même, Jeanne de Vaubernier prit la place de Mme de Pompadour dans l'histoire de France. On prétend que le duc de Richelieu ne fut pas étranger à cette négociation, à laquelle rien ne manqua, pas même l'empoisonnement, ainsi qu'on va le voir. La participation du duc est au moins douteuse : il prit la balle au bond, mais il ne la lança pas, et ce qui le prouve, c'est que le duc de Choiseul n'accuse pas une seule fois son éternel rival, son rival détesté, d'avoir noué cette intrigue, qu'il l'accusa très fort dans ses notes d'avoir favorisée et salement développée à son profit. Le duc de Richelieu mit le premier la main, il est vrai, aux amours du roi avec Mme de Pompadour, mais il se laissa devancer dans l'affaire Du Barri, dont il n'eut pas moins les plus clairs profits. Celle qui allait être bientôt Mme Du Barri fut du voyage du roi à Compiègne; c'est sa première apparition sur la scène où elle devait briller d'un incomparable éclat. Sa grandeur date de cet événement, qui n'était pas sans importance. Les déplacemens du roi ne passaient jamais inaperçus. La cour et la noblesse de service le suivaient régulièrement en toutes saisons. Mme Du Barri osa se montrer dans Compiègne en équipage brillant et

d'un goût bizarre; cependant le témoignage même de ses ennemis constate que le scandale de sa présence ne fut pas trop grand. Les libellistes sont loin de lui attribuer le mérite de cette retenue. Louis XV, disent-ils, qui était en grand deuil de la reine, mit quelques mesures dans ses relations avec la naissante favorite. Cependant Lebel, voyant le roi épris de cette femme à un point alarmant, cette femme qu'il n'avait jugée bonne qu'à défrayer un caprice royal, se jeta aux pieds de son maître et lui confessa le passé si nuageux de Jeanne Vaubernier. Le roi fut sourd; Lebel insista, pria, il pleura même en avouant tout, la rue de la Ferronnerie, des Deux-Portes, en ajoutant : *Sire, je vous ai trompé, elle n'est pas même mariée. — Tant pis!* répliqua le roi; *qu'on la marie promptement, si l'on veut m'empêcher de faire quelque sottise.* Peu de temps après cette scène de confidence et de remords, Lebel mourut. Mourut-il empoisonné? C'est fort peu vraisemblable. Quel intérêt avait-on à le faire disparaître? Celui de n'avoir pas un témoin de la conduite de Mme Du Barri? Et le comte Jean et tous les roués? D'ailleurs, au moment où Lebel mourut, l'élévation de Mme Du Barri était encore un fait à venir. Lebel mourut, parce que les coquins n'ont pas plus que les honnêtes gens le privilége de mourir quand il leur plaît.

Quelque dissolue que fût la cour et quelque grand que fût aussi le dédain du roi pour l'opinion publique, ils n'osèrent, ni celle-là, ni celui-ci, avouer une favorite qui n'avait près d'elle ni père, ni frère, ni mari pour couvrir sa conduite d'une ombre de protection et de responsabilité. C'était sans exemple. Les mauvaises mœurs comme les mauvaises actions ne se produisent pas sans voile. Il fallait un mari à la prochaine comtesse. Jean Du Barri ne pouvait l'épouser lui-même, puisqu'il était marié; il la proposa à son frère Guillaume. Ce frère fit ses conditions. Guillaume aimait le jeu, les plaisirs, les voyages. Guillaume était paresseux, libertin, sans avoir dans l'esprit les ressources du comte Jean. On donna à Guillaume autant d'argent qu'il voulut pour accepter le titre purement honorifique de mari. Le marché conclu, on procéda à l'union, qui eut lieu à l'église de Saint-Laurent, dans le faubourg Saint-Martin, le 1er septembre 1768. Le notaire qui dressa le contrat, car aucune des formalités ne fut omise, s'appelait Le Pot d'Auteuil. Le roi pouvait légalement désormais posséder Mme Du Barri, puisqu'elle était la femme légitime d'un autre. La morale recevait une pleine satisfaction. Jean Du Barri s'applaudissait d'avoir conduit à fin une aussi glorieuse négociation, le roi était heureux. Quant au mari, dont il convient à peine de parler, il regagna Toulouse après avoir échangé une considération qu'il n'avait jamais eue contre une grande quantité d'or qu'il ne garda pas long-temps. Ceux qui aiment à suivre à travers les années d'oubli et les révolutions le fil aminci des événemens, ou plutôt la trace des personnages qui les ont amenés, n'appren-

dront pas sans quelque intérêt que la famille Du Barri compte encore des descendans, et des descendans fort honorables, à Toulouse et à Pompignan. Un fils naturel du mari de Mme Du Barri a servi avec une grande distinction pendant les guerres de l'empire.

L'élévation de Mme Du Barri ne data pas du jour où elle devint la maîtresse de Louis XV. La fortune tient aussi en réserve ses jours d'épreuves pour ceux qu'elle protége. Une femme, une rivale, intrigante, vive, jalouse, spirituelle, la sœur du duc de Choiseul, en un mot, osa protester contre l'élection de la nouvelle bien-aimée. La duchesse de Grammont, appuyée de la haine de sa sœur, la comtesse de Grammont, se crut assez forte et sans doute assez blessée pour lever le drapeau de la révolte. Elle était de ces personnes particulièrement délicates dont nous avons parlé au début de cette histoire, qui ne trouvent pas inconvenant, qui trouvent même fort naturel qu'un roi ait une maîtresse, mais qui rougissent et s'indignent s'il la prend ailleurs que parmi sa noblesse. La victoire sur Mme Du Barri devait assurément lui paraître facile, à elle sœur du ministre le plus influent, le plus absolu qui fût encore entré dans le cabinet de Louis XV. M. de Choiseul plaisait beaucoup au roi par l'extrême légèreté avec laquelle il traitait les affaires les plus graves et les plus embrouillées; il n'en parlait qu'au bal, pendant la chasse, au milieu du souper; il les effleurait, les terminait en causant, et sa causerie brillante, gaie, épigrammatique, n'en présentait que la fleur. Entre les aventures de la veille et la chronique de l'Opéra, il examinait l'état de l'Europe. Un bon mot adoucissait l'impression fâcheuse produite par une mauvaise nouvelle; un madrigal préparait à la demande d'un impôt. Il mettait des mouches et du rouge à la politique. Il n'en chassa pas moins les jésuites.

Les Du Barri tentèrent de se rapprocher des Choiseul; ceux-ci se hérissèrent : que leur voulaient ces gens-là? La duchesse de Grammont ne se contenta pas, comme son frère, de répondre par le mépris : elle s'indigna, elle éclata, elle jeta feu et flamme; elle courut, la rage aux lèvres et le fouet à la main, de château en château, d'hôtel en hôtel, de porte en porte, véritable furie, pour rallier le ban et l'arrière-ban de la noblesse contre cette femme impudique, sans aveu, sans nom, sortie des pavés de Paris, entre une halle et un charnier. Elle la fit connaître, la dévoila avec cruauté, la noircit, la ridiculisa, la traîna par les cheveux à travers les salons, paya pour qu'elle fût déchirée dans les gazettes, nouvelles à la main, bulletins; enfin, toute méchante et toute puissante qu'elle était, elle parvint, sous l'approbation expresse ou tacite du lieutenant-général de police, M. de Sartines, à publier contre Mme Du Barri une chanson infâme, qui, chantée sur l'air de *la Bourbonnaise,* devint bientôt populaire à Paris et dans toute la France. Voici le seul couplet qu'il soit permis de citer :

En maison bonne
Elle a pris des leçons;
Elle a pris des leçons
En maison bonne,
Chez Gourdan, chez Brisson;
Elle en sait long.

Il était fort adroit de se servir ainsi de la rumeur publique pour faire arriver jusqu'au trône des attaques contre celui qui s'y oubliait dans les bras d'une favorite détestée : le peuple était les flots, les Choiseul le vent; le vent fit la tempête et resta invisible. Qu'opposa Mme Du Barri à ce soulèvement général contre elle? D'abord sa jeunesse, et Mme de Grammont n'était plus jeune. Mme de Grammont était soutenue par un ministre, Mme Du Barri se fit protéger par un chancelier, M. de Maupeou. Le ministre qui soutenait Mme de Grammont était un duc; Mme Du Barri eut aussi le sien; elle en eut même deux, le duc d'Aiguillon, gentilhomme accompli, et le duc de Richelieu. Mme de Grammont avait pour elle la noblesse; Mme Du Barri eut avec elle les écrivains, les poètes, les artistes, presque tous les philosophes; Mme de Grammont avait la France, Mme Du Barri eut le roi. La guerre fut déclarée, guerre longue, guerre terrible, guerre venimeuse comme toutes celles où figurent les femmes, guerre imprudente, car les coups portés à la joue de la favorite touchèrent le visage de Louis XV, dont les fautes furent si cruellement expiées par son successeur. L'exécration formidable, sans exemple, que les Choiseul soulevèrent contre Mme Du Barri, est à nos yeux, fort peu prévenus, une des causes qui développèrent le germe de la révolution. La noble vieillesse de Louis XIV avait fait complétement oublier les erreurs de sa jeunesse trop galante; la vieillesse débauchée de Louis XV eut un effet contraire, non-seulement par rapport à lui, mais par rapport à toute la monarchie; elle rappela en masse les faiblesses de la royauté. Mme de Maintenon avait presque obtenu par la rigidité excessive de ses mœurs le pardon de toutes les favorites; la conduite de Mme Du Barri réveilla le souvenir de toutes les courtisanes royales. Il en résulta pour Louis XV et pour elle une condensation de haines. Le passé des autres fit balle contre eux.

Avant de montrer Mme Du Barri dans le joli château de Luciennes, présent de son royal amant, il convient de rappeler l'événement le plus étonnant de son étonnante prospérité, celui qui causa le plus de bruit sous le règne de Louis XV, sans excepter la victoire de Fontenoy. Ce fut aussi une victoire, car il y eut bataille, et bataille rangée, commandée par des généraux habiles en intrigues. D'un côté, c'étaient Louis XV, Mme Du Barri, le duc d'Aiguillon, le vieux duc de Richelieu; de l'autre, le duc de Choiseul, ses deux terribles sœurs, toute la cour, toute la noblesse de Paris et de la province. Le lieu du combat fut Versailles;

l'Europe entière fut spectatrice. Un poète futur construira un poème épique avec les choses et les personnes qui furent engagées dans cette lutte de cour. L'Hélène de cette Iliade, la cause de cette conflagration formidable au milieu de la paix, — si jamais la paix a régné à la cour, — ce fut encore Mme la comtesse Du Barri, mais Mme la comtesse Du Barri demandant au roi Louis XV une faveur inouie, monstrueuse pour le temps, une faveur dont la pensée seulement aurait, cinquante ans auparavant, fait envoyer en exil celle qui l'aurait exprimée.

Quelque perdue de mœurs que fût la cour depuis la régence, elle n'avait jamais consenti au moindre relâchement de l'étiquette. Les écrous en diamant posés par Louis XIV sur les rouages de la monarchie n'avaient subi aucun dérangement, aucune altération. La monarchie entière, bien ou mal équilibrée, restait debout dans toute sa raideur et toute son inflexibilité. Sans doute, les marquis s'encanaillaient, mais la canaille ne devenait pas marquise. Parmi les distinctions les plus hautes, la plus haute, depuis trois siècles, était celle d'être présenté à la cour. Quel honneur rare et mémorable! voir face à face le roi au milieu de sa cour, la reine, les princes, les princesses du sang, les saluer, recueillir leur sourire, leur parler, conquérir le droit d'aller à leurs fêtes, celui d'entrer plus tard dans leur familiarité! que de grands noms s'éteignaient sans avoir joui de ce privilége presque divin! Aucune image, nulle expression ne rendra sous notre plume ce qu'il y avait d'auguste, de flatteur et d'effrayant par la majesté dans cet acte solennel, *être présenté!*

Mme Du Barri voulut être présentée. C'est Jean Du Barri, l'homme de toutes les hardiesses, qui lui souffla ce conseil. Il était bon. Rien n'est plus loin de la cour que ce qui est à la porte de la cour; mais quel pas à franchir! La jeune et radieuse comtesse murmura d'abord ce désir entre ses jolies dents, et le roi se contenta de sourire. Elle y revint, le roi la plaisanta; elle mit des intervalles dans ses autres demandes, toujours plus faiblement écartées. Ensuite elle rappela au roi, avec douceur, avec tendresse, avec reproches, qu'elle n'avait que la faveur, sans doute très précieuse, mais précaire, d'être de ses voyages et d'occuper un petit logement dans les combles de ses châteaux; elle ne montait pas dans ses carrosses, elle ne mangeait pas, elle ne jouait pas avec lui; aucun prince, aucun ambassadeur, aucun dignitaire n'allait lui présenter ses hommages. Enfin avec autant d'amour pour lui que les demoiselles de Nesle, que Mme de Pompadour, elle ne jouissait d'aucun des avantages accordés sans contestation à ces favorites. Pourquoi cette différence, cette injustice? Le roi commençait à ne savoir que répondre. On l'assiégeait par bien d'autres côtés. Les Du Barri faisaient imprimer, dans

les gazettes, afin de préparer le public à l'événement, les lignes suivantes : « Mme Du Barri continue à mériter l'attention de la cour et de la ville. On parle de la présenter. Il y a des paris ouverts à Versailles pour ou contre. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il y aura de grands changemens dans le ministère, si elle parvient à cet honneur. L'éloignement que M. de Choiseul témoigne pour elle ne lui permettrait pas de rester en place. Elle a de son côté MM. Bertin, de Saint-Florentin, le duc de Richelieu, le duc d'Aiguillon et toute la cabale des dévots, qui regarderaient comme une bonne œuvre, n'importe par quelle voie, l'expulsion de M. de Choiseul. » Quelques jours après on lisait dans les mêmes gazettes, payées pour produire le fait comme de plus en plus certain : « Le bruit général de Versailles est que Mme Du Barri sera présentée le 3 du mois prochain. » Cerné de toutes parts, le vieux roi voulut du moins ménager la pente de la chute, ce qui n'était guère plus possible que de comprimer l'effet d'une bombe en la pressant dans les mains. Il crut arriver à ce résultat en donnant à Mme Du Barri les appartemens de Mme de Pompadour dans le château de Versailles. C'était, pensait-il, l'installation et non la présentation; la cour ne murmurerait pas trop, et la comtesse, à demi satisfaite, patienterait. Hélas! la concession fut doublement méconnue. La comtesse ne patienta pas, et M. de Noailles, chargé du gouvernement du château, osa élever la voix. Louis XV fit taire M. de Noailles, c'est vrai, mais il consentit ouvertement à la présentation, qui fut fixée au 25 janvier.

Il est inutile de dire, on l'apprend assez par les faits, que le roi était de plus en plus épris de Mme Du Barri. C'était une fascination, un aveuglement complet. Le cœur, les sens, la raison, étaient captivés chez lui au point de le rendre sourd à toutes les prières qui lui étaient adressées par ses proches pour le détourner de souscrire à cette scandaleuse présentation. Il résista aux sollicitations comme aux railleries. Voltaire lui-même se mit à la croisée de son château, et lança sournoisement du fond de Ferney quelques vers moqueurs contre les amours d'un souverain, son ennemi éternel. Les Choiseul n'avaient pas été étrangers à ce coup de griffe du grand homme; mais le vieux renard, se ravisant bien vite, flairant l'avenir assuré à la favorite, changea brusquement de ton, nia les vers et prépara sa plus belle prose à facettes pour complimenter bientôt celle qui sut lui pardonner, ou mieux encore ne se souvenir de rien : ce fut fort sage de part et d'autre. Voltaire comprit qu'il fallait se conduire avec Mme Du Barri comme avec Mme de Pompadour. Tant pis pour les Choiseul! s'il n'y avait pas d'amis, il n'y aurait pas d'ingrats : pourquoi y a-t-il des amis?

La présentation aurait donc lieu, et c'était Mme de Béarn qui serait marraine. On sait que chaque personne présentée à la cour était patro-

née par un homme de marque ou par une femme titrée et établie ordinairement dans les grandes privautés du château. Ce fut un coup de fortune pour Mme de Béarn d'accepter une fonction unanimement repoussée avec dédain par toutes les autres dames de haut parage, tremblantes devant le sceptre des Choiseul, uniques distributeurs des pensions, des places et des cordons. On paya ses dettes, on plaça ses fils, on se souvint enfin de sa famille. La présentation fut pourtant retardée; les Choiseul conseillèrent la résistance aux princesses. Que fit alors le roi? Il donna les appartemens de feue la dauphine à sa maîtresse, qu'il avançait ainsi d'un grade, ne pouvant lui accorder le premier. A ses yeux, les appartemens de Mme de Pompadour ne devaient plus lui suffire. Cependant la haine ne cessait de grossir contre elle, qui, toujours gaie, charmante et bonne, s'écriait en lançant des oranges sous les plafonds d'or de Versailles et en les ramassant : *Saute, Choiseul! saute, Praslin!* M. de Praslin était le cousin du duc de Choiseul; c'est lui que le duc fit nommer ministre des affaires étrangères quand il réunit, pour les diriger, la guerre et la marine. Toujours d'accord, ils partagèrent les mêmes succès, les mêmes revers. Lorsque le duc de Choiseul fut exilé à Chanteloup, le duc de Praslin fut envoyé à Vaux. L'un et l'autre méritent les hommages et la reconnaissance de la France pour avoir accompli des négociations honorables dont les résultats subsistent encore.

Comme il était à craindre que le roi, se blasant peu à peu sur les charmes de la comtesse, ne devînt plus difficile avec le temps sur la question de la présentation, il fallait enlever cette question, n'importe à quel prix. Jean conseilla et indiqua les grands moyens. Mme Du Barri, après quelques jours de langueur et de tristesse, se jeta toute en larmes aux pieds du roi, et lui demanda de la sauver des injures de ses ennemis en lui accordant d'être présentée. Cette marque d'estime les réduirait au silence; sinon elle mourrait de honte et de douleur. Peut-être, en parlant ainsi, était-elle sincère : il n'est pas d'origine si méprisée qui fasse endurer à une femme jeune et belle les humiliations et les outrages de gens dont elle n'a, par aucune action injuste, provoqué la méchanceté. On lut bientôt dans les nouvelles : « Le vendredi soir 21, en revenant de la chasse, le roi annonça qu'il y aurait une présentation le lendemain... qu'elle serait unique... que c'était une présentation dont il était question depuis long-temps... Enfin on déclara que ce serait celle de Mme Du Barri.

« Le soir, un bijoutier apporta pour cent mille francs de diamans à cette dame.

« Le lendemain, l'affluence fut si grande, qu'on la jugea plus nombreuse que celle occasionnée précédemment pour le mariage de M. le

duc de Chartres, au point que le monarque, étonné de ce déluge de spectateurs, demanda si le feu était au château. »

On vint de bien loin en effet, et en nombre prodigieux, pour assister à cette espèce de couronnement. L'immense place d'armes de Versailles, les trois superbes avenues qui y aboutissent, étaient encombrées, depuis la première heure du matin, de gens à pied, en voiture, à cheval; curiosité fort irréfléchie, car que prétendait-on voir? Logée dans les appartemens du château, Mme Du Barri n'avait aucun trajet à parcourir pour se rendre chez le roi. Sa voiture n'eut pas même besoin de sortir de la grille; elle dut se borner à faire, comme simple évolution de parade, le tour de la cour royale, prise en partie sur la cour du vieux château, dit de Louis XIII. Mais Mme Du Barri allait être présentée, et cette nouvelle avait mis en mouvement, à vingt lieues à la ronde, toutes les populations. Aucun des bruits qui avaient couru sur les outrages qui l'attendaient à son entrée dans le salon du roi ne se réalisa. Les princesses, filles de Louis XV, devaient se lever, sortir indignées, et le duc de Choiseul déposer son portefeuille; puis toute la cour en masse se retirerait. On laisserait le roi seul avec sa maîtresse exécrée dans la solitude du château. Il n'arriva rien de cela. Les portes dorées s'ouvrirent; Mme Du Barri, un peu émue, salua le roi, qui l'empêcha de se jeter à ses pieds, ensuite les princesses, qui, toutes trois, l'accueillirent fort bien. On l'avait aussi menacée du vide le plus significatif, si elle osait ouvrir ses salons le jour de sa présentation. Elle les ouvrit, et la foule s'y précipita. Les grands noms de la France retentirent toute la nuit, les Conti, les Soubise, les Richelieu, les d'Aiguillon, les d'Ayen. Cependant les partisans du duc de Choiseul ne se montrèrent pas. La comtesse eut la partie flottante des courtisans, et ceux qui avaient à se plaindre du ministre, et ceux qui n'avaient rien à espérer de lui, ce qui ne balançait pas encore les forces de son ennemi, mais représentait déjà une coalition imposante. Désormais il fallait compter avec elle. Les femmes opposèrent en général une résistance plus vive que les hommes à l'intronisation de la comtesse. Il s'en trouva fort peu pour l'accompagner à Marly quelques jours après sa présentation, et encore épuisa-t-on les plus actifs moyens de séduction envers celles-ci. — Théveneau de Morande prétend qu'un soir qu'elle jouait aux cartes dans ce magnifique château de plaisance, avec des marquis et des ducs, il lui échappa, à la vue d'un mauvais point, ce cri de douleur un peu vulgaire : *Ah! je suis frite!*

Nous voudrions bien croire à l'histoire du comte de Coigny, qui, ignorant, au retour d'un voyage en Corse, le nouvel état de splendeur de la comtesse, crut pouvoir lui parler sur le même ton qu'à Mlle L'Ange Gomart de Vaubernier. Mme Du Barri, après plusieurs avertissemens très

vifs, aurait sonné avec dignité ses valets et leur aurait dit : « M. le comte demande ses gens. » Mais où donc aurait eu lieu cette scène? A Versailles, à Marly, à Luciennes, dont nous allons parler, à Fontainebleau, à Compiègne? Quoi! le comte de Coigny ne se serait pas inquiété un seul instant de savoir comment celle qu'il avait connue dans le quartier des halles occupait les plus beaux appartemens du roi? Et comment admettre qu'on ne savait ni en Corse, ni dans aucune des villes placées entre le midi et la capitale de la France, la haute prospérité survenue à Mme Du Barri? L'anecdote est impossible. Tout ce que nous y voyons de vraisemblable, c'est l'indulgence qu'on y prête à Mme Du Barri. Plus elle s'éleva, plus elle devint douce, simple, modeste et bonne. Jamais elle ne punit, jamais elle ne se vengea. Le roi était dans un perpétuel étonnement. « Mais je serai forcé de vendre la Bastille, lui disait-il souvent, vous n'y envoyez personne. »

Une seule pensée altérait la félicité de Louis XV, c'était la froideur hostile que le duc de Choiseul opposait à toutes les démarches tentées pour opérer un raccommodement entre lui et la comtesse. Dans l'espoir de l'obtenir, il donna à Bellevue une fête à laquelle il invita le duc et Mme Du Barri. Ils y parurent l'un et l'autre avec leurs partisans, qui, se guidant sur les mouvemens, les allures et toute la stratégie de leurs chefs, s'évitaient si ceux-ci s'évitaient dans les allées du parc, tendaient à se réunir si ceux-ci faisaient mine de se rencontrer, pantomime de cour digne du théâtre, amusante et comique comme une scène de Molière. Après la promenade, on soupa, on joua, mais ce rapprochement d'une nuit ne fut ni une paix ni un armistice. Chacun resta armé de ses prétentions et de ses haines. Le roi en fut pour les frais de sa brillante fête. C'est quelques jours après la soirée de Bellevue qu'il offrit le château de Luciennes à sa maîtresse, comme pour la dédommager de la contrariété qu'il supposait avec raison lui avoir causée en l'exposant aux fiertés inflexibles de M. de Choiseul.

De tous les cadeaux faits par Louis XV à Mme Du Barri, le pavillon de Luciennes est incontestablement celui qui exprime le mieux les goûts frivoles et ruineux des deux amans, et c'est d'ailleurs le seul qui ait survécu à leur scandaleuse intimité. Il est resté debout pour prolonger le souvenir d'une passion sans dignité. Luciennes est fait à l'image de la fantaisie qui l'inspira. La magnifique tendresse de Louis XIV pour Mlle de La Vallière créa Versailles; l'amour sensuel et fané de Louis XV bâtit le pavillon de Luciennes. Versailles est grand comme un sentiment, Luciennes est petit comme un caprice. Ne dût-il rester des œuvres produites par Louis XIV que l'Orangerie et les Bains d'Apollon, cela suffirait pour peindre à la pensée le calme et la majesté de son règne; ne restât-il que Luciennes de toutes les folies de Louis XV, on aurait, en

le voyant, une idée complète de son époque tourmentée et des mœurs corrompues de son temps. Aussi décrire Luciennes, c'est ôter la poussière à un tableau qui servira plus tard à composer l'histoire du XVIIIe siècle.

II.

Le pavillon de Luciennes ou de Louveciennes fut acquis par le comte de Toulouse, fils légitimé de Louis XIV et de Mme de Montespan. Mansard, ce noble architecte, l'homme, avec Perrault, des colonnades et des profondes perspectives, avait bâti Luciennes. A la mort du comte de Toulouse, le duc de Penthièvre, son fils, devint possesseur de ce charmant domaine, qu'il habita long-temps; mais quand celui-ci, à son tour, eut perdu son fils, le prince de Lamballe, ce séjour lui parut odieux; il offrit à Louis XV de lui vendre Luciennes. Louis XV l'acheta pour le donner à sa maîtresse, qui l'habita non-seulement pendant le cours de sa haute fortune, mais jusqu'à sa mort si tragique arrivée en 1793. C'est à Luciennes qu'on vint la chercher pour la conduire à l'Abbaye, et la mener de là à l'échafaud.

Le terrain qu'occupe la propriété est très petit, et il était fort difficile, je crois même qu'il était impossible de l'agrandir beaucoup, resserré comme il l'est naturellement entre la Seine, dont il se trouve presque entouré, et la route royale de Marly à Versailles. De ce défaut d'espace résultait un inconvénient que l'habile favorite sut tourner à son avantage. L'inconvénient était que le roi, en venant chez elle, pouvait à chaque pas, dans un cadre aussi étroit, coudoyer un courtisan ou rencontrer les regards d'un domestique. Il fallait à tout prix éviter cela. Sans quelque mystère il n'est pas de plaisir, même pour un roi corrompu, et souvent le mystère est le seul plaisir qui lui reste. Mme Du Barri, en prenant possession de Luciennes, relégua d'abord au-delà des murs de clôture les écuries, les communs et toutes les dépendances. Elle limita rigoureusement son occupation au château qu'elle habitait et au célèbre pavillon où elle recevait le roi. Là ne s'arrêta pas le soin qu'elle dut prendre d'isoler Louis XV de la vue et du contact des importuns. Pendant tout le temps qu'il passait auprès d'elle, il n'y avait au château que le nègre Zamore et une femme de chambre. Aucun domestique, aucun valet, aucun serviteur ne restait à Luciennes : solitude complète jusqu'à cent toises au-delà des grilles; les abords du Sérail, à Constantinople, ne sont pas plus déserts et plus redoutés que l'étaient ceux du château aux heures des visites royales. Le roi, murmurait-on dans l'ombre et au loin, le roi est à Luciennes! Et rien ne troublait plus alors le calme impénétrable et le bonheur égoïste des

deux amans, qui s'égaraient sans témoins, avec la liberté primitive des hôtes du paradis terrestre, au bord des eaux murmurantes et sous les voûtes des charmilles.

Il y a quelque intérêt à rappeler quel était l'emploi d'une journée de Louis XV à Luciennes; l'histoire de ce joli château est là presque tout entière. En arrivant, le roi se rendait directement au château, où il ne s'arrêtait que le temps nécessaire pour rétablir sa toilette dérangée par le mouvement de la voiture ou l'exercice de la chasse. Cette toilette se faisait dans le grand salon, qui est de niveau avec la terrasse. Zamore le brossait, le coiffait, le poudrait, et lui donnait souvent une chaussure plus commode pour se promener dans le parc. L'été, le roi changeait d'habit; il mettait une petite veste de toile légère, après s'être débarrassé de son épée et de son gilet. Si la chaleur était extrême, il se lavait les mains et le visage dans une aiguière en vermeil qu'on retrouverait peut-être encore sans sortir du rayon de Marly. Le salon où il faisait cette première station annonçait déjà le luxe mobilier du pavillon enchanté. Il est très haut de plafond; on y voyait quatre grands tableaux de Vernet, une cheminée d'un travail exquis, et surtout des porcelaines de Saxe d'une pâte divine, fragiles chefs-d'œuvre qui, d'abord transportés à Londres à l'époque de l'émigration, sont ensuite passés dans l'Inde et ont orné long-temps le palais du président de la célèbre compagnie. J'ignore si elles y sont encore. En quittant ce salon, qui de tout cet éclat n'a retenu aujourd'hui qu'une propreté décente, Louis XV se rendait au pavillon de la bien-aimée, en passant par une terrasse plantée de tilleuls. Tous les tilleuls ont disparu, à l'exception d'une double allée, fort belle encore, qui permet de recomposer par la pensée la forme qu'avait autrefois cette terrasse, remplacée plus tard par une belle pièce de gazon. Le vaste et gracieux tilleul resté fièrement debout à l'entrée de cette terrasse a une valeur historique comme le chêne de Sully à Chantilly, quoiqu'il n'ait pas joué un rôle aussi vertueux dans sa jeunesse; mais il ne faut pas demander aux tilleuls l'austérité des chênes.

Au moment où le roi descendait les marches du château pour se rendre au pavillon, Mme Du Barri, de son côté, quittait le pavillon pour aller au-devant du roi. Les choses étaient ainsi réglées, quoiqu'il n'y eût pas une étiquette bien rigide à Luciennes; mais enfin Louis XV était roi de France et Mme Du Barri était la plus jolie femme du royaume. Chacun faisait la moitié du chemin; c'était de royauté à royauté.

Hiver ou été, Mme Du Barri portait à Luciennes des robes-peignoirs en percale de couleur ou de mousseline blanche qui laissaient voir ses bras et une partie de ses belles épaules. Une cordelière nouait à sa taille ce costume flottant et diapré, dont on peut se faire une idée exacte par les peintures pimpantes de Watteau. *Les Amours d'été, le Pèlerinage à Cythère,* ont fixé, pour le charme et l'instruction de la postérité, la

forme de ces déshabillés créoles, toujours sur le point de tomber aux pieds de celles qui les portent, dussent-ils laisser voir en tombant qu'ils tiennent lieu du premier et du dernier vêtement. Elle complétait ce costume invariable et charmant, dont le roi raffolait, par un chapeau de paille aux larges bords, sur lequel elle couchait une poignée d'épis de blé entremêlés de bluets et de coquelicots, dans les journées ardentes où la cigale chante aussi ses amours au haut des arbres. Ainsi habillée ou déshabillée, elle accourait au-devant du roi par la terrasse des tilleuls, et ils se rendaient ensemble au pavillon, qui leur souriait de loin avec sa grace athénienne, à travers un rideau d'orangers dont on avait dépouillé Marly pour parer et embaumer Luciennes.

Il n'est pas hors de propos de parler ici des vols continuels qu'exerçait le pavillon de Luciennes sur le château de Marly, ainsi qu'en userait un fils de famille avec un père trop faible, ou, pour nous servir d'une comparaison peut-être plus juste, ainsi que le ferait une courtisane prodigue avec un vieillard follement épris. La jeune Luciennes volait au vieux Marly ses citronniers si vantés, ses grenadiers séculaires, ses plus beaux pieds d'oranger, les fleurs les plus rares de ses serres chaudes, les plus fantastiques oiseaux de ses volières. Les jardiniers, les employés de Marly criaient à la spoliation, se plaignaient, gémissaient; mais qu'y faire? la folle comtesse avait envie de toutes ces belles choses, il fallait bien la contenter. On laissait crier les vieux faunes, les vieux satyres, et la nymphe riait.

Le pavillon de Mme Du Barri est un petit temple grec, transporté de l'Ionie à Luciennes, une nuit d'été, sur un rayon de la lune, dont il a la couleur lactée, et déposé doucement sur le gazon au bord d'un précipice. Un pas de plus, il y roulait. Au-delà du pavillon il y a le vide; les fondations affleurent avec le point culminant d'une courbe immense qui, très rentrante d'abord, se continue jusqu'à la Seine en passant par Marly-la-Machine. Il fallut nécessairement gazonner cet abîme, le velouter de lierres, le tapisser, le voiler de toutes les plantes grimpantes que fournit la flore parisienne, pour qu'il perdît de son aspect sinistre. On dut parvenir à ce résultat : la fougueuse végétation qui se fait encore remarquer aux flancs de cette fondrière permet de supposer qu'elle dut être autrefois entièrement couverte.

Ledoux, l'architecte, construisit en trois mois le pavillon de Luciennes sur un caprice de Mme Du Barri, mais il chercha long-temps la physionomie originale qu'il donnerait au monument de plaisir et de rêverie qui lui était commandé. Contenter une reine est chose possible, quoique difficile, disait Buckingham; satisfaire une favorite est chose presque impossible. Et ici il s'agissait d'une favorite de Louis XV, d'une sultane du XVIIIe siècle, blasée sur l'arabesque, le style fleuri, la fantaisie orientale et chinoise! Aussi on n'imaginerait jamais les efforts auxquels se

livra Ledoux aux prises avec sa création. Nous avons entre les mains quelques-uns des plans de cet ingénieux architecte; le plus singulier n'est peut-être pas celui-ci. Il se proposait d'élever devant le pavillon, à quelques pas de distance, une arche colossale en briques rouges, brisée à l'une de ses extrémités. Par l'ouverture de cette arche, qu'on voit sur le lavis couverte de lichens, de mousse, de liserons et de pampres écarlates, on aurait aperçu comme au fond d'un entonnoir ou au bout d'une lunette le pavillon de Luciennes, sa façade blonde, ses quatre colonnes d'opale et sa galerie aérienne. Ledoux empruntait à l'Italie, en y ajoutant beaucoup du sien, cet arrangement architectural, très prétentieux, concevable cependant en Italie, où le soleil se prête comme un or ductile à toutes les combinaisons; mais cette alliance de l'architecture et de la lumière au profit de la perspective devient impossible et même ridicule dans un pays de brouillards et de pluie, où il y a déjà assez d'ombre et d'humidité sans qu'il soit besoin d'en inventer à plaisir. Ledoux renonça à son arche et se contenta d'édifier le pavillon tel que nous le voyons aujourd'hui.

Ce gracieux pavillon, dont la forme est carrée, est orné de quatre colonnes cannelées d'ordre ionique d'un jet élégant et couronnées d'une galerie à jour. De loin comme de près, c'est un temple élevé à Vénus, à Junon ou à Diane; il faudrait avoir une imagination plus que complaisante pour y voir une habitation possible, quoiqu'on y trouve salle à manger, salon, chambre à coucher, cuisine, cave et même grenier. Ces diverses dénominations bourgeoises ne changent rien au caractère du monument, qui est parfaitement grec au dedans comme au dehors, et par conséquent fort peu logeable pour des gens comme nous. Toutes les pièces principales sont circulaires; cette forme agréable, mais contre laquelle nos meubles anguleux protestent, est la seule beauté qu'elles aient conservée depuis à peine un demi-siècle que Mme Du Barri n'est plus. Ne cherchez autour de vous ni dorures, ni glaces, ni tableaux : tout a disparu. Les murs seuls sont restés; ils sont, il est vrai, dans un état de conservation qui étonnerait beaucoup, si l'on ignorait que ce pavillon a presque toujours été occupé. Entre les fêtes étincelantes données par Mme Du Barri et les soirées dramatiques données par un de nos députés contemporains, dernier locataire de Luciennes, on ne peut guère placer de mauvais jours que ceux de la terreur, la propriété ayant toujours appartenu à des gens riches, d'heureux loisirs ou de condition élevée.

A droite et à gauche du pavillon, on voyait, à l'extérieur, deux statues de marbre d'une admirable exécution par Allegrain. L'une représentait une baigneuse sortant de l'eau, l'autre Diane surprise par Actéon. Le poète Guichard fit pour ce groupe charmant ce distique :

Sous ce marbre imposteur, toi que Diane attire,
Crains le sort d'Actéon, tu vois qu'elle respire.

La statue qui représentait une baigneuse n'attestait pas à un moindre degré le goût sévère apporté par Mme Du Barri dans le choix des œuvres d'art qu'elle plaçait à Luciennes sous les yeux du roi. Voici de quelle manière Diderot, dans son *Salon* de 1767, parle de cette statue d'Allegrain, à laquelle il donne cinq pieds dix pouces de proportion : « Belle, belle, sublime figure, la plus parfaite figure de femme que les modernes aient faite. La critique la plus sévère est restée muette devant elle. Les belles épaules! qu'elles sont belles! comme ce dos est potelé! quelle forme de bras! quelles précieuses, quelles miraculeuses vérités de nature dans toutes ces parties! comment a-t-on imaginé ce pli au bras gauche? Ce sont des détails sans fin, mais si doux, qu'ils n'ôtent rien au tout, qu'ils n'attachent point aux dépens de la masse; ils y sont et ils n'y sont pas; que de choses que l'on sent et qu'on ne peut rendre! J'ai dit que la sculpture, cette année, était pauvre. Je me suis trompé. Quand elle a produit une pareille figure, elle est riche. Cette statue est pour le roi. » — Lisez : Pour Mme Du Barri. Le jugement de Diderot est beaucoup plus long; mais il est si hardi, si nu dans ses formes louangeuses, qu'il n'est pas possible de le réimprimer tout entier, même dans une histoire de Mme Du Barri. Le trop chaleureux écrivain se passionne pour cette baigneuse au point d'oublier entièrement le marbre et le lecteur. Du reste, la postérité a confirmé son opinion, même dans tout ce qu'elle a d'exalté. La *Baigneuse* d'Allegrain, échappée par miracle à la tourmente révolutionnaire, a été doucement portée au Louvre, où les artistes vont en pèlerinage étudier ce morceau de sculpture digne de prendre place à côté des plus pures créations de l'art grec. Elle a failli pourtant leur être enlevée. Il y a quelques années, se ravisant un peu tard, une héritière de Mme Du Barri suscita un procès à l'état pour rentrer en possession de cette suave statue. Mme de Neuville (c'est le nom de cette héritière) dut perdre son procès ou être dédommagée, car la *Baigneuse* n'a pas quitté le Louvre.

On arrivait ensuite au péristyle du pavillon, dont le fond était rempli par un bas-relief de Lecomte. Le sujet était une bacchanale d'enfans. Ce péristyle présente un caractère de grandeur qui tient moins à ses dimensions qu'à une harmonie exacte des parties qui le composent. Il est plein d'air et de lumière. Morceau athénien, il n'y manque que le philosophe accroupi sur les marches et la courtisane qui passe.

Les appartemens du pavillon sont en petit nombre, mais assez spacieux pour laisser deviner tout ce que pouvait y ajouter la magnificence d'un mobilier comme il n'y en eut jamais ni à Trianon, ni à Marly,

ni même à Versailles. Avant de pénétrer dans l'intérieur de ce petit temple, dont il n'est pas très facile aujourd'hui de rappeler toutes les richesses, car ceux qui l'ont dépouillé n'ont pas tenu, on le conçoit, un compte exact de leurs rapines, il est juste de dire que Mme Du Barri récompensa royalement son architecte. Ledoux fut nommé inspecteur des salines de Franche-Comté, aux appointemens de huit mille livres. Le vestibule, qui servait de salle à manger, est flanqué de deux cabinets; celui de droite était un chauffoir, dans celui de gauche se trouvaient les garde-robes. Autour de ce vestibule, orné de pilastres corinthiens ou en marbre gris, s'élevaient quatre tribunes où se faisaient entendre, les jours de gala, les musiciens de la comtesse; elle avait aussi sa musique comme le roi. Dans cette même salle, on voyait quelques tableaux de Greuze, commandés par Mme Du Barri au célèbre peintre, son portrait en pied par Drouet et son buste par Pajou. Mme Du Barri devait être merveilleusement belle : on peut le croire sans hésiter, puisque ses ennemis, — et jamais femme, jamais homme n'en eut autant, — qui attaquèrent avec férocité sa naissance, la vertu de sa mère, la réputation de son père, de son mari, qui la traînèrent pendant trente ans, en France, en Italie, en Angleterre, en Hollande, sur la claie des gazettes, des nouvelles à la main, des pamphlets, des libelles les plus honteux; qui finirent par la jeter dans les bras du bourreau, s'arrêtèrent tous devant sa beauté, jusqu'au bourreau. Quelle beauté ce devait être! Elle était d'une taille moyenne; *des cheveux cendrés et bouclés comme ceux d'un enfant*, dit Mme Lebrun dans ses Mémoires, descendaient le long de son visage d'une coupe admirable. Elle ajoute que *sa gorge était forte, mais très belle, et que ses yeux allongés, jamais ouverts, lui donnaient quelque chose d'enfantin*. Ces quatre coups de crayon d'une main habile laissent entrevoir cette charmante figure du XVIIIe siècle, belle et originale, régulière et voluptueuse à la fois; une de ces figures rares et fatales, qui, formées de la folie ou de la raison de leur temps, apparaissent de loin en loin pour ravir les hommes et perdre les empires.

Le portrait de Mme Du Barri par Drouais ou Drouet est un incontestable chef-d'œuvre; Van Dyck a peu d'œuvres supérieures à celle-là. Le cachet de la ressemblance y est empreint partout, et ce mérite est relevé par une incomparable suavité de dessin et de couleur. Les yeux et la bouche y ont bien ce demi-sommeil dont parle Mme Lebrun dans ses Mémoires. Le front est superbe et doux, et le corps, ce corps gracieux, est revêtu d'une ringrave qui s'entr'ouvre pour laisser voir un jabot de dentelle et le sein de Mme Du Barri. On la croirait déguisée en homme sous ce costume original et piquant. Comme on cherche des comparaisons à tout ce qui est beau, pour doubler, en le communiquant, le plaisir qu'on éprouve, on pourrait dire de ce portrait qu'il rappelle un oiseau orgueilleux et une fleur charmante, un cygne et un

lis. Tout cela est onduleux, fier, distingué et tendre. Peintre et écrivain, Mme Lebrun, qui peignait, c'est son expression, *tous les rois de la terre*, a fait aussi un magnifique portrait à l'huile de la fameuse favorite. Ce tableau, qui est la propriété de M. de Rivière, neveu de Mme Lebrun, fut exécuté à Luciennes, où il est encore.

Mme Du Barri se conserva long-temps belle. En 1781, et elle avait alors trente-six ans, elle produisit sur le comte d'Allonville une impression qu'il rapporte ainsi dans ses Mémoires, en général fort peu indulgens pour la favorite : « Je vis Mme Du Barri lors de son voyage en Normandie pour aller y visiter le duc de Brissac. En l'examinant, je ne pouvais concilier ce que j'avais lu d'elle et ce que sa figure annonçait; l'on ne trouvait en rien les traces de son *ancien état* dans la décence de son ton, la noblesse de ses manières, et ce maintien également éloigné de l'orgueil et de l'humilité, de la licence et de la pruderie; sa vue seule réfutait tout ce qui a été publié sur elle. D'ailleurs, elle me paraissait extrêmement agréable, et j'eusse trouvé tout simple qu'elle inspirât encore des passions comme elle s'était acquis de véritables amis. »

Le roi et Mme Du Barri aimaient à déjeuner dans cette pièce, dont la disposition permet de voir à la fois le paysage qui court du côté de Versailles, et celui qui s'étend de coteau en coteau vers Saint-Germain; situation enchantée, unique au monde, merveilleuse au milieu de toutes ces merveilles enfermées dans un triple cercle d'azur, d'air et d'eau, car la Seine est au pied et court sous la forme d'un croissant d'argent. Quand le vent souffle sur cette hauteur, et il y souffle presque toute l'année, on sent au visage et au cœur un frisson de plaisir comme si l'on planait doucement au-dessus de la terre. La fraîcheur de la Seine, le chant des oiseaux, la lumière dorée du soleil, le vent qui vient de la forêt, les senteurs amères du parc, forment un ensemble harmonieux qui berce tous les sens. On croit boire la lumière dans une coupe d'air.

Louis XV se nourrissait toutefois d'une façon infiniment plus substantielle lorsqu'il déjeunait au pavillon Du Barri. Héritier des traditions gastronomiques du régent, il mangeait bien et beaucoup. Il était d'ailleurs obligé de renouveler souvent des forces qu'à soixante ans passés il dépensait encore avec la prodigalité d'un jeune homme. Il aimait passionnément le vin de Champagne, et il buvait avec trop peu de ménagement le vin de Bordeaux, connu déjà depuis long-temps, mais récemment mis à la mode par le duc de Richelieu. Zamore, le jeune nègre, servait à table en costume d'Africain d'opéra-comique, avec une coiffure de plumes de diverses couleurs et des bracelets d'or aux chevilles et aux poignets. On sait que le nom de Zamore lui avait été donné par Mme Du Barri, afin de flatter l'orgueil de l'auteur d'*Alzire*. Ce luxe d'avoir un négrillon à sa suite datait déjà de bien loin, il remonte aux temps des croisades. Cependant on parla beaucoup dans le monde du nègre Za-

more. Le siècle précédent, chacune des charmantes nièces du cardinal Mazarin avait pu avoir sans crime un nègre à son service, soit pour porter l'éventail à la promenade, soit pour soulever la queue des robes traînantes; mais Zamore, fort beau nègre et fort élégant, fut accusé d'être un des nombreux caprices de sa maîtresse, et l'on eut l'air de se scandaliser beaucoup de cette excentricité.

Presque tous les mets qu'on servait au roi aux petits déjeuners de Luciennes étaient ambrés ou musqués. Le duc de Richelieu avait mis en vogue ces deux aphrodisiaques orientaux, et beaucoup d'autres dont le secret est totalement perdu de nos jours. C'est dans l'un de ces déjeuners pleins d'abandon et de faiblesse que Louis XV apprit avec un étonnement dont il pâlit, dit-on, l'étrange prétention de Mme Du Barri d'être présentée à la cour. Dubois voulant être ministre n'étonna pas davantage le régent, et tous les deux, Mme Du Barri et Dubois, arrivèrent pourtant à leurs fins. Dubois fut ministre, Mme Du Barri alla à la cour. Rien n'est puissant comme ce qui rebondit de bien bas. Aussi le mot du même Dubois à un homme qui lui disait : « Soyez tranquille, monseigneur, j'irai loin, je suis bâtard, » est d'une grande profondeur. Dubois lui dit : « Mais êtes-vous bien sûr, monsieur, d'être bâtard? »

Il était rare que le roi, pendant les déjeuners de Luciennes, ne donnât pas quelque cadeau de prix, parure en diamans ou parure de perles, à sa maîtresse, qui les gardait très soigneusement, bien qu'elle ne sût rien conserver pour elle. Louis XV n'était ni grand ni généreux comme Louis XIV, mais il fut le roi des femmes par son excessive galanterie dans les petites choses. Il créa les dons de portraits, de tabatières, de services de porcelaine, de magots de la Chine, de bagues, de médaillons, de montres. Il fut la poésie légère de la royauté.

Un charme plein de nouveauté pour Louis XV, pendant les premières années de son intimité avec Mme Du Barri, ce fut de rencontrer en elle un ton de liberté, et, s'il faut le dire, de licence, qui le dédommagea des ennuyeuses maîtresses de qualité qu'il avait eues autrefois, les Châteauroux et les Pompadour, et le consola de ses tristes plaisirs du Parc-aux-Cerfs. Il adorait le laisser-aller de cette jeune femme qui n'épargnait personne en passant en revue la cour de Versailles. Elle traitait, les poings sur la hanche et la vulgarité la plus pittoresque aux lèvres, les belles dames titrées, comtesses, duchesses, princesses, qui n'étaient si jalouses d'elle que parce qu'elles ne pouvaient pas avoir sa place. Elle les déshabillait impitoyablement; elle nommait au roi leurs amans, et lui disait une à une toutes leurs intrigues, qu'elle savait à l'aide d'une police qui lui coûtait, à la vérité, fort cher. C'étaient des révélations étourdissantes, des propos dont le roi recueillait l'esprit et le poison, pour le communiquer à ses fidèles le lendemain à son petit lever.

Nous avons nommé le Parc-aux-Cerfs. Louis XV conserva pendant trente-quatre ans cet étrange établissement, dont le nom seul fait monter le sang au visage des pères et les larmes aux yeux des mères effrayées; il l'entretint jusqu'à sa mort, malgré les nombreuses maîtresses qu'il eut, malgré la dernière de toutes, Mme Du Barri, qui ne lui en parla jamais, grande preuve chez elle d'esprit et d'habileté. Le Parc-aux-Cerfs, qui est encore mal connu, était un endroit solitaire, silencieux, lugubre comme un abattoir. C'est là que le roi, sans suite et à l'entrée de la nuit, allait commettre ses plaisirs. Il en avait tellement pris l'habitude, qu'il avait fini par se croire quitte envers Dieu et les hommes en dotant les jeunes filles flétries dans cet antre. Le Parc-aux-Cerfs coûtait près de trois cent soixante-dix mille francs par mois, ce qui fait pour trente années d'existence plus de cent cinquante millions.

Louis XV aimait beaucoup les fraises et les framboises de Luciennes, renommées à bon droit sur nos marchés, et la seule richesse territoriale, je présume, de ce joli pays. Mme Du Barri, pour lui plaire, avait soin, l'été, à chacune de ses visites, de lui en cueillir une assiette, comme c'est elle aussi, dans leurs tête-à-tête voluptueux, qui préparait quelquefois le café avec son cher *La France*, petit nom d'amitié, on le sait, qu'elle donnait hardiment à Louis XV. Après le déjeuner, Louis XV passait au salon et allait s'asseoir dans un fauteuil, près des croisées qui s'ouvrent du côté de la Seine, au-dessus de la fameuse machine de Marly, considérée alors comme la huitième merveille du monde. Nous ignorons s'il éprouvait un plaisir bien vif à promener ses yeux sur le paysage étendu devant lui, et s'il pensait en ce moment que de toutes les jouissances que son or et sa puissance lui procuraient, ce paysage divin serait la seule jouissance dont nous hériterions après lui, sans lui envier beaucoup les autres. Quand l'esprit du mal essaya de séduire le rédempteur par le spectacle du monde qu'il lui offrait s'il voulait être à lui, il ne dut pas ramasser sous les paupières célestes et dédaigneuses plus d'air rose et pur, plus d'eaux transparentes, plus de campagnes fleuries, plus de bouquets de bois cachés sous des réseaux de lumière. Et par un privilége particulier, chaque morceau de cet immense terrain est pour les yeux qui pensent un souvenir de notre histoire. Regardez et rappelez-vous. C'est à l'horizon Saint-Germain, pavillon de fête de nos rois. Là naquit Louis XIV, entre ce groupe d'arbres qui frissonnent et ces oiseaux qui passent; à droite, à vos pieds, s'éparpillent les maisons blanches de Bougival, Bougival où repose Rennequin Sualem, cet habile homme qui fit monter l'eau de la Seine dans les airs pour la répandre dans les bassins de bronze de Versailles, l'inventeur de la machine de Marly. A gauche, sous ce nuage blanc, Maisons, où Voltaire, ce grand financier, écrivit de si belles choses, où M. Laffitte, ce poète en politique, logea son orgueil et ses regrets. Plus près, la Malmaison, où De-

lille traduisit les *Géorgiques*, où Joséphine, la bonne impératrice, se retira à pas lents après son divorce; Ruel, où elle repose et où Richelieu avait aussi son château; Nanterre, où filait, en priant, la blonde Geneviève, à travers les blés; le bois du Vesinet, qui porte Chatou dans ses branches comme un nid d'hirondelles; Vaulx, où François Ier fut allaité; et cent autres, et mille autres endroits. Chaque arbre voile un château, une maison connue, un asile célèbre, une gloire de l'ancienne France; agglomération de richesses qui s'explique aisément. François Ier, Henri II, Henri III, Henri IV, Lous XIII, Louis XIV, Louis XV, ont attiré, fixé pendant trois cents ans sur le même espace toutes les fortunes et toutes les intelligences de leur règne. Les soleils ayant disparu, on peut voir aujourd'hui les myriades d'étoiles qui leur faisaient cortége et qu'ils éclipsaient par leur trop vive lumière.

Il est à présumer que, lorsque le roi se délassait dans le pavillon de Luciennes, on suspendait le travail de la fameuse machine de Marly dont les premiers tuyaux traversaient et traversent encore d'une façon fort disgracieuse le terrain occupé par les communs du château. Cette formidable machine, huit ou dix fois réformée pendant le XVIIe et le XVIIIe siècle, et de nos jours à peu près abolie par l'emploi d'une machine à vapeur de la force de trois cents chevaux, produisait, lorsqu'elle était en fonction, un bruit déchirant, lamentable, un grincement dont quelques contemporains se rappellent l'intolérable impression. Le corps de cette huitième merveille, c'est le nom qu'on lui donnait, se trouve au pied de l'ancienne route de Saint-Germain, entre le village de Marly et celui de La Chaussée. Cette construction cyclopéenne dura sept ans environ; commencée en 1676, elle ne fut achevée qu'en 1682, si elle fut jamais achevée. Nous en avons déjà nommé l'inventeur, Sualem ou Swalem Rennequin, ou, mieux encore, Swalm Renkin, Liégeois de naissance. Quoi qu'on en ait dit et quel qu'ait été le mérite de M. Deville, ingénieur français, auquel on veut attribuer la création de la machine, Renkin en est bien l'inventeur. Primitivement, elle avait quatorze roues et absorbait toute l'eau d'un bras de la Seine. On aura une idée de la difficulté où nous sommes d'expliquer les effets de ses deux cent vingt-cinq corps de pompes, lorsqu'on saura que Vauban seul pouvait les comprendre. D'efforts en efforts gigantesques, l'eau qu'aspiraient, que refoulaient toutes ces pompes, grimpait à une tour placée entre l'aqueduc de Marly, autre travail de Romains, imposant, magnifique au milieu du paysage. Une fois portée à cette hauteur prodigieuse, elle coulait le long de l'aqueduc même par deux tuyaux de fer de dix-huit pouces jusqu'aux réservoirs de Marly, ce qui a lieu encore de nos jours; des réservoirs de Marly, elle était dirigée sur Versailles, où elle s'élançait comme aujourd'hui en jets éblouissans, s'épanouissait en gerbes, et couronnait de perles et d'émeraudes

liquides le front rêveur des statues. La machine à vapeur, qu'on a reliée peut-être à tort à l'ancien système de Renkin, a coûté près d'un million. Elle rend de plus grands services que la vieille machine, il est vrai, mais tout ce monument hydraulique est à refaire; il fuit, il craque, il menace ruine de toutes parts.

Le salon où nous avons laissé Louis XV se reposant de la douce fatigue du déjeuner, ce salon, l'unique, du reste, qui se trouve dans le pavillon de Luciennes, changeait trop souvent de physionomie au gré de la mode, au vent du caprice de la belle propriétaire, pour qu'il soit possible de raconter, un demi-siècle après sa splendeur, son fabuleux mobilier; on sait seulement qu'il surpassa en délicatesses fastueuses les plus beaux cabinets de Versailles. Ce qui le distinguait surtout des salons royaux, c'est un choix rare, presque religieux, dans les œuvres d'art qui l'ornaient. Boiseries, glaces, parquets, tableaux, statues, moulures, tables, siéges, rideaux, porcelaines, étaient d'un travail exquis, d'un goût précieux. Les modèles, les types, étaient brisés; on voulait que ces chefs-d'œuvre devinssent sans prix avec le temps, et c'est ce qui est arrivé. Le nom de Mme Du Barri est magique dans le commerce des curiosités. Il centuple la valeur du moindre objet qui a appartenu à cette femme célèbre. Fragonard et Briard avaient couvert le plafond du salon, ainsi que celui de la chambre à coucher et de la bibliothèque, de peintures rustiques comme on savait les faire à cette bizarre époque de matérialisme et de bergerie. Les statuettes étaient de Pigalle et de Pajou, ces grands petits génies. On admirait encore, dans ce salon de fée, les ornemens de détail, les manteaux de cheminée, les feux, les bras, les espagnolettes, les chandeliers, les corniches, les poignées et les clés. C'était de l'orfévrerie pure. Ce fer et ce cuivre fouillés, attendris, pétris par des artistes inconnus, plus grands de ce qu'on ne sait pas leur nom, se vendent aujourd'hui au poids de l'or, et ce n'est pas assez. Ce miraculeux XVIIIe siècle a soufflé son ame dans tout ce qu'il a produit, comme le verrier puissant souffle sa vivante haleine dans le verre. Ce fut un siècle léger, vicieux, athée, corrompu, mais vraiment français. Il eut de l'esprit, ce qui est bien plus rare que le génie, de la passion, de la grace, du courage jusqu'à la folie, de la colère jusqu'au régicide. Il produisit Voltaire, Fontenoy, Watteau, 89, Napoléon; un rare écrivain, une véritable bataille, le seul peintre français original, une immortelle révolution, et le plus grand homme des temps modernes. N'est-ce pas assez?

Quand Louis XV avait assez distrait sa vue par les croisées du grand salon, il passait dans la bibliothèque, qui était placée dans le salon de droite, et dont la somptuosité soutenait le parallèle avec les autres pièces du pavillon. On y voyait quatre tableaux de Vien et des dessus de porte par Drouet, l'auteur de l'admirable portrait de la comtesse.

Le statuaire Vassé avait taillé les deux figures de marbre placées aux deux bouts de la bibliothèque; l'une représentait l'Amour, l'autre, un masque à la main, représentait la Fourberie. Sur les étagères et sur des piédouches d'ébène s'étalaient des bronzes allégoriques par Goutières, un maître dans l'art de tordre, d'animer les métaux.

On le voit, la favorite de Louis XV prétendit avoir aussi sa bibliothèque à Luciennes, comme elle y avait une serre chaude et une ménagerie. Son amour-propre bibliographique ne s'éleva pas jusqu'à vouloir lutter avec le fondateur de la bibliothèque Ambroisienne de Milan. Elle laissa les in-folio grecs et latins à la science et ne songea qu'aux livres dictés par les Graces, ainsi qu'on s'exprimait alors. Les Graces de Mme Du Barri étaient, par malheur, au moins aussi nues que celles de l'antiquité, ce qui rend tout-à-fait impossible ici la transcription exacte de son catalogue. Parlons d'abord de la partie matérielle de cette fameuse bibliothèque. Elle n'était pas grande et sentait le boudoir; mais les boudoirs ont-ils besoin d'être grands? Parmi tous les bois que l'ébénisterie rare lui offrit, elle choisit le cèdre comme le plus digne pour façonner les tablettes, panneaux, armoires, étagères et moulures du cabinet qu'elle érigeait aux Muses. Ainsi le bois odorant et sacré dérobé aux pentes du Liban, le même bois qui servit à la construction du temple de Salomon, fut employé, par une appropriation profane, à la construction de la bibliothèque de Luciennes. Des filets d'or pur coulèrent dans les incrustations que des ciseleurs ingénieux tracèrent dans ce bois biblique. Les livres n'eurent plus qu'à se rendre dans le brillant logement qu'une femme impudique et charmante venait de leur ménager. Il est difficile de risquer, nous l'avons déjà dit, les titres mêmes de ces livres. Les moins décolletés, qu'on juge des autres, étaient *la Religieuse* de Diderot, les poésies de Boufflers, de Piron, *la Pucelle* de Voltaire, *le Portefeuille d'un dragon*, les contes de Voisenon et de Grécourt. On sait si le XVIIIe siècle fut riche en ces sortes de publications licencieuses. Par un raffinement qui n'étonnera personne, Mme Du Barri les habilla d'une reliure somptueuse; elle les couvrit de soie et de velours, elle les parsema de nacre et de perles fines, sans oublier de broder sur le manteau de chacun de ces livres damnables son chiffre et sa couronne de comtesse. Ils furent de sa maison comme sa livrée. Elle ajouta même à ce luxe, nous n'osons pas dire royal, un luxe qui a fini par donner à ces livres une valeur extraordinaire aux yeux des amateurs de collections curieuses. Elle inséra dans les pages de ces livres, au lieu des gravures qui leur étaient propres, les dessins originaux d'après lesquels ces gravures avaient été faites, c'est-à-dire des pastels de Boucher, de Chardin, de Lancret et de Watteau, ce qui porta le prix de quelques-uns de ces livres à des sommes considérables. A ses heures de loisir, la souveraine de Luciennes, couchée sur

un divan et les pieds dans ses mules de satin rose, pouvait, en attendant son esclave couronné, lire *Zadig* ou *Candide* dans un exemplaire de dix mille francs. La tempête révolutionnaire n'a pas dispersé tous les feuillets de cette bibliothèque de perdition, sagement appelée dans la librairie curieuse *bibliothèque infernale*. Ce prodigieux XVIIIe siècle, dont on ne vantera jamais assez la fiévreuse originalité et l'énergique impulsion en toutes choses, a créé aussi en France le goût des bibliothèques particulières et des galeries de tableaux, petits ruisseaux qui ont fini par former peu à peu la vaste mer de nos bibliothèques publiques et nos musées de peintures. Je sais comme un autre ce qu'on doit aux fonds des bibliothèques d'anciens couvens, mais je persiste à dire, et les preuves ne manquent pas, que les collections de mémoires, de voyages, de romans, de poésies, seuls livres qui se lisent beaucoup, sont dues aux grands seigneurs et aux courtisanes du XVIIIe siècle. Elles faisaient partie des richesses mobilières comme les plats en orfévrerie de Germain, les porcelaines de Saxe et les cabinets en laque du fameux Martin. La Bibliothèque Royale, la Mazarine et la bibliothèque du Louvre ne sont presque formées que d'alluvions bibliographiques, que de legs faits par tous ces charmans esprits, ces cœurs légers et bons du siècle philosophique. Comme le XVIIIe siècle lisait beaucoup et qu'il lisait partout, aux champs, à la ville, à la cour, il créa la petite monnaie courante des livres, les petites éditions, les petits caractères, les petites vignettes, enfin les éditions de poche, choses adorables et furtives, faciles à prendre, faciles à quitter, toujours sous la main. Ces gracieux formats in-12, in-18, in-32, acquirent toutes les femmes à la cause des livres; le commerce y gagna des sommes immenses; l'imagination, l'esprit, la philosophie, centuplèrent leur puissance d'action sur les masses.

La chambre à coucher était de l'autre côté du salon, à l'aile gauche du pavillon, et donnait par conséquent, comme la bibliothèque, sur la rivière. Blonde et rose, Mme Du Barri avait fait tapisser en velours bleu, contraste exquis, cette chambre, dont tous les meubles se nuançaient de cette couleur tendre et céleste. Le plafond était de Briard; il représentait le bonheur des champs dans toute sa poésie. La cheminée, taillée en forme de trépied, se détachait sur un fond d'azur. Quand le soleil éclairait l'appartement de ses rayons dépouillés de leurs angles en passant à travers un nuage de rideaux, quand il entrait comme un brouillard d'or, on devait se croire dans la grotte diaphane de quelque ondine.

C'est dans cette chambre à coucher que Mme Du Barri emportait le consentement de Louis XV à toutes les demandes de graces et de pensions, moins bien accueillies ou repoussées ailleurs. Le duc de Choiseul ne cessait d'entretenir le feu de la guerre. Il avait toujours pour lui,

moins dévouées cependant, la noblesse et l'administration, tandis que Mme Du Barri n'avait plus même besoin de s'appuyer sur le duc de Richelieu et le chevalier de Maupeou. Quant au prince de Condé, il nageait entre un parti et l'autre avec assez d'habileté. L'anecdote suivante en fait foi; elle est charmante, elle exhale en plein son XVIIIe siècle. Le prince de Condé prie le roi de passer quelques jours à son château de Chantilly, le roi y consent; mais quel parti prendre à l'égard des invitations qu'il convient d'adresser aux dames qui, par leurs fonctions et leurs rangs, sont de tous les voyages de sa majesté? Inviter à la même fête, à venir au même château, les princesses, filles du roi, et Mme Du Barri, haute inconvenance, outrage à l'étiquette, au rang, à la naissance! les inviter sans elle, péril formidable! Inviter Mme Du Barri sans inviter les princesses, péril plus certain encore. Dans cette situation, peut-être unique dans la vie d'un courtisan, le prince de Condé, sans rien avouer au roi, — il n'eût plus manqué que cela! — le prie de faire lui-même la liste des dames qu'il daigne choisir pour le voyage de Chantilly. — Invitez qui vous voudrez, répond le roi, qui devina peut-être l'embarras du prince. Celui-ci fut au comble du désespoir. Enfin le désespoir même l'éclaira. Les princesses seules furent officiellement invitées; mais, à Chantilly, le roi le soir trouva près de lui Mme Du Barri, qui repartit le lendemain de bonne heure pour Paris. Ce trait de courtisan plut tant à sa majesté, qu'elle alla plusieurs fois de suite à Chantilly, quoiqu'elle n'aimât pas les Condé, mais sans observer la même réserve dans ses autres voyages. La favorite l'accompagna publiquement dans un carrosse qui coûtait près de deux millions, suivi de deux autres carrosses d'un luxe qui répondait à la magnificence du premier : ils étaient tous les trois à six chevaux. On s'attroupait devant son hôtel de la rue des Petits-Champs pour voir sortir ce pompeux équipage. Le crédit de la favorite augmentait chaque jour, chaque heure, presque à vue d'œil. La noblesse se ralliait autour d'elle. Elle était au mieux avec la comtesse de l'Hôpital, la marquise de Montmorenci, la duchesse de Mirepoix, la duchesse de Valentinois. Elle fut sur le point, dans ce temps-là, de faire épouser au duc de Bouteville Mlle Du Barri : — la sœur de Jean Du Barri le roué, un Bouteville! C'est dans sa chambre à coucher de Luciennes qu'elle obtint pour le duc d'Aiguillon, dans l'un de ces momens où les rois sont bien près d'être à genoux, la faveur de succéder à M. de Chaulnes dans la charge de commandant des chevau-légers, poste éminent, qui valait, à certains égards, celui de ministre, car il exigeait des entrevues particulières avec le roi. Le duc de Choiseul, qui ne put, malgré ses efforts, empêcher cette nomination, dut mesurer le chemin qu'il avait perdu à celui que venait de gagner la comtesse. Son autorité déclinait chaque jour davantage. Les financiers, ces augures infaillibles de tous les changemens ministériels, passaient aussi du côté

de Mme Du Barri. Bouret, dont nous avons raconté les fantaisies de millionnaire (1), lui donnait des fêtes royales dans son fameux pavillon de la forêt de Sénart; il la faisait assister, comme une reine, au spectacle d'une chasse au cerf, et lui montrait, surprise galante, sur le cou d'une Vénus exécutée par Coustou et destinée au roi de Prusse, sa tête plus belle que celle de Vénus.

C'est encore dans ce réduit charmant du pavillon de Luciennes que Mme Du Barri osait dire à Louis XV, à propos d'un cuisinier nouveau qu'elle ne voulait pas garder, quoique excellent, parce qu'il ressemblait au duc de Choiseul : *Sire, j'ai renvoyé mon Choiseul, quand renverrez-vous le vôtre?* Le roi en sortait rarement en colère, car il n'arrivait jamais à Mme Du Barri de lui demander autre chose que des places et des faveurs pour ses amis. C'était la bonté la plus naturelle dans la beauté la plus franche qui eût encore paru à la cour. Elle aurait pu écraser le comte de Lauraguais du fond de cette alcôve azurée où elle gouvernait en peignoir celui qui gouvernait la France, ce Lauraguais qui, ayant pris chez la Gourdan une fille perdue, la promenait de Paris à Versailles et de Compiègne à Fontainebleau, sous le titre de la comtesse Du Tonneau. Elle aima mieux obtenir la grace d'une pauvre fille de Liancourt, coupable du crime d'infanticide, et celle du comte et de la comtesse de Louerme, condamnés comme rebelles à perdre la tête. Le chancelier Maupeou, qui l'appelait ma cousine, prétendant qu'ils descendaient l'un et l'autre de la famille irlandaise des Barrimore, fut heureux de contresigner ces lettres de grace après avoir refusé de les présenter au roi, afin de laisser tout le mérite de l'action à la comtesse, sa belle cousine.

C'est dans cette chambre si riche en meubles d'ébène, de bois de rose et d'ivoire, en tableaux et en porcelaines, que les clous ordinaires employés par les tapissiers coûtaient cent francs la pièce. Au surplus, les prodigalités que l'imagination la plus orientale inventerait ne seront jamais ni exactes ni exagérées, par la raison que la favorite avait fini par obtenir ce qu'elle voulait d'un roi qui, de son côté, prenait ce qui lui plaisait dans les coffres de l'état. Le 1er janvier de l'année 1770, Mme Du Barri demande au roi pour ses étrennes *les loges de Nantes*, c'est-à-dire 40,000 livres de revenu, dont jouissait auparavant la duchesse de Lauraguais. Le roi refuse, elle se fâche; le naturel jaillit, elle s'écrie : *Le diable m'emporte, si je vous demande encore quelque chose!* — Vous commencez mal l'année, dit le roi en souriant; mais, je vous le répète, je n'y puis plus rien, j'en suis désolé pour Mme de Mirepoix, à qui vous destiniez ce cadeau. Il est déjà promis. — Et à qui, sire? — A vous, madame; ce sont les étrennes que je vous ai réservées. — Voilà comment le roi refusait.

(1) Voyez la livraison du 1er février 1846.

A cette époque, elle fut fort effrayée pourtant de l'arrivée de la dauphine, archiduchesse d'Autriche. On lui avait dit que son premier acte serait d'exiger le renvoi de la favorite. Il n'en fut rien. A un souper donné au château de la Muette, elle fut présentée à Marie-Antoinette, qui l'accueillit fort bien. Il s'établit même entre ces deux femmes, si célèbres à différens titres, une intimité qui charmait beaucoup le vieux roi, mais qui fut de peu de durée. Les Choiseul parvinrent à faire de Marie-Antoinette et de Mme Du Barri deux ennemies implacables, qui ne se réconcilièrent un instant que pendant les dernières heures de la révolution, et, pour ainsi dire, au pied de l'échafaud.

Le plaisir n'entrait pas toujours seul avec le roi dans cette chambre enchantée; les affaires sérieuses s'y glissaient souvent. Alors le chancelier Maupeou y était introduit. On y décida le fameux coup d'état contre le parlement de Paris, qui se disposait à juger le duc d'Aiguillon, accusé de concussion par le parlement de Bretagne. Il y allait de la tête de ce dernier. Mme Du Barri obtint que le roi déclarerait cavalièrement et sans autre forme au parlement de Paris, devant lequel cette affaire si grave avait été renvoyée, que la cause était instruite, qu'il n'y avait pas à s'en occuper. Le duc de Choiseul fut écrasé, mais quel abominable triomphe! On cherche ensuite les causes de la révolution!

Les parlemens du royaume crièrent; on dit au roi, et c'était vrai, que Mme de Grammont les poussait à la rébellion. Depuis ce moment, Louis XV ne parla plus au duc de Choiseul hors du conseil. Tandis que ces belles choses se passaient, le peuple mourait de faim. C'était une année de famine : la France en comptait souvent au XVIIIe siècle. Voici le burlesque *Pater* qui courut alors : « Notre père qui êtes à Versailles, votre nom soit glorifié! Votre règne est ébranlé. Votre volonté n'est pas plus exécutée sur la terre que dans le ciel. Rendez-nous notre pain quotidien que vous nous avez ôté; pardonnez à vos parlemens qui ont soutenu vos intérêts, comme vous pardonnez à vos ministres qui les ont vendus. Ne succombez plus aux tentations de Du Barri; mais délivrez-nous du diable de chancelier. Ainsi soit-il. »

Tout ce qu'on pouvait dire, écrire, publier, combiner contre la favorite était destiné à se briser devant son autorité, qui ne faiblit jamais; aussi hommes puissans, femmes irritées, ducs, duchesses, pairs, généraux, ministres, princes, princesses, tout l'olympe monarchique finit, après des résistances inutiles, par se prosterner aux pieds de la Junon souveraine. Elle pardonna toujours, il est juste de le dire; elle pardonna même à la duchesse de Grammont, car elle aussi vint s'humilier. Quelle honte! Mais, il ne faut pas l'oublier, les gens de cour ont besoin avant tout de vivre à la cour. L'air leur est moins indispensable que la représentation.

Le duc de Choiseul resta pourtant inébranlable dans sa haine; cette

haine est le fait le plus honorable de sa vie politique. Quelle supériorité d'esprit ne devait pas lui reconnaître le roi pour le conserver en place, malgré l'opposition perpétuelle, la colère intarissable, les coups incessans dont l'accablait celle à qui tout cédait! C'est que l'honnêteté et le bon droit, même sous les gouvernemens corrompus, résistent longtemps. Le vent de la calomnie les retrempe, comme le vent aride du désert, auquel on expose le fer, le trempe et le change en acier. Cependant on brise aussi l'acier, on brisa Choiseul. Une nuit, dans cette même chambre luxueuse, où, quatre-vingts ans plus tard, nous n'avons pas trouvé un siége pour nous asseoir, Mme Du Barri mit une plume dans la main caduque et énervée de Louis XV, et elle lui dit : Écrivez! Et le roi écrivit au duc de Choiseul :

« MON COUSIN,

« Le mécontentement que me causent vos services me force à vous exiler à Chanteloup, où vous vous rendrez dans vingt-quatre heures. Je vous aurais envoyé plus loin, si ce n'était l'estime particulière que j'ai pour Mme la duchesse de Choiseul, dont la santé m'est fort intéressante. Sur ce, je prie Dieu, mon cher cousin, qu'il vous ait en sa sainte garde. »

Tout Paris s'émut à cette disgrace; on cria, et, comme d'usage, jamais ministre n'avait été plus grand, plus utile, plus national que le duc de Choiseul, puisqu'il n'était plus en place. Deux cent mille personnes se placèrent sur son chemin, le jour de son départ, et lui exprimèrent leurs regrets par des acclamations. Son exil fut un triomphe. L'abbé Terray eut l'intérim en attendant que le duc d'Aiguillon, le favori de la favorite, s'emparât de l'héritage du duc de Choiseul.

Le portrait du roi était placé en face du lit, dans la chambre où nous sommes, et à côté de ce tableau, dont le cadre seul avait coûté dix mille francs, on admirait un portrait de Charles Ier par Van Dyck, acheté au comte de Thiers. La comtesse l'avait payé vingt-quatre mille francs. On dit qu'elle l'avait fait mettre dans son appartement afin que le roi se souvînt, en le voyant, du sort qui lui était réservé, si jamais, comme Charles Ier, il fléchissait devant ses parlemens. Dès que M. de Choiseul ne fut plus ministre, elle régna ou plutôt ce fut son frère qui régna, Jean Du Barri, qui s'appliqua d'abord le marquisat de Lille, dont le revenu était de cent mille livres. Elle fit des conseillers, des généraux, des évêques, et enfin un ministre, son cher duc d'Aiguillon, ce duc d'Aiguillon sous le glorieux ministère duquel la Pologne fut partagée.

Eut-elle à cette époque, 1772, l'intention folle d'épouser Louis XV? Quelques mémoires du temps le laissent croire. Quoi qu'il en soit, il existe un fait peu connu même de ceux qui ont le plus écrit contre elle. C'est sa requête adressée au Châtelet pour être séparée de corps et de

biens de son mari, Guillaume Du Barri. Par une faveur toute spéciale, il nous a été permis de lire dans les archives secrètes de la Sainte-Chapelle les deux arrêts qu'elle obtint, le premier au Châtelet, le second au parlement.

Sa demande en séparation adressée au Châtelet est ainsi conçue : « A ce qu'il lui plût ordonner qu'elle serait autorisée à continuer de vivre retirée d'avec son mari pour éviter les mauvais traitemens qu'elle avait à craindre de sa part et encore pour voir dire qu'elle serait et demeurerait séparée de corps et d'habitation avec ledit sieur comte Du Barri, *et défense d'user envers elle de voies de fait...* » Guillaume Du Barri la maltraitait-il réellement? N'était-ce pas une comédie arrangée entre lui et elle pour arriver à la séparation sans le scandale d'un double consentement? Voici le jugement que rendit le Châtelet : « Nous, après qu'il en a été délibéré sur les pièces et dossiers des parties, disons que la partie de Château (nom de l'avocat de Mme Du Barri) sera et demeurera séparée de corps et d'habitation de Bégon (nom de l'avocat du mari); faisons défense à ladite partie de Bégon de la hanter et fréquenter; condamnons la partie de Bégon aux dépens. Jugé en la chambre du conseil, ce 27 mars 1772. Signé Dufour, lieutenant civil. » Au faible intervalle de temps écoulé entre cet arrêt et celui du parlement, sur appel du mari, à une époque où les formes judiciaires étaient d'une lenteur proverbiale, on juge de l'intérêt pressant qu'avait Mme Du Barri à faire prononcer la séparation. Au bout d'un mois, le parlement, qui était, comme on sait, le dernier degré de juridiction, rendait cette sentence : « La cour, ayant égard aux preuves résultantes de l'enquête faite par la partie de Rimbert (nom de l'avocat de Mme Du Barri), faisant droit sur l'appel, met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet; condamne la partie Delignoux (avocat du mari) en l'amende de douze livres et aux dépens des causes d'appel. »

Heureusement que le scandale rêvé par la comtesse, comme le couronnement de sa vie, ne se réalisa pas. Dieu eut pitié de la France. Le roi approchait à grands pas de la tombe, mais sans se réformer pourtant, sans se souvenir des paroles de son premier médecin Lamartinière, auquel il avait dit : Je crois qu'il est temps d'enrayer. — Non, sire, lui avait répondu celui-ci, mais de dételer.

Le matin, encore au lit, Mme Du Barri recevait dans cette chambre les artistes et les princes, comme eût pu le faire une fille des Médicis. Si des hauteurs de son oreiller elle lançait ses pantoufles à la tête du chancelier Maupeou, ou se les faisait présenter par le nonce du pape et le cardinal de la Roche-Aymon, elle admirait à demi nue, mais attentive, l'esquisse d'un tableau commandé à Greuze ou à Vernet, et discutait le dessin d'une aiguière avec son graveur. Elle avait dans sa ruelle sa cour de

musiciens, de poètes et de peintres; elle fut bien fière le jour où elle leur lut la lettre que lui avait écrite le grand philosophe de Ferney :

« Madame, M. de La Borde m'a dit que vous lui aviez ordonné de m'embrasser des deux côtés de votre part.

Quoi! deux baisers sur la fin de ma vie!
Quel passeport vous daignez m'envoyer!
Deux! c'est trop d'un, adorable Égérie :
Je serais mort de plaisir au premier.

« Il m'a montré votre portrait; ne vous fâchez pas, madame, si j'ai pris la liberté de lui rendre les deux baisers.

Vous ne pouvez empêcher cet hommage,
Faible tribut de quiconque a des yeux.
C'est aux mortels d'adorer votre image;
L'original était fait pour les dieux.

« J'ai entendu plusieurs morceaux de la *Pandore* de M. de La Borde; ils m'ont paru bien dignes de votre protection. La faveur donnée aux véritables beaux-arts est la seule chose qui puisse augmenter l'éclat dont vous brillez.

« Daignez agréer, madame, le profond respect d'un vieux solitaire dont le cœur n'a presque plus d'autre sentiment que celui de la reconnaissance.

« Ce 20 juin 1773. »

En sortant du pavillon, le roi allait prendre le café ou le thé sous le tilleul séculaire dont nous avons déjà parlé. L'âge en a dû tripler la vigueur. Sous ce feuillage épais, douze personnes s'abritent aisément et peuvent, protégées par une coupole mouvante de fraîcheur et d'ombre, parcourir du regard la campagne au milieu des ardeurs d'une journée d'été. Louis XV aimait, dit-on, à préparer lui-même sous cet arbre historique le café qu'il prenait à Luciennes. Un vieux jardinier du château nous a assuré que c'est sous ce beau tilleul que le roi de France, dans un moment de gaieté folle et de magnificence burlesque, nomma le nègre Zamore gouverneur de Luciennes, aux appointemens de douze cents livres. Le chancelier Maupeou fut obligé d'apposer le sceau royal au brevet.

Aucune exagération ne doit étonner de la part d'un prince qui, de faiblesse en faiblesse, avait fini par se montrer avec sa maîtresse les jours de réception publique, partageant ainsi avec elle les félicitations, les hommages et les vœux respectueux de la cour, du clergé et de la magistrature. Il assista seul avec elle au décintrement du pont de Neuilly, sous un dais de velours, en l'absence de la dauphine, Marie-Antoinette d'Autriche, pour qui cette fête avait été préparée, mais à

laquelle elle ne voulut pas se trouver : elle savait que Mme Du Barri devait y figurer. Toutes ces bouderies de cour n'effrayaient plus guère la favorite; elle avait appris par une longue expérience qu'on revenait toujours à elle par l'inflexible loi de la nécessité. Les princes du sang la déchiraient dans leurs palais, mais ils lui baisaient les pieds à Luciennes. Elle savait cela, et elle en riait de tout son cœur, la bonne fille. Elle ne put pas cependant empêcher un certain petit abbé de Beauvais de dire à Louis XV de bien dures vérités dans un sermon prononcé le jeudi saint, en présence de toute la cour, dans la chapelle de Versailles. Le petit abbé dit au grand roi qu'il ressemblait à Salomon, non sous le rapport de la sagesse, mais sous celui du libertinage; il lui dit que, de voluptés en voluptés coupables, *il avait fini par disputer aux passans les restes de la corruption publique.* La phrase était superbe d'outrage. Le roi n'osa pas la punir, plus tard il eut l'héroïsme de la récompenser. Le petit abbé fut nommé évêque de Senez.

Le tilleul séculaire de Luciennes est au sommet du parc, qui mérite aussi d'être mentionné; il est ingénieusement dessiné, mais d'une exiguïté choquante pour une propriété si célèbre; il a en outre à l'excès les défauts des riches qualités qu'on ne lui conteste pas. Taillé et façonné uniquement pour le charme de la vue, ses allées plongeantes sont dures à gravir. Il faut s'y promener avec les yeux et le moins possible avec ses jambes quand on n'a plus vingt ans. Nous doutons que Louis XV aimât beaucoup à s'égarer au fond de ces entonnoirs. Il devait s'arrêter aux premières allées circulaires, fort belles du reste, et d'où l'on découvre, comme d'une balustrade aérienne, suspendue au-dessus de l'eau, vingt lieues de jardins, de bois, de fleuve, d'horizon.

Quand sonnait l'heure de la séparation, le roi rentrait dans le château, où nous l'avons vu s'arrêter pour changer de chaussure et de costume; il reprenait son extérieur officiel, et, précédé de Zamore, gouverneur de Luciennes, il gagnait la grille en s'appuyant sur le bras de la comtesse. Le carrosse attendait; il y montait après avoir dit un dernier adieu à celle qui l'avait aidé à porter le long et pesant fardeau de la journée, car Louis XV, comme son illustre prédécesseur, était fort peu amusable dans sa vieillesse. Dès qu'il était parti, la comtesse, reprenant sa liberté, ouvrait toutes grandes les grilles d'or du château aux jeunes seigneurs qui formaient, le duc de Brissac en tête, la brillante cour de Luciennes, et la fête commençait. Du haut de la route de la Princesse, les équipages descendaient chargés de bouquets et de femmes en toilettes de bal. Le parc s'illuminait dans toutes ses sinuosités et toutes ses profondeurs; chaque feuille devenait une étoile flottante. Dans son onde mouvante, la Seine endormie reflétait le pavillon de la joyeuse souveraine, de cette fée des nuits blanches, comme l'eût appelée Shakespeare. On soupait au château,

sous les bosquets, dans le parc, sur la pelouse, partout. Des voix lointaines, des musiques cachées sortaient du fond des buissons de roses, des haies de myrtes, et donnaient une ame harmonieuse à la nuit; on causait sur les bancs de gazon, on se poursuivait en riant, on dansait sous les charmilles, les hommes dans leurs plus riches habits de soie, les femmes sous des costumes mythologiques d'une élégance et d'une fraîcheur idéales; nymphes de Watteau, dryades de Lancret, néréides de Boucher, toutes en souliers de satin blanc, comme à l'Opéra, ayant des thyrses à la main, des ailes de gaze aux épaules, des paniers, de la poudre et des mouches au coin des lèvres; laissant voir un peu de leurs jambes, un peu de leur sein, un peu de leurs dents. Cette vie dorée ne pouvait durer toujours; elle dura cependant beaucoup plus long-temps que ne l'imaginaient les plus sages ou les moins fous: elle se soutenait ainsi depuis six ans; mais une minute fatale et prévue y mettrait un terme, pensaient-ils en regardant le visage fatigué de Louis XV.

Les paroles menaçantes de l'abbé de Beauvais l'avaient ému; elles le travaillaient intérieurement. La mort du marquis de Chauvelin, qui avait le même âge que lui, et qui était son ami particulier, le compagnon assidu de ses chasses, le confident de ses plaisirs, augmenta sa mélancolie. Une espèce de terreur noire passa de son imagination dans son sang, qui se trouva disposé à recevoir les germes meurtriers de la petite vérole. Les uns veulent que ces germes lui aient été inoculés par le contact d'une jeune fille de la campagne; d'autres, comme Voltaire dans son *Siècle de Louis XV*, prétendent qu'il gagna cette terrible maladie par la peur de l'avoir. Le roi aurait rencontré pendant une partie de chasse un homme chargé d'une bière; il lui aurait demandé quelle maladie avait enlevé la personne qu'il portait en terre. Il aurait appris que c'était la petite vérole, et aussitôt le même mal l'aurait frappé et tué en quelques jours. La fortune de Mme Du Barri pencha tout à coup comme une tour dont les fondations croulent. Cependant, aux derniers momens du roi, elle fut encore assez puissante, aidée, il est vrai, par Bordeu, le premier médecin du château, pour empêcher l'archevêque de Paris, M. de Beaumont, d'approcher du lit du malade, sachant bien qu'elle serait forcée de s'en éloigner aussitôt. Elle ne le quitta que cinq jours après l'invasion du mal, et lorsqu'il n'y avait plus d'espoir. Elle attendit même que Louis XV exigeât son départ de Versailles. Elle se rendit à Ruel, au château de la duchesse d'Aiguillon, où elle trouva déjà le lit bien dur. Ruel était pourtant la maison princière habitée jadis par le cardinal de Richelieu, occupée, quand la favorite y coucha, par le courtisan le plus délicat de la monarchie. Le lendemain, on alla à Luciennes chercher des matelas plus doux pour cette disgrace si peu accommodante. On vit bientôt se renouveler la grande

comédie qui eut lieu pendant l'agonie de Louis XIV; quand Louis XV allait mieux, les courtisans allaient en foule à Ruel encenser la favorite; quand le mieux cessait, ils disparaissaient, la route devenait déserte. Enfin le roi mourut, et le même jour le duc de la Vrillière apporta à Mme Du Barri, sa meilleure amie, une lettre de cachet qui l'exilait à l'abbaye de Pont-aux-Dames, en Brie, près de Meaux. La philosophie n'était pas un des attributs du caractère de la comtesse. *Le beau fichu règne*, s'écria-t-elle en termes que nous modifions, *qui commence par une lettre de cachet!* Tandis qu'elle se rendait au lieu indiqué pour son exil, son beau-frère, le comte Jean, le roué, gagnait la Suisse au plus vite. La réaction commençait contre toute cette famille des Du Barri en déroute. La colère de leurs ennemis se porta même, par un luxe de vengeance, sur ce pauvre mari, le comte Guillaume. On faillit l'assommer dans les rues de Toulouse. Les d'Aiguillon tombèrent subitement en disgrace. Les Choiseul revinrent sur l'eau. Le rêve était fini pour tous. Quel réveil!

III.

La lettre de cachet que Louis XVI avait signée était plutôt une consolation qu'un châtiment. Indulgent et respectueux, trop peut-être, le nouveau prince disait à Mme Du Barri « qu'il n'ignorait pas l'attachement de son aïeul pour elle, qu'il pourvoirait exactement à ses besoins, qu'elle fût donc sans crainte pour son avenir. » Une pareille lettre de cachet n'avait rien de bien effrayant; elle terrifia cependant Mme Du Barri. L'exil! un couvent! ne cessait-elle de répéter. Elle dut obéir malgré son indignation. La rage dans le cœur, la tête cachée dans sa mantille, elle monta en voiture accompagnée d'un exempt, et elle fut conduite de Luciennes au couvent de Pont-aux-Dames. Quitter Luciennes, sa vie de reine, si jamais reine avait été aussi heureuse, aussi fêtée, pour aller à trente-trois ans se cloîtrer dans une abbaye du moyen-âge!

Il existe encore quelques restes de cette abbaye, fondée en 1226, près du pont de Couilly, par Hugues de Châtillon, comte de Blois, et sa femme, Marie d'Avênes; mais il faut les chercher à travers les constructions nouvelles qui forment aujourd'hui le hameau de Pont-aux-Dames, traversé par la route de Paris à Vitry-le-Français. La douleur de la belle comtesse aux cheveux cendrés fut profonde en traversant le cimetière de l'abbaye, le parloir humide, dont les noires cimaises laissaient flotter des toiles d'araignées séculaires. L'accueil fut doux cependant; les ordres du roi commandaient les bontés et les attentions. Beaucoup de jeunes filles étaient élevées dans cette sainte maison; comme

on ne gêna pas leur curiosité, elles s'approchèrent peu à peu pour voir cette femme dont on parlait au fond des couvens et sur le trône du grand Mogol. — C'est donc là M[me] Du Barri? se demandaient-elles les mains jointes, les yeux attentifs, les lèvres ouvertes, le cou tendu; c'est vous, madame? — C'est bien moi, mes enfans, et elle leur présentait sa belle main blanche de courtisane et de favorite. Et les jeunes recluses osaient alors s'approcher encore un peu plus pour admirer ses pieds si jolis, ses yeux si somnolens et si doux, et sa toilette si délicate; elle s'était mise bien simplement pourtant, mais la simplicité de M[me] Du Barri... Elle dit des choses charmantes à ces curieuses ingénues; elle écouta tendrement les choses pieuses qu'elles lui dirent. Quel tableau expressif, clair, intéressant et fait pour attacher l'attention et la pensée!

La voilà donc cloîtrée et si bien résignée, qu'elle s'occupe avec calme, dans cette antique abbaye, de ses affaires d'intérêts; il est sans doute question de quelque rente ou pension à toucher dans la lettre suivante que nous détachons d'une collection d'autographes. Elle est curieuse surtout en ce qu'elle fait connaître le style, l'orthographe et la ponctuation de cette femme célèbre. Cette pièce, que nous exposons dans toute sa nudité grammaticale, appartient à la collection de M. le marquis de Dolomieu.

« Du Pont-aux-Dames, le 17.

« J'ai recu votre lettre monsieur et je suis tres sensible a tout ce quelle contient d'obligant je prie M. du Fauga qui vous remetra ma lettre de vouloir bien ce charcher de retirier tous les mois la some que vous me mandez devoir me revenir que j'enverai ensuite retirer ches lui lors qu'il ne cera plus a Paris j'enverai tout bonement chez vous ou come vous le dites je tirerai des mandats sy jen et besoins je renvoye le modele de votre quitance que jai copiee exactement.

« Jai l'honneur d'être avec une parfaite estime monsieur votre tres humble et obeïssante servante

« DUBARY. »

M[me] Du Barri fut parfaite de conduite au couvent de Pont-aux-Dames. Elle pria, elle accomplit toutes ses dévotions, elle écouta les remontrances avec une soumission exemplaire. Enfin, pendant près d'une année entière de réclusion, elle édifia les bonnes sœurs. L'abbesse fut si touchée de cette ferveur, de cette humilité à laquelle elle s'attendait peu, qu'elle permit à la belle recluse de se faire arranger une cellule par l'ingénieux architecte de Luciennes. Ledoux accourut aussitôt à Pont-aux-Dames, et il y construisit une cellule adorable, à ravir d'admiration le chevalier Parny et M. de Boufflers. On savait cela à la cour de Versailles, et on souriait; la famille royale était bonne.

Louis XVI voulait pardonner; Marie-Antoinette, devenue reine de France, ne se sentait pas toute la force nécessaire pour se venger longtemps. Elle était d'ailleurs si heureuse avec ses nobles et belles amies, la princesse de Lamballe et Mme de Polignac! Elle ne passait jamais par Luciennes sans dire en soupirant : Pauvre comtesse! Un jour le roi entendit cette clémente parole, et le lendemain la comtesse, dans une belle voiture, quittait le couvent de Pont-aux-Dames, déjà aimée, chérie, regrettée des pieuses sœurs. Aussi ne les oublia-t-elle jamais. Tant qu'elle vécut, elle leur envoya des souvenirs de son affection et de sa reconnaissance. Cependant sa liberté n'était pas son élévation. Le roi lui rendit ses propriétés, ses pensions, il paya même ses dettes, mais il ne lui rouvrit pas les portes de la cour de Versailles, qui, disons-le tout de suite, ne devaient plus se rouvrir pour elle. Cet exil-là ne finirait jamais; il durerait les dix-neuf années qui lui restaient encore à vivre. Ce paradis terrestre lui était fermé. Aussi la vie de Mme Du Barri, depuis ce moment, fait bien comprendre tout ce que la cour, dans un état monarchique, donne ou retire de vitalité. Quoique aussi riche, ou à peu près, que sous Louis XV, quoique plus belle, car la beauté de l'intelligence s'était jointe en elle à la beauté physique, elle fut presque mise en oubli pendant les dix-neuf années du règne de Louis XVI. Elle semble n'avoir vécu, dans ce long intervalle, que pour les libellistes contemporains, et pour autoriser les faiseurs de mémoires apocryphes à remplir d'anecdotes tirées de leur riche imagination la grande lacune placée entre sa déchéance et sa mort.

Après sa sortie du couvent de Pont-aux-Dames, elle acheta, en partie avec le prix de vente de sa maison de Versailles, acquise par Monsieur, la terre de Saint-Vrain, située entre Orléans et Paris. Elle alla l'habiter avec le duc de Cossé-Brissac, son plus fidèle ami et l'ami auquel elle fut peut-être le plus fidèle, ce qui n'implique d'une part ni de l'autre une fidélité absolue. Ils s'aimaient pour eux-mêmes; c'est beaucoup dans tous les temps. Sous les ombrages frais et tranquilles de Saint-Vrain, le duc de Brissac lui raconta tout ce qui s'était passé de remarquable à la cour depuis la mort de Louis XV, depuis son exil au couvent de Pont-aux-Dames; les insultes faites par le peuple au cercueil de Louis XV, la disgrace immédiate du duc d'Aiguillon, remplacé par M. de Vergennes aux affaires étrangères, celle de M. de Maupeou et de l'abbé Terray, remplacés, le premier par M. de Miroménil, le second par Turgot, changemens qui s'étaient opérés sans que le roi eût pensé une seule fois à rappeler le duc de Choiseul, ce grand homme d'état qui avait pourtant donné la Lorraine et la Corse à la France.

Quand le duc de Brissac et son amie eurent assez pleuré sur les splendeurs éteintes de l'ancienne cour et un peu médit de la nouvelle, qui affectait tant d'austérité sans rien diminuer aux dépenses, ils tournèrent

les yeux vers cette même cour de Versailles, d'où ils se trouvèrent de jour en jour plus éloignés. On écrivit à M. de Maurepas, M. de Maurepas parla au roi, le roi parla à la reine, la reine parla à la princesse de Lamballe. Pouvait-on laisser mourir d'ennui cette pauvre comtesse, si peu à craindre désormais? Revenez à Luciennes, répondit M. de Maurepas. La comtesse y était déjà. Avec quelle joie elle revit son cher château, son cher pavillon, ses chers bosquets, ses bons domestiques et Zamore qui avait grandi, Zamore toujours gouverneur, mais ennemi de la nouvelle cour, parce qu'elle avait chassé sa maîtresse, Zamore ayant aussi des idées philosophiques parce qu'on avait réduit à six cents francs les revenus de son gouvernement! Revoir Luciennes! et puis Luciennes est si près de Versailles! Que de nouvelles espérances germaient dans l'ame épanouie de la comtesse! Elle avait été présentée à la cour lorsqu'elle n'était que la pupille précaire et équivoque de Jean le roué; pourquoi n'y serait-elle pas admise par les droits du passé, la protection de ceux qu'elle avait protégés, et par sa bonne étoile, qui n'avait pas reparu à l'horizon pour ne pas remonter au zénith?

En attendant, le siècle roulait vers sa pente et de tout le poids dont on l'avait chargé. La littérature jetait un dernier éclat sans chaleur et sans force avant de s'éteindre dans la politique. Voltaire venait d'être couronné au bord de la tombe; Rousseau y descendait empoisonné par la tristesse. C'étaient les beaux jours de La Harpe, de Marmontel, de Boufflers, de Colardeau, de Cailhava et de Beaumarchais, que Mme Du Barri appelait quelquefois à Luciennes pour paraître avoir une cour. On soupait délicieusement à Luciennes, cela va sans dire, et rien n'annonçait l'orage qui s'amassait sur Versailles. Les littérateurs étaient tous philosophes jusqu'à La Harpe, et philosophes et ducs se donnaient la main dans ce château, où vinrent s'asseoir familièrement et tour à tour Franklin, Cagliostro, Joseph II et les ambassadeurs de Tippo-Saëb, qui laissèrent en partant à Mme Du Barri des pièces de mousseline brodée d'une beauté surprenante. On voit que l'ancienne favorite n'était pas tout-à-fait abandonnée, si beaucoup de grandes dames s'étaient éclipsées du jour où elle n'avait plus occupé de place à côté du soleil. De toutes ces comtesses, marquises et duchesses dont elle soulageait les augustes misères, dont elle faisait payer les dettes par le roi, il n'était plus resté auprès d'elle que l'ambassadrice de Portugal, la marquise de Souza, et la marquise de Brunoy; mais elle régnait encore par le sentiment d'admiration pour la beauté, dernière vertu du XVIIIe siècle expirant. — Versailles! Versailles! tes jardins! tes palais de verdure! tes colonnades! tes orangers! ta cour! ton faste! ton ennui adorable! oh! Versailles! disait-elle toujours les yeux noyés de pleurs et tournés vers sa ville bien-aimée, quand retournerai-je à Versailles? — Et qu'y faire, madame? lui disait le bon duc de Cossé. On y calomnie la reine

comme on vous y a calomniée; les notables y sont déjà, ils raient de leurs souliers ferrés les dalles de marbre où vos pieds de nymphe se posaient à peine. Mais vous ne savez peut-être pas ce que c'est qu'un notable? C'est un homme qui veut voir clair dans les affaires du pays, qui veut que le prince ne gouverne pas, qui veut que la reine n'ait pas d'amans, qui veut que le roi n'ait pas de maîtresses. — Est-il possible? oh! mon Dieu! — Voulez-vous encore, madame, aller à Versailles? — Mais oui. — Mme Du Barri n'y alla pas cependant, quoique le duc de Choiseul fût mort dans l'oubli, comme le duc d'Aiguillon, étouffé par le poids de sa disgrace. L'horizon était en feu aux quatre points cardinaux, la révolution tonnait dans l'ombre. Le dîner des gardes-du-corps eut lieu : on sait les conséquences de ce défi ou de cette imprudence. Les gardes-du-corps qui ne furent pas massacrés s'éparpillèrent dans les environs de Versailles; beaucoup se souvinrent de Luciennes, et allèrent, tout pâles et tout ensanglantés, sonner à la grille du pavillon. Mme Du Barri les recueillit, elle les soigna comme s'ils ne venaient pas de risquer leur vie pour une reine qui ne la détestait plus, mais qui avait gardé entre les plis de sa lèvre autrichienne bien des rancunes et bien des dédains de femme froissée. Cet acte de périlleuse générosité rapprocha les deux ennemies. Voici la lettre que Mme Du Barri écrivit à la reine, qui l'avait fait remercier pour les soins qu'elle donnait aux gardes-du-corps : « Ces jeunes blessés n'ont d'autres regrets que de n'être point morts pour une princesse aussi digne de tous les hommages que l'est votre majesté. Ce que je fais pour ces braves est bien au-dessous de ce qu'ils méritent. Je les console, et je respecte leurs blessures quand je songe, madame, que, sans leur dévoument, votre majesté n'existerait peut-être plus! — Luciennes est à vous, madame; n'est-ce pas votre bienveillance qui me l'a rendu? Tout ce que je possède me vient de la famille royale; j'ai trop de reconnaissance pour l'oublier jamais.

« Le feu roi, par une sorte de pressentiment, me força d'accepter mille objets précieux avant de m'éloigner de sa personne; j'ai eu l'honneur de vous offrir ce trésor du temps des notables; je vous l'offre encore, madame, avec empressement. Vous avez tant de dépenses à soutenir et de bienfaits sans nombre à répandre! Permettez, je vous en conjure, que je rende à César ce qui est à César. »

La reine n'accepta pas, mais dès ce moment toute haine s'évanouit dans son ame, qui devait se préparer pour des épreuves moins douces.

Nous voici arrivé aux deux faits principaux, aux deux dernières scènes de la vie de Mme Du Barri. Nous voulons parler du vol de ses diamans et de son voyage en Angleterre, où elle prétendit aller les chercher. Quelques-uns ont cru et beaucoup croient encore à ce vol; d'autres, et parmi les royalistes et parmi les républicains, le nient hautement

et soutiennent que la comtesse n'allait à Londres que pour distribuer des secours aux émigrés. Cette dernière version est la seule vraie. Au troisième voyage qu'elle fit à Londres, car elle y alla quatre fois de suite, tous ses nombreux amis, tous les émigrés, des Anglais même, s'opposèrent à son retour en France en lui montrant le danger certain qu'elle affrontait. Elle allait se jeter dans les élémens en ébullition d'une insurrection générale. Vous êtes sauvée, lui disait-on, vous êtes à Londres, vous pouvez y vivre avec aisance, avec faste, jusqu'au jour où la paix vous permettra de retourner à Paris; restez avec nous. Elle écarta les meilleures raisons, les plus ardentes prières, les menaces, et elle quitta l'Angleterre. N'avait-elle pas laissé à Luciennes son cher duc de Brissac?

On était en 1792. Un soir qu'elle était à Luciennes, écoutant derrière ses haies de myrte les palpitations sinistres de la capitale, recueillant tous les bruits qui passaient par-dessus le mont Valérien, elle entendit des pas, des murmures, des rires... elle eut peur... elle appela Brissac. —Le voilà, répondit une voix... prends d'abord sa tête. Et on jeta à ses pieds la tête sanglante de son amant, le duc de Cossé-Brissac. Le duc avait été assassiné à Versailles par ceux qui s'étaient chargés de le conduire à Orléans, où une cour criminelle devait le juger.

Croirait-on qu'elle eut le courage, cette femme dont on a si haut accusé la faiblesse, d'aller une quatrième fois en Angleterre pour porter de l'argent aux émigrés, et le courage plus extraordinaire encore de résister aux efforts désespérés qu'on fit pour la retenir à Londres? Quel est donc le royaliste qui, pendant la terreur, et l'on vivait en pleine terreur, a eu plus de témérité que Mme Du Barri? Ce dernier voyage la perdit. Des espions l'avaient suivie. Ils découvrirent ses intrigues avec le parti royaliste, ils furent témoins de ses entrevues avec M. de Calonne. Elle repassa la mer, revint à Luciennes; mais quel charme pouvait encore avoir pour elle ce séjour après la nuit du funeste cadeau, après la nuit de la tête coupée? Presque tous les habitans de cette ingrate commune qu'elle avait, pendant plus de quinze ans, habillée et nourrie étaient ses ennemis. Cette espèce de singe qu'un coup de pied de Louis XV en goguette avait élevé à la hauteur de gouverneur de Luciennes trahissait sa bonne maîtresse et la perdait dans l'esprit de ces Lubins et de ces Colas qui de vignerons s'étaient changés en terroristes, vrais moutons enragés qui avaient mangé leurs chiens. Un nommé Greive, Irlandais de nation, dénonça Mme Du Barri à l'instigation de cet infame négrillon de Zamore. Elle resta deux mois et demi enfermée à Sainte-Pélagie avant d'être mise en jugement. Il est vrai que le procès fut très court, si la détention fut fort longue. Elle parut devant le tribunal révolutionnaire le 17 frimaire 1793 (7 décembre), et son affaire s'instruisit en même temps que celle de trois banquiers hollandais, le père et les

fils Vandenyver, accusés de quelques-uns des crimes qu'on lui reprochait. L'instruction du procès dura trois séances. Son défenseur était Chauveau-Lagarde. L'acte d'accusation fut dressé par Fouquier-Tinville. Elle fut condamnée à la peine de mort, ainsi que les trois banquiers Vandenyver. Nous remarquons dans ce jugement que l'âge donné à Mme Du Barri, quarante-deux ans, est tout-à-fait impossible, et cette erreur mérite d'autant plus une rectification, qu'elle a été répétée partout. Née en 1744, exécutée en 1793, Mme Du Barri entrait dans sa quarante-neuvième année.

Elle s'évanouit en poussant un cri terrible lorsqu'elle entendit prononcer l'arrêt qui la condamnait à la peine de mort. Il était onze heures du soir. Le lendemain, Mme Du Barri fut jetée dans le tombereau de l'égalité avec les trois infortunés banquiers hollandais, dont la complicité ne nous a jamais paru très évidente. Elle était pâle, tremblante, folle d'effroi; elle ne voulait pas mourir, cette pauvre femme qui n'avait jamais fait de mal à personne. Elle suppliait le peuple à travers les flots duquel elle passait; elle le suppliait avec ses beaux yeux et ses belles mains enchaînées. On lui reproche d'avoir crié en allant au supplice, d'avoir eu peur, comme s'il n'était pas de la femme d'avoir peur et de demander à vivre! Mais ôtez la peur à la femme, et il ne vous restera qu'une hideuse amazone. La peur complète admirablement Mme Du Barri, cette peur-là, car elle n'eut pas l'autre, celle de s'exposer pour ses amis, on l'a vu. La mort ne l'épouvanta pas, c'est le supplice qui lui fit peur. Que ne l'a-t-on imitée, que n'ont-ils tous crié comme elle, ceux qui allaient à l'échafaud, au lieu de se draper de leur douleur et de se voiler de leur silence? Si tous les jours, de vingt tombereaux différens, il était sorti des cris d'effroi et d'épouvante, des gémissemens, des appels douloureux, des prises à partie du peuple, le peuple aurait écouté, il se serait attendri, il aurait frémi, il se serait soulevé à la fin, et les tombereaux auraient roulé dans la boue. Encore une fois, la contrefaçon antique avait égaré tout le monde; un stoïcisme d'emprunt, renouvelé des Grecs, nous a valu trois années de supplices.

Arrivée sur l'échafaud, dressé, comme on ne l'ignore pas, sur la place de la Révolution, Mme la comtesse Du Barri s'écria : *Encore un moment, monsieur le bourreau!... encore un moment, monsieur!...*

En 1794, après la mort de Mme Du Barri, le château de Luciennes devint propriété nationale, et, à ce titre, il fut adjugé aux enchères, à Versailles, en 1795, pour la somme de six millions en *assignats*. Le premier acquéreur se nommait M. F. Corbeau. La même année, et pour la même somme, toujours en assignats, M. Corbeau le vendit à M. Julien Ouvrard, dont la célébrité est européenne. La propriété passa successivement à M. de la Rue-Sauviac, à M. Auger, celui qui fit

disparaître la belle terrasse de tilleuls, mais qui sut arrêter la hache homicide (c'est une justice que l'histoire contemporaine lui doit) devant le tilleul consacré par les galans tête-à-tête du roi et de la blonde comtesse; à M. Ramon Alvaro Benito, de Madrid, et enfin à M. Pierre Laffitte, banquier, qui en est propriétaire depuis 1818.

Quoique, avant de procéder à la vente aux enchères, le gouvernement eût fait vendre pour son propre compte tout le splendide mobilier de Luciennes, statues, tapis, porcelaines, tableaux, pendules, glaces, rideaux, les divers propriétaires que nous venons de citer trouvèrent encore de quoi glaner. Ils vendirent très avantageusement les belles ferrures dorées, les pierres des bassins, et jusqu'aux carreaux de glace des châssis. Si la bande noire n'eût pas refusé d'acheter les arbres du parc comme trop jeunes, ils auraient été impitoyablement coupés. Il ne restait absolument que les murs, et encore dans quel état! quand M. Pierre Laffitte entra en jouissance. Il y avait du foin dans le château et des bestiaux parqués dans le pavillon.

Les autres particularités qui se rattachent au château de Luciennes ne nous ont pas paru d'un intérêt assez général pour exiger une mention. Luciennes a vu sans doute d'autres jolies femmes pendant les divers règnes de propriétaires dont nous avons donné la chronologie; il a eu d'autres fêtes, et même de fort brillantes, sous la restauration, bien des nuits animées par le plaisir depuis les nuits de la célèbre maîtresse de Louis XV; mais quel nom écrire après celui de Mme Du Barri? Le lecteur, ce roi difficile et jaloux, est comme Louis XV; à Luciennes, il ne veut voir qu'elle. Fermons donc la grille du château sur cette figure si gracieuse et si tristement historique, sur la femme de ce joli pavillon Du Barri qui a deux portes, l'une par où un page vint un jour dire d'une voix douce : « Madame la comtesse, voulez-vous recevoir le roi de France? » l'autre par où un homme ivre lui cria : « Fille Vaubernier, suis-moi à la guillotine! »

LÉON GOZLAN.

MONUMENS

DE LA GRÈCE.

LE PARTHÉNON.

Entre la petite chaine de l'Égialée, composée des monts Corydalle et Icare, et la montagne allongée de l'Hymette, s'étend la plaine d'Athènes, ouverte au sud-ouest du côté de la mer et fermée au nord-est par le Pentélique, semblable à un aigle aux ailes étendues. Entre le Corydalle et l'Icare, on aperçoit le sommet lointain du Cithéron; vers le nord, la puissante montagne du Parnès montre, en fuyant vers Éleusis, ses rochers bleuâtres et sillonnés de ravins. Salamine paraît toucher le rivage et se réunir à l'Égialée; Égine, patrie des arts, repose au-delà du port de Phalère, et l'horizon vaporeux de la mer est comme fermé par les rivages élevés de l'Argolide. Au milieu de cette plaine, si bien circonscrite par la nature, se dresse une suite de collines dans la direction du Pentélique à la mer; le point le plus haut est le Lycabette, couronné de rochers; la ville moderne commence sur sa pente méridionale, s'étend à droite et à gauche, puis se relève le long des rochers de l'Acropole et de l'Aréopage, qui la bornent au midi. Ces rochers formaient autrefois une petite chaîne non interrompue; un tremblement de terre les a séparés, et aujourd'hui l'Acropole est comme isolée dans la plaine.

Sur le milieu de sa plate-forme ovale s'élèvent les ruines du Parthénon. Le temple forme un carré long dont les petits côtés sont les façades. La façade principale est celle qui regarde le soleil levant; ce n'est point l'orientation ordinaire des anciens temples doriens, de ceux du moins que l'on construisait sur des hauteurs. Vitruve nous apprend que l'usage était de placer l'entrée principale du côté de l'ouest, afin que la statue du dieu parût se lever sur la ville avec le jour.

La longueur du temple est de 71 mètres 60 centimètres environ; la hauteur totale est de 30 mètres 50 centimètres. Il est d'ordre dorique; les colonnes sont largement cannelées, ainsi qu'il arrive pour tous les temples de la Grèce. Il est construit de marbre pentélique; Périclès choisit le plus beau qui se pût trouver dans la carrière; beaucoup de pièces furent mises au rebut soit pour quelque défaut dans la matière, soit pour avoir été mal taillées, et l'on voit encore autour du temple et dans les murs de l'Acropole des fragmens de colonnes dont les cannelures n'ont point été achevées. Le temple est élevé sur un soubassement de trois hautes assises formant aujourd'hui trois marches, entre lesquelles on aperçoit la trace de deux autres plus petites. La coutume des anciens voulait que le nombre des degrés d'un temple fût impair, afin, dit Vitruve, que le pied droit, posé le premier sur le degré inférieur, arrivât le premier sur la dernière marche. Il y a huit colonnes de face et dix-sept de côté; c'est le seul exemple de dorique octastyle que les anciens nous aient laissé. Ce péristyle simple règne autour de l'édifice et forme, avec les murs du temple, un portique élégant. Un second rang de six colonnes, élevé sur deux degrés derrière les premières, s'étend sur chaque façade et laisse entre lui et le mur de l'édifice un espace libre appelé *pronaos* pour la façade orientale et *posticum* pour celle qui regarde le Pirée. Le *pronaos* et le *posticum* étaient entourés d'une grille fixée dans le marbre des colonnes et qui ne s'ouvrait qu'aux jours de fête.

L'enceinte du temple était divisée en deux parties inégales par un mur vertical avec une porte de communication; la plus grande des deux parties est la *cella*, qui s'ouvre sur le *pronaos* du côté de l'orient: c'était le *temple* lui-même; elle contenait la statue de la déesse. L'autre salle portait le nom d'*opisthodome;* on y déposait principalement le trésor public, placé ainsi sous la garde de Minerve. Des murs qui formaient l'enceinte du temple il ne reste plus aujourd'hui que ceux de l'opisthodome, à moitié renversés eux-mêmes; ceux de la cella ont disparu; les débris gisent autour du Parthénon. Les colonnes qui formaient dans la cella un péristyle intérieur sont détruites; on sait aujourd'hui qu'elles étaient d'ordre dorique (1). Quatre colonnes soutenaient la frise et le toit de l'opisthodome; elles ont entièrement péri; on ignore de quel ordre elles étaient, mais, si l'on considère que dans les temples analogues de la Grèce, de l'Italie méridionale, de la Sicile, ces colonnes étaient ioniques, il est présumable qu'elles étaient de cet ordre dans le Parthénon. M. Leake (2) soupçonne qu'elles

(1) La place des cannelures tracée au ciseau a été découverte sur le pavé du temple. Grace à des travaux récens, grace surtout aux études faites par M. Pacard, architecte de l'école de Rome, on possède aujourd'hui des données suffisantes pour résoudre avec certitude la plupart des questions relatives à l'état ancien du Parthénon.

(2) Dans son ouvrage sur les antiquités de la Grèce, art. Parthénon, et dans les notes.

étaient corinthiennes, parce qu'un chapiteau à feuilles d'acanthe fut trouvé dans les débris du Parthénon; mais ce savant auteur, qui n'avait pas vu le chapiteau, ignorait qu'il fût romain, et même d'une mauvaise époque de l'architecture; d'ailleurs l'ordre corinthien est rare dans la Grèce, presque inusité au temps de Périclès, et peu en harmonie avec le caractère grave et sévère de la fille de Jupiter.

Depuis le bombardement vénitien, le Parthénon, détruit dans sa partie moyenne, laisse pénétrer dans son intérieur entr'ouvert les rayons éclatans du soleil. Avec la façade principale, les ruines de l'est comprennent trois colonnes du nord et cinq du sud, toutes surmontées de leur entablement. Le groupe de l'ouest comprend l'autre façade avec six colonnes de chaque côté, également unies par les débris de l'entablement et du fronton. Entre ces deux groupes de ruines s'étend un large espace dans lequel il n'est resté debout que quelques tronçons des colonnes du péristyle. On peut remarquer sur les grands côtés de l'édifice que les deux fragmens de l'entablement, prolongés directement l'un vers l'autre, ne forment pas une ligne droite; cependant les colonnes qui les supportent n'ont point changé de place, le sol n'a point cédé; on peut s'en convaincre à la justesse de toutes les jointures des pierres et à l'absence de tout écartement des parties dans les substructions, les soubassemens et les degrés du temple. D'ailleurs, si dans l'explosion ou par l'effet du temps les deux façades s'étaient écartées l'une de l'autre, entraînant avec elles les colonnes voisines et leurs entablemens, toutes ces colonnes seraient inclinées en dehors; on peut remarquer, sans prendre de mesures, que le contraire a lieu et que les colonnes sont inclinées vers l'intérieur. Il faut donc penser que l'entablement du Parthénon ne formait pas une ligne droite, mais qu'il s'inclinait des deux côtés et tournait sa convexité vers le ciel.

Voilà tout ce qui subsiste aujourd'hui de la partie architecturale du Parthénon : le reste de l'édifice est répandu autour du temple; on voit mêlés des chapiteaux, des tronçons de colonnes, les pierres des entablemens et des murs. Le temple est donc en grande partie détruit. Cependant, ce qui a le plus irrité le fanatisme (1) ou la cupidité, ce sont les sculptures de Phidias. Le fronton oriental a été brisé et comme réduit en poudre par l'explosion de 1687; il reste une tête de l'un des chevaux du Soleil mutilée et méconnaissable. Le fronton occidental, en grande partie conservé, se noircit aujourd'hui sous les brouillards de Londres; une des statues fut enlevée par les Vénitiens, et les restes de deux autres se voient encore aux angles de ce fronton. Il y avait quatre-vingt-douze métopes, dont quatorze subsistent sur les deux façades de l'édifice; quinze ont été arrachées par lord Elgin, qui n'a pas même respecté les triglyphes où elles étaient enchâssées; une métope du côté du sud est au Musée de Paris; deux se conservent sur l'Acropole; les autres, enfin, n'existent plus. On peut voir au musée britannique toute la partie de la frise que n'a point détruite Morosini.

Les peintures qui décoraient le temple soit au dedans, soit au dehors, ont les premières cédé à l'action destructive du temps. Il n'en reste plus aujourd'hui que

(1) Les temples et les églises de la Grèce portent partout les traces de la barbarie des Turcs. Les têtes des statues ont été brisées, et quant aux fresques, ne pouvant les arracher, ils ont tiré à balles sur la poitrine et le visage de tous les personnages sacrés.

des traces recouvertes par la poussière jaune ou brune que fixent sur le Parthénon les vents, les pluies et le soleil. Le bleu se rencontre sur les triglyphes, le jaune sur les colonnes et la première assise de l'entablement; le minium était appliqué sur les fonds des métopes, de la frise et des frontons; enfin le vert était la couleur des vêtemens de plusieurs personnages sculptés (1). Toutes ces couleurs sont minérales, et le temps ne les a point fait pâlir; mais, comme elles étaient appliquées à l'encaustique sur le marbre même, il en est résulté pour elles une dégradation rapide, car, si quelque partie venait à se détacher, la pluie tombant sur le marbre mis à nu pénétrait sous les couches de cire appliquées plus bas et qui se soulevaient en se desséchant.

Aujourd'hui la couleur générale du Parthénon est celle que donne la nature à tous les rochers de marbre de l'Attique; les parties couvertes ou verticales ont un ton brun doré qui contraste merveilleusement avec l'éclat du ciel. Au lever du jour, les rayons du soleil, rasant les flancs du Parnès et de l'Égialée, vont peindre d'un rose violet les montagnes nues de Salamine et les rivages d'Épidaure; la presqu'île de Munichie prend la couleur du feu; bientôt le rayon brillant parcourt les hauteurs du Pnyx et de l'Aréopage et s'arrête au sommet de la citadelle que domine le temple de Minerve. Le soir, les rayons obliques du soleil, glissant du Pirée le long de la plaine unie, dorent et enflamment le Parthénon. Ce sont les seuls momens, en été, où l'on puisse regarder impunément ces ruines; au milieu du jour, la lumière tombant du ciel prolonge sur les colonnes les ombres noires des chapiteaux et des entablemens; le reste jette un éclat que l'œil ne peut soutenir. Toute brisure, toute partie entr'ouverte, toute colonne mise autrefois à l'abri de l'air par les maisons adossées au temple est à cette heure d'une blancheur éblouissante et rayonne comme un métal embrasé. Les jours, si rares d'ailleurs, où le ciel est obscurci par l'orage, le temple de Minerve paraît gris et sombre comme si la déesse ne l'eût jamais habité, et que, pareil au temple souterrain de Colone, il eût été construit pour les Euménides; mais, quand le ciel de la Grèce a repris son éclat, ces ruines, vues à distance, et surtout à l'heure où le soleil s'incline vers l'horizon, paraissent animées comme au premier jour; la pure lumière leur communique son mouvement et sa vie. Si ce n'étaient des ruines, la déesse serait présente encore.

I. — L'ARCHITECTURE.

Un des caractères les plus importans de l'architecture du Parthénon, et en général du dorique grec, c'est l'absence d'une commune mesure entre ses diverses parties. Aussi Vitruve rapporte que des gens habiles de son temps proscrivaient absolument l'ordre dorique comme manquant de proportions. C'était bien mal comprendre la proportion dans les monumens; car, pour les œuvres d'art non plus que pour les choses naturelles, l'harmonie ne consiste dans la subdivision exacte des parties les unes par les autres. Cela est si vrai, que le temple de Minerve, dont les proportions, contrairement à tous les usages des architectes,

(1) Il faut ajouter aux décorations polychromes du Parthénon les ornemens et les ustensiles de bronze doré que portaient un grand nombre de personnages.

n'ont entre elles aucun rapport, est et demeurera, de l'aveu de tous, le plus bel ouvrage d'architecture qui fut jamais. Ce point, mal éclairci jusqu'à ce jour, a été à peine indiqué par M. Leake dans une phrase insuffisante. Les mesures du Parthénon viennent d'être prises avec une scrupuleuse exactitude par M. Pacard; on n'a laissé échapper aucun détail, on a tout fidèlement reproduit par le dessin. Chacun peut, sans quitter la France, se convaincre par lui-même qu'il n'y a pas de rapport simple entre le diamètre et la hauteur des colonnes, non plus qu'entre ces deux mesures et la hauteur des entablemens et des frontons. Quel principe a donc guidé Phidias dans la construction de cet édifice? De quelle unité de mesure s'est-il servi? Avait-il une unité de mesure? Tel est le problème que la science des architectes aurait à résoudre. Ce problème n'est d'ailleurs pas moins intéressant pour l'art que pour la science. Comment se fait-il, en effet, qu'avec des proportions si singulières et qui soulevaient tant de difficultés, l'architecte grec soit parvenu à un si merveilleux résultat? Ou bien il avait une donnée première qui nous échappe, ou bien il lui a fallu un surprenant génie pour combiner à l'avance des mesures si étrangères les unes aux autres et concevoir la beauté d'un tel ensemble.

L'artiste qui parcourt la Grèce, l'Italie méridionale ou la Sicile, s'étonne de voir les temples antiques si supérieurs en beauté à ceux que les modernes construisent dans le même genre et sur le même modèle. Il est vrai que l'effet des ruines et de la couleur dont le soleil a peint ces monumens s'ajoute à celui de l'architecture; mais un beau temple est toujours plus beau que sa ruine, et celle-ci ne nous touche que par le souvenir qu'elle rappelle. On ne peut donc pas dire que, si les temples de la Grèce l'emportent sur les nôtres, c'est une illusion de notre esprit qui se plaît à parcourir le passé et qui voit toutes choses plus belles à travers le temps. L'analyse dissiperait aisément cette erreur, comme la beauté de l'horizon disparaît quand on se déplace pour s'en rapprocher. Pour le Parthénon, au contraire, l'analyse découvre en lui des beautés nouvelles et que, d'un coup d'œil rapide, nous n'eussions point aperçues. Phidias, voulant exprimer dans le temple de Minerve la pensée de la durée éternelle, donna à l'ensemble de l'édifice la forme qui présente à l'œil la plus grande solidité. Or, la figure la plus incapable de stabilité est celle dont la base est étroite et dont la partie supérieure s'élargit et surplombe : l'on n'est point dans un repos d'esprit absolu lorsque d'immenses rochers semblent peser sur notre tête et nous menacer de leur chute. Pour l'œil comme pour la science, la stabilité des corps s'accroît avec l'étendue de la base : le chêne robuste est plus puissant que la tige grêle du palmier, et la pyramide des bords du Nil est éternelle comparée à la tour éphémère des rives de l'Arno. Phidias donna donc à son temple la forme d'une pyramide tronquée. Il inclina les uns vers les autres les murs de la cella et de l'opisthodome; les colonnes du péristyle furent elles-mêmes penchées vers l'intérieur, et surtout les colonnes angulaires, sur lesquelles paraît principalement reposer l'édifice. Celui qui en présence du Parthénon cherche à concevoir une idée nette de l'ensemble du temple peut se représenter un faisceau de lignes droites suivant les angles des murs et passant par l'axe des colonnes; ces lignes, prolongées par la pensée au-dessus du monument, se rapprochent les unes des autres et vont se réunir au haut des airs; en sens contraire, elles s'enfoncent dans la terre en s'écartant et semblent s'y fixer pour jamais. L'inclinaison

des murs et des colonnes est sensible à l'œil : isolée, chaque partie semblerait menacer ruine; réunies, elles forment un tout inébranlable.

M. Leake et d'autres savans anglais ont pensé à tort que Phidias avait eu en vue la solidité réelle et la durée de son ouvrage. Il ne faut pas oublier que les lois de la statique ne sont jamais applicables dans toute leur rigueur; pour un édifice construit de grands blocs juxtaposés sans ciment et quelquefois polis au point de glisser aisément les uns sur les autres, la plus grande solidité réelle est obtenue lorsque chaque morceau pèse uniquement sur celui qui le supporte et n'agit que suivant la verticale. Les voûtes s'écroulent avant leurs culées, et les flèches s'inclinent parce que leurs côtés ne pèsent pas également sur l'axe imaginaire qui les traverse. Il était nécessaire de s'arrêter sur ce point, car les ouvrages d'hommes savans, mais trop préoccupés peut-être d'une même idée, ont répandu cette fausse opinion, que les Grecs songeaient surtout à la solidité de leurs constructions. Il est certainement dans le génie des Grecs de songer d'abord à la beauté; sans négliger la durée, ils ont voulu plutôt donner à leurs monumens l'apparence de la solidité que la solidité même. En faut-il d'autres exemples que le temple de Minerve?

La majesté qui éclate dans l'ensemble du Parthénon n'éclate pas moins dans ses parties : elle se retrouve dans les colonnes, dans les chapiteaux, dans l'entablement, dans les portes même. Le galbe des colonnes du Parthénon s'éloigne du cylindre et se rapproche du cône; étroites à la partie supérieure, elles ont une base large et bien assise sur le sol. Le génie grec a compris, dès les premiers temps, qu'une colonne voisine du cylindre a besoin, pour paraître solide, d'être soutenue par un piédestal plus large qu'elle. Il a donné le piédestal à l'ordre ionique et au corinthien; mais la colonne dorienne se suffit à elle-même et peut rester droite sans aucun secours étranger. Il y a donc plus de puissance et de majesté dans la colonne dorienne que dans les deux autres; celles-ci, en effet, semblent posées sur le pavé du temple, tandis que les cannelures de la colonne dorienne, descendant obliquement et reposant à nu sur le sol, paraissent s'y enfoncer en s'élargissant et n'en pouvoir être arrachées.

Le chapiteau dorique est également le plus grave des trois. Les anciens avaient conçu la colonne ionique, dit Vitruve, suivant les proportions du corps de la femme, plus allongée et plus faible, reposant sur sa base comme sur une chaussure, et parée de ses volutes élégantes comme de boucles de cheveux. Qui n'a pas lu dans l'écrivain romain la charmante histoire de la jeune Corinthienne? Elle était morte avant l'âge; sa pieuse nourrice apporta sur son tombeau une corbeille remplie des objets qu'elle avait aimés. Posée sur la racine d'une acanthe, la corbeille en détourna les jeunes feuilles, qui l'enveloppèrent en s'arrondissant. Callimaque y puisa l'idée du chapiteau corinthien. Ni l'un ni l'autre de ces deux ordres ne convient à Minerve : ses cheveux sont couverts du casque, et à la corbeille elle préfère l'égide.

Les entablemens du Parthénon forment, avec le reste du temple, une belle harmonie; ils sont partagés en deux assises : l'une inférieure, ornée de boucliers d'or et d'inscriptions; la supérieure, divisée uniformément par les triglyphes, dont les intervalles carrés contenaient des sculptures. Les architraves reposaient sur les tablettes carrées des chapiteaux et s'appuyaient largement sur les puissantes colonnes du péristyle. Il faut encore ici remarquer un progrès de

l'art chez les Grecs : les entablemens du temple de Minerve ont de la force et non de la pesanteur; cette force même n'est point celle d'un dieu comme Jupiter ou Neptune; c'est celle de la déesse qui inspire et quelquefois rend la justice, mais qui, pour porter la lance et le bouclier, n'en conserve pas moins les formes de la vierge. Aux époques antérieures, l'art n'avait point encore distingué nettement la puissance intelligente d'avec la force brutale; on ne peut, au milieu de grandes qualités, méconnaître dans le Posidonium de Corinthe cette confusion. Il ne reste de ce temple que sept colonnes de pierre mutilées, aux cannelures larges, au fût court et ramassé, au chapiteau épais et pesant; cinq d'entre elles supportent la première assise d'un entablement qui paraît les écraser. Ce sont là les défauts d'une qualité éminente, la puissance. Ces colonnes conviennent sans doute au Neptune de cette époque, dieu puissant, mais encore barbare; elles ne conviendraient plus au temps de Phidias.

Une comparaison analogue fera ressortir la beauté des entrées du Parthénon. On connaît le monument dorique de Mycène, sur lequel, du reste, on dispute encore, le tombeau d'Agamemnon : la chambre principale a la forme d'une ruche d'abeilles ou d'un dôme allongé dont la courbe se resserre vers le haut; creusé dans une colline, il reçoit le jour par une porte surmontée d'une ouverture triangulaire, contenant peut-être jadis un bas-relief. Les trois portes du Parthénon, comme celles de Mycène, ont les formes du style dorien : pour s'accorder avec la figure conique des colonnes et les inclinaisons des murs, elles devaient s'élargir à la partie inférieure; elles acquéraient ainsi une ampleur et une majesté qui n'appartiennent pas aux angles droits des portes modernes; mais ici, comme en tout, le dorique avait à craindre de confondre la gravité avec la lourdeur : les portes de Mycène sont trop basses pour être élégantes et gracieuses; elles ont les mêmes qualités que le temple de Corinthe, elles ont aussi les mêmes défauts. Phidias, concevant dans la déesse protectrice d'Athènes la noblesse de la fille de Jupiter et la grace infinie d'une vierge immortelle, la voulut placer dans une demeure dont toutes les parties lui fussent agréables : il donna donc aux entrées du temple la majesté des portes doriennes; mais, pour leur donner l'élégance, il en redressa légèrement les côtés trop inclinés et en augmenta la hauteur.

C'est ainsi qu'au siècle de Périclès, la science plus précise dans ses analyses, la religion plus épurée dans ses dogmes, le vif sentiment de la beauté, inspirèrent aux grands hommes des ouvrages non moins accomplis dans leurs parties que parfaits dans leur ensemble. Ce siècle n'inventa aucun art, il les perfectionna tous; il fit perdre aux anciens usages les défauts de leurs qualités; les difficultés même se tournèrent en beautés nouvelles, et pendant que les colonnes, les architraves, les portes prenaient des formes plus gracieuses, l'impossibilité de faire coïncider des métopes égales avec des colonnes également espacées, cette difficulté inhérente au style dorien, et qui désespérait les architectes romains, fut une occasion pour les Grecs de donner à leurs temples plus de puissance et de majesté.

Telles sont dans l'ensemble et dans les parties de l'édifice les principales qualités par lesquelles il élève notre ame en éveillant en elle la pensée de la puissance divine et de la durée infinie; il faut aussi savoir ce qu'il a en lui qui nous charme et qui nous touche. La beauté n'est pas simplement une des perfections de

la divinité, distincte et séparée de toutes les autres; toute sa nature est belle, et notre esprit se plaît toujours à la concevoir. Si Aphrodite est la beauté même, Jupiter, père des dieux, Minerve, Apollon, Diane, ne sont pas pour cela dépourvus de beauté; aux uns appartient la beauté virile aux formes hardies et saillantes, aux autres la beauté de la femme et la douceur des contours arrondis. Les Grecs avaient compris dès long-temps qu'en architecture comme dans tous les arts, les lignes courbes et les surfaces rondes sont plus belles que les lignes droites et les plans; ils crurent donner à leurs temples assez de régularité, si les lignes imaginaires qui en déterminent la forme, comme les inclinaisons des murs et les axes des colonnes, étaient seules des lignes droites; par une inspiration supérieure, ils courbèrent les lignes réelles qui se voient dans le galbe des colonnes, dans les architraves, les degrés, les frises. Il en résulta que, si la forme générale du Parthénon est celle d'une pyramide tronquée, les arêtes de cette pyramide sont des lignes courbes, et, à l'exception de certaines parties ou intérieures ou trop petites pour qu'une large courbure y pût être aperçue, il n'y a pas de lignes droites dans le Parthénon. Habitués que nous sommes à des imitations de style grec dans lesquelles toutes ces lignes ont été redressées par la règle ou le niveau, nous sommes étonnés à la vue des temples originaux de la Grèce, et nous ne pouvons trouver la cause de ce plaisir infini qu'ils nous procurent; notre œil est charmé tout d'abord et parcourt sans effort ces degrés, ces entablemens, ces frises : l'architecte mesure ensuite les proportions des parties et découvre bientôt cette source mystérieuse de plaisir. L'art grec, né tout entier de la nature et inspiré par elle dès son origine, courba les degrés et le pavé des temples, les architraves, les frises, la base même des frontons, comme la nature a courbé la mer, les horizons et le dos arrondi des montagnes. Les murs inclinés de la cella et de l'opisthodome furent composés d'assises curvilignes pour être en harmonie avec le reste du monument et recevoir les larges pierres à caissons qui couvraient le péristyle.

L'art grec arriva donc peu à peu à toute sa perfection, après avoir manifesté dès les premiers temps la puissance dont il était doué. Ce que le travail des siècles ajouta aux ouvrages d'architecture, ce fut principalement la justesse dans les proportions, d'où résulte la grace. C'est ce que l'on peut remarquer également pour les ouvrages de sculpture, dans lesquels on donna d'abord aux mouvemens du corps de la raideur et de la dureté, quand on visait principalement à la majesté et à la grandeur; plus tard, les membres se dégagèrent, les formes s'arrondirent, les mouvemens devinrent souples et naturels : la force même d'Hercule n'exclut pas la grace. Ainsi, pour conserver la force en gagnant l'élégance, les colonnes doriennes devaient ressembler à des cônes très allongés; si nous comparons entre elles celles que nous trouvons aujourd'hui dans la Grèce, nous nous convaincrons bientôt que la force ne leur a jamais manqué, et qu'elles ont surtout acquis la grace. Si la puissance est dans la brièveté, l'élégance, au contraire, est dans la longueur et la légèreté du fût. Les colonnes du temple de Neptune à Corinthe n'ont guère en hauteur que deux fois et demie le côté du chapiteau; il en est de même de quelques tronçons doriques gisant à terre dans les rues de Mégare; ces colonnes d'une époque fort antérieure au Parthénon ont plus de force apparente que celles de Phidias, mais c'est une force un peu sauvage, qui réside autant dans la masse que dans la forme, comme la force des murs cyclo-

péens de Tirynthe ou de Mycène comparée à la majesté des blocs gigantesques, mais régulièrement taillés, du mur inférieur du Pnyx. L'esprit qui a conçu la grande Minerve d'ivoire a su réunir dans les colonnes de son temple les deux caractères de la déesse, la mâle grandeur de l'intelligence et la grace de la beauté féminine.

Les Grecs consacraient à la divinité les plus beaux ouvrages de leur génie, et de tous ceux qu'ils nous ont laissés, les temples des dieux l'emportent par la grandeur et la magnificence. Les hommes construisent pour eux-mêmes tout ce qu'ils construisent, et c'est pour éveiller dans leur ame le sentiment religieux qu'ils consacrent à Dieu des autels dont il n'a pas besoin. L'ame s'élève à lui par la sensibilité comme par les idées, et le plaisir de l'ouïe ou de la vue contribue aussi pour sa part à la beauté des temples et à l'effet des cérémonies religieuses. Les artistes grecs connaissaient tout ce qui peut charmer la vue. La lumière est plus belle que les ténèbres, elle est une image de l'intelligence; Phidias, pour honorer Minerve, conçut un temple découvert dans lequel rayonnait librement le pur éclat du soleil. La cella, demeure habitée par la déesse, formait sous le ciel un espace ouvert, et la statue de Minerve était au milieu, vers le fond. De chaque côté s'élevaient deux rangs de colonnes doriennes superposées; les inférieures étaient deux fois plus hautes que les supérieures; elles étaient séparées par une architrave ornée de moulures gracieuses, et une autre architrave couronnait aussi les colonnes du second rang : elles étaient au nombre de dix de chaque côté; il n'y en avait point au fond de la cella, derrière la statue de la déesse, mais on en voyait une de chaque côté de la porte d'entrée, ce qui, dans cette partie, complétait le péristyle. Ces deux rangs de colonnes formaient un portique à la fois majestueux et élégant sous lequel on suspendait sans doute les tableaux offerts par les adorateurs et les portraits de quelques grands hommes sauveurs de la patrie. Vitruve nous apprend que les anciens multipliaient les cannelures des colonnes intérieures, parce que ces colonnes étaient plus petites que les autres; l'œil avait alors plus de lignes courbes à parcourir, et l'édifice y gagnait plus de grandeur et d'élégance. C'est ainsi que les artistes grecs donnaient plus de grosseur aux colonnes angulaires des temples, non, comme le veut M. Wilkins (1), pour en assurer la solidité, mais, comme nous l'apprend Vitruve, parce que ces colonnes extrêmes étaient diminuées par l'éclat du ciel. Cette perfection des parties contribuait singulièrement à la grace de l'ensemble; il faut attribuer à la même pensée le soin infini avec lequel on ajustait les tambours des colonnes : personne n'ignore que, pour faire disparaître l'intervalle des parties, on les polissait comme une table de marbre; pour cela, on attachait deux tronçons l'un sur l'autre par un axe de cèdre ou d'olivier, autour duquel on les faisait rouler; le frottement léger d'un sable fin versé entre les deux parties rendait les surfaces unies et égales, la colonne paraissait monolithe, et, aujourd'hui même, un œil exercé ne découvre pas aisément toutes les jointures.

(1) M. Wilkins a principalement étudié le Parthénon au point de vue des lois de la statique.

II. — LES SCULPTURES.

Nous avons fait connaître les élémens dont se composait l'architecture du Parthénon. L'entablement du péristyle extérieur avait reçu pour ornemens, outre les boucliers d'or rangés sur l'assise inférieure et séparés par des inscriptions en lettres de bronze, des sculptures en haut-relief ou métopes, glissées à coulisse entre les triglyphes en saillie de l'assise supérieure. Ces métopes étaient sculptées de la main de Phidias, ou du moins ses élèves, eux-mêmes artistes habiles, les avaient faites d'après les dessins du maître. Elles occupaient autour du temple une série de carrés au nombre de quatre-vingt-douze; chacun de ces carrés renfermait plusieurs personnages : il y en avait quatorze sur chaque façade, et trente-deux sur chaque côté. Ils représentaient ici de nombreux épisodes de la guerre des Centaures, là Minerve luttant contre les géans ou domptant Pégase, qui devait recevoir sur sa croupe le héros Bellérophon; ailleurs c'était la guerre contre les Amazones, dans laquelle les Athéniens, secondés par Minerve, avaient remporté la victoire.

Ces sculptures faisaient un des principaux ornemens extérieurs de l'édifice : la description n'en peut être donnée tout entière avec certitude, car, avant même l'explosion de la poudrière et la chute du milieu du temple, les métopes étaient mutilées; les Turcs, confondant dans une commune haine les ruines de l'antique religion des Grecs et les monumens du christianisme, avaient ajouté leurs ravages à ceux du temps; ils avaient abattu les têtes et détaché bien des parties saillantes qui s'étaient brisées en tombant. La portion la mieux épargnée du temps et des barbares était celle du côté du sud, tournée vers Phalère : le Français Carrey la reproduisit dans ses dessins, sans rien changer à ce qu'il voyait et dans la seule intention de constater l'état présent des métopes. La restauration peut se faire pour beaucoup d'entre elles; pour d'autres, elle est livrée aux conjectures et à l'habileté des sculpteurs. Les métopes présentaient en petit les qualités générales du Parthénon, autant du moins qu'on en peut juger par des restes trop mutilés, et, quoique destinées à faire l'ornement du temple, elles rappelaient, soit par le choix des sujets, soit par la conception large et simple, la noblesse et le charme de l'édifice entier.

On ne peut parler dignement des deux frontons qui, dans l'ensemble de l'édifice, étaient là pour le plaisir des yeux, et qui, pris en eux-mêmes, égalent ou surpassent tout ce que la statuaire a jamais produit de plus parfait. Le temps et les barbares ont détruit ou mutilé les statues de Phidias; mais, dans ce qu'il en reste, on reconnaît encore à la beauté des formes, à la grace des mouvemens, à la vie qui anime ces chairs couvertes, mais non cachées par les vêtemens, l'art merveilleux du sculpteur (1). Le milieu du fronton oriental a disparu pour jamais, et il n'en subsiste aucun débris : là était Jupiter assis sur un trône, et Minerve planant au-dessus de sa tête. D'un côté, le titan Hypérion sortait de la mer et ramenait le jour, pendant qu'à l'angle opposé le char de la Nuit se plongeait dans l'Océan occidental. Les chevaux du Jour hennissent d'impatience,

(1) On est réduit, pour retrouver la composition de ces frontons, aux dessins de Nointel et aux fragmens du Musée britannique.

dit Visconti; pour ceux de la Nuit, la vie est encore dans leurs têtes mutilées : *Adde aquam, natabunt*, disait Martial. Hercule Idéen, à demi étendu sur un rocher, et près de lui Cérès et Proserpine, assises l'une à côté de l'autre, font pendant aux trois Parques, déesses qui président à la naissance même des dieux. Iris, debout près de Cérès, va répandre dans le monde la nouvelle que Minerve est née, tandis que la Victoire demeure pour être sa compagne inséparable.

Sur le fronton occidental étaient représentés Neptune et Minerve luttant pour la protection de l'Attique. Le dieu des mers se retire vaincu, et Minerve se dispose à regagner son char. Il ne reste que le torse de Neptune, et Minerve, à demi détruite, a perdu son armure de bronze doré; le temps a mutilé ces deux statues, mais il leur a laissé la trace de leur beauté primitive. A gauche, la Victoire sans ailes conduit le char de la déesse, et correspond à un personnage nu, qui peut-être représentait Cécrops, roi d'Athènes. Près de la Victoire sont assis Vulcain et Vénus, et dans l'angle du fronton Ilissus à demi couché, se relevant sur son bras gauche, semble saisi de joie à la nouvelle du triomphe de Minerve. A droite étaient les dieux favorables à Neptune, Amphitrite, Palémon, Leucothea, Latone, ayant sur ses genoux les Dioscures.

Avec les métopes et les frontons, la frise qui régnait autour du temple, à l'intérieur du péristyle et contre les murs mêmes de la cella et de l'opisthodome, formait à peu près tout ce que la sculpture avait mis d'ornemens à l'extérieur : il faut ajouter seulement les gueules de lions qui rejetaient l'eau sur les angles de l'édifice, quelques moulures artistement travaillées, et les gracieux antéfixes qui décoraient l'entablement. Personne n'ignore que la frise représentait en bas-relief la grande pompe des Panathénées. La pompe se divisait en deux colonnes, l'une d'hommes, l'autre de femmes; toutes deux marchaient de l'ouest à l'est sur les deux côtés du temple, et se réunissaient dans le pronaos de la façade orientale au-dessus de la porte d'entrée. Au centre sont la prêtresse de Minerve, femme de l'archonte-roi, et l'archonte-roi lui-même, présidant aux sacrifices. L'une reçoit de deux canéphores des objets destinés au culte et couverts d'un voile, pendant que l'autre prend avec dignité le *péplos* des mains d'un éphèbe vêtu de la chlamyde noire. Sur six siéges, à droite et à gauche, sont assis douze dieux ou héros : Jupiter, père des dieux, Minerve avec la Victoire ailée, Triptolème, Cérès et les Dioscures occupent la gauche; de l'autre côté sont Esculape et sa fille Hygie, Neptune, puis les deux filles de Cécrops, Aglaure et Pandrose, avec le roi Érechthée. Tous ces personnages surpassent en grandeur les faibles mortels. La marche de la procession est ouverte de part et d'autre par les gardiens des tribus et par six jeunes femmes portant des candélabres; derrière elles marchent les vierges d'Athènes avec des vases, des patères de bronze doré et tous les instrumens de sacrifice; l'artiste leur a donné des poses variées et les a groupées avec un art merveilleux. Aux deux angles de l'édifice suivent des personnages conduisant les taureaux et les béliers envoyés par tous les *dêmes* de l'Attique; derrière eux, à droite et à gauche, s'avancent les *métèques*, étrangers reçus dans la cité et admis aux pompes religieuses; leurs femmes portent des siéges destinés aux jeunes Athéniennes qui les précèdent; les joueurs de flûte et de lyre répondent aux chants des vierges ou les accompagnent; enfin des vieillards, portant des rameaux d'olivier, précèdent la marche des chars. Ceux-ci

étaient attelés de deux, de trois ou de quatre chevaux, et faisaient aussi partie de la pompe, conduits par les vainqueurs des jeux publics de la Grèce. Derrière les chars, sur la façade occidentale du temple, se presse la foule des citoyens, les uns courant se ranger à la suite de la théorie, les autres se disposant à monter à cheval. « Ces différens groupes, dit Visconti (1), au nombre de plus de quarante, font tous partie de la plus grande composition peut-être qu'un statuaire ait jamais conçue. »

Si nous avons cherché à donner quelque idée des sculptures du Parthénon, c'est uniquement pour montrer avec quel art Phidias a fait concourir ces ornemens à l'effet total du temple. Ce ne sont point des sculptures détachées les unes des autres et que l'on eût pu mettre sur tout autre édifice : elles forment un ensemble et se rapportent toutes au culte de la déesse. C'est un grand défaut de nos monumens gothiques d'être chargés d'ornemens de toute sorte, non pas seulement exécutés sans art, mais souvent aussi étrangers à la religion et quelquefois incompatibles avec elle. L'art byzantin, dont la Grèce moderne fournit de nombreux exemples, moins original que le gothique, avait conservé quelques traditions de l'art antique des Grecs et paraît en être comme un rejeton mal venu; il a mis dans les ornemens un certain ordre factice, il est vrai, mais réel; il a assigné sa place à chaque peinture. Un Christ colossal occupe la voûte du principal dôme, et au-dessus de l'autel est Marie, sa mère; sur les murs, à droite et à gauche, sont les anges, les apôtres, les martyrs; au-dessus de la grande porte est le jugement dernier. Du reste, les personnages sont répandus à profusion et couvrent tous les murs de l'église. Il y a un milieu entre le caprice qui mêle toutes choses et l'esprit de routine qui ne laisse pas de place au génie : on peut le dire sans injustice, l'art grec est le seul qui ait connu cette juste mesure. Il était d'usage que les sculptures d'un temple représentassent des événemens relatifs au culte de sa divinité; mais il appartenait à Phidias de choisir à son gré les sujets et de les distribuer sur le temple dans un ordre conçu par lui-même. Il résolut donc de représenter sur le Parthénon ce qui compose essentiellement le culte de la déesse, et, au lieu de répandre sans discernement les petits sujets et de sculpter une chronique ou un commentaire, il exposa avec grandeur les principaux points de la religion d'Athènes. Eschyle raconte en métaphysicien la naissance de Minerve, sagesse souveraine, « vraie fille de Jupiter; » Platon expose en poète comment la pensée de Dieu, immatérielle, incréée, est fille de Dieu même, père de tout ce qui est, providence éternelle qui gouverne le monde. Phidias exprime la même idée dans le langage muet, mais très clair, de l'architecture et de la sculpture. On retrouve dans son œuvre la même puissance, la même simplicité, la même grace que dans les vers du poète et dans les dialogues du philosophe; on voit ici la même pensée, on recueille le même sentiment : c'est l'esprit divin du siècle de Périclès.

III. — LES PEINTURES.

Nous arrivons à la partie la plus difficile peut-être et la plus long-temps controversée de la restauration des temples grecs : nous voulons parler de la cou-

(1) *Opere var.*, III. Milano, 1830.

tume qu'avaient les anciens de peindre leurs édifices sacrés. Il n'est pas un savant, aujourd'hui, qui ne connaisse cet usage et ne l'admette comme un fait certain; mais cette notion n'est pas encore populaire. Nous ne rapporterons point ici tous les passages des auteurs anciens où il est question des peintures des temples: Dicéarque parlant des couleurs à l'encaustique qui décoraient les façades et les vestibules des maisons de Tanagre, Josèphe affirmant que les caissons des temples étaient peints ou sculptés, Vitruve rappelant que les triglyphes étaient bleus, Pline racontant que Protogène avait peint les Propylées. Tous ces documens ont été recueillis par des savans de nos jours. M. Raoul-Rochette a combattu pour la peinture sur bois, et, malgré tous ses efforts, a dû reconnaître que les temples étaient peints à l'encaustique. « L'existence de temples coloriés dans la Grèce, à toutes les époques de sa civilisation et sur tous les points de son domaine, n'est, dit-il, aujourd'hui sujette à aucun doute, du moins dans son principe, et non dans ce qui concerne les questions de détail, lesquelles sont loin encore d'être résolues d'une manière sûre et positive. » La meilleure et la plus simple manière de résoudre à la fois ces diverses questions, c'était d'examiner avec soin les temples mêmes. M. le duc de Serra di Falco a recueilli de nombreuses peintures sur les temples de la Sicile, et a consigné ses découvertes dans le savant ouvrage *Delle Antiquità di Selinonte*. Quelques études ont été faites en Grèce, en Asie, et principalement à Athènes. Le temple de Thésée offre partout des traces de peintures; il y en a sur les Propylées. Enfin M. Pacard a noté avec le plus grand soin tous les points du Parthénon où se trouvent encore des couleurs. Il a pu restaurer presque avec certitude toute la partie extérieure du temple; il y a trouvé l'ocre jaune sur les colonnes, le bleu de ciel sur les triglyphes, le rouge de saturne aux fonds des métopes et des frontons, le vert sur certains vêtemens; il a vu, tracés au poinçon sur le marbre, les dessins de tous les ornemens avec des restes de leurs couleurs primitives. Cette partie de la restauration du temple, jusqu'aujourd'hui incomplète ou hypothétique, n'est plus sujette à l'erreur. Quant à l'intérieur, on n'en peut connaître la décoration que par conjecture et par la comparaison avec les autres temples de la Grèce. Outre les inductions de ce genre que peut faire un homme habile, il est à croire que l'intérieur du Parthénon était en harmonie avec l'extérieur, et que, éclairé comme lui par la lumière directe du soleil, il présentait à peu près les mêmes peintures.

Ainsi donc, l'usage de colorier les monumens dans l'antiquité grecque ne peut plus être révoqué en doute. Dans l'Europe moderne, où nous n'avons guère coutume de peindre nos églises, nos palais et nos maisons, nous sommes étonnés qu'au temps de Sophocle, de Platon, de Praxitèles, il soit sorti de la main de Phidias un temple chargé de couleurs, contenant une statue d'or et d'ivoire, couverte quelquefois d'un manteau brodé, et dans lequel la blancheur du marbre avait disparu. Quand, cherchant à nous faire une idée des monumens peints de la Grèce, nous voyons en France et en Italie avec quel mauvais goût, après avoir peint les murs et les voûtes des églises, on habille encore les statues de la Vierge et des saints, notre esprit ne peut se défendre de préventions défavorables; il semble que la Grèce va nous apparaître sous un nouveau jour et que notre vieille admiration pour elle va se dissiper. Cependant chaque pays a sa nature, son aspect général, sa chaleur, sa lumière. La disposition des montagnes avec

leurs pentes allongées, leurs tranchées abruptes, ou leurs ravins profonds; les couleurs dont elles se peignent aux différentes heures du jour; leurs flancs nus et embrasés par le soleil, ou leurs dômes arrondis et rafraîchis par la verdure, la plaine qui les soutient, le ciel qui les couvre, la mer qui s'allonge mollement sur ses rivages sablonneux ou qui heurte et brise ses falaises; tous les accidens de la nature donnent aux paysages des caractères divers et qui ne peuvent être connus les uns par les autres. Une seule chose peut-être varie d'une manière uniforme sur notre globe, c'est la distribution de la lumière et de la chaleur, molles et plus émoussées vers le nord, plus vives et plus pénétrantes au midi. Celui qui, prêt à quitter la froide et obscure Angleterre pour s'avancer vers des contrées plus chaudes et plus lumineuses, s'interroge lui-même sur ce qu'il va voir, peut se représenter à l'horizon un globe ardent et brillant suspendu dans l'air; chaque pas qu'il va faire le rapprochera de ce foyer de vie; les rayons obliques vont se redresser; la chaleur et la lumière, au lieu d'effleurer son corps en rasant la terre, le pénétreront avec le sol qui le supporte et l'air qui l'environne, jusqu'à ce qu'enfin, arrivé sous l'astre lui-même, il habite pour ainsi dire dans les ondes embrasées qu'il répand.

La Grèce, sans doute, n'est point le pays de la terre où le soleil soit le plus ardent, et, quoique la température moyenne dans ce pays soit plus élevée qu'en France, les grandes chaleurs de l'été ne sont pas supérieures à celles de nos provinces méridionales et de certains jours de Paris; mais l'hiver est plus chaud, les étés plus longs, les montagnes plus arides et plus rapprochées de la mer, en un mot l'air est infiniment plus sec et l'atmosphère plus pure. Celui qui, au temps du solstice, viendrait de Paris à Athènes, et qui lirait dans la *République* de Platon les premières pages du septième livre, celui-là, sans aucun doute, croirait lire sa propre histoire et se reconnaîtrait dans l'homme de la caverne. Quand nous avons passé la moitié de notre vie sur les rives humides de la Seine et sous les ombres de notre ciel, nos yeux, accoutumés à la mollesse d'un demi-jour et à des rayons éteints par les vapeurs de l'air, supportent avec peine l'éclat d'un soleil nouveau; toute surface blanche ou polie, le ciel imprégné de lumière, le sol aride et pierreux, tout ce qui brille dans la plaine d'Athènes est fait pour blesser la vue délicate des habitans du nord. Du reste, les Grecs eux-mêmes ne sont guère moins sensibles que nous à l'éclat de leur soleil, et dans la saison d'été ce n'est pas seulement pour éviter la chaleur du jour qu'ils s'enferment dans leurs maisons, c'est aussi pour y chercher une lumière plus douce et moins meurtrière.

Il ne faut donc pas s'étonner si les anciens Grecs ont peint leurs temples, car c'était pour en adoucir l'éclat. Leur esprit si subtil en matière d'analyse, si habile à trouver les raisons des phénomènes, en avait personnifié un grand nombre en les idéalisant; aucun peuple n'a poussé plus loin la métaphysique de l'art. Quel artiste dans aucun pays a mieux que Platon décrit la marche de l'ame qui, jetée au milieu des objets physiques, s'en sert comme de degrés pour atteindre à l'idée pure, à l'idée immatérielle et divine? Or, rien n'est plus contraire au libre travail de la pensée que la douleur, et celui-là est dans la pire condition pour concevoir l'idée de la beauté qui se sent blessé dans l'organe destiné à la recueillir, et par l'objet même qui la lui présente. Quand cette raison serait la seule que l'on pût alléguer, quand on ne trouverait pas soit dans les auteurs anciens, soit

sur les monumens mêmes, d'irrécusables témoins attestant que les temples grecs étaient couverts de peintures, cette raison serait très forte et presque suffisante pour l'artiste qui, entrant dans la pensée des anciens, jugerait par elle leur architecture et sentirait avec eux leurs propres œuvres. Aussi l'on ne peut guère prendre à la lettre l'opinion de M. Raoul-Rochette et de Q. de Quincy, dont l'un avance sans preuves que la peinture sur bois occupait nne place beaucoup plus grande que la peinture murale dans la décoration des édifices publics, et dont l'autre pense que la sculpture a plus d'importance que la peinture pour l'ornement des temples de la Grèce. La peinture sur bois, si tant est qu'il y en eût dans le Parthénon, ne pouvait consister que dans un petit nombre de tableaux suspendus aux murs de la cella et peut-être de l'opisthodome, tandis que ces murs mêmes, soit au dedans, soit au dehors, les colonnades, les entablemens, les sculptures, en un mot le temple tout entier était couvert de peintures murales faisant disparaître entièrement la blancheur du marbre (1).

D'ailleurs, il faut n'avoir vécu que dans les pays du nord, il faut avoir accoutumé sa vue à la nuit, pour concevoir qu'en Grèce un temple puisse demeurer blanc. On eût parlé aux Grecs de temples sans couleur, il est croyable que, habitués à leur lumière éblouissante et à la nature si chaude et si animée de leur pays, ils eussent éprouvé cet étonnement que nous éprouvons nous-mêmes aujourd'hui à l'idée d'un temple couvert extérieurement de peintures. Sous le ciel d'Athènes, la puissante nature de la Grèce nous domine bientôt, nous absorbe en quelque sorte et nous fait vivre de sa vie; notre esprit s'habitue comme nos organes à ces plaines embrasées, à ces montagnes nues sur lesquelles, disaient les anciens, marche le soleil, à cette atmosphère transparente qui rapproche les objets, en arrête les contours, et que les vibrations de la chaleur rendent visible et comme palpable. La vie est partout dans ces plaines désertes de l'Attique et sur ces montagnes de marbre; mais quelle vie? Ce n'est point la vie froide et languissante de nos contrées qui, née au milieu des eaux et croissant à l'ombre des nuages, se resserre encore et s'engourdit sous les neiges de l'hiver; cette vie, c'est celle qui anime les productions naturelles des climats chauds, qui peint de couleurs riches et tranchées les animaux et les plantes, qui développe outre mesure les instincts des uns et les vertus des autres; cette vie, en un mot, c'est la lumière et la chaleur. Pour qui s'est laissé pénétrer par elle et n'a pas prétendu trouver avec effort, dans une telle nature, les preuves d'un système imaginé ailleurs, pour celui-là il est impossible de concevoir que les temples antiques aient été blancs. Pourquoi vouloir que les hommes pensent et sentent comme nous dans tous les pays? Le mieux en tout, c'est de ne point vouloir façonner les

(1) Toutes ces peintures présentaient des couleurs vives et tranchées. M. Pacard en a recueilli sur toutes les parties extérieures du temple sans exception. Le jaune est très abondant sur les colonnes, et le bleu sur les triglyphes. Ces peintures sont appliquées par couches, à l'encaustique; la surface exposée à l'air est cachée par la poussière, mais la surface appliquée au mur a conservé son éclat. L'épaisseur totale de ces couches est de près d'un millimètre. L'usage de peindre les temples était général en Grèce. Outre les exemples cités par les auteurs, on en trouve dans presque toutes les ruines de ce pays. Nous-même avons remarqué que les colonnes du temple de Jupiter à Égine étaient couvertes d'un stuc jaune; certaines parties de la corniche, gisant à terre, sont encore peintes au minium.

choses à sa fantaisie, mais de les prendre comme elles sont et où elles sont. On a blâmé lord Elgin d'avoir arraché des sculptures au Parthénon et dégradé le temple à son profit; on a blâmé Morosini d'avoir brisé l'un des frontons pour l'emporter à Venise : c'était certes mutiler un édifice qui déjà menaçait ruine; cependant le reproche le plus juste qu'on puisse leur faire, c'est peut-être d'avoir voulu paraître amoureux des arts sans l'être en réalité, et d'avoir cru qu'il importait à la gloire de l'Angleterre et de la république vénitienne d'exposer aux yeux des leurs les ouvrages de Phidias, comme si l'on pouvait comprendre une telle œuvre hors du pays où elle est née. Il n'en est point de l'art comme de la science, qui procède par des idées et n'a pas besoin du sentiment pour établir ses inductions. C'est en vain qu'un homme recueillera à grand'peine tous les passages des auteurs anciens où il est question des peintures des temples et des édifices publics : s'il n'a vécu parmi ces monumens eux-mêmes, s'il ne les a habités, si la nature qui a inspiré les architectes ne l'a pénétré et inspiré lui-même, il sera sans doute un érudit, mais il n'aura pas l'intelligence de ces œuvres, il ne les jugera pas en artiste. Que manquera-t-il? Deux choses : la vérité du sentiment et celle du point de vue.

Ainsi donc, de ce que parmi les ornemens du Parthénon les sculptures soient plus souvent citées que les peintures dans les écrits des anciens, conclurons-nous que celles-ci étaient d'une moindre importance dans l'architecture antique? Non sans doute : les bas-reliefs de Phidias devaient attirer l'attention et faire parler d'eux, car ils étaient une œuvre unique en leur genre; mais de quel intérêt eût été pour des lecteurs grecs ou romains la description d'oves, de grecques et d'autres ornemens tracés au compas et régnant uniformément autour de l'édifice? On en voyait de pareils à chaque pas soit en Grèce, soit en Italie, puisque de semblables peintures ornaient jusqu'aux maisons des particuliers. Cependant la peinture murale jouait un grand rôle dans l'architecture des Grecs; les couleurs brillantes dont leurs temples étaient couverts leur donnaient un caractère original et leur ôtaient toute ressemblance avec les édifices construits depuis lors en Europe sur le même modèle. Les exemples ne manqueraient pas. Rien n'est aussi froid, en effet, que le temple de la Madeleine; la couleur blanche et mate de ses pierres, jointe à la grossièreté de la matière, à la raideur des lignes et surtout à la lumière grise qui vient s'éteindre entièrement sous les colonnes et dans les moulures, le fait ressembler à un grand corps inanimé et dans lequel la vie n'a respiré jamais; cependant il est construit en général sur le modèle des monumens antiques et principalement selon les proportions du temple de Jupiter olympien à Athènes. Pourquoi donc les colonnes de ce dernier, rongées par le vent de la mer et mutilées par la main des hommes, sont-elles aujourd'hui même si poétiques et si grandioses? Elles ont sans doute une forme plus belle et des proportions mieux entendues; cependant elles tiennent une grande partie de leur beauté de la lumière qui les environne et de la couleur dorée dont le temps les a revêtues.

C'est une grande erreur de penser que les monumens de la Grèce sont demeurés blancs et ont aujourd'hui la couleur du marbre; si le marbre pouvait garder sous ce ciel éclatant sa blancheur primitive, il y aurait en Grèce plus d'une montagne éblouissante de clarté, car les marbres sont aussi communs dans ce pays que le sont chez nous les calcaires grossiers, les schistes et les

granites. L'Hymette aride est couronné d'un amas immense de marbres blancs ou gris, le Parnès et l'Égialée en sont presque entièrement formés, le Pentélique est fameux encore par les beaux marbres dont ses pentes et son sommet sont composés; mais le soleil, qui parcourt tous ces rochers, les a colorés de ses rayons, et la nature entière de la Grèce s'est peinte de ses couleurs. Au milieu du jour, les plans verticaux des rochers prennent l'or des moissons et des fruits mûrs, et il semble qu'en enveloppant les surfaces arrondies comme un voile, le ciel y ait laissé sa couleur et sa transparence. Ainsi, les marbres de l'Attique ne restent point blancs, et, si les Grecs n'avaient peint leurs édifices, la nature l'aurait fait pour eux; les peintures antiques appliquées sur des surfaces polies ont disparu, les marbres redevenus blancs ont pris la couleur naturelle, et c'est avec cette teinte ardente et animée qu'ils sont parvenus jusqu'à nous. C'est elle en grande partie qui communique à ces ruines une si grande beauté : les colonnes de l'Olympium n'ont pas la pureté du temple de Minerve, mais, au lever du jour, la lumière qui joue dans leurs cannelures dorées et les rend diaphanes comme les doigts de la main éveille dans l'ame la vivante idée du beau.

Quelque admirable cependant que soit la couleur dont la nature a revêtu ces monumens, on comprend que les Grecs aient senti le besoin d'en compléter la décoration par la peinture. En effet, la couleur qui appartient aux ruines est presque toujours celle des lieux où elles se trouvent, de la nature même sous la puissance de laquelle, pour ainsi dire, elles sont rentrées; mais la nature ne suffit pas à l'homme: il sent en lui le besoin de produire à sa manière et de faire vivre en quelque sorte, dans un seul objet, la beauté dont il trouve les traits épars autour de lui. Les Grecs paraissent avoir ressenti ce besoin plus que tout autre peuple, soit que Dieu, dès l'origine, les eût faits autres que nous, soit plutôt que leur pays leur fournît de plus grandes images, et, par suite, une plus claire idée de la beauté. Ils ont, en effet, obéi à la nature, et comme, en Grèce, tout est peint, brillant, animé, ils ont fait leurs temples sur ce modèle.

Toutefois, en adoucissant l'éclat des édifices sacrés, les Grecs n'ont point voulu éteindre sur eux la lumière, comme elle s'éteint sur la mousse sombre des temples du Nord. Le noir pur absorbe les rayons, et n'est rendu visible que par les objets brillans qui l'environnent, de telle sorte que tout disparaît au milieu de la nuit. Les anciens, amoureux de la lumière, consacraient les ténèbres aux dieux infernaux. Le noir est la couleur du deuil et de la tristesse; la mort n'est redoutable à Polyxène que pour la nuit qui l'enveloppe, et ce que pleure la jeune Antigone, déjà entraînée vivante sous la terre, c'est la pure lumière du jour qu'elle ne verra plus, cet ἄγλαον φάος, ce φαιδρὸν ἁλίου σέλας, que nulle langue ne peut traduire. Le jour pur (ἁγνὸν) est sacré aux yeux des Grecs, il a ses autels sur les lieux élevés, il chasse la nuit sombre de montagne en montagne, comme plus tard, posant ses pieds sur les sommets, Hélie, prophète aux vêtemens éclatans, poursuivra le noir démon. Pallas est une divinité de l'Olympe, elle aussi aime la lumière; elle a ses temples dans les citadelles élevées, et le séjour qu'elle préfère est l'Acropole d'Athènes. Du sein de sa demeure lumineuse elle protége son peuple chéri, elle tient à l'écart « les noires filles de la Nuit, les Euménides, qui habitent les antres souterrains du Tartare, et ne portent jamais les blancs habits de la joie. » Celles-ci ont leur temple au fond de la vallée du Céphise, sous le tertre de Colone. Là « elles distillent leur noir venin. » « ... On leur offre des

libations sans vin, sobres expiations, festins nocturnes, à l'heure où l'on n'invoque jamais les autres dieux (1). » Pallas reçoit les vœux des hommes au milieu du jour; la troupe sacrée s'avance sur les bords fleuris de l'Ilissus; hommes et femmes sont parés de riches vêtemens; la joie brille sur les visages; la lyre et la flûte accompagnent les chants; ils arrivent au pied du temple inondés de lumière, et comme enivrés de l'ardeur du jour.

C'est ainsi que les Grecs mettaient leurs temples et leurs fêtes en harmonie avec le caractère de leurs divinités. On ne saurait trop s'étonner du peu d'exemples que nous trouvons chez eux de l'ordre corinthien, comme si la grace un peu affectée de cette architecture n'eût pas eu assez de grandeur et de noblesse à leurs yeux, et n'eût pu convenir à leurs divinités puissamment conçues. Tout au plus cet ordre eût-il convenu à des héros ou à des demi-dieux qui, sortis de l'humanité, n'avaient pu qu'approcher de la majesté divine. L'ordre dorique était principalement consacré aux dieux et aux déesses dont le caractère dominant était la puissance et la majesté; l'ionique convenait à ceux dont la grace et la douceur étaient les principales qualités. A l'époque où fut construit le Parthénon, les Grecs, habiles en matière de philosophie et plus encore dans l'interprétation de leurs dogmes religieux, avaient conçu de Dieu une grande idée; les plus sages d'entre eux, — et les artistes étaient de ce nombre, — avaient analysé et approfondi la nature de la divinité; la dégageant des liens de la matière, ils en avaient fait le type idéal du vrai, du bien, du beau. Cependant, comme en Grèce l'homme est tout entier dans tous ses ouvrages, ce νοῦς, cette raison pure qui, chez Descartes ou Leibnitz, conçoit si facilement l'idée sans figure et sans matière, ne se séparait pas volontiers de l'imagination et des sens : tout attribut, toute action de Dieu se revêtaient aussitôt d'une forme sensible; pour être comprise des hommes et animer à leurs yeux la nature, il fallait que la divinité prît leur figure et qu'elle habitât parmi eux.

De tous les temples de la Grèce, celui qui dans son ensemble et dans ses parties exprime le mieux ce caractère divin, c'est sans contredit le Parthénon. L'image de Minerve s'élevait dans une enceinte gracieusement ornée et riche comme la demeure de son père; elle apparaissait au milieu toute resplendissante de lumière, pure et sans nuages comme la pensée de Dieu qu'elle exprime. On reconnaissait en elle la raison éternelle qui juge avec sagesse et sait toutes choses. « Elle n'avait point été nourrie dans les ténèbres du sein maternel; quelle déesse, en effet, eût jamais produit un tel rejeton? » Les jours de fête, le manteau de laine teint de pourpre orientale et brodé par les vierges d'Athènes parait la statue de la déesse, et les intervalles des colonnes étaient ornés de guirlandes de fleurs. A l'instant où le pronaos venait à s'ouvrir et où le peuple, accompagnant la pompe sacrée, apercevait au milieu de la cella la déesse brillante des rayons du soleil et occupant par sa majesté toute sa demeure de pourpre et d'or, qui donc n'eût adoré la fille de Jupiter?

L'ordre dorique, mieux employé pour les dieux que pour les déesses, à cause de la gravité de son style, convenait cependant mieux que tout autre à Minerve. En effet, n'est-ce pas cette déesse qui dit d'elle-même : « Je n'ai pas de mère qui m'ait donné la vie; c'est le sexe viril que je préfère; il a tout mon cœur, mais

(1) Eschyle, *Orestie*.

non pas jusqu'à l'hymen (1), » voulant expliquer par là, selon l'opinion des anciens, que l'intelligence suprême est éternelle comme Dieu même, dont elle est le premier attribut? Telle est la gravité de cette déesse, et pour ainsi dire sa virilité, qu'elle commande les armées et assure la protection de son père « à ceux qu'elle couvre de ses ailes. » Aussi la statue colossale du Parthénon était-elle armée du bouclier et de la lance, et portait-elle dans sa main la Victoire; Phidias avait même sculpté sur l'ivoire et l'or de ses vêtemens et de son armure des sujets analogues à ceux qui décoraient le temple. Le style dorique, formé, selon Vitruve, à l'imitation du caractère et du corps de l'homme, convenait donc mieux que tout autre, nous le répétons, à une aussi grande déesse.

Il est difficile de concevoir une architecture plus capable de se mettre en harmonie avec le caractère d'une divinité et d'en exprimer la nature que l'architecture du Parthénon. La religion grecque, quelles que soient d'ailleurs ses imperfections, avait sur les religions modernes cet avantage de personnifier les attributs de Dieu et de permettre aux artistes de représenter chacun de ces attributs sous une forme propre et bien définie. L'art pouvait donc établir pour chaque mythe une tradition qui allait s'épurant avec la science et la religion mêmes, et qui devait atteindre sa perfection, lorsque l'idée de Dieu aurait atteint sa plus grande clarté. C'est pour cela sans doute que le même siècle de l'histoire grecque a vu naître les meilleurs ouvrages en tout genre. Pour les modernes, au contraire, chez qui la religion dégage l'idée de Dieu de toute forme sensible, ni le sculpteur, ni le peintre, ni l'architecte ne la peuvent représenter. L'architecte exprimera-t-il tel attribut de Dieu dans telle partie de son temple, il brise alors l'unité de son œuvre; si dans un édifice il n'exprime que l'un de ses attributs, il est en désaccord avec des cérémonies où Dieu tout entier est glorifié, et son œuvre est païenne. Enfin, comme il arrive d'ordinaire, s'il exprime tout en tout, Dieu tout entier dans le temple tout entier, en réalité il supprime l'idée en la rendant obscure et la remplace par un sentiment confus de la divinité. Aussi peut-on dire avec quelque raison que tout est vague et ténébreux dans les architectures gothique et byzantine, tandis que tout est clair et précis dans l'architecture grecque. Celle-ci atteint sa perfection entre les mains de Phidias et d'Ictinos, celles-là marquent des temps de décadence ou de barbarie; l'une naît dans la lumière, les autres sont filles de la nuit. Il faut se résigner cependant, car de toutes les architectures, celle qui s'accorde le moins avec la religion chrétienne, c'est l'architecture grecque. Seulement il faut reconnaître comme une vérité que le Parthénon est non-seulement le chef-d'œuvre des temples antiques, mais aussi le plus beau monument d'architecture religieuse que l'Europe ait produit jamais.

ÉMILE BURNOUF.

(1) Eschyle, *Euménides*.

HISTOIRE

DE DON PÈDRE Ier

ROI DE CASTILLE.

A MADAME LA COMTESSE DE MONTIJO,
DUCHESSE DE PEÑARANDA,
etc., etc., etc.,
CAMARERA MAYOR DE S. M. C.

Ce livre est dédié par l'auteur
comme un témoignage de son respect et de son amitié.

Pero Lopez de Ayala nous a transmis les renseignemens les plus intéressans et les plus circonstanciés que nous possédions sur le règne de don Pèdre. Contemporain de ce prince, placé par sa naissance et par les emplois importans qu'il remplit à portée de voir et d'étudier de près les événemens, doué d'un esprit d'observation remarquable, mûri par l'expérience des affaires, et préparé par la culture des lettres, Ayala semble avoir réuni toutes les conditions qui puissent rendre le témoignage d'un historien particulièrement recommandable. Cependant il a

été accusé par des auteurs modernes, non-seulement de partialité, mais encore de mauvaise foi. Je vais essayer de montrer l'injustice de cette imputation. Si je parviens à prouver la véracité de l'auteur que j'ai le plus souvent pris pour guide, j'aurai peut-être inspiré quelque confiance dans mon propre travail.

La vie d'Ayala est fort imparfaitement connue, et seulement par quelques passages de ses propres écrits. Son père, don Fernand Perez de Ayala, adelantade (1) du royaume de Murcie, était ami ou client de don Juan d'Alburquerque, ministre tout puissant en Castille pendant les premières années du règne de don Pèdre. Pero Lopez était page de ce roi en 1353 (2). En 1354, à la conférence de Tejadillo, Fernand Perez fut l'orateur des riches-hommes révoltés, et son fils assista à la même entrevue, comme page ou écuyer de l'infant don Fernand d'Aragon, un des principaux chefs des rebelles (3). Quelques années après la guerre civile, en 1359, on trouve Pero Lopez capitaine dans la flotte castillanne dirigée contre les côtes d'Aragon, et embarqué à bord de la galère royale, d'où l'on peut inférer qu'il avait dès-lors une charge dans la maison de don Pèdre (4).

Il le servit fidèlement jusqu'en 1366. Alors, voyant son souverain abandonner l'Espagne et chercher un refuge en Guyenne, Pero Lopez se crut dégagé de ses sermens et vint offrir son épée à don Henri de Trastamare, l'heureux usurpateur de la couronne de Castille. Il combattit sous ses ordres à la bataille de Navarette, et fut fait prisonnier par les Anglais. Ayant racheté sa liberté par une rançon considérable, il rejoignit don Henri, probablement avant son entrée en Espagne (5), et fut toujours traité par ce prince, de même que par ses successeurs, avec une bienveillance particulière. Sous le règne de don Juan Ier, Pero de Ayala, alferez mayor, ou porte-bannière de l'ordre de l'Écharpe, fut encore une fois fait prisonnier à la bataille d'Aljubarrota. Depuis, il exerça les fonctions de grand-chancelier de Castille. Il mourut dans un âge très avancé, au commencement du xve siècle.

Ayala a laissé de nombreux ouvrages; les plus importans, et, à ma connaissance, les seuls qui aient été imprimés, sont ses chroniques de Castille, comprenant les règnes de don Pèdre, don Henri II, don Juan Ier, et une partie du règne de don Henri III (6). Il traduisit quelques auteurs latins, notamment Tite-Live, qu'il essaya d'imiter, en écrivant l'histoire contemporaine, dans le castillan grossier de son époque. On

(1) Gouverneur réunissant les pouvoirs civils et militaires.
(2) Ayala, p. 90, *Abreviada*.
(3) *Idem*, p. 157 et suiv.
(4) *Idem*, p. 276.
(5) Il était à Burgos auprès de don Henri en 1367. Ayala, p. 517. *Abrev.*
(6) Il est cependant douteux qu'Ayala soit l'auteur de la *Chronique de Henri III*. Voir sur cette question Nicolas Antonio, *Bibliotheca Hispana vetus*, lib. X, cap. I.

possède encore de lui un traité de fauconnerie fort estimé, car il réunissait au savoir d'un clerc les connaissances mondaines dont se piquaient alors les grands seigneurs. Son expérience dans le noble art de la chasse ne contribua pas peu, dit-on, à lui concilier les bonnes graces des quatre rois sous lesquels il vécut (1).

Cette faveur constante d'Ayala sous Henri II et ses successeurs est, à vrai dire, le seul motif qu'on allègue pour l'accuser de calomnie à l'égard de don Pèdre. En effet, personne n'a pu le convaincre d'avoir falsifié la vérité dans ses écrits sciemment et à maligne intention; au contraire, les auteurs mêmes qui l'ont combattu se sont servis de son ouvrage, et, pour n'en citer qu'un seul, le principal apologiste de don Pèdre, le comte de la Roca, l'a copié sans cesse, tout en l'accusant de mensonge. J'examinerai tout à l'heure l'absurde compilation qu'on a opposée à l'histoire d'Ayala, et pour le moment je ne m'occuperai que de répondre à l'accusation générale de partialité par laquelle on a prétendu mettre en suspicion notre chroniqueur.

Un reproche qui ne se fonde sur aucun fait précis est, par son vague même, difficile à réfuter. Sans doute Ayala, spectateur et acteur dans une grande révolution, proscrit par don Pèdre, traité par don Henri avec faveur, n'a pu toujours s'empêcher de laisser voir de quel côté étaient ses affections; mais a-t-il jamais tenté de déguiser les fautes ou les crimes du prince pour lequel il combattit? Les écrivains qui ont porté le jugement le plus sévère sur don Henri ont-ils eu besoin de chercher leurs argumens et leurs preuves ailleurs que dans la chronique même d'Ayala? Il écrivit l'histoire comme on l'écrivait au XIVe siècle; il raconta, sans prétendre juger les hommes. Au milieu de ses récits, il est bien rare que l'opinion personnelle de l'auteur se fasse jour, et s'il se laisse entraîner parfois à quelques courtes réflexions, j'en appelle à tout lecteur impartial, le sentiment qu'il exprime est toujours celui d'un honnête homme. Je ne disconviens pas qu'on ne puisse le reprendre de s'être rendu l'écho de rumeurs accréditées de son temps, et pour nous à bon droit suspectes, mais on remarquera que, dans de telles occasions, il n'affirme point, et qu'il cite ses autorités, si l'on peut donner ce nom à des bruits populaires. D'ailleurs, faut-il s'étonner que la vérité s'altère en pénétrant dans un camp ennemi? A mon sentiment, on doit plutôt admirer qu'il ait pris tant de soins pour la découvrir, et que dans son ouvrage les passions de son époque et de son parti aient laissé si peu de traces.

C'est peut-être ici le lieu d'indiquer quelques variantes remarquables qui existent entres les différentes éditions, ou plutôt entre les manuscrits de la chronique d'Ayala. On en connaît deux copies principales, que je désignerai, d'après les auteurs espagnols, par les noms de *Vulgaire* et

(1) *Bibl. Hispana vetus.* Nic. Antonio, lib. X, cap. I.

d'*Abrégée*. Malgré son titre, l'*Abrégée* paraît être la plus ancienne, et, suivant toute probabilité, elle nous offre la première rédaction d'Ayala. On y trouve plusieurs passages, supprimés dans la *Vulgaire* évidemment avec une intention politique. Que ces suppressions soient l'œuvre d'Ayala lui-même, ou, comme cela est plus vraisemblable, qu'il faille les attribuer à quelque copiste courtisan, elles ont leur importance en ce qu'elles montrent jusqu'où pourrait aller, au XIVe siècle, la liberté d'écrire, puisqu'un si petit nombre de changemens, qui d'ailleurs n'altèrent pas d'une manière matérielle les faits principaux, ont satisfait la susceptibilité d'un usurpateur. Que si Ayala lui-même a retouché sa première rédaction par esprit de flatterie, on conviendra que le métier de courtisan était beaucoup plus facile au moyen-âge qu'il n'est devenu depuis.

Les reproches adressés au chroniqueur s'expliqueront, je pense, si l'on remarque qu'ils portent moins sur de prétendues inexactitudes dans ses narrations, que sur l'opinion qu'il donne du caractère de don Pèdre au lecteur moderne. Ainsi ce livre, écrit avec bonne foi, pourrait avoir produit un effet imprévu par l'auteur lui-même. Une longue série de meurtres impitoyablement additionnés, voilà ce que bien des gens trouveront dans la *Chronique de don Pèdre*, et c'est plus qu'il n'en faut pour que, jugeant ce prince avec les idées de notre temps, on le range parmi les plus cruels tyrans qui aient affligé l'humanité. Dans les légendes populaires, encore si vivantes en Andalousie, dans les poètes, ces éloquens orateurs du peuple, d'où vient que les mêmes meurtres, les mêmes crimes, soient racontés, et que cependant don Pèdre y paraisse sous un tout autre jour, jusqu'au point d'inspirer un intérêt véritable? D'accord sur les événemens, la légende et la chronique laissent néanmoins l'impression la plus différente. La cause de cette variété existe, ce me semble, dans le caractère particulier de ces deux genres de compositions. L'historien du moyen-âge, assez insouciant du bien comme du mal, souvent sec dans sa concision, toujours froidement exact, a raconté, pour les hommes de son temps, des actions qui sont appréciées par un autre âge. Au contraire, la légende populaire, partiale et passionnée, juge d'abord, et raconte ensuite pour justifier ses jugemens. Elle entraîne par son merveilleux, elle séduit par ses couleurs romanesques. Le peuple de Castille, avec un singulier instinct de ses intérêts, apprécia les efforts de don Pèdre pour combattre l'anarchie féodale. Il lui sut gré d'avoir voulu substituer l'ordre d'un despotisme éclairé à la tyrannie turbulente et sans système des riches-hommes. Ayala, qui appartenait à la caste dominatrice, ne vit dans don Pèdre que le destructeur des priviléges de la noblesse; le peuple le prit un instant pour son libérateur.

En résumé, le témoignage d'Ayala doit être accepté par l'histoire;

mais le témoignage le plus sincère a besoin d'être pesé par elle avec une certaine réserve. Il nous a fait connaître fidèlement les actions de don Pèdre; il nous reste à les expliquer. Aujourd'hui nous avons à tenir compte des mœurs de son temps et des difficultés qu'il rencontra. Nous devons apprécier ses intentions et les projets de ses adversaires. Tel est l'examen auquel il faut se livrer avant de porter un jugement; tel est le but du travail que j'ai entrepris.

L'autorité d'Ayala paraît avoir été attaquée publiquement pour la première fois, en Espagne, sous le règne des Rois Catholiques. Déjà la civilisation avait fait un grand pas. Le principe qui avait succombé avec don Pèdre triomphait avec Isabelle et Ferdinand. Cette indépendance des seigneurs féodaux, chérie par un chroniqueur-chevalier du XIVe siècle, commençait à être vue sous un tout autre jour par des rois qui venaient de détruire l'anarchie féodale. A la cour de Tolède, on ne disait plus don Pèdre-le-Cruel, mais don Pèdre-le-Justicier. C'est alors que *Pierre de Gratia Dei*, héraut d'armes des Rois Catholiques, composa une vie de don Pèdre, ou plutôt une réfutation d'Ayala. Il suffit de jeter les yeux sur cette compilation indigeste (1) pour voir combien son auteur méritait le reproche d'ignorance que lui adresse le savant Argote de Molina. Autant qu'on en peut juger aujourd'hui, Gratia Dei avait un double but en composant son œuvre : d'abord de complaire à ses maîtres en justifiant don Pèdre, puis de flatter l'orgueil de quelques grandes maisons, en rattachant leur généalogie à celle d'un roi de Castille. En effet, la plus grande partie de son livre est consacrée à suivre, il ne dit pas d'après quelles autorités, la descendance de don Pèdre. Quant aux événemens qu'il raconte très brièvement, il a pris pour guide une obscure chronique du XVe siècle, que le marquis de Mondejar attribue à Juan Rodriguez de Cuenca, et connue sous le nom de *Sommaire des rois d'Espagne, par le maître d'hôtel de la reine Léonor, femme de Juan Ier*. Quel que soit l'auteur de cet abrégé, il n'aurait pu fournir à Gratia Dei les argumens qu'il cherchait, si un interpolateur anonyme n'eût refait certaines parties de l'histoire de Juan Rodriguez, notamment tout le règne de don Pèdre. Ici encore il est probable que la vanité de quelques familles nobles aura dicté ces altérations. L'ignorance profonde de leur auteur, sa crédulité ou son amour pour le merveilleux, achevèrent d'y introduire les contes les plus absurdes. S'imaginant sans doute qu'il n'existait sur le règne de don Pèdre aucune charte, aucun document historique, il a outragé grossièrement la chronologie et l'histoire. C'est ainsi qu'il fait durer trois ans la captivité de don Pèdre à Toro, et trois autres années son exil en Angleterre. Ces

(1) Imprimée pour la première fois en 1790 dans le *Semanario erudito de Valladares*, t. 27 et 28.

deux bévues suffisent à montrer ce qu'on doit penser de cette informe rapsodie. Elle contient cependant un passage dont les apologistes de don Pèdre ont prétendu tirer un grand parti. « Il existe deux chroniques de don Pèdre, dit l'interpolateur, une vraie et une fausse, la dernière composée tout exprès pour justifier son meurtrier. » Un glossateur de Gratia Dei, nommé don Diego de Castilla, suivant quelques érudits, doyen de Tolède, et peut-être se disant arrière-bâtard de don Pèdre, a commenté cette phrase. A l'en croire, l'auteur de la chronique véritable serait un don Juan de Castro, d'abord évêque de Jaen, puis de Palencia, lequel, de peur de se compromettre, aurait tenu son histoire secrète; mais pourtant le maître d'hôtel de la reine Léonor en aurait eu connaissance. Ensuite un seigneur Carvajal, conseiller de Philippe V, aurait découvert le manuscrit de Juan de Castro dans le monastère de Guadalupe, et l'aurait emprunté sans vouloir le rendre. A sa mort, les moines s'étant avisés de redemander leur manuscrit, les héritiers de Carvajal leur en auraient renvoyé un autre, le premier étant détruit, à ce qu'on suppose (1). Le comte de la Roca ajoute encore quelques traits de sa façon à ce récit merveilleux. Suivant cet auteur, l'évêque de Jaen ou de Palencia, qu'il nomme don Juan Rodriguez et qu'il paraît confondre avec le maître d'hôtel de la reine Léonor, aurait écrit deux chroniques, l'une vraie, l'autre fausse, travaillant ainsi pour tous les goûts, à l'exemple de Procope, qui, après avoir fait un panégyrique de Justinien, composa contre lui une satire. Mais qui jamais a vu cette *chronique véritable*, à moins qu'on ne donne ce nom à l'absurde interpolation que je viens de citer? Et en admettant même qu'elle ait jamais existé, quelle confiance devrait-on avoir dans un auteur qui écrit tour à tour le vrai et le faux, suivant le profit? Une dernière considération fera justice de ces prétendus documens, dont l'existence même est incertaine et l'autorité inadmissible, en présence d'un monument comme la chronique d'Ayala, confirmé par tant de témoignages authentiques. Moins de vingt ans après la mort de don Pèdre, doña Catalina, sa petite-fille, épousa le petit-fils de Henri de Trastamare. Ce mariage réunissait les rejetons des deux branches rivales et faisait cesser légalement l'usurpation. A cette époque, rien n'empêchait qu'on ne rendît justice à don Pèdre. Bientôt après, une de ses petites-filles, doña Costanza, lui faisait élever à Madrid un tombeau magnifique; un autre de ses descendans, don Francisco de Castilla, faisait publiquement son éloge dans de mauvais vers adressés à l'évêque de Calahorra, également arrière-petit-fils de don Pèdre (2). Si une chronique honorable pour sa mé-

(1) *Semanario erudito*, t. 27, p. 28. Nicolas Antonio de Séville prouve fort bien que ce prétendu manuscrit de l'évêque de Jaen n'est autre qu'un exemplaire de la chronique *vulgaire* d'Ayala. *Bib. Hispana vetus*, X, I.

(2) *Practica de las virtudes de los buenos reyes de España en versos de arte mayor*, Zaragoza, 1552, p. 28.

moire eût réellement existé, n'eût-elle pas été conservée avec soin? n'eût-elle pas été publiée? et l'évêque de Palencia ou ses héritiers, quelque prudence qu'on leur suppose, auraient-ils couru le moindre risque à faire paraître une justification du grand-père de leur souveraine?

Je n'ai que quelques mots à dire de deux apologistes modernes de don Pèdre. Le premier, le comte de la Roca, composa en 1648 un petit volume intitulé *El rey don Pedro defendido*. Ce n'est, à vrai dire, qu'un extrait d'Ayala, écrit en style cavalier et accompagné de réflexions assez niaises. A l'occasion de la mort de don Fadrique et de celle de la reine Blanche, il dit de son héros : « Il y a des honneurs tellement susceptibles, qu'en cas de procès, ils ne lâchent pas leur partie, même innocente (1). » Et voilà le roi justifié : « Eh quoi! manger moutons, canaille, sotte espèce... — Vous leur fîtes, seigneur, en les croquant, beaucoup d'honneur. » Tels sont les argumens favoris du comte de la Roca, exprimés en assez mauvais termes et fort entortillés à la manière du temps où il écrivait.

Après le gentilhomme vient le docteur, je veux dire le licencié don Josef Ledo del Pozo, professeur de philosophie à Valladolid, auteur d'un livre intitulé : *Apologia del rey don Pedro, conforme à la crónica de don Pero Lopez de Ayala*. Cet ouvrage parut à la fin du siècle dernier (2). Le licencié, comme on le voit par le titre de son livre, n'attaque point la véracité d'Ayala. Il interprète les actions de don Pèdre, et arrive à cette conclusion : « Qu'il fut un législateur intègre, un vaillant capitaine, un parfait chrétien, un juge austère, un père tendre, un monarque désirable (*apetecible*), un roi qui ne le cède à aucun autre, digne des surnoms de Bon, Prudent et Justicier (3). »

En trois mots, on peut analyser le volumineux plaidoyer de don Josef Ledo : « Un roi ne saurait faire mal; quiconque lui déplaît est coupable. » Il y a, dit-on, une explication à cette énorme et lourde apologie. Le seigneur licencié avait eu le malheur de déplaire soit à l'inquisition, soit aux ministres de sa Majesté Catholique. Suspect d'opinions voltairiennes et philosophiques, il était menacé de perdre sa chaire. Pour conjurer l'orage, il fit ses preuves de servilité; j'ignore s'il réussit.

Pour moi, je n'ai point entrepris de défendre don Pèdre; mais il m'a semblé que son caractère et ses actions méritaient d'être mieux connus, et que la lutte d'un génie énergique comme le sien contre les mœurs du XIVe siècle était digne d'une étude historique.

J'ai cité avec soin les ouvrages qui m'ont servi principalement pour

(1) *El rey don Pedro def.*, p. 44.

(2) Le volume que j'ai entre les mains ne porte point de date, mais M. Ledo cite souvent M. Llaguno et son édition de 1780.

(3) *Apol. del rey don Pedro*, p. 441.

mon travail. J'espérais trouver des documens précieux dans la bibliothèque de l'Académie de l'Histoire à Madrid, notamment l'appendice annoncé par M. Llaguno, éditeur d'Ayala, et qui n'a jamais été imprimé. Il m'a été impossible de découvrir ce recueil qui, d'après le profond savoir de son auteur, devait être du plus haut intérêt. J'ai indiqué dans mes notes le petit nombre de pièces que j'ai trouvées dans la bibliothèque de l'Académie, dont l'accès m'a été ouvert avec la plus grande libéralité. J'ai été plus heureux à Barcelone en 1846, et, pendant mon séjour dans cette ville, j'ai pu prendre connaissance d'un grand nombre de pièces fort importantes, quelques-unes analysées par Zurita, d'autres complétement inédites, à ce que je pense. Qu'il me soit permis de témoigner ici toute ma reconnaissance à M. l'archiviste de la couronne d'Aragon, don Próspero de Bofarull. Les archives de Barcelone renferment une quantité vraiment innombrable de chartes et de manuscrits classés dans un ordre parfait par les soins du savant modeste qui, depuis plus de trente années, dirige cet établissement; mais la richesse même de ce dépôt eût été pour moi une cause d'embarras, si don Próspero et son fils don Manuel, archiviste adjoint, ne m'eussent dirigé dans mes recherches avec une complaisance que je n'oublierai jamais. Je leur dois l'indication de tous les registres et de tous les parchemins qui pouvaient m'offrir des renseignemens utiles. Ce n'était pas tout; il fallait encore déchiffrer ces registres. Avec une patience qu'on appréciera chez des hommes qui savent faire un aussi bon usage de leur temps, MM. de Bofarull ont bien voulu me donner des leçons et de paléographie aragonaise et de langue catalane. Sous des maîtres aussi habiles, mes progrès devaient être rapides. Si cette histoire a le mérite de quelque discernement dans le choix des documens originaux et de quelque exactitude dans leur emploi, je dois le rapporter surtout à MM. don Próspero et don Manuel de Bofarull.

I.

SITUATION DE L'ESPAGNE A L'AVÉNEMENT DE DON PÈDRE. — 1350.

I.

Vers le milieu du XIVe siècle, au moment où don Pèdre monta sur le trône de Castille, la Péninsule ibérique se divisait en cinq monarchies : c'étaient les royaumes de Castille, d'Aragon, de Navarre, de Portugal et de Grenade.

Le plus vaste de tous, le royaume de Castille, eut une humble origine; long-temps la province qui lui donna son nom avait appartenu

aux Arabes. Après avoir péniblement défendu leur indépendance contre l'invasion musulmane, les chrétiens des Asturies étaient sortis de leurs rochers inaccessibles pour conquérir pied à pied un riche territoire au centre de l'Espagne. Des guerres heureuses, des alliances plus heureuses encore, avaient réuni successivement, sous la domination des princes asturiens, Léon, la Galice, les provinces basques, les deux Castilles, Murcie, l'Estramadure, enfin une grande partie de l'Andalousie. Les rois de Castille possédaient toute la côte nord de l'Espagne. Au sud, ils s'étendaient depuis l'embouchure de la Guadiana jusqu'à Tarifa, la ville la plus méridionale de l'Europe. Maîtres de Jaen et de Murcie, ils enveloppaient presque entièrement le royaume musulman de Grenade, comme une proie qui ne pouvait leur échapper.

Depuis la réunion de Murcie à la Castille, les rois d'Aragon, possesseurs de belles et fertiles provinces dans l'est de la Péninsule, avaient perdu l'espérance d'accroître leurs domaines aux dépens des Arabes; mais l'étendue de leurs côtes, leurs ports excellens, surtout le caractère aventureux de leurs sujets, catalans, valenciens et baléares, ouvraient un large champ à leur ambition. Tour à tour guerriers et marchands, leurs marins se montraient partout sur la Méditerranée. Ils avaient conquis la Sardaigne, la Sicile, la Morée; ils faisaient trembler les empereurs grecs et disputaient l'empire de la mer aux Vénitiens et aux Génois.

Malgré le peu d'étendue de son territoire et la faiblesse de sa population, le royaume de Navarre avait cependant une importance considérable, parce qu'il commandait les *ports*, ou les principaux passages des Pyrénées. Protégé par ses âpres montagnes et par sa pauvreté même, le Navarrois, tenant pour ainsi dire les clés de l'Espagne entre ses mains, voyait son alliance recherchée par la Castille et l'Aragon, qu'il pouvait ouvrir aux armées de la France ou de l'Angleterre.

Le Portugal avait, au XIVe siècle, les mêmes limites à peu près que celles qui le séparent aujourd'hui de l'Espagne. Sa marine était encore bien loin d'avoir acquis cette audace et cette habileté qui l'illustrèrent dans la suite. Une longue frontière, vulnérable sur presque tous les points, exposait le Portugal aux entreprises des souverains castillans; aussi voit-on ses rois chercher de bonne heure dans des alliances étrangères une protection contre des voisins dangereux.

Les Maures, chassés successivement de toutes les provinces de la Péninsule, tenaient ferme encore au sud-est de l'Andalousie. Grenade était la capitale d'un empire qui, après s'être étendu jusqu'au-delà des Pyrénées, s'abritait à peine maintenant sous la haute barrière des Alpuxarres et de la Sierra-Nevada. Le voisinage de l'Afrique, les secours que les musulmans andalousiens demandaient aux populations guerrières des côtes de Barbarie, leur permettaient de soutenir quelque

temps encore une lutte inégale; mais déjà un découragement fatal s'était emparé des princes grenadins. Ils semblaient prévoir leur sort et s'y résigner comme à un arrêt du ciel. Plusieurs avaient essayé de désarmer les rois de Castille en reconnaissant leur suzeraineté et en leur payant un tribut. Pour les soustraire à ce joug humiliant, il fallait que de nouveaux aventuriers, accourant des rivages de l'Afrique, poussés par le fanatisme et l'espoir du butin, vinssent proclamer la guerre sainte et rallumer quelques étincelles d'une ardeur étouffée par de longs revers.

II.

Les institutions politiques des quatre royaumes chrétiens offraient entre elles une grande analogie. L'autorité royale y était tempérée d'abord par la puissance des grands vassaux, puis par celle des communes ou conseils de villes (*concejos*). Les rois n'avaient d'autres revenus que leur apanage propre et les contributions librement votées par les villes pour un objet déterminé (1). En Espagne, comme dans tout le reste de l'Europe, les grands vassaux ou les riches-hommes (*ricos omes*) étaient exempts de la plupart des impôts (2), mais ils devaient au roi un service militaire. Dans toutes les circonstances importantes, le roi réunissait en assemblée nationale les différens ordres de l'état pour leur exposer ses projets et leur demander les moyens de les mettre à exécution. C'était alors que les membres de chaque ordre lui exprimaient leurs vœux et lui remettaient des cahiers contenant leurs plaintes ou leurs demandes. La réponse du roi, lorsqu'elle était conforme au vœu manifesté, devenait loi de l'état. Dans ces grandes assemblées nationales, nommées cours (*cortes*), les riches-hommes et les membres principaux du clergé, en personne ou par leurs mandataires (3), furent d'abord les seuls conseillers du monarque. Bientôt les députés des villes y furent appelés à leur tour; dès qu'ils y parurent une fois, ils y jouèrent le rôle le plus considérable, et leur présence fut regardée comme essentielle à la validité de ces grandes réunions. Désormais, les affaires d'état ne se traitèrent plus sans leur concours; bien plus, ce fut presque uniquement entre eux et les rois qu'elles se discutèrent (4). En Castille, l'intervention des riches-hommes et des prélats n'était pas regardée comme absolument indispensable à la constitution régulière des cortès (5). Ordinairement même ils n'y prenaient place que sur l'ordre

(1) Marina, *Teoria de las Cortes*, parte II, cap. XXXI. — *Cortes de Medina del campo, peticion*, 56.
(2) *Cortes de Valladolid. Ord. de fijosdalgo, peticion* 8.
(3) Marina, part. I, cap. X.
(4) Marina, *ibid.*
(5) Au contraire, en Aragon et en Catalogne, si l'un des trois ordres ou *bras* (*brazo*)

exprès du souverain, cependant ils conservaient le droit d'y porter leurs réclamations particulières et d'en suivre la discussion. Il n'en était pas de même pour les députés des communes, qui, représentant la partie de la nation sujette à l'impôt, devaient et pouvaient seuls en autoriser le prélèvement et fournir des ressources nouvelles dans les nécessités publiques. Aux trois ordres, mais surtout aux communes, appartenait l'examen des droits de succession à la couronne, et, d'après un usage qui se perd dans la nuit des temps, les rois désignaient leur héritier dans les cortès, et demandaient aux ordres réunis de le reconnaître en cette qualité.

L'importance politique acquise de bonne heure par les villes en Espagne s'explique naturellement par l'histoire du pays. Lorsque les chrétiens, refoulés par les Maures dans les montagnes des Asturies, se sentirent assez forts pour prendre l'offensive, ils commencèrent cette lente suite de conquêtes qui ne devait se terminer qu'à l'expulsion complète des musulmans. La lutte fut acharnée, et chaque pied de terre fut acheté par un combat. Alors les princes, ou plutôt les capitaines chrétiens, n'avaient, pour récompenser leurs soldats, que cette terre enlevée à l'ennemi. Victorieuses, les bandes espagnoles chassaient devant elles la population musulmane et s'établissaient dans des villes désertes. Aussi les mots de conquête et de colonisation (*poblacion*) sont-ils synonymes pour les anciens auteurs. Domiciliés dans les villes prises sur les Arabes, les nouveaux colons ne cessaient point d'être soldats et conservaient leurs habitudes militaires. Ils devaient protéger la frontière (*extremadura*) qui reculait de jour en jour; ils allaient même chercher au loin l'ennemi, conduits par des chefs qu'ils se donnaient eux-mêmes. Souvent il y avait des alliances de ville à ville, des associations ou confraternités (*hermandades*), par lesquelles plusieurs communes se confédéraient pour se garantir réciproquement leur indépendance (1). Il ne s'agissait d'abord que de se réunir pour repousser les Arabes; dans la suite, ces alliances eurent pour but de défendre les libertés et les priviléges communaux contre tout oppresseur, quel qu'il fût. Toujours armée, la bourgeoisie espagnole formait nécessairement un pouvoir considérable dans l'état, et d'autant plus facilement respecté par les rois, que leur intérêt manifeste était de ménager des hommes qui n'avaient ni l'ambition ni les exigences de la haute noblesse et du clergé.

L'élection des députés aux cortès n'était point directe. Ils étaient nommés par les conseils ou municipalités des villes, dont les membres eux-

n'était pas représenté, l'assemblée ne pouvait prendre aucune décision légale. Voir Capmany, *Memorias historicas*, I, *Apendice*, 10-14.

(1) Marina, part. II, cap. XXXIX.

mêmes étaient choisis par le suffrage des bourgeois (1). Dans l'origine, il ne paraît pas que le privilége d'un vote dans l'assemblée nationale dépendît de la volonté du souverain; on a lieu de croire au contraire que toute commune, c'est-à-dire toute ville indépendante d'un seigneur temporel ou ecclésiastique, pouvait envoyer ses députés aux cortès, y porter son vote ou plutôt y exprimer ses vœux, consentir enfin ou se refuser aux demandes des princes. Mais toutes les villes n'appréciaient pas également les avantages d'une telle représentation, et les dépenses qu'entraînaient l'envoi et l'entretien des députés semblaient à beaucoup de conseils une lourde charge que ne compensait pas la gloire de participer aux grandes délibérations politiques (2). Ils remettaient leurs cahiers à la députation d'une autre ville et la chargeaient de défendre leurs intérêts, en sorte que telle commune, qui n'avait qu'un vote aux cortès, y portait cependant les vœux de plusieurs autres communes. Les rois, obligés d'abord de sommer les villes d'envoyer leurs mandataires aux cortès, prétendirent au droit de désigner celles qui jouiraient de ce privilége, dès qu'il commença d'être estimé à sa juste valeur. De là une représentation irrégulière de la bourgeoisie, fondée sur des précédens plus ou moins contestables, et souvent sans aucun égard pour la population, les richesses, en un mot, l'importance relative des différentes villes.

III.

Quelque opposées que fussent les prétentions des communes et les exigences des rois, un danger commun les réunissait fréquemment. L'humeur turbulente des riches-hommes effrayait à bon droit les conseils des villes, en même temps qu'elle insultait l'autorité royale. Il faut se représenter les seigneurs de cette époque comme autant de petits despotes, à peu près indépendans, toujours prêts à envahir le territoire des villes de leur voisinage, à troubler leur commerce, à rançonner leurs marchands, d'ailleurs n'obéissant au souverain qu'autant qu'ils y trouvaient quelque avantage.

On peut apprécier cette indépendance par la timidité des mesures prises pour la réprimer. Les anciennes lois de Castille défendent aux nobles de piller, maltraiter ou tuer leurs ennemis personnels, *avant* de leur avoir déclaré la guerre. Neuf jours après cette déclaration, tout acte d'hostilité devient légitime (3). Ainsi, le droit de paix et de guerre,

(1) Cfr. Capmany, *Práctica de las Cortes*, p. 231. — Marina, part. I, cap. xx.

(2) Sempere, *Historia de las Cortes*, 56.

(3) « L'empereur don Alphonse établit dans les cortès de Najera qu'aucun gentilhomme (*hijodalgo*) n'en frappât un autre, ni le tuât, ni ne courût sa terre, ni ne lui fît dommage ou déshonneur, à moins de le défier au préalable et de renoncer à son amitié. Et

long-temps privilége exclusif de la monarchie, appartenait alors à tout seigneur féodal. Et qu'on ne s'étonne point de ces concessions arrachées à la faiblesse des souverains. Pour l'antiquité de leur origine, leur puissance et leurs richesses, il y avait beaucoup de riches-hommes qui pouvaient le disputer aux rois. Quelques-uns possédaient des terres considérables dans différens royaumes de la Péninsule, et, nominalement sujets de plusieurs princes, ils n'étaient en réalité les vassaux de personne. Des châteaux situés sur des rochers inaccessibles (1), fortifiés avec soin, toujours approvisionnés pour un long siége et gardés par des bandes de mercenaires exercés aux armes, leur permettaient de braver le ressentiment d'un de leurs suzerains, tandis qu'ils réclamaient la protection d'un autre prince. Les moyens dont un roi d'Espagne disposait pour gagner ses grands vassaux étaient aussi insuffisans que ses forces matérielles. Ils se réduisaient à la distribution de quelques charges de cour plus ou moins lucratives, et au partage de terres provenant soit de leurs conquêtes, soit de confiscations, soit enfin du domaine royal.

Rien de plus obscur, de plus difficile à définir que les relations de suzeraineté et de vasselage entre les rois et les riches-hommes. Il y avait une suzeraineté *naturelle* et une suzeraineté *par hommage*. Le hasard de la naissance donnait un seigneur naturel; un *hommage rendu*, c'est-à-dire un contrat librement consenti, engageait, en qualité de vassal, celui qui acceptait un domaine ou un emploi octroyé par un roi ou par un seigneur. La plupart des nobles reconnaissaient ainsi plusieurs suzerains : d'abord le roi dans les états duquel ils étaient nés, puis les seigneurs dont ils tenaient à fief quelque domaine. Souvent c'était une question difficile à résoudre, que celle de savoir à laquelle de ces différentes autorités on devait obéir de préférence. Les riches-hommes élevaient la prétention de n'être engagés au roi que par un lien volontaire, essentiellement révocable. Ce n'était pas assez de rompre à leur gré le traité d'hommage, ils croyaient encore pouvoir se dégager de leurs devoirs envers leur pays natal, et cela par l'accomplissement de quelques cérémonies frivoles. Le droit du moyen-âge était fécond en formes symboliques. Le roi faisait un riche-homme en lui remettant un *étendard* et un *chaudron* (2), l'un pour guider ses soldats, l'autre pour les nourrir. Le riche-homme changeait de patrie en demeurant neuf jours sur une terre étrangère, et en se faisant délivrer par quelque notaire un acte constatant qu'il renonçait à son premier suzerain. Cette ac-

celui qui frapperait ou tuerait avant le terme de neuf jours à partir du défi doit être tenu pour félon (*alevoso*), et peut être accusé comme tel devant l'empereur ou le roi. » V. *Ordenamiento de Alcala*, l. XLVI, cap. XXXII. — *Fuero viejo. titol* V, l. I.

(1) Ces forteresses sont désignées dans les anciennes chartes et les chroniques par les mots de *rochas, peñas bravas, casas fuertes*, etc.

(2) *Dar Pendon y Caldera.* V. Ayala, *Don Pedro*, p. 67.

tion, fréquente au XIV[e] siècle, s'exprimait par le mot bizarre de *dénaturalisation*, comme si en effet le noble mécontent changeait de nature suivant son caprice (1).

Parmi les grands vassaux, les plus puissans par l'étendue de leurs domaines et la force militaire dont ils disposaient étaient les chefs ou *maîtres* des ordres de chevalerie établis en Espagne vers le milieu du XII[e] siècle comme une milice permanente toujours prête à entrer en campagne contre les ennemis de la foi. Depuis long-temps ils avaient appris à se battre contre les chrétiens. A ces ordres appartenaient quantité de châteaux et de villes. Ils possédaient d'immenses richesses et une clientelle fort étendue, la plupart des familles nobles ayant quelques membres affiliés. Un *maître* exerçait sur les *frères* de son ordre une autorité plus absolue que tout autre chef militaire, car l'esprit de corps et des sermens prononcés au pied des autels lui assuraient l'obéissance passive d'une nombreuse association, unie d'ailleurs par une communauté d'intérêts. La puissance de ces *chevaleries*, ainsi les nommait-on, était encore augmentée par les alliances qu'elles faisaient entre elles. A l'exemple des villes, les différens ordres militaires s'engageaient par

(1) Voici quelles étaient les formalités beaucoup plus compliquées au moyen desquelles on se dégageait de l'hommage prêté pour un château, dans le cas où le seigneur-propriétaire refusait de le reprendre. Un chevalier portugais nommé Martin Vasquez da Cunha tenait à fief le château de Celourico pour la reine dona Beatriz, femme de don Alphonse III. Il voulut se démettre de sa charge, mais la reine refusa. Abandonner le château purement et simplement, c'eût été encourir le reproche de félonie, car il avait prêté serment de défendre Celourico envers et contre tous, et de ne le remettre qu'à la reine, sa *dame*. Dans son embarras, Martin Vasquez envoya ses messagers dans toutes les cours de l'Europe, suivant la chronique que je copie, pour soumettre un cas si difficile aux rois, aux chevaliers et aux plus habiles docteurs. Muni d'une consultation en forme, « il mit dans son château un coq, une poule, un chat, un chien, du sel, de l'huile, du vinaigre, du pain, de la farine, du vin, de l'eau, de la viande, du poisson, des oignons, des ferremens, des clous, des flèches, une rondache, une lance, un bassinet, des cordes, du bois, une meule, un panier, un coutelas, des charbons, un soufflet, de l'amadou, un fusil et des pierres à feu. Sur la muraille, il fit porter des pierres comme pour repousser un assaut, puis il mit le feu à un des bâtimens compris dans l'enceinte du fort, et fit sortir de la place tous les gens qui s'y trouvaient. Demeuré seul, il ferma les portes en dedans et les barricada. Cela fait, entre deux créneaux il attacha une poulie et une corde, à l'extrémité de laquelle un panier fut fixé. Au moyen de cet appareil, il descendit dans le fossé en se laissant glisser le long du rempart. Ce n'était pas tout que d'être hors de la place, il fallait empêcher que d'autres ne s'y introduisissent par le même procédé. Il y mit ordre en remontant le panier et rejetant la corde par-dessus les murs. Alors le gouverneur, montant à cheval, fit trois fois le tour du château en criant à chaque fois : « Rescousse au château de la reine qui se perd! » Personne ne paraissant, Martin Vasquez se tint pour dûment exonéré de son serment. »

Selon l'auteur portugais d'où je tire ces détails, Martin Vasquez fut le premier qui pratiqua cet ingénieux procédé pour s'affranchir d'un serment d'hommage, et ce serait d'après ce précédent, fort approuvé comme il semble, que les formalités susdites furent sanctionnées dans la loi des Partidas en Castille. — Voyez Duarte Nunez do Lião. *Chronicas dos reyes de Portugal*, t. II, p. 174.

des sermens solennels à se prêter secours et à réunir toutes leurs forces pour assurer le maintien de leurs priviléges et la conservation de leurs riches apanages (1). D'après le texte de leur constitution, les chevaliers devaient élire librement leurs maîtres; mais de bonne heure les rois cherchèrent à exercer une influence sur ces nominations; de là des schismes, des divisions intestines dans les ordres, enfin la guerre civile, conclusion ordinaire au moyen-âge de toutes les difficultés inhérentes à des institutions défectueuses (2). Il y avait des chevaleries particulières à chaque royaume de l'Espagne. Les plus célèbres, Saint-Jacques, Calatrava et Alcántara, avaient leur chef-lieu en Castille et pouvaient être considérées comme sujettes de cette couronne; cependant elles avaient dans d'autres royaumes des possessions souvent très considérables. A l'ordre de Saint-Jacques, par exemple, appartenaient plusieurs commanderies fort importantes en Aragon, principalement dans le royaume de Valence. Quand la bannière de l'ordre marchait contre les infidèles, tous les chevaliers, quelle que fût leur patrie, devaient monter à cheval sur l'appel de leur *maître;* mais le cas de guerre entre princes chrétiens n'avait pas été prévu par les statuts de fondation. Alors, pour quelques-uns des frères, il fallait opter entre la fidélité due au roi dont ils étaient les sujets et l'obéissance dont ils avaient prêté le serment au chef de leur ordre. En tout temps, chaque élection à ces commanderies étrangères devenait le motif de vives contestations entre les couronnes intéressées, et menaçait d'exciter les conflits les plus sérieux.

Auprès des riches-hommes, les *fidalgos* ou gentilshommes tenaient un rang analogue à celui des premiers auprès des rois. Chaque seigneur avait dans sa dépendance un certain nombre de gentilshommes qui lui rendaient hommage et tenaient de lui des terres à fief. A leur tour, ces gentilshommes avaient des vassaux, en sorte que le laboureur avait plusieurs suzerains, dont souvent les ordres étaient contradictoires. On voit que les institutions du moyen-âge donnaient lieu à d'étranges complications dont la violence seule amenait le dénoûment. Néanmoins les lois et les usages nationaux prescrivaient au vassal,

(1) Voici quelques passages d'un traité d'alliance entre les trois maîtres de Saint-Jacques, Calatrava et Alcantara, daté de la Puebla de Chillon, 2 avril 1318..... « Ordonnons et établissons que nous serons tous unis et d'accord pour demander à notre seigneur le roi don Alphonse qu'il maintienne nos priviléges, libertés, usages et coutumes, et les franchises de nos terres.... Que si quelqu'un, *de quelque condition qu'il soit,* entreprend contre un d'entre nous, ou contre un de nos frères, ou contre nos terres et nos vassaux, ou contre chose à nous appartenant, nous faisant tort et injustice, nous serons tous unis pour le défier (*querellallo*), l'affronter et l'empêcher de nous nuire. » *Coleccion diplomatica de Abella*, bibl. de l'Académie de l'Histoire à Madrid.

(2) Il y avait souvent deux maîtres élus à la fois par deux partis et se faisant la guerre. V. Rades, *Cronica de las tres ordenes.*

quelle que fût sa condition, d'obéir avant tout à son seigneur immédiat. Ainsi un simple chevalier n'encourait pas la peine de trahison, s'il s'armait contre le roi sur l'ordre du riche-homme auquel il rendait hommage. En 1333, le roi don Alphonse de Castille fit juger un écuyer accusé de félonie par une espèce de jury composé de riches-hommes, de chevaliers et de docteurs instruits dans les lois et les priviléges du royaume. L'écuyer, gouverneur d'un château qu'il tenait de son seigneur immédiat, avait refusé d'en ouvrir les portes au roi. Sur son aveu que ce seigneur ne lui avait pas donné d'ordres exprès pour agir de la sorte, il fut condamné à mort. Ce jugement, dit un chroniqueur, eut pour effet d'obliger les gouverneurs de châteaux à se faire autoriser par leurs seigneurs à recevoir le roi toutes les fois qu'il se présenterait (1). Il est curieux d'opposer à ce jugement, rendu comme il semble avec une solennité extraordinaire, un trait de la vie du même prince qui se rapporte également au point délicat de l'obéissance féodale. Alphonse se préparait, en 1334, à réduire un de ses grands vassaux révolté et à l'assiéger dans sa ville de Lerma; Garcia de Padilla, chevalier attaché au rebelle, voyant tout accommodement impossible, demanda hardiment à don Alphonse un cheval et une armure pour aller le combattre sous la bannière de son seigneur. Sur-le-champ le prince lui fit délivrer armes et cheval, l'avertissant toutefois que, s'il était pris, il paierait de sa tête sa fidélité au seigneur de Lerma (2). Il me semble voir dans l'action et les paroles de don Alphonse le contraste du chevalier et du roi réunis dans le même homme. L'un cède par entraînement à ses préjugés d'honneur chevaleresque, l'autre veut faire respecter les droits de sa couronne. Les mœurs et la politique se combattaient dans le cœur du généreux monarque.

IV.

Au XIVe siècle, la féodalité n'avait pas en Espagne le caractère qu'on lui voit à la même époque dans le reste de l'Europe. Les causes qui avaient donné de bonne heure aux grandes villes des institutions municipales et une importance politique avaient établi entre les nobles et les vilains des relations plus douces et plus faciles qu'en aucun autre pays (3). Pour s'expliquer les coutumes de la Péninsule, il faut toujours

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 274.

(2) *Ibid.*, p. 299.

(3) Don Lope de Estuñiga, riche-homme castillan appartenant à la première noblesse du royaume, consentait en 1434 à jouter dans un tournoi contre un champion qui ne pouvait prouver qu'il fût *hidalgo*. Je ne crois pas qu'on trouvât à cette époque ailleurs qu'en Espagne un exemple de pareille condescendance. Un siècle plus tard, le chevalier sans peur et sans reproche, le vaillant Bayard, refusait de monter à la brèche avec des lansquenets. V. *Passo honroso de Suero de Quiñones*, p. 48.

se reporter aux premiers temps de la conquête des provinces occupées par les Arabes. Noble ou vilain, riche ou pauvre, tous les Espagnols qui s'étaient établis sur le territoire délivré du joug musulman étaient des soldats de la même race, conquérans d'une terre dépeuplée. Entre les plus puissans et les plus misérables de ces colons, il y avait sans doute ces rapports de subordination que l'inégalité des fortunes marque dans toutes les sociétés. Le nom de riche-homme indique une supériorité toute matérielle. En Espagne, on ne trouvait pas en présence deux peuples ennemis, l'un abusant de sa victoire, l'autre frémissant de sa défaite. Pour son vassal, le riche-homme était ce qu'est un capitaine pour un soldat. Compagnons d'armes, l'un commande, l'autre obéit; mais ils se respectent, sentant qu'ils ont besoin l'un de l'autre. L'affabilité des grands, la liberté de langage ordinaire aux gens du peuple, et surprenante pour les étrangers qui voyagent en Espagne, n'est point nouvelle en ce pays. Ces relations datent d'un temps immémorial. A l'époque où commence notre récit, les nobles possédaient, il est vrai, la plus grande partie des terres, mais ils devaient un salaire aux hommes qui les cultivaient, et la condition de ces derniers paraît avoir été celle de métayers jouissant à charge de redevance du produit qu'ils tirent des champs labourés par leurs mains, libres d'ailleurs de rompre le contrat lorsqu'ils en trouvent les conditions onéreuses (1). Il existait en Castille des institutions fort anciennes et qui semblent fondées en opposition directe avec celles de la féodalité, telle qu'elle nous apparaît dans le nord de l'Europe. Dans un certain nombre de districts nommés *Behetrias*, la terre appartenait aux paysans; mais, comme on ne concevait pas alors qu'un village pût exister sans seigneur, les habitans des *Behetrias* s'en choisissaient un, et, pour prix de sa protection, lui rendaient une redevance, qui, en général, ne consistait que dans la prestation de quelques denrées; on le défrayait lorsqu'il visitait son village, et seulement pendant un petit nombre de jours chaque année. Quelques-uns de ces domaines étaient même exempts de cette faible preuve de leur vassalité, ou bien leur redevance était tout-à-fait illusoire. La plupart des *Behetrias* avaient le droit de changer de seigneur quand bon leur semblait, *sept fois par jour*, suivant le texte poétique de leurs vieilles chartes (2). Quelques-unes

(1) Les cortès de Valladolid en 1351 fixèrent le prix des journées de travail et le salaire des laboureurs et des artisans (*Ordenamiento de Menestrales*), d'où l'on peut conclure qu'auparavant les cultivateurs pouvaient mettre leur travail au prix qui leur convenait. L'article VI de l'*Ordenamiento de Prelados*, promulgué par les mêmes cortès, a été interprété comme une défense faite au laboureur de changer de seigneur. Je crois cependant que cette défense ne s'applique qu'aux petits propriétaires, vassaux par hommage de seigneurs ecclésiastiques. Elle a pour but d'empêcher ces propriétaires de se soustraire aux taxes royales et aux dîmes en faisant hommage de leurs domaines à des seigneurs qui jouissaient de priviléges et d'immunités relativement à ces mêmes taxes.

(2) Ayala, *Cron. de don Pedro*, ano II, cap. XIV. — Catalogue manuscrit des Behetrias; Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire.

devaient le choisir dans certaines familles nobles du pays, d'autres pouvaient le chercher *d'une mer à l'autre,* c'est-à-dire dans toute la Castille. On sent que dans un pays où existaient de telles institutions, il eût été difficile d'arrêter la contagion de l'exemple parmi les provinces moins favorisées, si le régime féodal n'eût été fort doux. D'un autre côté, le caractère de la nation espagnole, fière, susceptible, impatiente des injures, contribuait encore plus à maintenir entre le seigneur et le vassal les égards naturels à des hommes qui s'estiment mutuellement.

V.

Bien que les codes autorisassent l'esclavage en Espagne et qu'ils en fissent même la peine de certains crimes (1), il n'y avait guère d'autres esclaves que des musulmans, prisonniers de guerre, employés au service domestique, protégés d'ailleurs par des lois fort anciennes, plus humaines peut-être que celles qui régissent aujourd'hui plusieurs colonies européennes.

Les Maures et les Juifs, lorsqu'ils avaient obtenu de leurs vainqueurs la permission de résider dans le pays qui leur avait donné naissance, étaient considérés légalement plutôt comme des étrangers que comme des serfs. Sauf quelques faibles restrictions, ils jouissaient du libre exercice de leur culte; ils pouvaient posséder des terres; ils nommaient leurs magistrats, et même le juge castillan par devant lequel ils plaidaient dans leurs contestations avec des chrétiens (2). Les premiers rois espagnols, chassant devant eux la population musulmane, l'avaient entièrement dépouillée. Mieux éclairés sur leurs véritables intérêts, leurs successeurs permirent aux infidèles de devenir leurs sujets et souvent prirent soin de leur garantir de la manière la plus formelle la complète jouissance de leurs propriétés (3).

On se tromperait grandement à prêter à l'Espagne du XIV[e] siècle les passions religieuses et l'intolérance qui l'animèrent au XVI[e]. Dans les guerres continuelles entre les Maures et les chrétiens, la politique avait depuis long-temps plus de part que le fanatisme. Déjà notoirement en décadence, l'islamisme ne faisait plus de prosélytes, et son extinction définitive dans la Péninsule pouvait être prévue et, pour ainsi dire,

(1) *Fuero real*, l. II, tit. 7, lib. IV. — Cfr. avec *Ordenamiento de Alcalà*, l. I, tit. 21.

(2) *Cortes de Valladolid*, art. 56-58. — *Ord. de Prelados*, art. 17. — Ayala, p. 64.

(3) Notamment lors de la prise de Tolède. Ayala, II, cap. XVIII. — A la fin du XVI[e] siècle, il y avait encore tant de musulmans dans les provinces du nord de l'Espagne, qu'ils offraient à Henri IV une armée de 80,000 hommes, s'il voulait les aider à secouer le joug sous lequel ils gémissaient. Voyez *Mémoires du maréchal de La Force*, publiés par M. le marquis de Lagrange, t. I, p. 219 et suiv.

calculée avec exactitude. On ne hait plus des ennemis trop faibles pour se faire craindre, et les batailles de las Navas et du Rio-Salado avaient assouvi la soif de vengeance qu'avait excitée jadis la défaite de Xerez. Les rapports de commerce, les nécessités de la politique établissant un contact intime entre les deux peuples, avaient rapproché leurs mœurs. Les Maures andalousiens laissaient à leurs femmes une liberté inconnue dans les autres pays musulmans. Il y avait quelque chose d'africain dans la jalousie des Espagnols. Amusemens, exercices guerriers (1) étaient communs aux deux nations. Toujours irrésistible sous un ciel ardent, l'amour triomphait des préjugés religieux. Plus d'un chevalier castillan portait les couleurs d'une dame musulmane, et les fières beautés de Séville et de Cordoue n'étaient pas insensibles aux hommages des jeunes émirs grenadins. La langue et la littérature arabe étaient cultivées dans des écoles fondées sous le patronage ecclésiastique. Sur la frontière, le mélange des deux idiomes avait formé un patois fort répandu et qui favorisait les communications (2). Les rois chrétiens attiraient à leur cour des médecins, des géomètres, des astrologues arabes, qui jouissaient de toute la considération que le savoir pouvait s'attirer dans un temps grossier. La noblesse castillanne ne faisait point de difficulté pour accorder le *don* aux cavaliers maures. Les riches banquiers juifs obtenaient même cette distinction, encore fort rare à cette époque (3). Partout les mœurs et les idées chevaleresques triomphaient des passions religieuses et politiques. Il n'était pas rare que des guerriers arabes se fissent donner l'accolade qui conférait le titre de chevalier, par un Espagnol avec lequel il venait de rompre des lances sur un champ de bataille (4). En guerre, on se piquait de courtoisie; en paix, des relations d'hospitalité et même d'amitié véritable unissaient des familles nobles des deux religions. Lorsque les rois chrétiens se brouillaient entre eux, l'alliance du souverain de Grenade était recherchée sans scrupule; souvent des riches-hommes mécontens, ou même des princes de sang royal trouvaient un asile dans les murs de l'Alhambra, tandis que des walis rebelles étaient accueillis à la cour de Tolède. En 1324, on vit un infant de Castille révolté contre son souverain combattre ses compatriotes sous la bannière d'un roi maure, tandis qu'un

(1) Les danses et les courses de cannes. Les Maures andalousiens sont, je crois, les seuls musulmans qui aient eu des danses nationales (*zambras*), où les deux sexes prenaient part.

(2) *Algarrabia*. On peut voir au XIVe siècle dans *El Conde Lucanor* combien la littérature arabe était répandue en Espagne.

(3) Don Farax, don Reduan, don Simuel, dans Ayala, passim. On doit remarquer que Ayala n'accorde le *don* qu'aux princes du sang, à quelques riches-hommes très puissans, à certains grands officiers de la couronne, enfin aux maîtres des ordres militaires.

(4) En 1274, Mohamed II, roi de Grenade, fut armé chevalier par Alphonse X. — Conde, *Hist. de los Arabes*, parte IV, cap. IX.

prince grenadin joignait ses armes à celles de don Alphonse (1). On n'aperçoit chez les chroniqueurs contemporains ni surprise, ni indignation contre de pareilles alliances, ou, si quelque blâme est exprimé, c'est seulement la déloyauté qu'on accuse et non l'irréligion.

Il y avait pourtant plus d'un siècle que l'inquisition était établie en Espagne, mais son pouvoir était loin d'être alors ce qu'il devint dans la suite. A peine découvre-t-on quelques traces de son existence. Dans le royaume d'Aragon, on trouve, il est vrai, des tribunaux spécialement institués pour connaître du crime d'hérésie. Probablement depuis qu'un roi d'Aragon avait pris les armes en faveur des Albigeois, ce pays était devenu suspect au saint-siége. Néanmoins les procès, comme il semble, y étaient fort rares et presque uniquement intentés à des réformateurs, enthousiastes furieux, qui voulaient faire des prosélytes ou plutôt troubler le culte de leurs concitoyens. Quant aux Juifs et aux Maures, loin d'être l'objet d'aucune persécution, ils ne devenaient justiciables du saint-office que lorsque, par leurs paroles ou leurs écrits, ils cherchaient à détourner les chrétiens de la foi de leurs pères; encore fallait-il que les rois autorisassent formellement les poursuites. Or, ils se montraient en général si peu disposés à laisser prendre au clergé une influence dominatrice, que l'on voit, en 1350, Pierre IV, roi d'Aragon, interdire rigoureusement aux ecclésiastiques d'empiéter sur la juridiction séculière (2). La Castille, demeurée complétement exempte de l'hérésie albigeoise, n'eut des inquisiteurs que de nom. Les hérétiques, s'il s'en trouvait dans ce royaume, avaient pour juges des évêques procédant selon le droit canonique, et non des moines dominicains comme en Aragon (3). Au reste, dans toute l'Espagne, il ne paraît pas que la conversion des infidèles fût chaudement poursuivie, soit par des mesures de rigueur, soit par la persuasion. Quel intérêt auraient eu les rois à favoriser le zèle apostolique qui tendait à diminuer leurs revenus? car les Maures et les Juifs payaient une taxe un peu plus forte que les chrétiens.

Si la foi n'était pas ardente en Espagne, la religion n'y avait pas de contradicteurs déclarés. Peut-être doit-on attribuer à cette tiédeur générale le rôle très secondaire du clergé dans tous les débats politiques du XIVe siècle. Il faut, en outre, observer que les hauts dignitaires ecclésiastiques, appartenant à l'ordre de la noblesse, propriétaires, comme les riches-hommes, de villes et de châteaux, avaient les mêmes intérêts, les mêmes passions, et par conséquent étaient mal qualifiés pour

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 100-115. — Mariana, I, 707-713. *Id.*, I, 813.

(2) *Privilége de Val.*, fol. 119 (Barcelone, 31 juillet 1350). Manuscrit de la Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire.

(3) Llorente, *Histoire de l'Inquisition*, I, 106.

prétendre au rôle d'arbitres dans les démêlés si fréquens entre les rois et leurs grands vassaux. Le clergé inférieur, vivant et se recrutant parmi le peuple, partageait son ignorance et sa grossièreté. Tel était le déréglement des mœurs qu'un très grand nombre de prêtres entretenaient des concubines, qui tiraient vanité du caractère de leurs amans et prétendaient à des distinctions particulières. La conduite de ces ecclésiastiques ne causait point de scandale, mais parfois le luxe affiché par leurs maîtresses excitait l'envie des riches bourgeois et même des dames nobles. A plusieurs reprises, et toujours inutilement, les cortès lancèrent des décrets pour réprimer l'insolence des *damoiselles de prêtres* (*barraganas de clerigos*). Elles formaient comme une caste à part ayant ses priviléges et assez nombreuse pour qu'il fallût inventer pour elles des lois spéciales (1).

Malgré la retraite où l'on condamnait les femmes, le relâchement des mœurs était extrême dans toutes les classes de la société. Les séductions étaient faciles pour les rois, les riches-hommes et les prélats, toujours entourés de vassaux intéressés à les corrompre. Souvent la maîtresse d'un grand vivait sous le même toit que sa femme légitime, et les enfans de l'une et de l'autre, élevés ensemble, n'étaient pas distingués par l'opinion publique. Le titre de bâtard, loin d'être un opprobre, était porté fièrement. Il ne fermait aucune carrière, et on le voit figurer dans un grand nombre d'actes publics (2).

S'il fallait caractériser le XIVe siècle en Espagne par le vice le plus général, je crois qu'on ne devrait citer ni la brutalité des mœurs, ni la rapacité, ni les habitudes de violence invétérées chez quiconque se sentait de la force. A mon avis, le trait le plus saillant de cette triste période, c'est la fausseté, la fourberie. Jamais, en effet, l'histoire n'enregistra tant de trahisons, tant de perfidies. Ce siècle, si grossier en tout, ne se montre ingénieux que dans l'art de tromper. Il se joue dans les

(1) *Cortes de Val.*, art. 24. Les mêmes mœurs existaient en France :

Une belle amie ot le prestre
Que il vestoit et bien et bel;
Bonne cote ot et bon mantel, etc.

Voyez le fabliau du *Prestre qui ot mère a force*. Barbazan, III, p. 190. — Le mot de *barraganas* (compagnes) n'avait rien de déshonorant au moyen-âge. *Barragan* au masculin désignait un jeune cavalier, un homme d'honneur. C'est le sens qu'a ce mot dans le *Romancero du Cid*. La position des *barraganas* rappelle celle des courtisanes grecques, *ἑταίραι*, ou plutôt celle des *captives* dans l'Iliade et les tragiques. Tecmessa, dans Sophocle, dit : Ἴδετε τὴν ὁμευνέτην Αἴαντος; ὁμευνέτης se traduirait bien dans le vieux castillan par *barragana*.

(2) Yanguas, *Antigüedades de Navarra*, verbo *Bastardo*. La loi des *siete partidas* admet l'union temporaire avec des concubines, *barraganas*, pour repeupler les terres abandonnées. Part. IV, tit. XIV, l. 1 et 2.

subtilités. Dans tous les engagemens, et jusque dans le code de l'honneur chevaleresque, il cache des équivoques que l'intérêt sait habilement exploiter. Les sermens prodigués dans toutes les transactions, accompagnés des cérémonies les plus solennelles, ne sont plus que de vaines formalités consacrées par l'habitude. Celui qui donne sa foi, la main sur les saints Évangiles, ne sera cru de personne s'il ne livre en otage sa femme et ses enfans, surtout s'il ne remet ses forteresses. Ce dernier gage est toujours considéré comme le seul vraiment sûr. La méfiance est générale, et chacun voit un ennemi dans son voisin. Les grands ne se hasardent hors de leurs châteaux qu'entourés de nombreux hommes d'armes; les laboureurs vont aux champs la lance sur l'épaule (1), car tout homme, tout compatriote surtout, est justement suspect. Il faut craindre celui qu'on a offensé, plus encore peut-être celui qu'on a comblé de bienfaits. La prudence est la seule vertu qui se pratique. Les hommes du XIVe siècle vivent isolés comme les animaux de proie, et cette énergie, cette force de volonté que nous admirons trop aujourd'hui en eux, ils la doivent peut-être à la conscience de leur propre méchanceté, leur démontrant sans cesse qu'ils ne peuvent et ne doivent compter que sur eux-mêmes.

II.

RÈGNE D'ALPHONSE, PÈRE DE DON PÈDRE. — 1308-1350.

I.

Don Alphonse de Castille, onzième du nom, père de don Pèdre, fut un grand roi. Depuis la mort de saint Ferdinand, la Castille avait été en proie à une anarchie continuelle; des princes faibles, de longues minorités, avaient accru au plus haut degré l'audace des riches-hommes. Tandis qu'ils s'entre-battaient en se disputant le pouvoir, c'est-à-dire le privilége exclusif de mettre le pays au pillage, le peuple des villes et les paysans, exaspérés par l'excès de leurs maux, se soulevaient de toutes parts et exerçaient de sanglantes représailles contre leurs oppresseurs. Voici le tableau qu'un auteur contemporain nous a laissé de la situation où se trouvait la Castille à l'avénement de don Alphonse:

« Or, sachez qu'il y avait mainte cause et manière pourquoi les villes du roi et les autres villes du royaume reçussent grand dommage et fussent du tout détruites; car riches-hommes et gentilshommes vivaient de vols et pilleries qu'ils faisaient en la terre, et les tuteurs du roi y donnaient la main, chacun pour les avoir à son aide. Que si quel-

(1) Cortès de Valladolid, art. I. *Orden. contra los ladrones y malhechores.*

qu'un de ces riches-hommes ou gentilshommes renonçait à l'amitié d'un des tuteurs, tout aussitôt celui-ci, se sentant abandonné, lui détruisait villes et vassaux, disant qu'à bon droit lui donnait-il ce loyer du mal que le traître avait fait alors qu'il était à ses gages. Pensez que lorsqu'il était de ses privés, tout lui était permis et licite. Et encore, les gens des villes étaient bandés en factions ennemies, aussi bien dans les villes qui tenaient pour les tuteurs que dans les villes qui leur étaient contraires. Ès-villes obéissantes auxdits tuteurs, ceux qui plus pouvaient, opprimaient les autres, tant pour se ménager les moyens de se rendre indépendans que pour se défaire de leurs ennemis particuliers. Ès-villes qui ne voulaient reconnaître lesdits tuteurs, ceux qui avaient l'autorité, prenaient les rentes du roi, d'icelles entretenaient gens de guerre pour fouler le pauvre peuple et le taxer sans merci. D'où advint qu'en telles villes et pour les causes dessus dites se levèrent plusieurs gens de métiers, au cri de *Commune!* qui tuèrent ceux qui les foulaient et prirent et exillèrent leur avoir. Or, en aucune partie du royaume ne rendait-on la justice comme il est droit. Aussi les gens n'osaient sortir par les chemins sinon trop bien armés, voire en grosses compagnies pour se défendre contre les pillards. Aux lieux qui n'étaient pas bien enmurés ne demeurait personne, et dans les lieux fermés la plupart ne vivaient que de vols et pilleries, à quoi s'accordaient facilement plusieurs hommes des villes, tant gens de métiers que gentilshommes; et si grand était le mal partout le pays, que nul rencontrant des hommes morts par les chemins ne s'en ébahissait. Aussi peu s'étonnait-on des vols, larcins, dommages et maux de toute sorte qui se faisaient dans les villes et les campagnes. Encore les tuteurs mettaient chaque jour taxes nouvelles et impôts trop pesans, par quoi vinrent les bonnes villes à être désertes, ensemble les villes des riches-hommes et des gentilshommes (1). »

Tel était le triste état de la Castille lorsque don Alphonse commença de gouverner par lui-même. Il se sentait du courage et de l'intelligence, il voulut être roi. D'abord, n'ayant pas de parti, il fut obligé de se jeter dans les bras d'une des factions qui déchiraient son royaume. Elle lui prêta des forces pour détruire les autres. Puis, lorsque les grands vassaux qui lui avaient fourni des armes pour faire respecter son autorité exigèrent des récompenses au-dessus de leurs services, il se trouvait assez fort déjà pour commander l'obéissance au lieu de l'acheter. Unissant à propos la rigueur à la clémence, il fit un exemple des plus factieux et se hâta de pardonner aux autres dès qu'il leur eut prouvé sa

(1) *Cronica de don Alphonso XI*, p. 78. L'impossibilité de traduire littéralement dans notre français moderne le castillan du XIVe siècle m'a fait essayer d'employer la langue de Froissart dans ce passage et quelques autres citations. J'ai conservé l'orthographe moderne pour ne pas me rendre inintelligible à plaisir.

supériorité et les eut réduits à demander grace. Ses premiers succès ne l'aveuglèrent pas sur la gravité du mal qu'il prétendait extirper. Il comprit qu'il fallait donner un cours à l'humeur inquiète et perturbatrice de sa noblesse. Conspirateurs incorrigibles pendant la paix, ses riches-hommes étaient des soldats dociles pendant la guerre. Alphonse les poussa contre les Maures de Grenade, et tourna au profit de sa gloire et de l'agrandissement de son royaume des armes qui depuis long-temps ne s'étaient exercées que dans les discordes civiles. A l'approche de la formidable tempête qui allait fondre sur eux, les Maures andalousiens appelèrent à leur secours leurs frères d'Afrique. Il y avait alors en Barbarie un prince puissant, Abdul-Hassan, qui, après avoir soumis tous les petits despotes musulmans ses voisins, songeait à porter ses armes au-delà du détroit. Il envoya une armée africaine dans l'Andalousie bien plus nombreuse que celle qui, cinq siècles auparavant, avait subjugué toute la Péninsule. Alphonse se montra le digne successeur de Pélage et de saint Ferdinand. Dans le péril général, le courage et l'audace obtiennent l'obéissance la plus absolue. Les communes de Castille, délivrées par leur roi de la guerre civile et des exactions des riches-hommes, lui donnèrent leurs soldats et lui fournirent généreusement toutes leurs ressources pour la terrible lutte qui allait de nouveau décider du sort de l'Espagne. A l'exemple de Charles Martel, Alphonse n'hésita pas à exiger du clergé des sacrifices qui, dans tout autre temps, auraient compromis la tranquilité du royaume. Mais sa cause était juste, il était aimé du peuple, vaillant, généreux; pas une voix ne s'éleva pour lui résister (1). De ses voisins, les rois de Portugal et d'Aragon, il n'obtint que de faibles secours, mais leurs bannières suivant la sienne semblèrent lui rendre hommage comme ses vassales et reconnaître la suprématie de la Castille. Le 29 octobre 1340, les deux armées se rencontrèrent non loin de Tarifa, sur les bords du Rio-Salado, et la victoire se déclara pour les chrétiens. Deux cent mille Africains, dit-on, restèrent sur le champ de bataille, et l'Espagne fut pour jamais délivrée de la crainte d'une invasion musulmane. Poursuivant le cours de ses succès, Alphonse attaqua et prit, après un long siége, la forte place d'Algeziras. Il voulait enlever aux infidèles Gibraltar, leur première conquête, qui assurait leurs communications avec l'Afrique. Malheureusement, lorsqu'il se croyait déjà maître de ce dernier boulevard de la puissance arabe, une maladie épidémique, la fameuse *peste noire*, qui depuis plusieurs années ravageait l'Europe (2), se déclara dans son armée avec une violence extraordinaire. Le roi de Castille, qui partageait toutes les fatigues de ses soldats, fut atteint du fléau

(1) V. *Cortes de Valladolid*, ord. de Prelados, art. 1, 2, 5.
(2) Ayala, *Cron. de don Pedro*, p. 8.

et y succomba au milieu de son camp, à la fleur de l'âge, le vendredi saint, 27 mars 1350. Sa mort plongea dans la désolation l'Espagne entière. Les musulmans eux-mêmes firent éclater leur admiration pour leur redoutable ennemi; ils cessèrent toute hostilité contre l'armée, qui s'éloignait de leurs remparts emportant le cercueil de son roi, et la terreur du nom d'Alphonse sembla dicter la paix avantageuse aux chrétiens qui se conclut presque aussitôt après la levée du siége de Gibraltar (1).

II.

Pour apprécier les conséquences de cette mort, il est nécessaire de connaître quels étaient les principaux personnages appelés à jouer un rôle à l'occasion de ce grand événement. Alphonse ne laissait qu'un fils légitime, don Pèdre, alors âgé de quinze ans et quelques mois, dont la mère, doña Maria, était une infante de Portugal, fille du roi Alphonse IV, surnommé *le Brave*. La politique seule avait formé cette union, qui ne fut pas heureuse. Peu de temps après le mariage du roi (2), doña Léonor de Guzman, jeune veuve issue d'une famille illustre de Séville, avait pris sur son esprit l'empire le plus absolu. Dès que la reine doña Maria eut donné un héritier à la Castille, en 1334, elle fut complétement négligée par son mari. Doña Léonor, au contraire, était la confidente de tous les projets d'Alphonse; elle habitait publiquement avec lui. C'était en sa présence que les officiers de justice et de chancellerie expédiaient toutes les affaires, c'était à elle qu'ils en rendaient compte en l'absence du roi. « Elle donnait sa main à baiser, dit un chroniqueur, comme si elle eût été *dame propriétaire* du royaume de Castille (3). » Par l'élévation de son esprit et la force de son caractère, la favorite ne se montra pas indigne de sa haute position, et le roi dut peut-être à ses sages conseils une partie de ses succès. Elle avait eu soin de l'entourer de ses parens et de ses alliés, et les principales charges de l'état étaient entre leurs mains. Pour elle-même, elle avait obtenu des domaines immenses, maint château fortifié, de nombreux vassaux. Depuis la mort de son frère, don Alonso Mendez, maître de Saint-Jacques, elle disposait du sceau de l'ordre et en administrait toutes les affaires (4). Perez Ponce, un de ses parens, était maître d'Alcantara. Elle avait ainsi deux petites armées toujours entre ses mains.

(1) Ayala, p. 12 (*Abreviada.*)

(2) En 1329. *Cron. de don Alf. XI*, p. 166.

(3) E quando el rei ia fora do reino os officiaes de justiza e da chancellaria ficavâm com ella como senhora do stado de Castella et faziaô o que ella mandava... E como as mais das mulheres saô naturalmente vâas e ambiciosas, moormente as daquelle stado de vida errada, assi dava a mâo à beijar como senhora proprietaria do reino de Castella. *Chronicas dos reis de Portugal*, de Duarte Nunez do Liaô, t. II, p. 95.

(4) *Bulario de Santiago*, 15 juillet 1350. — V. la note de M. Llaguno, Ayala, p. 22.

Léonor avait eu dix enfans du roi, neuf garçons et une fille; tous furent richement apanagés. Don Henri, l'aîné de cette nombreuse lignée de bâtards, né en 1332, fut élevé pour être le premier sujet du roi de Castille. Tout enfant, il avait une maison princière, le magnifique domaine de Trastamare (1) et portait le titre de comte, très rare encore à cette époque, et réservé presque exclusivement aux membres de la famille royale. Agé de dix ans à peine, le frère jumeau de don Henri, don Fadrique, avait été nommé maître de Saint-Jacques. En arrachant cette élection aux chevaliers de l'ordre, don Alphonse avait voulu tout à la fois assurer à son fils une situation élevée dans le royaume et rattacher à sa couronne un ordre puissant, qui, dirigé par un chef ambitieux, aurait pu lui porter ombrage.

Don Henri et don Fadrique accompagnaient leur père dans son expédition contre Gibraltar et faisaient leurs premières armes sous ses yeux, tandis que l'infant don Pèdre, l'héritier légitime du trône, demeurait à Séville, loin du bruit des armes, témoin des humiliations dont sa mère était abreuvée, négligé lui-même par les courtisans, toujours empressés à régler leur conduite sur l'exemple du roi. On eût dit le fils d'un de ces despotes orientaux destiné à passer tristement sa jeunesse dans l'enceinte d'une prison dorée. Il voyait ses deux frères couverts de brillantes cuirasses, suivis de leurs bannières et de leurs hommes d'armes, prendre part aux travaux et aux gloires de la guerre, tandis qu'il se consumait, oisif au milieu d'une cour déserte, à pleurer les outrages de sa mère et les siens. Les impressions de l'adolescence sont ineffaçables. Les premiers sentimens qu'éprouva don Pèdre furent la jalousie et la haine. Nourri par une femme faible et offensée, il ne reçut d'elle que des leçons de dissimulation et n'apprit à former que des projets de vengeance.

L'âge de don Alphonse, sa vigueur, son tempérament endurci aux fatigues, lui promettaient une longue vie. Sa mort, trompant tous les calculs, réveilla soudain toutes les ambitions. D'après les lois de la Castille, qui fixaient la majorité des rois à quinze ans, don Pèdre succédait immédiatement à son père; mais, encore incapable de gouverner par lui-même, il ne pouvait manquer de donner à ses conseillers l'autorité de véritables tuteurs. Dans quelles mains allait tomber le pouvoir? Quel serait l'heureux ministre destiné à régner sous le nom du jeune prince? Ces questions agitaient toute la noblesse, qui, long-temps contenue par la fermeté de don Alphonse, se préparait à secouer le joug, confiante maintenant dans la faiblesse de son successeur.

Don Alphonse était trop prudent pour ne pas retenir auprès de lui,

(1) Ce nom est écrit diversement dans les manuscrits que j'ai eus sous les yeux. Dans les chartes conservées aux archives d'Aragon, on voit *Trestamera, Trastamera, Trastamena*. J'ai suivi l'orthographe usitée aujourd'hui.

surtout pendant ses expéditions militaires, les plus puissans, c'est-à-dire les plus dangereux de ses riches-hommes; aussi son camp devant Gibraltar réunissait-il tous les personnages qui, par l'étendue de leurs domaines et le nombre de leurs vassaux, tenaient le premier rang parmi la noblesse castillanne, tous ceux, en un mot, que l'opinion publique désignait pour prendre en main la direction des affaires. Les principaux étaient don Juan Alonso d'Alburquerque et don Juan Nuñez de Lara, seigneur de Biscaïe. Le premier, un de ces riches-hommes sans patrie, parce qu'il avait des terres dans plusieurs royaumes, était né en Portugal et apparenté à la maison régnante. De bonne heure, il avait abandonné son pays et quitté le service de son suzerain naturel pour offrir son épée et ses conseils à don Alphonse, au moment où ce prince, déterminé à faire rentrer ses grands vassaux dans le devoir, commençait par s'attaquer au plus puissant de tous, à don Juan Nuñez de Lara. A cette époque, don Alphonse n'avait pas encore révélé son génie, et la fortune semblait flotter incertaine entre le roi de Castille et ses riches-hommes révoltés. Sans chercher si le choix d'Alburquerque avait été déterminé par un motif généreux ou par un pressentiment politique, don Alphonse n'oublia jamais le secours utile qu'il en avait reçu; il le combla de biens, le chargea de l'éducation de son héritier présomptif et l'admit au nombre de ses plus intimes conseillers. Devenu grand-chancelier et le principal ministre du roi de Castille, le Portugais, avec une rare prudence, s'était toujours abstenu de prendre parti ouvertement entre la reine et la favorite. Malgré ses ménagemens, il était considéré par Léonor comme un adversaire dangereux; mais, en déclinant d'entrer avec elle dans une lutte que l'affection du roi eût rendue trop inégale, il avait su se faire respecter, et, sans se compromettre, il jouait le rôle d'un protecteur auprès de la reine délaissée, qui lui accordait toute sa confiance.

Don Juan Nuñez de Lara appartenait à la maison royale de Castille, comme fils de l'infant don Fernand de la Cerda, petit-fils de don Alphonse X (1). De sa femme, fille d'un infant de Castille, il avait reçu en dot la seigneurie de Biscaïe, province considérable, séparée du reste du royaume par les mœurs, les lois et la langue de ses habitans. D'abord il s'était mis à la tête de la noblesse révoltée contre don Alphonse; mais,

(1) Le fils aîné d'Alphonse X, Fernand de *la Cerda*, devait ce surnom à un signe naturel recouvert de *soies* qu'il avait entre les deux épaules. Il mourut du vivant de son père, laissant deux fils, don Alphonse et don Fernand, qui portèrent le même surnom. Don Sanche, second fils d'Alphonse X, réclama le titre d'héritier présomptif du trône de Castille, au préjudice des deux infans de la Cerda, ses neveux et représentans de leur père. Ses intrigues, ses qualités personnelles, l'arbitrage des rois de Portugal et d'Aragon, enfin, une décision solennelle des cortès de Ségovie, en 1275, lui donnèrent la couronne. Après quelques tentatives pour faire valoir ses droits, l'infant don Alphonse de la Cerda consentit à une renonciation formelle en 1305.

depuis la sévère leçon qui punit cette tentative (1), il était devenu un sujet fidèle et semblait avoir perdu l'humeur perturbatrice de sa jeunesse. Touché de la générosité avec laquelle le roi usa de sa victoire, il s'était franchement attaché à sa personne. La force avait abattu sa résistance, les vertus chevaleresques de don Alphonse achevèrent sa défaite en le séduisant. Son dévouement nouveau alla jusqu'à lui faire oublier l'orgueil de sa race, et il avait consenti à fiancer sa nièce doña Juana de Villena à don Henri de Trastamare, et sa fille aînée à don Tello, le troisième des fils de doña Léonor.

A côté de ces deux seigneurs, déjà dans la maturité de l'âge, habiles capitaines et profonds politiques, venait se placer un jeune homme que sa haute naissance, beaucoup plus que son mérite personnel, appelait à jouer un rôle dans les révolutions que l'on pouvait prévoir. C'était don Fernand, infant d'Aragon, marquis de Tortose et seigneur de l'Albarracin (2). Il était fils de doña Léonor, sœur d'Alphonse de Castille et seconde femme du feu roi d'Aragon, Alphonse IV. Après quelques tentatives impuissantes pour se créer un parti en Aragon, suspect à son frère, Pierre IV, le roi régnant, il s'était retiré en Castille avec sa mère et un frère du même lit, nommé don Juan. En 1347, lorsque le royaume de Valence et quelques autres provinces se soulevèrent contre Pierre IV (3), don Fernand était venu s'offrir pour chef aux rebelles. Vaincu à la bataille d'Epila, il avait eu le bonheur d'être fait prisonnier par des Castillans auxiliaires de Pierre IV, qui, au lieu de le livrer à son frère, le ramenèrent à la cour de don Alphonse. Étranger à la Castille par sa naissance, à l'Aragon par l'exil où il était condamné depuis ses entreprises impuissantes, il demeurait cependant le prétendant éloigné à ces deux couronnes, et pouvait se faire illusion sur son importance en voyant toutes les factions disposées à se servir de son nom pour leurs propres intérêts.

(1) Il fut assiégé par le roi dans son château de Lerma, et obligé de se rendre à discrétion en 1335. *Cronica de don Alfonso XI*, p. 323.

(2) Petite province dépendant aujourd'hui du royaume d'Aragon. La ville d'Albarracin, située au milieu d'âpres montagnes, était une des plus fortes de l'Espagne. Ses seigneurs défendirent long-temps leur indépendance contre les rois de Castille et d'Aragon.

(3) Plusieurs grandes villes, entre autres Saragosse et Valence, ainsi qu'un nombre considérable de riches-hommes aragonais ou valenciens avaient formé une ligue qu'on appela l'*Union*, pour se garantir mutuellement leurs droits et leurs privilèges. Les Valenciens réclamaient des institutions aussi libres que l'étaient alors celles de la Catalogne et de l'Aragon. Tous les ligueurs, accusant le roi de partialité pour ses sujets catalans, l'obligèrent à bannir de son conseil don Bernal de Cabrera, son ministre, et ses plus fidèles serviteurs, enfin, à reconnaître don Fernand pour son héritier, au préjudice de sa propre fille. Quelque temps ils le retinrent prisonnier dans les murs de Valence; mais, pendant sa captivité, Pierre IV eut l'art de gagner les principaux chefs de l'Union. Dès qu'il put s'échapper, il se hâta de révoquer toutes les concessions qui lui avaient été arrachées, et bientôt après détruisit la ligue en battant complétement les rebelles à Epila.

L'avénement d'un roi de quinze ans (1) devait augmenter l'autorité d'Alburquerque, qui gouvernait la reine-mère. Don Juan de Lara, éloigné des provinces du nord, où se trouvait la majeure partie de ses domaines et où s'exerçait particulièrement son influence politique, n'était pas en mesure de lui disputer le pouvoir en Andalousie. D'ailleurs, don Juan Nuñez était las de la guerre civile, et, certain que son indépendance serait respectée par un gouvernement faible et entouré de périls, il ne songeait nullement à susciter de nouveaux embarras au fils d'un prince dont il était devenu l'admirateur et le sujet le plus dévoué. Enfin Alburquerque recherchait ouvertement son alliance, et lui offrait de partager avec lui l'autorité que la mort d'Alphonse remettait entre ses mains.

III.

AVÉNEMENT DE DON PÈDRE. — 1350.

I.

Tous les partis, d'accord contre la favorite et sa famille, la menaçaient des plus terribles réactions. A peine don Alphonse eut-il rendu le dernier soupir, que doña Léonor, qui, probablement, l'avait suivi au camp devant Gibraltar, dut songer à fuir la vengeance de la reine-mère. Persuadée que don Juan d'Alburquerque se croirait désormais dispensé de garder des ménagemens à son égard, elle implora d'abord la protection du seigneur de Lara. Mais elle en fut froidement accueillie, et, pour seule marque d'intérêt, il lui conseilla de pourvoir à sa sûreté personnelle en se retirant dans une des places fortes qu'elle avait reçues du feu roi. Léonor courut aussitôt à Medina-Sidonia. Pendant qu'elle s'enfermait dans le château, l'armée, qui ramenait de Gibraltar à Séville le corps de don Alphonse, entrait dans la ville basse. La favorite put mesurer alors le changement qu'un seul jour apportait à sa fortune. Le gouverneur de Medina-Sidonia, qui, pour me servir de l'expression consacrée au moyen-âge, *tenait* la forteresse pour doña Leonor sa parente (2), lui demanda ou plutôt la somma d'accepter sa renonciation à l'hommage qu'il lui devait comme à la dame propriétaire de cette place. C'était lui annoncer clairement que sa cause était désespérée. Le gouverneur de Medina-Sidonia, Alonso-Fernandez Coronel, était cependant un noble chevalier renommé pour ses prouesses et sa loyauté; d'ailleurs personnellement attaché à la faction des Lara. Léonor essaya vainement de le retenir. Non-seulement elle ne put le faire changer de résolution,

(1) Don Pèdre était né à Burgos le 30 août 1333. — *Chron. de Alfonso XI*, p. 269.
(2) *Torres y Tapia*, p. 65, t. II. *Cron. de Alcant.*

mais encore, chose étrange, parmi tant de riches-hommes et de chevaliers qui, du vivant de don Alphonse, rivalisaient de dévouement pour elle, il ne s'en trouva pas un seul qui voulût accepter le gouvernement de son château. En même temps, de tous les côtés, on lui apportait les nouvelles les plus alarmantes. Alburquerque allait faire arrêter ses deux fils, don Henri et don Fadrique, pour les sacrifier peut-être à la haine de la reine Marie. Quelques ennemis de la favorite l'accusaient même de conspirer contre le nouveau roi et de revendiquer la couronne pour son fils aîné, en vertu d'un prétendu mariage avec don Alphonse (1). Effrayée de son isolement subit, et tremblante pour ses enfans, doña Léonor offrit de livrer son château à don Juan d'Alburquerque, se bornant à demander, comme prix de sa soumission, un sauf-conduit pour se rendre à Séville. Il lui fut accordé sur-le-champ, et, suivant son désir, le seigneur de Lara se porta garant qu'il serait respecté. Peut-être espérait-elle désarmer son ancienne rivale en s'humiliant à ses pieds; plus probablement elle voulait mettre en sûreté les sommes d'argent et les riches pierreries qu'elle tenait de la générosité de don Alphonse, et qui étaient déposées à Séville. Quant aux bâtards, qui avaient accompagné le cortége funèbre depuis Gibraltar jusqu'à Medina-Sidonia, saisis d'une terreur soudaine, ils quittèrent l'armée en secret, et, suivis seulement de quelques cliens dévoués, sans se concerter avec leur mère, ils coururent se réfugier dans le château de Moron, forteresse qui appartenait au maître d'Alcántara, Perez Ponce, leur parent. De là, après une courte délibération, don Henri gagna précipitamment Algéziras, dont le seigneur de Marchena, Pero Ponce, frère du maître d'Alcántara, était gouverneur. En même temps, don Fadrique partait pour Montanches, château de l'ordre de Saint-Jacques; en sa qualité de maître, il s'en fit ouvrir les portes (2). Alvar de Guzman, cousin de Léonor, s'enfermait dans Olvera, et Perez Ponce réunissait ses chevaliers et ses vassaux à Moron pour y soutenir un siége ou pour tenter de là quelque expédition. Tous les parens de la favorite se fortifiaient à la hâte, rassemblaient leurs hommes d'armes et se préparaient de leur mieux à la guerre civile. D'un autre côté, Alburquerque et la reine Marie, après avoir célébré les obsèques de don Alphonse, proclamèrent don Pèdre roi de Castille et s'empressèrent de composer sa maison et de pourvoir aux charges de cour (3).

(1) Rades, *Cronica de Alcantara*, p. 26, attribue en effet ce projet extravagant à doña Leonor. Il me paraît évident qu'il ne fut qu'une invention de ses ennemis; car jamais dans la suite don Henri ne chercha à faire valoir les droits qu'il aurait eus comme fils légitime de don Alphonse. Cfr. avec *Torres y Tapia, Cron. de Alcantara*, t. II, p. 70 et suivantes.

(2) Rades, *Cron. de Alcantara*, p. 26. Cfr. avec la *Cronica de Santiago* du même auteur, p. 45.

(3) Voici, d'après Ayala, les noms de quelques-uns des grands-officiers de la couronne

II.

Il y eut d'abord peu de changemens. A l'approche d'une guerre civile qui semblait inévitable, il eût été dangereux de mécontenter la noblesse, encore indécise, par un bouleversement général. La plupart des grands offices furent donc conservés à leurs titulaires, et l'on ne remplaça que ceux qui, par leur absence de Séville au moment des funérailles du roi, rendaient leur loyauté justement suspecte. Les faveurs furent assez également réparties entre les cliens des maisons d'Alburquerque et de Lara. On remarqua que l'ancien gouverneur de Medina-Sidonia, Alonso Coronel, obtint la seigneurie d'Aguilar avec le titre et les priviléges de riche-homme, récompense évidente de son empressement à résigner l'hommage qu'il devait à doña Léonor (1). En lui conférant les insignes de sa dignité nouvelle, Alburquerque prouvait à tous qu'il était d'accord avec don Juan Nuñez pour abaisser la faction de la favorite déchue, et l'alliance politique des deux plus puissans seigneurs de la Castille faisait facilement prévoir la mauvaise issue de toutes les tentatives des mécontens. L'infant d'Aragon ne fut pas oublié dans le partage des hauts emplois. Il reçut le commandement de la frontière d'Andalousie, charge importante qui mettait sous ses ordres un corps de troupes considérable. Sous le règne de don Alphonse, elle appartenait nominalement à don Fadrique. Revêtu de ses dépouilles, l'infant se déclara ouvertement contre la faction des bâtards.

Tandis que de toutes parts la noblesse courait aux armes, le peuple, se rappelant les malheurs de la guerre civile qui avait déchiré le royaume pendant la minorité de don Alphonse, voyait avec indignation les tentatives contre le maintien d'une paix naguère si chèrement achetée; aussi les fils de Léonor trouvèrent-ils peu de sympathie dans les villes. Froidement accueilli par les habitans d'Algéziras, don Henri chercha vainement à leur rendre suspectes les intentions du nouveau

à l'avénement de don Pèdre : Don Juan Nuñez de Lara, alferez-major (grand-porte-bannière) et grand majordome; — don Garci Laso de la Vega, grand-adelantade (lieutenant-général) de Castille, en remplacement de Fernand Perez Porto Carrero, nommé grand-maître d'hôtel à la place du précédent; — Gutier Ferrandez de Tolède, guarda-mayor, ou capitaine des gardes, en remplacement de Lope Diaz de Almazan; — Alonso Fernandez Coronel, grand-échanson; — Pero Suarez de Tolède, grand-chambellan; — Pero Suarez de Tolède, le jeune, repostero-mayor (maître d'hôtel); — Don Fernand d'Aragon, adelantade de la frontière en remplacement de don Fadrique (commandant-général des troupes sur la frontière de Grenade); — don Fernand Manuel de Villena, adelantade de Murcie; — don Juan Alonso de Alburquerque, grand-chancelier et trésorier. — Le seigneur de Villena, Garci Laso, et Alonso Coronel, étaient les créatures de don Juan Nuñez. Les autres peuvent être considérés comme plus ou moins ouvertement attachés à don Juan d'Alburquerque. Voyez Ayala, p. 17.

(1) Ayala, p. 67.

souverain ou plutôt celles de son ministre. Il fallut la terreur inspirée par les hommes d'armes qu'il menait à sa suite pour obliger les bourgeois à faire quelques préparatifs de défense. Cependant un écuyer du roi, parti de Séville, s'introduisit secrètement dans Algéziras, et, trompant la vigilance des mercenaires amenés par le comte de Trastamare, réussit à se concerter avec les principaux d'entre les bourgeois et en obtint la promesse de se déclarer à la première occasion. Toutes les portes de la ville étant gardées, il se laissa glisser la nuit, au moyen d'une corde, le long des remparts, et revint aussitôt à Séville, annonçant qu'il suffirait de déployer la bannière royale devant les remparts d'Algéziras pour en chasser les rebelles. Peu de jours après, quelques galères, commandées par Gutier Fernandez de Tolède, parurent inopinément dans le port. Au cri de *Castille! au roi don Pèdre!* poussé par les équipages, les bourgeois répondent avec enthousiasme et sortent en armes dans les rues. Le comte de Trastamare et ses soldats n'eurent que le temps de monter à cheval et de gagner la campagne (1). Déjà parmi ses partisans, quelques seigneurs, séduits par les promesses d'Alburquerque, se rapprochèrent de Séville pour traiter de leurs capitulations particulières. Les ponts-levis des châteaux s'abaissaient partout devant la bannière royale. Les fils de Léonor reconnaissaient un peu tard que la guerre civile était impossible. Après quelques jours d'hésitation, don Henri, don Fadrique et le maître d'Alcántara, perdant tout espoir de se créer un parti, ne songèrent plus qu'à obtenir leur pardon et à faire oublier leur imprudente prise d'armes.

Alburquerque n'était pas encore assez puissant pour oser punir rigoureusement les fils de son bienfaiteur, ou peut-être ne les crut-il pas assez dangereux pour se montrer implacable. Sur les assurances bienveillantes du ministre, don Henri et ses adhérens entrèrent à Séville et furent admis sans peine à rendre leur hommage au nouveau roi (2). Don Fadrique envoya sa soumission, et fut autorisé à demeurer provisoirement à Llerena, ville appartenant à son ordre. On promit aux rebelles repentans d'oublier le passé; on leur conserva même leurs pensions et leurs emplois; il n'y eut ni amendes ni confiscations. Seulement Alburquerque exigea la remise de quelques châteaux, entre autres celui de Moron, que le maître d'Alcántara fut obligé de céder à un gouverneur séculier (3). En outre, les chevaliers d'Alcántara durent prêter le serment de ne recevoir leur maître Perez Ponce dans les forteresses de leur ordre, qu'avec l'agrément exprès du roi (4). Albur-

(1) Ayala, p. 20.

(2) Juillet 1350.

(3) Les revenus de cette place, un moment séquestrés, lui furent rendus lors de sa soumission. Rades, *Cron. d'Alcant.*, 1, 18.

(4) *Id.*, *ibid.* Ayala, p. 23.

querque, méprisant la jeunesse de don Henri et de don Fadrique, affectait de ne voir en eux que des étourdis qu'une réprimande suffirait à châtier; il réserva ses rigueurs contre leur mère, doña Léonor. Au mépris du sauf-conduit qu'elle avait obtenu, elle fut renfermée dans l'Alcazar de Séville et traitée en prisonnière d'état. On lui permit cependant de communiquer avec ses fils. Auprès d'elle se trouvait doña Juana de Villena, nièce de don Juan Nuñez, déjà fiancée au comte de Trastamare. De ce mariage dépendait l'espoir d'attacher irrévocablement la puissante maison de Lara à la fortune de ses fils. Mais déjà le seigneur de Villena, neveu de don Juan Nuñez, élevant ses prétentions, pensait à rompre l'alliance projetée sous le dernier règne, et prétendait donner sa sœur soit à l'infant don Fernand d'Aragon, soit au jeune roi lui-même. Du fond de sa prison, Léonor, poursuivant toujours la grandeur de sa famille, eut l'art de déjouer ces projets. Elle exerçait un empire absolu sur l'esprit de la jeune héritière de Villena, depuis long-temps habituée à la considérer comme une mère, et il ne lui fut pas difficile d'en obtenir l'obéissance et le secret. Le mariage de don Henri et de dona Juana fut célébré et consommé dans le palais même qui servait de prison à Léonor, avant qu'aucune des parties intéressées à le prévenir en fût instruite (1). Quelques heures plus tard, la reine et don Juan d'Alburquerque faisaient éclater leur colère en se voyant ainsi joués par leur captive. On redoubla de rigueur contre doña Léonor; on la sépara de son fils pour la conduire dans le château de Carmona, où elle fut étroitement resserrée. Quant au comte don Henri, il était sur ses gardes et n'attendit pas la vengeance de ses ennemis : il sortit secrètement de Séville, emportant quantité de pierreries que sa mère était parvenue à mettre entre ses mains. Marchant à grandes journées, suivi de deux cavaliers fidèles, Pero Carrillo et Men Rodriguez de Senabria (2), tous les trois le visage couvert de masques de cuir, selon l'usage du temps, traversèrent toute l'Espagne sans être arrêtés ni reconnus, et, après bien des fatigues, gagnèrent enfin les Asturies, où ils se flattaient de trouver quelque sécurité au milieu de vassaux dévoués (3).

II.

La paix était rétablie dans la Castille, et l'impuissance des efforts

(1) Ayala, p. 25.

(2) *Men* paraît avoir été un titre honorifique particulier à quelques provinces d'Espagne. Il correspond à notre *messire*, au *don* castillan et à l'*en* des Catalans, avec cette différence que *men* précède un nom patronymique, tandis que *don* et *en* ne se mettent que devant un prénom.

(3) Ayala, p. 26.

tentés par les bâtards semblait n'avoir eu d'autre résultat que de l'affermir davantage, lorsqu'un événement inattendu faillit jeter de nouveau le trouble dans le royaume et réveiller les rivalités des factions qui se partageaient le pouvoir. Peu de semaines après son avénement, le jeune roi fut atteint d'une maladie grave qui mit ses jours en danger. L'attente de sa mort, regardée comme inévitable, le défaut d'héritier direct de la couronne, l'incertitude ou l'obscurité des lois et des usages relatifs à la succession royale, ouvraient la carrière à bien des ambitions et faisaient présager des contestations sanglantes. Déjà les riches-hommes et les communes se divisaient en deux camps; on se préparait ouvertement à la guerre. Un reste de respect pour un roi mourant empêchait seul les partis d'en venir aux mains.

Pendant toute la durée de la maladie de don Pèdre, il n'y eut pour ainsi dire plus de gouvernement en Castille. Alburquerque et la reine-mère ne songeaient qu'à rassembler des soldats et surtout à amasser de l'argent pour les éventualités d'une lutte qui pouvait éclater d'un instant à l'autre. Tous les traitemens soldés sur la cassette du roi étaient suspendus; aussi nulle obéissance, nul respect pour l'autorité. Les grands officiers de la couronne rançonnaient les agens du fisc et s'emparaient des caisses publiques pour s'indemniser, disaient-ils, des retenues qu'on leur faisait injustement subir (1). Le pillage était général. Il n'y avait pas encore d'armées en campagne, mais partout des bandes de maraudeurs parcouraient le pays et se livraient impunément aux plus criminelles violences.

Les prétendans avoués au trône de Castille étaient don Fernand, infant d'Aragon, et don Juan Nuñez de Lara. Le premier alléguait les droits de sa mère, doña Léonor, sœur aînée du feu roi don Alphonse, solennellement reconnue par les cortès, avant la naissance de ce dernier, comme héritière présomptive du trône de Castille. Du chef de sa mère, il était en effet le premier héritier dans la ligne collatérale. De son côté, don Juan de Lara, ressuscitant des prétentions déjà condamnées par la fortune des armes et les décisions des assemblées nationales, rappelait qu'il était l'arrière-petit-fils du roi Alphonse X et le représentant légitime des infans de La Cerda, descendans du fils aîné de ce prince et dépossédés par son puîné, don Sanche, et les rois qui en étaient issus. A cette époque, le droit politique n'était point fixé, et, bien que les coutumes gothiques attribuassent aux seules cortès le droit de désigner l'héritier de la couronne, l'opinion populaire commençait à s'établir qu'elle devait se transmettre dans la ligne directe. L'infant et don Juan de Lara briguaient tous les deux la main de la reine Marie, mère de don Pèdre, car elle avait ses droits aussi à faire valoir, étant petite-fille de don Sanche

(1) *Cortès de Vall., ord. de Fijosdalgo*, art. 7.

et arrière-petite-fille d'Alphonse X (1). Par ce mariage, don Fernand espérait s'assurer l'appui du roi de Portugal, père de la reine; le seigneur de Lara, en réunissant les deux rejetons de la lignée d'Alphonse X, prétendait résoudre ainsi définitivement la question de la légitimité des rois de Castille, question qui, longuement débattue, demeurait pourtant encore indécise dans l'esprit des peuples et subsistait toujours comme une cause permanente de révolutions intestines. Quelque légitimes que parussent les droits de don Fernand d'Aragon, qui se fondait sur une décision des cortès et la renonciation des infans de La Cerda, sa qualité de prince étranger rendait sa cause impopulaire; mais elle était chaudement soutenue par Alburquerque, jaloux du seigneur de Lara, intéressé d'ailleurs à mettre sur le trône un prince faible, qu'il eût dirigé à son gré. Les provinces du nord se montraient favorables aux prétentions de don Juan Nuñez. Burgos et plusieurs grandes villes de la Castille-Vieille, autrefois attachées au parti des infans de La Cerda, attendaient avec impatience le moment de se déclarer pour l'héritier d'une maison qu'elles avaient toujours chérie. Garci Laso de la Vega, adelantade de Castille, un des riches-hommes les plus influens dans cette province, était dans le nord l'agent le plus actif du seigneur de Lara, tandis que don Alonso Coronel, en Andalousie et dans Séville même, se mettait à la tête de ses partisans et lui recrutait ouvertement une armée. Pour le nombre des seigneurs, l'importance des villes, la force des châteaux, l'abondance des ressources en tout genre, le parti des Lara avait incontestablement l'avantage, et il se préparait au combat comme à une victoire assurée.

Le rétablissement inespéré de don Pèdre fit évanouir ces espérances; mais il n'eût peut-être pas empêché les deux factions ennemies de vider leur querelle par les armes, si la mort subite de don Juan Nuñez et celle de son neveu, le seigneur de Villena, n'eût privé en même temps le parti des Lara de ses deux chefs reconnus. L'un et l'autre succombèrent vraisemblablement à l'épidémie qui ravageait alors la Péninsule (2). En tout autre moment, la fin prématurée de ces deux

(1) Pour plus de clarté, je joins ici le tableau de la descendance d'Alphonse X :

Alphonse X, dit le Savant. — Yolande d'Aragon.

1. Don Fernand de la Cerda. — Blanche de France, fille de saint Louis.		2. Don Sanche. — Dona Maria de Molina.	
Don Alphonse de la Cerda.	Don Fernand de la Cerda, marié à dona Juana de Lara.	Don Fernand IV, marié à dona Constance de Portugal.	Dona Beatrix, mariée à don Alphonse IV de Portugal.
	Don Juan Nunez de Lara.	Don Alphonse XI.	Dona Maria.
		Don Pèdre Ier.	

(2) Don Juan Nuñez mourut à Burgos, où il s'était rendu probablement pour soulever la Castille-Vieille, très attachée à sa maison. Ayala, p. 29.

hommes dans la force de l'âge eût fait planer sans doute d'odieux soupçons sur leurs adversaires. Cependant je ne trouve dans aucun auteur contemporain la moindre insinuation contre Alburquerque, débarrassé ainsi dans un seul jour de l'obstacle qui pouvait arrêter l'essor de son ambition. Ce respect général pour un personnage en butte à tant de jalousies et de haines est un témoignage honorable qu'on doit enregistrer comme une exception rare dans les mœurs du XIVe siècle, et qu'il serait souverainement injuste de prétendre infirmer aujourd'hui.

Délivré de don Juan Nuñez, dominant l'infant d'Aragon et la reine Marie, Alburquerque put se croire désormais seul maître en Castille. Le jeune roi ne prenait aucune part au gouvernement. Il ne connaissait d'autre occupation que la chasse et passait des journées entières à cheval suivant ses faucons et ses chiens, indifférent au bien comme au mal que son ministre pouvait faire sous son nom. Personne encore ne connaissait son caractère, et sans doute il s'ignorait lui-même. Élevé dans la retraite, on ne lui connaissait aucune passion, aucun goût décidé, si ce n'est celui des exercices violens, ordinaire à son âge. Il avait à peine seize ans.

IV.

GOUVERNEMENT D'ALBURQUERQUE. — 1350-1351.

I.

D'après un usage antique devenu loi de l'état, les cortès devaient se réunir au commencement de chaque règne. Le nouveau roi, qui les présidait, apprenait, par les cahiers soumis à son examen, les abus qui s'étaient introduits sous son prédécesseur et les besoins des peuples qu'il allait gouverner. Dès que don Pèdre fut rétabli, les cortès générales furent convoquées à Valladolid. Ce n'était pas sans intention qu'Alburquerque avait désigné cette ville pour y tenir l'assemblée nationale. En s'y rendant, le roi aurait à traverser les provinces signalées par leur attachement à don Juan Nuñez de Lara. Il importait au ministre de s'y montrer accompagné de son souverain, pour y prouver son autorité et pour la faire craindre. Peut-être encore avait-il quelques vengeances particulières à y exercer. Enfin le voisinage des Asturies, où le comte de Trastamare avait trouvé, disait-on, un grand nombre de partisans, justifiait le déploiement de forces considérables qui, d'après ses ordres, allait avoir lieu à l'occasion du voyage du roi.

Partant de Séville au commencement du printemps de 1351, le roi se dirigea d'abord vers l'Estramadure (1), afin d'y recevoir l'hommage-

(1) Probablement à cette époque les voies romaines subsistaient assez bien conservées

lige de son frère don Fadrique, qui n'avait point encore paru à la cour, bien qu'il eût envoyé son acte d'allégeance en même temps que don Henri venait en personne demander son pardon. L'entrevue eut lieu à Llerena, une des principales commanderies de Saint-Jacques, où les chevaliers, prévenus d'avance, s'étaient réunis en grand nombre de toutes les parties du royaume. Le maître reçut son frère avec les plus grandes démonstrations de respect, et lui offrit la magnifique hospitalité qu'on pouvait attendre de l'ordre puissant dont il était le chef. A Llerena, on exigea des commandeurs de Saint-Jacques le serment de fidélité et d'hommage prêté peu de mois auparavant, à Séville, par les chevaliers d'Alcántara. Il contenait la même clause, nouvelle encore à cette époque, c'est à savoir que le maître ne serait reçu dans les forteresses de l'ordre qu'avec la permission du roi (1). Déjà une tendance monarchique commençait à modifier les institutions féodales, et peu à peu le pouvoir des maîtres, autrefois sans contrôle, allait se réduire à l'autorité frivole d'une charge de cour. Les chevaliers avaient perdu le droit d'élire leurs maîtres, on voulait que ces maîtres ne fussent plus que les lieutenans des rois.

Don Pèdre, ou plutôt Alburquerque en son nom, après avoir assuré don Fadrique du retour de ses bonnes graces, le *dispensa,* ainsi parle le chroniqueur, d'assister aux cortès convoquées à Valladolid (2). Que son éloignement de cette assemblée soit attribué au choix libre du maître de Saint-Jacques, ou bien aux soupçons du ministre, on voit dans la décision royale une preuve que la présence des chefs d'ordres militaires était d'usage dans les cortès générales. On peut en inférer aussi qu'elle dépendait, à certains égards, de la volonté du souverain.

La reine Marie accompagnait le roi dans ce voyage, traînant à sa suite la malheureuse doña Léonor. Don Fadrique, son fils, demanda et obtint la permission de la voir. En présence des geôliers, la mère et le fils, tous les deux si déchus de leur haute fortune, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et, pendant une heure qu'il leur fut accordé de passer ensemble, ils pleurèrent sans se dire une parole. Puis, un page vint annoncer à don Fadrique qu'il eût à se rendre chez le roi. Après un dernier embrassement, il quitta sa mère pour ne plus la revoir (3). Le sort de l'infortunée avait été résolu. De Llerena, par l'ordre d'Alburquerque, elle fut conduite au château de Talavera, appartenant à la

pour établir des communications faciles entre les grandes villes d'Espagne. On voit par l'itinéraire d'Antonin qu'une des routes principales entre les provinces du midi et celles du nord part d'*Italica* pour aller s'embrancher à Mérida (*Emerita Augusta*) avec la voie qui conduit aux Pyrénées.

(1) Ayala, p. 35. — Rades, *Cron. de Santiago*, p. 45.

(2) Ayala, p. 35.

(3) Ayala, p. 36.

reine-mère, et gardé par Gutier Fernandez de Tolède, un de ses hommes-liges. Léonor n'y languit pas long-temps. Peu de jours après son arrivée, un clerc de la reine remit au gouverneur un ordre de mort. L'exécution eut lieu avec mystère, et il est certain que don Pèdre y fut complétement étranger. Sans doute la reine avait exigé d'Alburquerque le sacrifice de sa rivale, que ne protégeait plus la pitié de don Juan Nuñez de Lara. Elle obtint ses dépouilles de la faiblesse du roi, et les immenses domaines que don Alphonse avait donnés à sa maîtresse furent dévolus à celle qui venait de prononcer son arrêt de mort. « Plusieurs dans le royaume, dit Ayala, en furent marris, prévoyant que, d'un tel fait, naîtraient guerres et scandales, pour tant que Léonor avait fils déjà grands et trop bien apparentés (1). » Mais l'heure de la vengeance n'était pas venue, et les fils de Léonor courbaient le front devant ses assassins.

Don Pèdre, poursuivant sa route avec rapidité, avait prévenu à Valladolid l'arrivée des députés des villes. Sous prétexte de leur laisser le temps de se réunir, Alburquerque conduisit son pupille avec une petite armée dans plusieurs provinces de ses états. D'abord il se rendit à Palencia, dans le royaume de Léon, se rapprochant ainsi de don Tello, le troisième fils de Léonor, enfant de quinze ans à peine, qui, à l'exemple de ses aînés, se tenait éloigné de la cour, enfermé dans le château de Palenzuela. On semblait craindre qu'il ne fît quelque résistance, et, pour la prévenir, on lui envoya don Juan Garcia Manrique, riche-homme de Castille, chargé tout à la fois de le rassurer sur les dispositions de don Pèdre et de gagner les chevaliers qui le dirigeaient. Manrique réussit dans sa mission et ramena don Tello à Palencia. Instruit par son guide, don Tello courut baiser la main de son frère. — « Don Tello, lui demanda le roi, savez-vous que votre mère, doña Léonor, est morte? — Sire, répondit l'enfant déjà courtisan, je n'ai d'autre mère ni d'autre père que vos bonnes graces (2). »

II.

Alburquerque avait eu bon marché de ces jeunes princes; maintenant il allait essayer son pouvoir contre des adversaires plus redoutables. C'était surtout la riche commune de Burgos que menaçait sa vengeance. Les bourgeois de cette ville, la plus importante de toute la Castille-Vieille, et les riches-hommes confédérés avec eux, ne cachaient point leur haine contre son gouvernement. Lorsque la maladie de don Pèdre avait révélé les sentimens de tout le royaume au sujet des prétendans à la couronne, Burgos s'était ouvertement prononcé pour don Juan

(1) Ayala, p. 36.
(2) *Id.*, p. 37.

Nuñez. En ce moment un des principaux adhérens de ce chef regretté, don Garci Laso de la Vega, se trouvait à Burgos avec une troupe nombreuse de vassaux et de cliens. A l'approche du roi, il sortit au devant de lui et vint le rencontrer à quatre lieues de la ville, près d'un bourg nommé Celada. Dans son orgueil féodal, Garci Laso marchait accompagné d'une escorte princière. Ses deux gendres, Rui Gonzalez de Cartañeda et Pero Ruiz Carrillo (1), son petit-fils, Gomez Carrillo, conduisaient à sa suite une multitude de chevaliers et d'écuyers, la plupart parens pauvres vivant de sa large hospitalité, toujours prêts en retour à épouser ses querelles, habitués à lui obéir comme à un chef de guerre et un père de famille. On ne manqua pas de faire remarquer au jeune roi cet appareil qui semblait destiné plutôt à le braver qu'à lui faire honneur. Dès la première entrevue, Manrique, créature d'Alburquerque, et l'ennemi particulier de Garci Laso, échangea publiquement avec ce seigneur des paroles hautaines. En présence même du roi une querelle bruyante s'engagea, prévue sans doute et préparée par le ministre. Le roi imposa silence aux deux adversaires qui, pour cette fois voulurent bien obéir; mais, le lendemain, comme on se mettait en marche pour Burgos, Garci Laso et les siens parurent en armes et plus nombreux que la veille. Déjà Manrique et les cavaliers de sa suite revêtaient leurs armures à la hâte, les deux troupes faisaient mine de vouloir se charger, lorsque le roi, accourant en personne, prévint encore un conflit. On leur ordonna de marcher en deux gros distincts assez éloignés l'un de l'autre pour éviter toute occasion de désordre. Cependant les bourgeois de Burgos, instruits de ces querelles, envoyèrent à Celada une députation pour représenter au roi le danger que courrait la ville en recevant à la fois les deux factions ennemies, et pour le supplier de n'y entrer qu'avec une escorte peu considérable. On ajoutait que les habitans verraient avec peine dans leurs murs la présence d'Alburquerque, dont ils connaissaient les mauvaises dispositions à leur égard. Bien que présentées avec toutes les formules de respect et d'humilité, ces remontrances trop libres déplurent à un jeune prince ignorant les priviléges et les franchises des communes, et instruit par sa mère et son ministre à croire que tout devait plier devant ses volontés. Alburquerque n'eut pas de peine à traduire en menaces factieuses le message du conseil de Burgos. Il fallait, dit-il, donner une leçon à ces bourgeois arrogans, et en faire un exemple pour intimider ceux qui voudraient les imiter. Au nom du roi, il répondit à la députation qu'il n'appartenait pas aux communes de régler l'escorte d'un roi de Castille; et sur-le-champ don Pèdre, avec sa petite armée, marcha vers la ville, lances hautes et enseignes flottantes.

Manrique le précédait avec une avant-garde, et déjà s'était logé mi-

(1) Le même probablement qui avait accompagné don Henri dans sa fuite.

litairement dans la Juiverie, quartier qui, séparé, suivant l'usage, du reste de la ville par une forte muraille, formait comme une citadelle intérieure. De la part des bourgeois, d'ailleurs, nulle tentative de résistance; seulement quelques-uns des plus compromis, alarmés du grand nombre de soldats introduits dans leurs remparts, profitèrent de la nuit pour chercher leur salut dans la fuite, et se dispersèrent dans les environs. Garci Laso, confiant dans son immense popularité et dans le dévouement de ses vassaux, voulut demeurer dans Burgos, et se logea fort près du roi dans un des palais de l'archevêque. Don Pèdre avec sa mère en occupaient un autre. Alburquerque avait son quartier assigné; Manrique tenait la Juiverie. Ainsi on voyait quatre camps dans Burgos, et il semblait que toutes les factions du royaume s'y fussent donné rendez-vous pour y vider leurs différends.

La nuit même qui suivit l'entrée du roi, un écuyer de la reine-mère se rendit secrètement au logis de Garci Laso, et lui porta, de la part de cette princesse, un avertissement étrange: « Quelque invitation qu'il reçut, il devait se garder de paraître devant le roi. » Le fier Castillan ne tint aucun compte de cette révélation charitable, et, loin de l'attribuer à un sentiment d'intérêt pour sa personne, il se persuada que ses ennemis, redoutant une lutte ouverte, voulaient l'éloigner pour l'accuser pendant son absence. De grand matin il entra dans le palais, suivi de ses gendres, de son petit-fils et de quelques gentilshommes ou bourgeois, cortége ordinaire des grands seigneurs à cette époque. Les portes étaient occupées par une garde nombreuse, et, dans tout le palais, on aurait pu remarquer un mouvement extraordinaire et des préparatifs mystérieux. Dans la grande salle, le roi l'attendait, assis sur son trône, entouré d'écuyers au service d'Alburquerque, tous armés d'épées (1) et de poignards, et portant des cottes de mailles sous leurs habits. A peine Garci Laso parut-il en présence du roi, que la reine-mère toute troublée sortit précipitamment, suivie de l'évêque de Palencia, son chancelier, comme pour éviter le spectacle d'une scène de violence dont elle était prévenue. Sa retraite fut comme un signal pour agir. Aussitôt quelques hommes d'armes s'emparent de trois bourgeois venus avec Garci Laso et les entraînent hors de la salle. En même temps, Alburquerque, debout auprès du roi, s'adressant à un alcade de cour nommé Domingo Juan: « Alcade, dit-il, vous savez ce que vous avez à faire? » Alors l'alcade, s'avançant vers le roi et lui parlant bas, mais toujours observé par le ministre: « Sire, demanda-t-il, vous me le commandez? sans votre ordre, je ne puis. » Le roi, d'une voix troublée, comme celui qui répétait une leçon apprise, s'écria: « Arbalétriers! arrêtez Garci

(1) Au XIVe siècle, les gentilshommes ne portaient leur longue et lourde épée qu'à la guerre ou en voyage. Les chevaliers des ordres militaires étaient seuls armés en tout temps.

Laso! » Trois écuyers d'Alburquerque se saisirent du seigneur de la Vega. Il vit que son sort était décidé, mais, trop fier pour demander grace, il dit au roi : «Sire, que ce soit votre merci de me donner un prêtre à qui je me puisse confesser. » Puis, se tournant vers un des hommes qui le tenaient : « Rui Fernandez, mon ami, dit-il, veuillez aller trouver doña Léonor ma femme, et lui demandez cette indulgence du pape qu'elle conserve. » L'écuyer refusa de se charger du message, mais on amena au prisonnier un prêtre qui se trouva dans le palais. Tous les deux furent conduits par les arbalétriers de la garde dans un passage étroit qui donnait sur la rue, et là le prêtre reçut la dernière confession de ce vieux guerrier plein de vie qui allait mourir. Au même moment, les gendres et le petit-fils de Garci Laso étaient arrêtés et renfermés dans un appartement du palais. Cependant Alburquerque comptait les instans qu'il laissait à sa victime. Bientôt, impatient, il avertit le roi qu'il était temps de donner les derniers ordres. Don Pèdre, habitué à répéter ceux de son ministre, chargea deux des gentilshommes d'Alburquerque d'aller dire aux gardes du prisonnier qu'ils le dépêchassent. Les arbalétriers, exécuteurs aveugles des volontés du roi, doutèrent d'un ordre qui leur était transmis par des serviteurs d'Alburquerque, et, comme l'alcade Domingo, ils voulurent le recevoir de la bouche même de leur maître. Un d'eux, s'étant détaché, alla lui demander ce qu'il fallait faire de Garci Laso. « Qu'on le tue! » répondit le roi. Bien averti cette fois, l'arbalétrier courut au prisonnier et l'abattit d'un coup de masse sur la tête. Ses camarades l'achevèrent à coups de dague. Le corps de Garci Laso fut jeté sur la grande place, où l'on célébrait l'entrée du roi à la mode castillanne par une course de taureaux. Ces animaux piétinèrent le cadavre et l'enlevèrent plusieurs fois sur leurs cornes. On le leur arracha pour l'exposer sur une estrade aux regards de la foule. Il y demeura tout un jour. Enfin on le déposa dans une bière, qui fut fixée sur le rempart de Comparanda. C'était le traitement réservé aux restes des grands malfaiteurs (1).

La même semaine, le roi, dînant avec Alburquerque, vit passer les trois bourgeois arrêtés avec Garci Laso, et qu'on menait au supplice. C'est ainsi qu'on apprenait à régner au malheureux don Pèdre. Le ministre implacable fit encore jeter en prison doña Leonor de Cornago, femme de Garci Laso, mais elle avait eu le temps de confier son fils à quelques serviteurs fidèles, qui parvinrent à le conduire dans les Asturies auprès du comte de Trastamare. La terreur régnait à Burgos, et quiconque avait élevé la voix pour défendre les priviléges de la commune ou pour soutenir les droits de don Juan Nuñez, ne croyait pas pouvoir trouver de retraite assez sûre pour cacher sa tête. Don Henri

(1) Ayala, p. 37-43.

lui-même, effrayé, n'osa pas demeurer plus long-temps dans les Asturies, et vint chercher un refuge sur le territoire portugais. Après les exécutions vinrent les récompenses. Pour prix de son dévouement au ministre, Manrique obtint la charge d'adelantade de Castille (1), que possédait Garci Laso.

Ce n'était pas assez pour Alburquerque d'abaisser et de dissiper la faction des Lara, il voulait encore exterminer toute la race de son ennemi. Don Juan Nuñez laissait deux filles, dont l'une, ainsi qu'on l'a vu, était fiancée à don Tello, et un fils nommé don Nuño, alors âgé de trois ans seulement. Confié aux soins de doña Mencia, dame d'une famille considérable de Biscaïe, cet enfant était élevé à Paredes de Nava, dans le royaume de Léon. Lorsque le bruit de l'assassinat de Garci Laso se fut répandu dans la province, doña Mencia, comprenant quels périls menaçaient l'héritier de son seigneur, s'empressa de le dérober à ses ennemis. La Biscaïe, dont les habitans, jaloux de leur indépendance, étaient fort attachés à la mémoire de leur ancien chef, lui parut l'asile le plus assuré, et d'ailleurs son mari, Martin Ruiz d'Avendaño, y avait exercé une influence considérable (2). Elle y conduisit son pupille le plus secrètement qu'il lui fut possible. Mais déjà sur leurs traces couraient les émissaires d'Alburquerque, et le roi lui-même, dont l'activité irréfléchie était toujours prête à seconder les projets cruels de son ministre. Don Pèdre, poursuivant le noble enfant avec l'ardeur d'un chasseur qui suit sa proie à la piste, pensa l'atteindre au passage de l'Èbre. Heureusement les fugitifs, ayant quelques heures d'avance, parvinrent à rompre un pont, et dès-lors, sans inquiétude, ils gagnèrent le port de Bermeo, d'où, en cas de nécessité, ils auraient pu s'embarquer pour la Guyenne ou pour le royaume de France. Cependant les Biscaïens, émus de voir le fils de leur ancien seigneur proscrit et persécuté, éclataient en murmures. Un fils de doña Mencia, Juan de Avendaño, appelant aux armes ses compatriotes, commença de se fortifier dans ces âpres montagnes, citadelles imprenables des libertés de la Biscaïe. C'était une entreprise grave, presque téméraire, même pour un roi de Castille, que de s'attaquer à un peuple courageux, passionné pour son antique indépendance, et toujours dévoué à ses chefs nationaux. Alburquerque dut renoncer à suivre le jeune Nuño; il ramena le roi en Castille, remettant à don Lope de Rojas, avec le titre de *prestamero mayor* (3), le soin de négocier l'extradition ou l'éloignement de

(1) Lieutenant-général.

(2) Ayala, p. 44. Cfr. avec l'*Abreviada*, p. 43, note.

(3) Titre correspondant sous quelques rapports à celui de vidame; on le donnait proprement à un seigneur jouissant de bénéfices ecclésiastiques. L'importance de cette charge et ses attributions variaient suivant les provinces. Le *prestamero mayor* de Biscaïe, était un des grands officiers de la couronne, et réunissait alors des pouvoirs civils et militaires assez étendus.

l'héritier des Lara. En même temps quelques troupes levées sur les domaines du roi voisins de la frontière s'avançaient pour appuyer les négociations. Les montagnards répondirent fièrement; il fallut en venir aux mains; pourtant ni d'une part ni de l'autre la guerre ne fut poussée avec vigueur. La petite armée du roi occupa plusieurs châteaux que les paysans insurgés essayèrent vainement de reprendre. Au bout de quelques mois, après maintes escarmouches sans résultat, l'enfant, cause de la guerre, mourut inopinément à Bermeo. Depuis longtemps les deux filles de don Juan Nuñez étaient au pouvoir d'Albur-querque, et les vastes domaines de Lara séquestrés au profit de la couronne. Dès-lors les hostilités n'avaient plus de prétexte ni de but. Les Biscaïens découragés déposèrent les armes et reconnurent l'autorité du roi.

V.

CORTÈS DE VALLADOLID. — 1351.

I.

Le soulèvement de la Biscaïe était encore loin d'être apaisé, lorsque don Pèdre, de retour à Valladolid, ouvrit les cortès en personne. Les transactions de cette assemblée, qui se prolongea jusqu'au-delà de l'année 1351, ont été conservées en partie et forment un des monumens les plus curieux pour l'histoire de cette époque. Suivant l'usage, chaque ordre présenta ses cahiers, dont après la session il reçut une expédition en forme accompagnée des décisions royales. Sous le titre de règlement (*ordenamiento*), les vœux exprimés par les députés et les réponses rendues au nom du souverain allaient prendre place parmi les lois de l'état.

Les réformes réclamées par les trois ordres, les satisfactions ou les promesses données par la couronne font connaître assez exactement sans doute la situation de la Castille. A ce titre, j'entrerai dans un examen sommaire des différens cahiers. Ils sont écrits en langue castillanne, qui remplaçait le latin dans les actes publics depuis les sages règlemens d'Alphonse X; mais, pour être rédigés dans une langue vivante, ils ne laissent pas de conserver encore bien des obscurités. Elles résultent quelquefois de l'emploi de termes dont la signification exacte est maintenant mal connue, plus souvent du manque de détails et de précision dans l'exposé des demandes présentées au roi. En effet, la rédaction en est, en général, si sommaire et si vague, qu'on doit regarder la pétition écrite comme le simple résumé d'une représentation verbale,

une espèce de *memorandum* destiné à rappeler un discours étendu ou même une discussion approfondie (1).

Si ces documens nous sont parvenus dans leur intégrité, comme il y a tout lieu de le croire, on sera d'abord surpris de n'y trouver aucune allusion aux événemens politiques qui venaient de marquer l'accession au trône de don Pèdre. Le meurtre de Garci Laso, le séquestre des domaines de Lara, la proscription de son fils, la guerre de Biscaïe, ne paraissent pas avoir été l'objet d'aucune représentation de la part des riches-hommes, et l'exécution des bourgeois de Burgos, la violation de leurs libertés, n'attirent pas davantage les plaintes des députés des communes. Je ne puis voir, en effet, qu'une formule banale dans la demande de confirmer les anciennes franchises et les priviléges existans, qui précède les cahiers de chaque ordre, et ce serait y attacher une importance fort exagérée, que de la prendre pour une protestation contre les derniers actes du gouvernement, actes non-seulement contraires aux franchises de chacun des ordres, mais encore à toutes les lois. Du silence étrange de l'assemblée, il faut conclure, ce me semble, l'approbation tacite des mesures violentes prises par Alburquerque, ou bien y reconnaître une preuve de l'intimidation dont ce ministre était parvenu à frapper tout le parti de Lara (2).

II.

Les vœux exprimés par le clergé ne comprennent que vingt et un articles, la plupart contenant des plaintes contre des usurpations ou des exactions exercées soit par des riches-hommes, soit par les officiers du fisc. Surtout les prélats réclament avec force quelques-uns de leurs droits féodaux détournés au profit de la couronne par le feu roi don Alphonse. On sait que l'invasion des Maures africains l'avait obligé à faire servir aux nécessités de la guerre une partie des revenus ecclésiastiques. Depuis la victoire du Rio Salado, aucune restitution n'avait eu lieu. A ces réclamations, les réponses du roi sont en général évasives; quelquefois il oppose un refus absolu fondé sur la pénurie du trésor. Il déclare, par exemple, fort nettement qu'il entend garder les salines enlevées aux églises et assimilées au domaine royal (3). On remarquera que les pétitions du clergé, à une seule exception près, sont toutes relatives à ses intérêts temporels, comme si les ecclésiastiques ne siégeaient aux cortès qu'en qualité de seigneurs féodaux. Lorsqu'ils

(1) Il faut ajouter qu'on ne connaît pas le texte même de ces cahiers, mais seulement l'exposé des demandes qui précède les réponses royales. On ne sait si cet exposé est littéralement reproduit, ou si ce n'est qu'un abrégé.

(2) Voir cependant *Cortès de Vall.*, art. 16 et 22. Il en sera parlé ci-après.

(3) *Cortès de Vall. Ord. de Prelados*, art. 5.

parlent au nom de la religion, c'est pour s'élever contre le scandale causé par les juifs et les Maures, qui travaillent publiquement le dimanche (1). A la modération singulière des termes dans lesquels cette représentation est conçue, on peut juger de la tolérance religieuse qui régnait alors en Castille.

III.

Les cahiers de la noblesse semblent également dictés par un intérêt tout personnel. S'adressant à la *merci* du roi, elle le supplie de lui accorder des exemptions, des pensions, des secours pécuniaires en considération des grandes pertes que la dernière épidémie lui a fait éprouver en lui enlevant les bras qui cultivaient la terre. Les laboureurs, devenus rares, mettent leurs services à un prix exorbitant, d'où il résulte que les gentilshommes, qui ne peuvent les payer, voient leurs domaines changés en déserts. Probablement le tableau de ces misères n'est point exagéré, car le gouvernement, prenant ces plaintes en considération, promet d'appliquer tous ses efforts à soulager la détresse des pauvres gentilshommes. Il les assure de sa protection, leur fait espérer des secours d'argent, et, afin de pourvoir au plus pressé, il fixe par une ordonnance spéciale le prix des salaires et celui des objets d'un usage général (2). Il est extrêmement difficile aujourd'hui d'apprécier une pareille mesure. Juste ou injuste dans ses détails, elle paraît avoir été commandée par une impérieuse nécessité.

J'ai fait connaître les désordres auxquels la maladie de don Pèdre avait donné lieu, et notamment le pillage des deniers publics par les nobles pensionnaires du roi. Pour tous les actes de violence commis à cette époque, la noblesse demande une amnistie complète, protestant surtout contre une enquête sur les droits de ceux qui, en saisissant les caisses royales, avaient prétendu se payer des arriérés de leurs traitemens. Tout en accordant l'amnistie, le roi se réserve d'examiner les titres de ces pensionnaires impatiens et de poursuivre le recouvrement des sommes prises sans créances légitimes (3).

Une loi fort remarquable du dernier règne interdisait aux ecclésiastiques de recevoir par testament des donations de terres, et le considérant allégué était qu'entre autres graves abus, il pourrait résulter de la liberté de tester en faveur des églises l'appauvrissement des familles nobles. Il paraît que cette loi fut mal observée, car on en réclame

(1) *Ord. de Prelados*, art. 9. — Ils demandent que les Juifs ne puissent travailler dans la rue (comme la plupart des artisans font encore aujourd'hui en Espagne), mais dans leurs maisons, les portes fermées, à peine de 10 maravédis d'amende.

(2) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 11. — *Ord. de Menestrales*.

(3) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 7.

l'exécution avec de nouvelles instances. Le roi promet de la remettre en vigueur, et cependant autorise la répétition des terres aliénées au mépris des ordonnances de son prédécesseur (1).

L'existence des *behetrias*, ces petites républiques dont le principal privilége était de changer de seigneur suivant le choix de leurs habitans, était pour la noblesse castillanne une occasion de querelles incessantes. Dans un temps où la force seule était respectée, la volonté de ces paysans privilégiés ne dépossédait réellement un seigneur que lorsqu'elle était appuyée par les armes de celui qu'on élisait pour lui succéder. De là des guerres et des combats continuels. D'un autre côté, quand les seigneurs, possesseurs temporaires de *behetrias*, comparaient le peu d'étendue de leurs droits et leur incertitude avec la puissance plénière des propriétaires de fiefs leurs voisins, ils éclataient en plaintes contre des institutions si humiliantes pour leur orgueil; ils en demandaient l'abolition; ils réclamaient le partage des *behetrias* au nom de la paix du royaume, avouant ainsi sans pudeur et leur avidité et leur humeur querelleuse. Les débats auxquels donna lieu la question des *behetrias* furent longs et animés. Il ne paraît pas que les habitans de ces bourgades eussent dans les cortès d'autres représentans que leurs seigneurs. Consulter des paysans sur leurs intérêts ou même sur leur sort n'était pas une idée que pussent concevoir les législateurs du XIVe siècle. Alburquerque pressait le partage des *behetrias* par un motif de cupidité personnelle, ayant du chef de sa femme un grand patronage sur ces territoires privilégiés. Mais d'autres seigneurs, propriétaires comme lui, craignirent sa partialité dans la répartition des terres et dans l'examen difficile des droits allégués par les nombreux prétendans. Grace à leur opposition, les choses demeurèrent sur l'ancien pied. Cette jalousie inquiète, particulière à la noblesse du moyen-âge, obligeait les riches-hommes à sacrifier leurs avantages personnels à la crainte de les voir partager par leurs voisins. Cependant le ministre avait fait parler le roi. Au vœu exprimé par les seigneurs intéressés à la suppression des *behetrias*, il avait répondu en admettant la mesure en principe; il s'engageait même à renoncer au droit de justice, qui lui appartenait sur ces bourgs à l'exclusion des seigneurs propriétaires. Toutefois la solution définitive dut être ajournée jusqu'après une enquête sur les droits des intéressés. A cet effet, on nomma des commissaires spéciaux; mais il paraît qu'elle n'eut aucun résultat, les rivalités des seigneurs ayant soulevé sans doute des questions encore plus graves et plus difficiles à résoudre que celle de leurs titres de suzeraineté tels qu'ils existaient dans la constitution actuelle des *behetrias* (2).

(1) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 28.
(2) Cfr. Ayala, p. 50 et suiv. — *Ord. de Fijosdalgo*, art. 4, 5, 6, 13, 15, 21.

Deux articles des cahiers de la noblesse sont à noter comme indiquant un accord des ordres entre eux. Le premier exprime le vœu qu'aucune décision relative à l'un des trois ordres n'intervienne dans les cortès en l'absence des représentans de l'ordre intéressé (1); le second sollicite en faveur des députés des communes une indemnité pour leurs frais de séjour pendant la durée des sessione (2). On verra tout à l'heure que les communes ne demeurent point en reste de bons procédés à l'égard de la noblesse.

IV.

En examinant les pétitions adressées au roi par les députés des villes, on reconnaît le rôle important qu'ils avaient alors dans les assemblées nationales. C'est en effet dans leurs cahiers seulement que se trouvent traitées les questions les plus élevées et les plus intéressantes pour la prospérité du pays. Ils offrent le mélange, naturel à l'époque où ils furent rédigés, d'idées grandes et généreuses et de préjugés étroits. Tel est le moyen-âge, surtout en Espagne; et, si l'on compare les opinions exprimées dans les cortès de Valladolid avec celles qui dominaient alors dans tout le reste de l'Europe, la barbarie de certaines institutions de la Castille causera moins de surprise que la sagesse de quelques autres n'excitera d'admiration. Qui s'étonnera de voir, en 1351, les députés des communes demander pour les débiteurs chrétiens l'autorisation de faire banqueroute à leurs créanciers juifs (3), ou bien vouloir interdire à ces derniers le droit de posséder des terres, en leur accordant celui de prêter à usure (4)? Ce qui surprendra davantage, c'est que, dans la même assemblée, on réclame et l'on obtienne l'abolition des maîtrises et la liberté la plus complète dans l'exercice de toutes les professions (5); qu'on y stipule l'inviolabilité des députés (6); qu'on y demande des garanties pour la liberté individuelle (7); enfin, qu'on arrache à la couronne la promesse de révoquer ces immunités scandaleuses qui, dispensant de l'impôt quelques villes privilégiées, en rendaient le poids intolérable aux autres (8).

Environ la moitié des réclamations présentées par les communes a pour objet la réforme des abus existant dans la répartition ou le prélè-

(1) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 23.
(2) *Ibid.*, art. 22.
(3) *Cortès de Valladolid*, Cfr. art. 64, 65, 74, 75.
(4) *Ibid.*, art. 66.
(5) *Ibid.*, art. 49.
(6) *Ibid.*, art. 34.
(7) *Ibid.*, art. 16, 22.
(8) *Ibid.*, art. 36.

vement des taxes. Au nombre et à la gravité des plaintes, on juge quelle est l'étendue du désordre dans cette partie de l'administration. Parmi les mesures provoquées par les cortès, il faut citer un nouveau recensement général pour établir l'assiette de la capitation, recensement devenu absolument nécessaire depuis le fléau qui venait de ravager la Péninsule, et l'établissement d'une surveillance particulière pour réprimer les exactions ordinaires alors aux officiers du fisc. A certains égards, cette dernière institution rappelle celle des *Missi dominici* de Charlemagne (1).

L'administration de la justice donne également lieu à de nombreuses remontrances, mais où percent clairement les jalousies aveugles des différentes provinces de la monarchie, trop nouvellement réunies pour avoir encore oublié leurs vieilles antipathies, au point de former un corps de nation. Chaque ville voudrait que ses magistrats fussent choisis sur son territoire; elle ne regarde pas comme un concitoyen, elle croit presque un ennemi quiconque est né hors de ses murs (2).

Une réclamation plus juste et plus éclairée obtient de la couronne que nul ne sera soustrait à ses juges naturels; que des commissaires royaux surveilleront avec vigilance les officiers de justice (3); enfin, comme dernière ressource contre la prévarication des magistrats, que tout Castillan pourra venir porter ses plaintes par devant le roi lui-même (4).

L'audace des bandits qui infestaient les grandes routes, et qui pillaient même les villages et les villes, appelait les mesures les plus énergiques pour leur destruction. Sur la demande des députés, le roi ordonne l'institution d'une garde civique chargée de la police et particulièrement de la poursuite des malfaiteurs. On devine la grandeur du mal à l'énergie des remèdes employés pour le combattre. Toute la population de la Castille est mise sous les armes. Dans chaque ville ou village, un quart des habitans doit toujours être prêt à courir sus aux brigands. On fixe la distance à laquelle la poursuite doit s'étendre; on dispose les hommes d'armes par relais, si je puis m'exprimer ainsi, qui se succéderont les uns aux autres jusqu'à la prise ou l'extermination des bandits. Mais ce n'est pas seulement contre les voleurs de grands chemins que cette milice doit agir. Elle est encore chargée de combattre les rebelles au gouvernement, et ses services sont particulièrement requis pour la destruction des *maisons fortes* (*casas fuertes*) : c'est ainsi que sont désignées les retraites de ces gentilshommes ennemis des lois, alors très nombreux dans toute l'Espagne. Pour faire le siége de ces forteresses, les lieutenans du roi pourront

(1) *Cortès de Vall.*, art. 40, 55.
(2) *Ibid.*, art. 58.
(3) *Ibid.*, 50, 54, 55.
(4) *Cortès de Vall.*, art. 48.

convoquer les milices de cinq lieues à la ronde et emmener la moitié des hommes valides (1). A ces dispositions il faut encore ajouter des peines portées contre les mendians et les vagabonds, parmi lesquels se recrutent d'ordinaire les ennemis de la tranquillité publique (2).

Les relations de la Castille avec les royaumes voisins rentraient dans la compétence des cortès générales. Les communes réclament contre un tarif de douanes établi par la Navarre, et demandent la révocation d'une convention commerciale entre la Castille et l'Aragon, onéreuse à la première de ces deux puissances. On voit encore les villes maritimes de la Biscaïe solliciter la ratification d'un traité qu'elles ont conclu avec l'Angleterre, de leur propre autorité, comme il semble (3). Alors les cités commerçantes jouissaient d'une indépendance singulière. On sait que, deux siècles après, le Portugal, en paix avec le roi de France, avait une rude guerre à soutenir contre un bourgeois de Dieppe (4).

Pendant les voyages d'un roi de Castille, voyages fréquens à cette époque où il n'y avait pas de résidence fixe pour la cour, les villes et les ordres militaires étaient tenus de le défrayer ainsi que toute sa suite. On lui devait ce que l'on appelait *la chère* (*yantares*), et la dépense était souvent fort considérable, d'autant plus qu'en de telles occasions les officiers du roi l'augmentaient indéfiniment par leurs exigences. Sur la réclamation des communes, un règlement fixa la quotité de la dépense, la nature des prestations et jusqu'au menu des repas offerts. Il fut stipulé que le roi et la reine seuls auraient droit à exiger les frais de réception pendant leurs voyages (5).

Parmi les nombreuses pétitions adressées au roi par les députés des villes, on cherche en vain quelques plaintes contre les usurpations ou les violences des riches-hommes. L'accord apparent des deux ordres est remarquable dans un temps où les collisions étaient assurément fréquentes entre la noblesse et les communes. Telle est leur concorde dans les cortès de Valladolid, que les députés des villes recommandent au roi les cahiers des deux autres ordres, et appellent particulièrement son intérêt sur la situation des gentilshommes ruinés par l'épidémie (6). On en doit conclure qu'il existait des conférences entre les différentes classes de députés, ou, comme l'on dirait aujourd'hui, des communications des chambres entre elles. Sans doute un certain nombre d'affaires discutées devant des commissions mixtes n'étaient point

(1) *Cortès de Vall.*, art. 1, 35.

(2) *Ibid.*, art. 33.

(3) *Ibid.*, art. 6, 9, 62.

(4) François Ier répondait aux ambassadeurs portugais : « Allez trouver Ango, et arrangez-vous avec lui. » Vitet, *Hist. de Dieppe*, t. II, p. 425.

(5) *Cortès de Vall.*, art. 29, 70.

(6) *Ibid.*, art. 41, 59.

portées devant le roi, lorsque les débats avaient fini par un accommodement amiable. Je ne trouve qu'un seul article exprimant une dissidence entre les communes et le clergé. Les premières supplient le roi de réprimer les abus de l'excommunication lancée par les ecclésiastiques et de limiter les amendes encourues par les personnes frappées des foudres de l'église (1).

Les intérêts de l'agriculture et du commerce n'ont point été négligés par les cortès de Valladolid, et plusieurs articles remarquables témoignent hautement de leur sollicitude. C'est ainsi que sont réglées nombre de questions relatives au passage et au droit de pâture des troupeaux nomades (2), à l'exportation et au transit des grains, des bestiaux, des chevaux, des bois de construction et des métaux précieux (3). D'autres ordonnances ont pour but de prévenir la destruction des forêts, déjà redoutée en Castille au XIVe siècle (4). A ces règlemens fort nombreux viennent encore s'ajouter quelques lois somptuaires, la plupart renouvelées des règnes précédens, et toujours destinées à demeurer sans exécution (5).

V.

Par ce résumé très succinct, le lecteur peut se faire une idée des travaux auxquels se livrèrent les cortès de Valladolid. Peut-être ne sera-t-il pas hors de propos de dire ici quelques mots de la forme dans laquelle les demandes de l'assemblée sont soumises au roi. Il faut observer d'abord que la même formule sert aux trois ordres sans distinction. Tous, s'adressant au souverain comme à un maître absolu, le supplient *que ce soit son bon plaisir* (6) de remédier à tel abus, de satisfaire à telle réclamation. Dans cette formule, qui peut-être remonte à une haute antiquité, il ne faut point voir, ce me semble, une habitude servile, mais plutôt au contraire comme un commencement de cette fiction légale des gouvernemens constitutionnels qui, plaçant la responsabilité au pied du trône, élève la majesté royale au-dessus de tout blâme. A l'appui de cette opinion, je pourrais citer un article remarquable du cahier des communes qui, à le bien entendre, n'est qu'une demande de garantie pour la liberté individuelle : « On supplie le roi qu'il ne sorte de sa chancellerie aucun ordre pour tuer ou appréhender aucun de ses sujets, ou pour confisquer ses biens; que,

(1) *Cortès de Vall.*, art. 40.
(2) *Ibid.*, art. 44, 56.
(3) *Ibid.*, art. 42, 43, 45, 72.
(4) *Ibid.*, art. 61.
(5) *Ibid.*, art. 18, 24, 32, 74.
(6) *A lo que me pidieron por merced*, etc.

dans le cas où un ordre pareil serait expédié, il ne devienne exécutoire qu'après avoir été représenté au roi lui-même et de nouveau confirmé (1). » Ainsi, l'on feint que le roi ne peut vouloir aucun acte illégal, et c'est à lui qu'on en appelle des décrets surpris par ses ministres.

En général, les réponses de la couronne sont courtes et précises : *Je le tiens pour bon* (2) *et l'ordonne*, telle est la formule le plus souvent reproduite. Si le roi oppose un refus aux demandes des cortès, il faut reconnaître que c'est presque toujours à bon droit, et pour repousser des prétentions injustes ou exorbitantes. En ce qui concerne les Maures et les Juifs, par exemple, il refuse avec raison de sanctionner les lois d'exception qu'on réclame contre eux (3), et lorsqu'il rejette les instances du clergé pour rentrer en possession des revenus dont la couronne s'est emparée à son préjudice, c'est en invoquant les nécessités du trésor et les lois librement votées dans les cortès assemblées sous le règne précédent (4). Quant aux promesses royales pour l'observation de la justice, la diminution des impôts, le respect de toutes les libertés, elles sont nombreuses et explicites, telles, en un mot, qu'on peut les attendre d'un prince qui vient de monter sur le trône. La suite de cette histoire montrera comment ces promesses magnifiques furent gardées.

VI.

GOUVERNEMENT D'ALBURQUERQUE. — TRAITÉ AVEC L'ARAGON. — RÉBELLION D'ALONSO CORONEL. — 1352-1353.

I.

La session des cortès se prolongea jusqu'au printemps de l'année 1352. Vers la fin de mars, le roi quitta Valladolid pour se rapprocher de la frontière de Portugal. Son grand-père, Alphonse IV, père de la reine Marie, lui avait demandé une entrevue. Elle eut lieu à Ciudad Rodrigo, avec de grandes démonstrations de tendresse de part et d'autre. Le roi de Portugal ayant prié son petit-fils de pardonner au comte de Trastamare, alors réfugié dans ses états, don Pèdre s'empressa d'y consentir, soit que, surpris en quelque sorte par une requête imprévue, il n'eût pas le temps de consulter sa mère ou son ministre, soit que, flatté par une sollicitation auguste, il saisît avec joie l'occasion de faire un acte d'au-

(1) *Cortès de Vall.*, art. 16. Voici la réponse du roi : « Si j'envoie de tels ordres, les officiers que j'envoie devront arrêter ceux que je désigne, mais non les tuer ni les torturer; ils m'en donneront avis sur-le-champ, pour que j'en décide suivant ma merci. »

(2) A esto respondo que lo tengo por bien e mando que se guarde.

(3) *Ibid.*, art. 64, 65, 66, 68, 75, 76.

(4) *Ibid.*, *Ord. de prelados*, art. 1, 5, 19.

torité. Quoi qu'il en soit, et quelque sincère que fût l'amnistie accordée à don Henri, celui-ci ne jugea pas à propos de paraître encore devant son frère. Il retourna dans les Asturies, n'ayant rien perdu de ses dispositions factieuses, car on l'y retrouve bientôt recrutant des hommes d'armes et travaillant sans relâche à se faire un parti. Grace à l'intervention du roi de Portugal, il venait d'obtenir la levée du séquestre mis sur ses biens et ceux de sa femme doña Juana de Villena (1). Il se servit de ces nouvelles ressources pour augmenter le nombre de ses créatures et pour essayer de fonder dans les Asturies une suzeraineté indépendante. Probablement ses rêves d'ambition n'allaient pas encore plus loin.

Alburquerque, méprisant les menées obscures de don Henri dans le nord, surveillait non sans inquiétude les préparatifs plus menaçans de quelques riches-hommes de la Castille, anciens partisans de la faction des Lara. Depuis la mort tragique de Garci Laso, don Alonso Fernandez Coronel aspirait à devenir le chef de ce parti vaincu, mais non point détruit. On a vu ce seigneur abandonner doña Léonor aussitôt après la mort du roi don Alphonse, et, pour prix de sa prompte défection, obtenir les bonnes graces d'Alburquerque. Il en avait reçu, avec la bannière et le chaudron de riche-homme, la vaste seigneurie et le fort château d'Aguilar, produits d'une confiscation ordonnée par le feu roi. A la vérité, Coronel prétendait qu'il avait payé assez chèrement ces faveurs au ministre (2) pour être dispensé de toute reconnaissance. De simple chevalier devenu riche-homme de nom et de fait, il s'était attaché avec plus de zèle que jamais à la cause de don Juan Nuñez, et pendant la maladie de don Pèdre, il s'était employé avec une ardeur quelquefois imprudente à soutenir ses prétentions tant en Castille que dans l'Andalousie. Le rétablissement du roi, la mort du seigneur de Lara, avaient pour un moment déconcerté ses projets, et, déjà suspect au nouveau gouvernement, il avait cru prudent de ne point paraître aux cortès de Valladolid. Averti par le meurtre de Garci Laso du sort

(1) Voir le préambule d'une charte de don Henri rapportée par Pellicer (*Informe de la casa de los Sarmientos de Villamayor*). Don Henri reconnaît que le roi lui a pardonné tous ses méfaits (*todos los maleficios que ayamos fecho fastaqui*), et qu'il lui a rendu ses biens et ceux de doña Juana sa femme. Gijon, 16 juin, l'an de l'ère 1390 (1352). — Ayala, p. 76. Note de Llaguno. — *N. B.* Les Castillans dataient alors leurs actes de l'*ère de César Auguste*, c'est-à-dire de l'année du dénombrement général prescrit par cet empereur. Elle commence 38 ans avant l'ère vulgaire. Les Aragonais, qui long-temps avaient suivi le même système, l'avaient abandonné à l'époque où commence ce récit.

(2) Ayala, p. 66 et suiv. — Le château d'Aguilar avait appartenu à don Gonzalo Fernandez, et était depuis entré dans le domaine royal. Ayala rapporte que Coronel l'avait obtenu d'Alburquerque en lui promettant en échange le château de Burguillos, que dans la suite il refusa de lui livrer.

que le ministre alors tout-puissant réservait à ses ennemis, il était bien résolu à ne pas imiter la folle confiance de son frère d'armes, et se préparait de longue main à une résistance vigoureuse. Tandis qu'il mettait en état de défense ses châteaux de Castille et d'Andalousie, il cherchait à ouvrir des relations avec don Henri et don Tello qui, suspects comme lui à don Juan d'Alburquerque, lui semblaient des alliés naturels. Peu scrupuleux sur le choix de ses protecteurs, il essayait encore de traiter avec le roi maure de Grenade, et sollicitait jusqu'aux Arabes d'outre-mer. Pour diriger ces négociations, le château d'Aguilar, situé sur la frontière de Grenade, lui offrait de grandes facilités. Il s'y était enfermé avec son gendre don Juan de La Cerda, seigneur puissant de Castille, et tous les deux y avaient réuni les plus dévoués de leurs vassaux. De cette forteresse, ils tendaient la main à tous les mécontens et s'efforçaient de rallier les débris de la faction de Lara.

Alburquerque ne se dissimulait ni la haine que lui avait suscitée sa haute fortune, ni le nombre ni la force de ses ennemis. Sa résolution naturelle, d'accord avec la politique, lui conseillait de s'adresser d'abord au plus redoutable, sûr qu'un exemple terrible intimiderait le reste des factieux. La perte d'Alonso Coronel fut jurée. Dans ce dessein, il quitta Ciudad Rodrigo dès qu'il put prendre congé du roi de Portugal et se hâta de conduire le roi en Andalousie, espérant par la rapidité de sa marche déconcerter les intrigues des rebelles. En quelques jours, il réunit à Cordoue une petite armée autour de la bannière royale et s'avança aussitôt contre le château d'Aguilar. Gutier Fernandez de Tolède, grand chambellan, et Sancho-Sanchez de Rojas, chef des arbalétriers de la garde, le précédaient chargés de sommer Coronel d'ouvrir ses portes au roi. Coronel, qui vraisemblablement ne s'attendait pas à être si tôt attaqué, répondit avec quelque embarras qu'aux termes de sa charte d'investiture, octroyée par le roi lui-même, il était dispensé d'héberger son souverain, surtout lorsqu'il se présentait avec une suite si considérable. (1). Puis, sa franchise militaire reprenant bientôt le dessus, il avoua que la présence d'Alburquerque, son ennemi déclaré, l'empêchait seule de se rendre à son devoir; mais que, tant que ce ministre exercerait sa domination tyrannique, il se verrait contraint à son

(1) Tous les riches-hommes, de même que les maîtres et les commandeurs des ordres militaires, étaient tenus de recevoir le roi dans leurs châteaux et de l'y héberger, à peine de haute trahison. On a vu que les cortès de Valladolid avaient réglé la dépense qui devait être faite dans de telles occasions. Il paraît que les rois, en donnant un château, dispensaient quelquefois son propriétaire des frais de réceptions royales, *yantares;* mais, en supposant que Coronel eût un pareil privilége, il est évident qu'il n'avait d'autre sens que de l'exempter de la dépense des *yantares*, et non de l'obligation d'ouvrir ses portes à son seigneur.

grand regret, et pour sa propre sûreté, de désobéir aux ordres de son roi. Cependant nombre de chevaliers, ses amis secrets ou déclarés, étaient accourus aux barrières dans l'espoir de ménager un accommodement. Tous, jusqu'à ceux-là même qu'il regardait comme ses confédérés et ses complices, lui conseillaient la soumission immédiate; ils l'engageaient à se réserver pour des temps plus heureux, et à ne pas précipiter sa ruine par une résistance sans espoir. S'il consentait à livrer son château, lui disait-on, il obtiendrait la permission de sortir du royaume, et le roi, satisfait par un exil de quelques mois, lui accorderait bientôt une amnistie complète et la levée du séquestre mis sur ses domaines. Coronel, étonné d'entendre un pareil langage dans la bouche de ceux dont il attendait des secours effectifs, ne perdit pourtant rien de sa résolution et demeura inflexible. « Le roi, répondit-il, est au pouvoir d'Alburquerque. Jamais je ne me livrerai, comme Garci Laso, à mon ennemi mortel. » Pendant ces pourparlers, don Pèdre s'approchait. Pour en finir, on déploya la bannière royale de Castille, et quelques arbalétriers firent mine d'assaillir les barrières du château. A cette démonstration qui n'avait pour but que de constater la rébellion, la garnison d'Aguilar répondit par le cri de guerre de son seigneur qu'elle accompagna d'une volée de flèches. Après quelques traits échangés de part et d'autre, on sonna la retraite. Le chef des arbalétriers vint montrer au roi la bannière de Castille déchirée par des flèches lancées du château. A ce spectacle, l'indignation fut générale, et les amis de Coronel, qui un instant auparavant intercédaient pour lui, se turent et l'abandonnèrent à son sort. Le jour même, il fut déclaré rebelle et traître, et l'on proclama ses biens confisqués et dévolus à la couronne. Il restait à s'en rendre maître. Aguilar était bien fortifié, bien pourvu de vivres et de munitions, et l'armée royale, peu nombreuse d'ailleurs, n'avait point de machines pour en faire le siége. Alburquerque, laissant un petit corps de troupes en observation devant la place, emmena le roi en Castille pour y faire la conquête plus facile des autres châteaux appartenant au rebelle. Sa présence dans le nord était d'ailleurs devenue nécessaire, car les alliés de Coronel commençaient à se montrer.

Dans les Asturies, le comte de Trastamare venait d'entrer par un coup de main dans la ville de Gijon dont il paraissait vouloir faire sa place d'armes. D'un autre côté, don Tello, son frère, âgé de seize ans à peine, déployait son étendard et débutait par un de ces exploits ordinaires aux héros de ce temps. Sortant d'Aranda de Duero, ville qui faisait partie de son apanage, il avait détroussé non loin de Burgos un grand convoi de marchandises en route pour la foire d'Alcalà de Henares. Après ce coup, effrayé à la vue des milices accourant des villes voisines, il gagna en toute hâte son château de Monteagudo sur la

frontière d'Aragon. Bientôt, ne s'y croyant pas en sûreté, il implora la protection de Pierre IV, et se déclara son homme-lige, s'engageant à ne faire ni paix ni trêve avec le roi de Castille sans l'agrément de son nouveau suzerain (1).

Le jeune roi, toujours guidé par Alburquerque, se dirigeait vers les Asturies; mais, chemin faisant, il s'empara de plusieurs châteaux ou maisons fortifiées que Coronel possédait en Castille. La plupart se rendirent sans faire de résistance sérieuse. Il n'y eut que le châtelain de Burguillos qui soutint un assaut. C'était un brave écuyer, homme-lige de Coronel, nommé Juan de Cañedo, que ni la présence du roi, ni les promesses d'Alburquerque ne purent obliger à livrer la place remise à sa garde. Après s'être battu en désespéré, il fut pris vivant, et le vainqueur lui fit couper les deux mains. Laissant les mécontens de la Castille méditer sur cet exemple terrible, la petite armée royale entra dans les Asturies. A son approche, don Henri, abandonna Gijon et se jeta dans les montagnes avec quelques amis dévoués. Tout en se dérobant avec soin aux poursuites de son frère, il protestait de sa fidélité, et les gouverneurs de Gijon et de ses autres châteaux s'engageaient par son ordre à ne pas guerroyer, pourvu que le roi consentît à pardonner à leur seigneur. Une espèce de trêve fut conclue. Alburquerque promettait de traiter don Henri avec douceur, et acceptait le serment offert par ses lieutenans (2). Cette expédition fut une promenade, car nulle part on ne rencontra d'ennemis. Tranquille de ce côté, le ministre ramena rapidement le roi en Castille pour réduire les places occupées par les vassaux de don Tello. La plupart furent prises presque sans combat. Monteagudo, la principale de ses forteresses, pouvait faire une longue résistance; mais le gouverneur demanda et obtint une capitulation ou plutôt une suspension d'armes, semblable à celle qui venait d'être accordée aux lieutenans de don Henri, c'est-à-dire la promesse d'une amnistie pour son maître, à la condition qu'il s'abstiendrait en attendant de toute hostilité (3). Il était évident que les mécontens des provinces du nord n'osaient rien entreprendre avant d'avoir appris quel serait le succès de la levée de boucliers tentée en Andalousie par Alonzo Coronel. Éloignés les uns des autres, divisés d'intérêts, les ennemis d'Alburquerque n'avaient pu se concerter; à peine se connaissaient-ils; chacun croyait avoir affaire à toutes les forces du roi, et, ne songeant qu'à

(1) *Archivo general de la corona de Aragon*, parchemin nº 1676, daté de Lérida, 14 juin 1352. Bien que cette pièce soit revêtue de la signature de don Tello, je ne sais s'il prêta lui-même le serment d'hommage entre les mains du roi d'Aragon. Il semble résulter de la teneur de l'acte que l'hommage fut rendu au nom du jeune prince par son majordome Pero Ruiz de Villegas.

(2) Ayala, p. 76.

(3) Ayala, p. 78.

sa sûreté personnelle, faisait bon marché de ses confédérés. Quant à ces étranges conventions entre un souverain et ses sujets rebelles, conventions exactement observées de part et d'autre, comme il semble, elles constatent quelle était alors l'opinion générale au sujet de l'obéissance due par un vassal à son seigneur immédiat. Les gouverneurs de don Henri et de don Tello conciliaient la fidélité jurée à leur seigneur et le respect de la majesté du trône en stipulant une amnistie pour leur maître, et en promettant d'un autre côté de ne point attaquer les troupes royales. C'eût été trop exiger, sans doute, que de vouloir leur soumission pure et simple. Des vassaux ne pouvaient être juges dans un différend entre leur seigneur et le roi; en attendant qu'un arrangement eût lieu, leur neutralité semblait un hommage suffisant rendu à la couronne. D'ailleurs, le dessein d'Alburquerque était d'isoler Coronel, contre lequel il voulait porter toutes ses forces. Il atteignit son but par ces conventions, et sans doute il se réservait le soin de châtier un jour à loisir ses timides complices. Pour le moment, il affectait de mettre une grande différence entre les bâtards coupables seulement de trop de défiance à l'égard de leur roi, et le riche-homme d'Aguilar en révolte ouverte, et déjà déclaré traître et rebelle. De là, sa facilité à traiter avec les châtelains de Gijon ou de Monteagudo, et sa cruauté envers celui de Burguillos.

II.

En se portant sur Monteagudo à l'extrémité de la Castille, Alburquerque n'avait pas seulement en vue d'intimider don Tello et d'arrêter sa prise d'armes. L'attitude du roi d'Aragon lui donnait quelque souci, et il avait à cœur de connaître ses intentions avant de retourner en Andalousie pour accabler Coronel. Bien que l'Aragon et la Castille fussent en paix depuis longues années, les relations des deux pays n'étaient rien moins qu'amicales. A la mort d'Alphonse IV, doña Léonor, sa seconde femme, infante de Castille et tante paternelle de don Pèdre, brouillée depuis long-temps avec Pierre IV, son beau-fils, avait quitté l'Aragon aussitôt que ce prince était monté sur le trône. Retirée en Castille, avec ses deux fils, les infans don Fernand et don Juan, elle n'avait cessé d'entretenir des relations avec les ennemis déclarés ou secrets du nouveau roi. Don Fernand avait été pendant quelques mois reconnu pour le chef des rebelles du royaume de Valence, et lorsque la ligue des seigneurs et des communes, qui prit le nom de l'Union, tint un moment Pierre IV en sa puissance, elle l'avait obligé de reconnaître pour son héritier présomptif ce frère qu'il haïssait. A la vérité, la bataille d'Epila avait fait justice de ces prétentions et contraint l'infant de retourner humilié en Castille. Le séquestre de ses biens et de ceux de

doña Léonor avait puni sa tentative; mais l'asile qu'il avait trouvé en Castille, le rang élevé qu'il y occupait, son alliance avec le ministre tout-puissant de don Pèdre, étaient pour Pierre IV des sujets incessans d'inquiétudes et d'irritation. L'accueil fait à don Tello, l'empressement du roi à accepter son hommage était un acte de représaille. En couvrant de sa protection les rebelles de Castille, Pierre voulait montrer qu'il pouvait dorénavant combattre le Castillan à armes égales et lui rendre tout le mal qu'il en avait à redouter. Ainsi, par un singulier hasard, les deux rois trouvaient des alliés dans la famille l'un de l'autre, et chacun avait à sa disposition les moyens d'allumer la guerre civile chez son voisin. L'aigreur croissante entre les deux cours était encore irritée par l'ambition inquiète de don Fernand, qui, après s'être cru un instant roi de Castille, déchu de cette espérance, tournait maintenant ses vues vers l'Aragon. On lui attribuait le dessein de renouveler la tentative qui lui avait si mal réussi quelques années auparavant, et de fait il errait sur la frontière, cherchant à réchauffer le vieux levain de la ligue valencienne. De son côté, le roi d'Aragon, instruit de ces menées, avait réuni dans le royaume de Valence un corps de troupes considérable, prêt à repousser une attaque, résolu peut-être à la prévenir. Telle était la situation des choses, lorsque Alburquerque parut devant Monteagudo.

Il désirait la paix sincèrement, car il n'avait rien à gagner à la guerre que l'agrandissement de l'infant d'Aragon, dont il se souciait peu. Sa haine et son intérêt lui commandaient également de concentrer tous ses efforts contre le dernier chef de la faction de Lara, et, pour assouvir sûrement sa vengeance, il fallait qu'il fût délivré de l'inquiétude d'une guerre étrangère. Son premier soin fut donc d'ouvrir des négociations avec l'Aragonais, qui s'y prêta avec empressement. Le ministre qui jouait alors auprès de Pierre IV le même rôle qu'avait Alburquerque auprès de don Pèdre, don Bernal de Cabrera, était un ennemi déclaré d'Alonso Coronel (1), et le désir de perdre un homme qu'il détestait ne contribua pas peu sans doute à presser l'accord entre les deux couronnes. Ouvertes dans la ville d'Agreda, vers le milieu de l'automne, les conférences se terminèrent promptement par un traité d'alliance conclu au château d'Atienza, le 29 octobre 1352. Les deux rois ayant les mêmes griefs, les mêmes appréhensions, faisaient les mêmes sacrifices pour s'assurer une domination tranquille. Ils se jurèrent de pardonner aux princes de leurs maisons en hostilité déclarée ou secrète contre leurs gouvernemens. Don Pèdre s'engagea de recevoir à merci

(1) Don Bernal de Cabrera avait des prétentions sur la seigneurie d'Aguilar. En la réunissant au domaine royal, don Alphonse avait dédommagé Cabrera et Coronel; mais, ni l'un ni l'autre ne se tenant pour satisfaits, leur animosité subsistait tout entière. V. Zurita, *Annales de Aragon*, t. II, p. 248, verso. — Ayala, p. 67 et suiv.

son frère bâtard don Tello et de lui rendre ses biens; Pierre IV accorda une amnistie aux deux infans ses frères consanguins, et promit de leur restituer, ainsi qu'à la reine doña Léonor leur mère, les domaines qu'il avait séquestrés. En même temps, chacun des deux rois se portait garant auprès de son allié pour la conduite de ceux dont il venait d'obtenir la grace. De part et d'autre, sauf quelques exceptions, l'amnistie s'étendait aux personnages subalternes, vassaux de don Tello ou des infans. Je dois faire remarquer à cette occasion une clause singulière du traité. Il fut stipulé que les adhérens des infans d'Aragon ne seraient point recherchés pour leurs actes d'hostilité contre Pierre IV, à moins qu'antérieurement à la convention d'Atienza, une sentence de trahison n'eût été rendue contre eux; que, dans ce cas néanmoins, ils ne pourraient être poursuivis dans les villes faisant partie du domaine personnel des infans (1). Un article tout semblable réglait le sort des partisans de don Tello. Ainsi, chaque roi, reconnaissant l'indépendance d'une seigneurie relevant de la sienne, permettait qu'il existât dans son royaume des places de sûreté contre ses propres décrets. Tel était le régime féodal et l'impuissance de la royauté. Toutefois, pendant que les deux ministres faisaient cette concession éclatante aux exigences de la noblesse, ils ne négligeaient pas de prendre quelques mesures pour restreindre ses priviléges à l'avenir. A la suite du traité de paix, l'on arrêta les bases d'une convention d'extradition, acte fort extraordinaire pour l'époque, d'après lequel les deux rois devaient se livrer mutuellement les coupables de trahison contre lesquels des sentences seraient prononcées postérieurement au traité d'Atienza (2). Il est fort probable que cette convention, publiée solennellement par les deux rois ne fut jamais rigoureusement exécutée. Elle blessait trop ouvertement tous les préjugés de l'époque. On peut y voir cependant une première tentative pour diminuer cette indépendance dont les grands vassaux se montraient si jaloux. Alburquerque et Cabrera, ministres absolus, cherchaient à augmenter leur puissance en soutenant la cause de l'autorité royale. Ils crurent ne travailler que pour eux-mêmes. Leurs maîtres seuls profitèrent de leur politique.

III.

Rassuré sur les desseins de l'Aragonais, Alburquerque reprit avec le jeune roi le chemin de l'Andalousie. Entre le ministre et les riches-hommes factieux, la querelle allait se décider sous les murs d'Aguilar.

(1) *Arch. gén. de Ar.*, parchemins nos 1736 et 1737. — Zurita, tome II, p. 248 et suiv.

(2) Arch. gen. de Ar. Legajo, de cartas reales, nº 89. — Ce traité d'extradition est cité sans date, dans un document qui porte celle du 2 juin de l'ère 1397 (1359).

Cette fois, il ne s'agissait plus d'une reconnaissance; des troupes nombreuses, des machines de guerre et tout l'attirail d'un siége se dirigeaient contre la place. Pendant l'absence d'Alburquerque, Coronel, perçant au travers des faibles corps d'observation qui l'entouraient, avait plusieurs fois poussé ses courses jusqu'aux portes de Cordoue. Son gendre, don Juan de la Cerda, s'était rendu à Grenade et de là en Afrique, se flattant d'en ramener des secours, mais ses efforts avaient été sans résultats. L'opiniâtreté de Coronel ne servait qu'à prouver sa faiblesse véritable et son isolement. Les villes voisines, exaspérées par les pillages de ses hommes d'armes, envoyaient à l'envi leurs bannières à l'armée royale. L'alliance du roi maure, que sollicitait ouvertement le rebelle, indignait toute l'Andalousie, souvent ravagée par les Arabes, et scandalisait le clergé, qui nommait Alburquerque le défenseur de la religion et de la patrie. Enfin la neutralité des deux bâtards, obtenue par une simple démonstration, prouvait que les mécontens n'étaient point unis entre eux et qu'ils agissaient sans plan arrêté. Il suffisait de comparer les forces des deux partis pour présager l'issue de la lutte.

Dès que le roi parut devant Aguilar, les attaques furent poussées avec vigueur. D'abord les assiégés se défendirent bravement. Il fallut plusieurs mois pour s'emparer des ouvrages extérieurs, niveler le terrain et faire avancer les machines au pied du rempart. On commença à battre en brèche. Alors le découragement s'empara de la garnison. Nul secours n'arrivait; les Maures de Grenade renouvelaient leurs protestations pacifiques au roi de Castille; ceux d'outre-mer ne montraient pas moins de répugnance à rompre les trêves. Les murs allaient céder au bélier et à la sape; on calculait le moment où la brèche serait praticable. Tandis que les soldats mercenaires de Coronel ne pensaient qu'à s'échapper d'une place impossible à défendre, et que chaque jour de nombreux déserteurs imploraient la merci des assaillans, Juan Fernandez de Cañedo, l'ancien gouverneur de Burguillos, se présenta hardiment devant don Pèdre. A peine rétabli de l'horrible mutilation qu'il avait subie, il venait avec une incroyable audace demander au roi la permission d'entrer dans Aguilar, pour y mourir auprès de son seigneur. Cette grace lui fut accordée, et sa fidélité héroïque arracha l'admiration de ses ennemis mêmes. On enviait à Coronel la gloire d'inspirer de pareils dévouemens. Chacun attendait avec anxiété les derniers instans d'un homme que toute la Castille était habituée à regarder comme un modèle accompli du preux chevalier.

Tout était préparé pour l'assaut, les postes assignés, l'heure fixée pour monter à la brèche. Pendant l'espèce de trêve tacite qui précède un combat décisif, le chambellan du roi, Gutier Fernandez, ancien ami du seigneur d'Aguilar, l'aperçut sur le rempart occupé à donner ses

derniers ordres. Il piqua vers lui, et dès qu'il fut à portée de la voix : « Compère (1), mon ami, lui cria-t-il, que je suis marri de votre entêtement ! — Eh ! quel remède aujourd'hui? répondit Coronel. — Hélas ! reprit Gutier, au point où nous en sommes, de remède je n'en vois aucun. » Alors Coronel, d'une voix grave : « Gutier, mon ami, vous vous trompez. Pour moi une ressource reste encore : c'est de mourir en bon chevalier. » Ils se séparèrent les larmes aux yeux. Coronel alla revêtir un gambison (2) et une cotte de mailles; puis il entra dans la chapelle du château pour entendre la messe. Au milieu du sacrifice, un écuyer se précipite dans la nef : « Que faites-vous, don Alonso? s'écrie-t-il. On entre par la brèche. Le commandeur d'Alcántara, Pero Estebañez, est dans la ville et force gens d'armes avec lui ! — Advienne que pourra! dit Coronel tiré de sa pieuse rêverie. D'abord je verrai Dieu. » Et il demeura immobile, à genoux, jusqu'après la consécration. Alors il sortit de la chapelle, mais, trouvant les gens du roi déjà maîtres des remparts, il se jeta dans le donjon, qui tenait encore. De là, reconnaissant Diaz Gomez, chef des écuyers de la garde, il l'appela et lui dit : « Diaz Gomez, mon ami, me mènerez-vous vivant devant le roi mon seigneur ? — Je ne sais si je pourrai, répondit Gomez; mais comptez que j'y ferai mes efforts. — Conduisez-moi donc vers lui, dit le vaincu en remettant son épée, et, je vous en supplie, commandez à vos hommes qu'ils cherchent mes fils dans leur logement, et, s'ils le peuvent, qu'ils gardent ces enfans de male aventure. » Ce ne fut pas sans peine qu'au milieu d'une soldatesque furieuse on le conduisit devant le roi. En apercevant son ennemi, Alburquerque s'écria : « Eh quoi ! Coronel traître dans un royaume où on lui fait tant d'honneurs ! — Don Juan, dit Coronel, nous sommes fils de cette Castille qui élève les hommes et les précipite. On ne peut vaincre sa destinée (3). La merci que je vous demande, c'est de me faire mourir vite, comme, il y a quatorze ans aujourd'hui, je fis mourir le maître d'Alcántara (4). » Le roi, présent à cette entrevue et la visière basse, écoutait ce dialogue sans se faire connaître, admirant sans doute le sang-froid de Co-

(1) Je ne sais si Gutier Fernandez avait en effet tenu un enfant de Coronel. Le mot de compère était un terme d'amitié fort usité au moyen-âge. On s'en sert encore fréquemment en Andalousie, sans y attacher le sens propre.

(2) Justaucorps ouatté qu'on portait par-dessous le haubert ou la cotte de mailles pour préserver la peau et les habits du frottement.

(3) Cette idée de fatalisme est remarquable, et peut être attribuée au contact des Espagnols avec les Arabes.

(4) En 1339, don Gonzalo Martinez, maître d'Alcantara, s'étant révolté contre le roi don Alphonse, fut assiégé et pris dans son château de Valencia. Coronel avait présidé à son exécution. *Chronica de don Alfonso XI*, p. 385. Le maître d'Alcantara paraît avoir été sacrifié à l'instigation de dona Léonor de Guzman, dont Coronel était alors l'homme-lige.

ronel; mais, habitué à laisser faire son ministre, il demeurait impassible et ne donnait aucun ordre. Sur un signe d'Alburquerque, Coronel, conduit quelques pas plus loin, fut décapité avec plusieurs chevaliers de sa suite, entre autres Alphonse Carrillo, brave gentilhomme d'une famille dévouée aux Lara, autrefois gouverneur, pour doña Leonor de Guzman, des châteaux de Lucena et de Cabra. Compère et frère d'armes de Coronel, il était venu s'enfermer dans Aguilar aussitôt qu'il avait su la situation désespérée de son ami (1).

Ainsi périt, après un siége de quatre mois, cette poignée de braves gentilshommes dont l'héroïque résistance égala la témérité. Alonso Coronel avait mal connu ses forces. Ce n'était point un soldat de fortune comme lui, *un chevalier d'aventure*, ainsi disait-on alors, que les riches-hommes, mécontens du gouvernement d'Alburquerque, auraient consenti à prendre pour leur chef. Il manquait à la faction de Lara un grand nom pour rallier ses débris. Henri de Trastamare, mari de la nièce de don Juan Nuñez, n'avait que vingt ans, et l'Espagne ignorait encore et son génie et son audace.

VII.

RÉCONCILIATION DE DON PÈDRE AVEC SES FRÈRES. — INFLUENCE DE DOÑA MARIA DE PADILLA. — 1353-1354.

I.

Jusqu'à présent on a vu don Pèdre n'avoir d'autres volontés que celles de son ministre : le moment approchait où cette domination allait cesser. Alburquerque et la reine-mère, ayant résolu de marier le jeune prince, avaient jeté les yeux sur la maison de France pour l'union qu'ils projetaient. Pendant la session des cortès de Valladolid, des ambassadeurs s'étaient rendus à Paris, chargés de demander au nom de don Pèdre la main de Blanche, nièce du roi Jean et fille du duc de Bourbon, alors âgée de quinze ans à peine. On vantait partout sa beauté, sa douceur, sa grace naïve. La princesse, solennellement fiancée au roi de Castille, n'attendait, pour passer en Espagne, que la fin des troubles qui obligeaient don Pèdre à parcourir ses provinces à la tête d'une armée. En même temps que le ministre traitait de cette illustre alliance, il ne dédaignait pas de s'occuper en secret d'une négociation moins honorable, mais dont le succès, selon ses calculs, devait lui assurer la continuation de sa haute influence. Déjà, plusieurs fois, l'humeur altière du jeune roi s'était révélée par des velléités d'indépendance, rapides comme des éclairs, alarmantes cependant pour un

(1) Ayala, p. 80 et suiv.

vieux politique accoutumé à lire dans le cœur de son maître. Il s'apercevait que, pour le détourner de vouloir gouverner par lui-même, il était temps de lui donner des distractions plus puissantes que les plaisirs de la chasse. Le règne de don Alphonse avait prouvé tout ce que peut une maîtresse, et le ministre prudent ne voulut pas abandonner au hasard le choix de la femme destinée à jouer un si grand rôle. Craignant une rivale, il voulut avoir une alliée ou plutôt une esclave. Il choisit donc pour le roi et se trompa lourdement. Il crut trouver la personne la plus propre à servir ses desseins dans doña Maria de Padilla, jeune fille noble, élevée dans la maison de sa femme doña Isabel de Meneses. Elle était orpheline, issue d'une famille illustre, autrefois attachée à la faction de Lara et ruinée par les dernières guerres civiles (1). Son frère et son oncle, pauvres et ambitieux, se prêtèrent, dit-on, à ce honteux marché. Persuadé que doña Maria, nourrie dans sa maison, le regarderait toujours comme un maître, Alburquerque attira sur elle l'attention de don Pèdre et ménagea lui-même leur première entrevue, qui eut lieu pendant l'expédition des Asturies (2). Doña Maria de Padilla était petite de taille comme la plupart des Espagnoles, jolie, vive, remplie de cette grace voluptueuse particulière aux femmes du midi, et que notre langue ne sait exprimer par aucun terme (3). On ne connaissait encore son esprit que par son enjouement, qui amusait la grande dame chez laquelle elle vivait dans une situation presque servile. Plus âgée que le roi, elle avait sur lui l'avantage d'avoir déjà pu étudier les hommes et d'avoir observé la cour, mêlée parmi la foule. Elle montra bientôt qu'elle était digne de régner.

On aime à croire qu'en se donnant à don Pèdre, cette jeune fille ne céda pas uniquement à des calculs d'ambition. Le roi n'avait que dix-huit ans; il était bien fait, ardent, magnifique, véritablement amoureux. Sans doute cette passion aurait suffi pour séduire doña Maria, quand même elle n'eût pas été rehaussée par le prestige d'une couronne. Ses protecteurs, sa famille, conspirèrent pour triompher de ses scrupules. Elle se rendit bientôt, peut-être en exigeant du roi une promesse de mariage, ou même, comme l'ont supposé quelques auteurs, l'accom-

(1) *Cron. de don Alfonso XI*, p. 299. — *Argote de Molina noblçza de Andalucia*, p. 93. La maison de Padilla est mentionnée dans un privilége daté de 1033.

(2) Ayala, p. 77. Cfr. avec le *Sumario de los reges d'Espana*, p. 60.

(3) Ayala, p. 332. La langue castillanne est riche en mots pour caractériser la grace chez les femmes. L'Espagne est, à la vérité, le pays où cette qualité est la plus commune. Je citerai quelques expressions seulement qui indiquent des nuances plus faciles à apprécier qu'à traduire. *Garbo* est la grace unie à la noblesse; *donayre*, l'élégance du maintien, l'enjouement de l'esprit; *salero*, la grace voluptueuse et provoquante; *zandungà*, l'espèce de grace particulière aux Andalouses, un mélange heureux de souplesse et de nonchalance. On célébrera le *garbo* ou le *donayre* d'une duchesse, le *salero* d'une actrice, la *zandunga* d'une Bohémienne de Jerez.

plissement des cérémonies religieuses, qui toutefois auraient été célébrées dans le plus profond mystère (1). Si ce mariage eut lieu en effet, toute l'Espagne l'ignora d'abord, et doña Maria ne passa long-temps que pour la maîtresse du roi. Son oncle, Juan Fernandez de Hinestrosa, la conduisit lui-même à San Fagund où s'arrêta don Pèdre à son retour des Asturies, et la mit, pour ainsi dire, entre ses bras (2). Cette complaisance fut royalement récompensée. Hinestrosa et les autres parens de la favorite, sortant tout à coup de leur obscurité, parurent à la cour et commencèrent à se mêler aux conseils du jeune prince.

Aussitôt après la prise d'Aguilar, don Pèdre, séparé de sa maîtresse pendant le siége, courut la retrouver à Cordoue. Elle venait de lui donner une fille, dont la naissance fut célébrée par des fêtes magnifiques. La plus grande partie des domaines d'Alonso Coronel servit d'apanage à l'enfant; le reste fut distribué entre les officiers de la maison du roi. On remarqua que don Juan d'Alburquerque n'eut cette fois aucune part aux dépouilles de son ennemi. Tout en conservant les apparences, le roi commençait à le traiter avec quelque froideur. Sa jeune maîtresse l'excitait en secret à se débarrasser d'une tutelle importune et à prendre en main les rênes du gouvernement. Flatté par les louanges d'une femme chérie, encouragé par les conseils des Padilla, travaillé enfin par un vague besoin de montrer son énergie et son caractère, il flottait encore dans l'irrésolution, retenu par l'habitude de se laisser diriger, par son ignorance des affaires, enfin par le respect ou même l'espèce de crainte que lui inspirait un vieux serviteur de son père. N'osant faire un coup d'autorité, le roi conspirait contre son ministre. Aidé par les Padilla, il s'était engagé dans une négociation, conduite avec une dissimulation profonde, qui ne tendait à rien moins qu'à renverser tous les plans politiques d'Alburquerque. Il s'agissait d'une complète et franche réconciliation avec ses frères, don Henri et don Tello. Avec leur assistance et celle du parti de Lara, que le comte de Trastamare devait entraîner à sa suite, don Pèdre ne doutait pas qu'il ne pût commander en maître et plier tout à ses volontés. C'était une conjuration d'écoliers contre leur pédagogue. Il y a lieu de croire que le roi en conçut lui-même le projet, persuadé, dans son inexpérience, qu'il ne pouvait trouver d'amis plus dévoués que ses frères ni de conseillers plus désintéressés que des jeunes gens de son âge. On croira qu'un semblable complot ne se déroba pas long-temps à la perspicacité du vieux ministre; il n'en fut rien cependant. Le secret fut admirablement gardé; tout réussit à souhait à ces novices conspirateurs.

(1) Cette question sera plus tard examinée. Voir § XVI, I.

(2) Ayala, p. 77 et 86. — Ce fut probablement alors que Hinestrosa reçut du roi la charge d'*alcade de los fidalgos*, titre qu'il prend dans le traité d'Atienza, dont il fut un des signataires pour la Castille. *Arch. gen. de Ar.*, parchemin n° 1737.

Alburquerque donna dans le premier piége qu'on lui tendit, en acceptant une mission frivole auprès du roi de Portugal. Quitter la cour, c'était laisser le champ libre à ses ennemis. Pendant son absence, un gentilhomme, nommé Juan Gonzalez de Bazan, attaché à la maison du comte don Henri, servit d'intermédiaire entre le roi et les deux bâtards (1). L'accord fut conclu avec le même secret qui avait couvert les premières négociations.

Cependant Blanche de France était déjà en Castille avec un grand nombre de seigneurs français et les ambassadeurs qui étaient allés la demander au roi son oncle. La mère de don Pèdre et la reine doña Léonor s'étaient avancées jusqu'à Valladolid pour recevoir la princesse. C'était dans cette ville que le mariage devait se célébrer, et elles y demeuraient depuis plusieurs mois sans que don Pèdre parût songer à les rejoindre. Délivré de son ministre, séparé de sa mère, il se croyait véritablement roi et s'était établi à Torrijos, près de Tolède, donnant des fêtes et des tournois (2) à sa maîtresse, plus épris d'elle que jamais. Enivré des divertissemens et des flatteries de sa jeune cour, il semblait avoir oublié l'alliance qu'il venait de contracter et ne s'occupait qu'à inventer de nouveaux plaisirs. Au milieu des pompes joyeuses de Torrijos parut tout à coup un visage sévère; c'était Alburquerque, rappelé à l'improviste par le scandale public. Son langage fut triste et grave. Il représenta l'affront fait à la maison de France et l'anxiété de toute la Castille, qui attendait du mariage de son roi une garantie de tranquillité pour l'avenir. Aux troubles qu'avait occasionnés sa maladie, la première année de son règne, don Pèdre pouvait pressentir quelle serait la situation de tout le royaume, si la mort venait à le surprendre avant qu'il eût laissé un héritier direct. Le respect dû à un traité solennel, l'avenir du pays, l'honneur de la couronne, l'obligeaient à se rendre sans plus de retard auprès de la princesse sa fiancée. Don Pèdre, contraint par l'évidence et subjugué par l'ascendant de son austère conseiller, consentit à partir pour Valladolid. Vers le commencement de mai 1353, il laissa Marie de Padilla dans le fort château de Montalvan, sous la garde d'un frère bâtard qu'elle avait, nommé Juan Garcia de Villagera. Toutes les mesures que l'amour put lui suggérer furent prises pour mettre cette retraite à l'abri d'une attaque, et le roi ne cachait à personne que tant de précautions lui paraissaient nécessaires contre le mauvais vouloir d'Alburquerque. Enfin, triste et mal résigné, il s'achemina vers Valladolid.

(1) Cfr. Ayala, p. 88 et 90.

(2) Don Pèdre fut grièvement blessé au bras dans un tournoi dont il était un des tenans. Cette blessure contribua peut-être à prolonger son séjour à Torrijos.

II.

Presque en même temps, don Henri et don Tello, avertis par Gonzalez de Bazan, officiellement chargé de les convier aux noces du roi, et de leur porter un sauf-conduit pour s'y rendre, s'étaient mis en marche avec une suite si nombreuse, qu'on aurait pu la prendre pour une armée. Arrivés à Cigales, à deux lieues de Valladolid, ils y campèrent avec six cents lances et quinze cents hommes de pied asturiens, publiant qu'ils venaient aux noces du roi, mais qu'ils n'entreraient pas dans la ville, à moins qu'on n'y reçût leur escorte avec eux. Ils rappelaient l'assassinat de Garci Laso de la Vega, et déclaraient qu'ils ne se laisseraient pas surprendre comme lui aux fallacieuses promesses d'Alburquerque.

Peu de jours après, le roi, accompagné de toute sa cour, fit son entrée dans Valladolid. Dès le lendemain, le ministre en sortit avec le roi et des troupes assez nombreuses, en intention d'aller attaquer don Henri et don Tello à Cigales. A l'entendre, les deux bâtards ne venaient pas sans mauvais desseins, suivis d'une si puissante escorte, bardés de fer et bannières levées. Puisqu'ils osaient se montrer en rase campagne, il fallait profiter de l'occasion pour les exterminer. Bien que le roi sût mieux que son ministre les véritables desseins de ses frères, il ne fit aucune difficulté pour marcher à leur rencontre. Il s'avançait vers Cigales, lorsqu'il fut joint par un écuyer de don Henri, armé de pied en cap, porteur d'un message de son maître. « Le comte, dit l'écuyer, vous baise les mains et s'empresse d'obéir à vos ordres en venant à vos noces. Il vous supplie de ne pas vous étonner s'il se présente si bien accompagné, sachant que son ennemi, don Juan d'Alburquerque, ne l'est pas moins. Croyez d'ailleurs que mon maître est prêt à se mettre à votre merci, dès que vous daignerez lui donner des garanties contre les entreprises d'un homme dont il a tout lieu de craindre la puissance et le ressentiment. » Le roi écouta froidement ce discours, puis, soit dissimulation, soit habitude d'abandonner toutes les décisions à son ministre, il se tourna vers lui, et lui dit en souriant : « Vous avez entendu l'ambassadeur du comte et de don Tello. Cela vous regarde. » Aussitôt Alburquerque s'écria que le comte et son frère s'excusaient mal de leur audace à se présenter en armes devant leur roi, comme s'ils doutaient qu'il sût maintenir l'ordre et la paix dans sa cour! N'avaient-ils pas reçu des lettres de sûreté! Les regarder comme insuffisantes, c'était un acte de rébellion. A tant d'insolence il reconnaissait les perfides conseils de Pero Ruiz de Villegas, le confident des deux frères (1). Don

(1) Majordome de don Tello et signataire de l'acte d'hommage au roi d'Aragon, passé à Lérida l'année précédente.

Pèdre alors renvoya l'écuyer en le chargeant de dire au comte qu'il eût à se rendre à sa merci sur-le-champ et à congédier ses hommes d'armes. Il ajouta quelques mots bienveillans pour assurer que ses frères n'avaient rien à craindre auprès de lui.

Du côté de don Henri, le secret avait été aussi bien gardé que de la part du roi, et toute sa suite ignorait encore les négociations conduites par Gonzalez de Bazan. Les avis se partagèrent au retour de l'écuyer, plusieurs conseillant une retraite immédiate, d'autres proposant de s'en remettre à la clémence du roi. Tenter la fortune des armes semblait à tous une folle témérité. Sans écouter personne, don Henri rangea ses gens en bataille, et attendit immobile la petite armée sortie de Valladolid. Bientôt elle fut en vue et prit position en face des Asturiens. Entre les deux troupes coulait un ruisseau encaissé qui eût été un obstacle difficile pour celui qui se serait décidé le premier à prendre l'offensive; mais ni le roi ni son frère n'avaient la moindre envie d'en venir aux mains. Alburquerque seul pressait d'engager le combat et promettait la victoire. Pendant que les soldats du roi, fatigués d'une longue traite, reprenaient haleine, des pourparlers s'engagèrent entre les deux partis. Sur l'ordre du roi, Diego Garcia de Padilla, frère de sa maîtresse, et Juan de Hinestrosa, allèrent parlementer avec le comte de Trastamare. Le choix de pareils messagers prouvait bien que don Pèdre ne suivrait pas les conseils belliqueux de son ministre.

Je ne puis m'empêcher de citer ici une anecdote qui peint la pointilleuse étiquette et la courtoisie chevaleresque de l'époque. Devant le front de bataille de don Henri, le roi aperçut un gentilhomme portant sur son haubert une soubreveste écarlate et une écharpe dorée. C'étaient les insignes d'un ordre de chevalerie très considéré alors, institué par le feu roi don Alphonse. Les *chevaliers de l'Écharpe* ne devaient être choisis que parmi les vassaux du roi ou ceux de l'infant, son héritier présomptif. Don Pèdre voulut savoir quel était ce cavalier. On lui dit qu'il se nommait Pero Carrillo, serviteur dévoué du comte de Trastamare, et parent de cet Alonso Carrillo, décapité avec Coronel à la prise d'Aguilar. Le roi lui dépêcha un de ses pages, c'était Pero d'Ayala, auteur de la chronique que je transcris, pour lui demander comment, n'étant pas son vassal, il osait porter l'écharpe dorée. Pero Carrillo, à la vue des deux armées, s'en dépouilla sur-le-champ, rappelant toutefois qu'il l'avait reçue du roi don Alphonse pour avoir défendu contre les Maures la brèche de Tarifa (1). Il ajouta que, puisque le roi le voulait ainsi, il ne porterait plus désormais l'écharpe sans son expresse permission. L'obéissance de Carrillo plut à don Pèdre, plus sensible

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 419.

apparemment à l'usurpation d'un insigne qu'à une rébellion à main armée (1).

En dépit de l'impatience d'Alburquerque, les pourparlers continuaient. Il avait beau représenter qu'il était déjà l'heure de vêpres, et que le comte n'attendait que la nuit pour s'échapper; don Pèdre, contenant ses soldats, attendait avec le plus grand calme l'issue des négociations. Enfin, vers le déclin du jour, on vit s'avancer entre les deux armées le comte don Henri, don Tello et une trentaine de gentilshommes, tous à pied et sans armes. Ils venaient se remettre à la merci du roi. Don Pèdre demeura à cheval avec sa suite, et ce fut au milieu d'une haie d'hommes d'armes que les deux bâtards s'approchèrent jusqu'à son étrier. Don Henri d'abord, puis don Tello, lui baisèrent le pied et la main droite (2). Alors le roi, sautant à terre, les conduisit dans un petit ermitage, où il s'enferma quelque temps avec eux et plusieurs seigneurs des deux partis. Là le comte, en son nom et au nom des chevaliers qui suivaient sa bannière, protesta de sa soumission, excusant sa conduite passée sur la crainte légitime que lui inspiraient des ennemis puissans qui, dit-il, le calomniaient auprès de son seigneur. « Comte, mon frère, répondit le roi, je suis content de vous voir aujourd'hui vous confier à ma foi, ainsi que notre frère don Tello. Soyez assuré que vous recevrez de moi telles faveurs, que vous vous en tiendrez pour satisfait. » Les deux bâtards promirent alors au roi de lui livrer toutes leurs forteresses, et sur-le-champ ils remirent entre les mains de son alguacil mayor plusieurs otages importans, entre autres le jeune fils de Garci Laso (3). La présence de cet enfant dans la troupe du comte de Trastamare prouvait assez que son expédition avait été concertée d'avance avec don Pèdre, et devait avoir une issue pacifique. Le peuple accueillit avec joie la nouvelle de cette réconciliation. Alburquerque lui seul s'en montra chagrin, voyant avec raison dans ce dénoûment une preuve du crédit des Padilla et un échec humiliant pour son autorité. A son dépit se joignait la honte d'avoir été joué, lui vieux politique, par des enfans qu'il avait cru dominer.

III.

Le mariage de don Pèdre avec la princesse de France fut célébré le 3 juin, presque immédiatement après l'entrevue de Cigales. Autant le

(1) Ayala, p. 91.

(2) Je suis le texte d'une des copies de la chronique d'Ayala, qu'on appelle très improprement *l'Abrégée*. Si dans les copies subséquentes on a supprimé les détails que je viens de rapporter, c'est sans doute parce qu'on les a crus humilians pour le prince qui avait fini par s'emparer du trône de Castille. Cfr. les deux versions. Ayala p. 92, et la note, de M. Llaguno.

(3) Ayala, p. 93.

roi avait montré d'abord d'irrésolution et de lenteur, autant il témoignait à présent d'impatience pour en finir. Toutefois nul ne pouvait attribuer ce changement à l'impression produite par les charmes de Blanche. Le roi y paraissait toujours insensible; il la regardait à peine; mais, convaincu que son mariage était un devoir et une nécessité, il avait hâte de l'accomplir pour obtenir le repos. Les deux fiancés furent menés en grande pompe à l'église de Sainte-Marie-la-Neuve. L'ordre du cortége semblait avoir été réglé de manière à prouver à tous les yeux que les discordes de la Castille étaient à jamais terminées. Le comte de Trastamare, don Tello, Alburquerque, les infans d'Aragon et la plupart des riches-hommes qui avaient joué un rôle dans les derniers troubles, accompagnaient la marche royale, surpris peut-être de se voir réunis ailleurs que sur un champ de bataille. Venaient d'abord don Pèdre et Blanche de Bourbon, montés sur des palefrois blancs et vêtus de robes de brocart d'or fourrées d'hermine, costume alors réservé aux souverains. Alburquerque était le parrain du roi, et la reine douairière d'Aragon, doña Léonor, servait de mère à la jeune reine. On remarqua le choix de sa demoiselle d'honneur, doña Margarita de Lara, sœur de don Juan Nuñez, et, comme si Blanche eût ramené avec elle tous les proscrits, elle avait pour écuyer le comte de Trastamare, qui tenait la bride de son cheval. L'infant don Fernand conduisait le cheval de sa mère, doña Léonor, et son frère don Juan remplissait le même office auprès de la reine Marie. Ainsi, dans ce cortége, le bâtard don Henri avait le pas sur les infans d'Aragon, honneur que quelques-uns trouvèrent excessif, et que d'autres n'attribuaient qu'à la sincérité de la réconciliation entre les fils de don Alphonse. Un tournoi, des courses de cannes, un combat de taureaux, suivirent la cérémonie religieuse, et se renouvelèrent le lendemain. Mais, au milieu de ces fêtes, tous les yeux se portaient avec curiosité sur les nouveaux époux. Chacun lisait sur la contenance du roi sa froideur et même son aversion pour sa jeune compagne, et, comme l'on s'expliquait difficilement qu'un homme de son âge, ardent et voluptueux, se montrât insensible aux attraits de la princesse française, plusieurs murmuraient tout bas qu'il avait été fasciné par Marie de Padilla, et que ses yeux, charmés par art magique, lui montraient un objet repoussant au lieu de la jeune beauté qu'il venait de conduire à l'autel (1).

(1) L'ensorcellement de don Pèdre par la Padilla est la tradition populaire en Andalousie, où l'un et l'autre ont laissé de grands souvenirs. On ajoute que Marie de Padilla était une reine de Bohémiens, leur *bari crallisa*, partant consommée dans l'art de préparer les philtres. Malheureusement les Bohémiens ne parurent guère en Europe qu'un siècle plus tard. — L'auteur de la *Première Vie du pape Innocent VI* raconte gravement que, Blanche ayant fait présent à son époux d'une ceinture d'or, Marie de Padilla, aidée d'un Juif, insigne sorcier, changea cette ceinture en serpent, un certain jour que le roi s'en était paré. On pense aisément quelle dut être la surprise du prince et celle de toute la cour, lorsque la ceinture commença à s'agiter et à siffler, sur quoi la Padilla

L'aversion, comme la sympathie, a ses mystères inexplicables, et pourtant de graves auteurs, anciens et modernes, ont voulu trouver un motif réel et plausible à l'éloignement de don Pèdre pour sa femme. Les derniers n'ayant pas, comme leurs devanciers, la ressource commode de la magie, ne se sont pas fait scrupule de ternir par une odieuse calomnie le caractère de la jeune reine, que tous ses contemporains ont respecté. On a prétendu que don Fadrique était un des ambassadeurs chargés de demander au roi de France la main de sa nièce, et que, pendant le voyage de Paris à Valladolid, Blanche aurait succombé aux séductions de son beau-frère (1). Ainsi ce serait à la jalousie qu'il faudrait attribuer la répugnance du roi pour son épouse et sa haine contre don Fadrique, dont j'aurai bientôt à raconter les effets. Je me hâte de dire que toutes ces suppositions sont absolument fausses. Don Fadrique ne fit point partie de l'ambassade castillanne et ne quitta pas la Péninsule à l'époque des négociations entre la France et la cour de Castille. Des chartes authentiques attestent son séjour dans le midi de l'Espagne pendant les premiers mois de l'année 1353, et, à l'époque du mariage du roi, il n'avait pas encore vu sa belle-sœur (2). Ajoutez que s'il eût existé quelque motif pour rompre ce mariage, quelque grief réel ou seulement un prétexte qu'on pût alléguer contre Blanche, il est à croire que don Pèdre eût saisi avec empressement l'occasion offerte, alors que, débarrassé de la tutelle de son ministre, et subjugué par l'amour de doña Maria, il ne cherchait qu'à faire preuve de son autorité et de sa force.

Personne à Valladolid n'ignorait les sentimens du roi, et le bruit s'était répandu qu'il allait prochainement en partir pour retourner auprès de sa maîtresse. Le 5 juin, c'est-à-dire deux jours seulement après la célébration de son mariage, don Pèdre étant seul à dîner (3) dans son palais, sa mère et sa tante entrèrent tout en larmes et demandèrent à lui parler en particulier. Aussitôt le roi quitta la table et les conduisit dans

trouva facilement occasion de persuader à son amant que Blanche était une magicienne qui voulait le faire périr par sorcellerie. Baluze, *Hist. des papes d'Avignon*, I, p. 224; Ayala, p. 95.

(1) V. Gratia Dei, dans le *Semanario erudito* de Valladares, tome 28, p. 237; le comte de la Roca, el rey don Pedro defendido, p. 15, verso, 44. Le comte ajoute agréablement dans son style cavalier : « Si l'infant don Fadrique fut un an et plus, comme on le prétend, à conduire la reine Blanche de France à Valladolid, cela prouve que les chemins étaient bien mauvais ou qu'ils ne prirent pas le meilleur. »

(2) Le contrat de mariage de Blanche existe aux archives du royaume, daté de Paris, 2 juillet 1352. Il est signé par les deux ambassadeurs castillans, don Juan Sanchez de las Roelas, jadis évêque de Séville, évêque élu de Burgos, et par don Alvar Garcia d'Albornoz. Carton J. 603, pièce 55. — Suivant toute apparence, don Fadrique ne quitta pas Llerena avant le mariage du roi, auquel d'ailleurs il n'assista point. Voir dans Ayala, p. 112, la note de M. Llaguno sur ce sujet. Consulter également l'*Apologia del rey don Pedro*, par don Josef Ledo del Pozo, p. 189.

(3) On dînait alors à neuf ou dix heures du matin.

un cabinet. « Sire, dit la reine-mère, on nous annonce que vous voulez nous quitter pour retourner auprès de doña Maria de Padilla. Nous venons vous conjurer de n'en rien faire, et de considérer quel affront ce serait pour le roi de France, qui vient de vous envoyer sa nièce avec tant d'honneurs. Pourriez-vous ainsi la quitter, au moment où vous venez de vous unir en face des saints autels, en présence de tous les grands de votre royaume? Que penseraient tous nos riches-hommes, venus de si loin pour vous faire honneur, si vous vous éloigniez de la sorte, sans leur rendre grace, sans leur adresser une parole de remercîment?... » Le roi l'interrompit en disant qu'il s'étonnait fort qu'elles ajoutassent foi à des bruits frivoles, et il se hâta de les congédier, après leur avoir répété qu'il ne songeait pas à quitter Valladolid. Une heure après, il demanda des mules, annonçant qu'il allait rendre visite à sa mère; mais, en effet, il sortit de la ville accompagné seulement du frère de sa maîtresse, Diego de Padilla, et de deux autres gentilshommes de ses plus privés. Des relais se trouvaient préparés de distance en distance, et il alla coucher à seize grandes lieues de Valladolid. Le lendemain, il trouvait à la Puebla de Montalvan doña Maria venue à sa rencontre (1).

On prévoyait cet éclat; cependant grande fut la surprise à Valladolid, mais plutôt feinte que réelle de la part des deux bâtards, unis déjà aux Padilla par une haine commune contre Alburquerque. Deux jours après le départ du roi, don Henri et don Tello se rendirent à Montalvan, suivis bientôt par les infans d'Aragon et par la plupart des jeunes seigneurs, parmi lesquels on remarquait le gendre de Coronel, don Juan de la Cerda, rappelé depuis peu de son exil (2). La presse était grande pour se tourner vers le soleil levant. Un petit nombre de riches-hommes seulement annonçaient que ce scandale amènerait de grands malheurs, et, au lieu de suivre la cour, allaient s'enfermer dans leurs châteaux. Ainsi l'exigeait la prudence quand des troubles civils étaient à craindre. En même temps la connivence des bâtards devenait évidente, car, par l'ordre du roi, leurs otages étaient mis en liberté. Le parti de Lara relevait la tête, annonçant avec ivresse que l'odieuse domination d'Alburquerque avait cessé.

IV.

Après le premier moment de stupeur, Alburquerque se présenta devant les trois reines désolées, accompagné du maître de Calatrava don Juan Nuñez de Prado, son intime ami. Non moins irrité qu'elles,

(1) Ayala, p. 95.

(2) Le roi de Portugal avait obtenu sa grace de don Pèdre, et don Juan était revenu à la cour de Castille avec Alburquerque, en apparence réconcilié avec lui. Ayala, p. 85.

mais ayant eu déjà le temps de reprendre son assurance et ses airs d'autorité, il leur jura que leur cause était la sienne, et n'hésita pas à leur promettre de ramener don Pèdre sous peu de jours après avoir châtié les insolens aventuriers qui l'avaient empoisonné de leurs perfides conseils. Incontinent il partit pour Tolède, où le roi s'était déjà rendu avec les Padilla, ses frères et les infans d'Aragon. Alburquerque sortit de Valladolid avec une suite de plus de quinze cents cavaliers montés les uns sur des chevaux de bataille, d'autres sur des mules. A la troupe des gentilshommes de sa maison et à ses cliens ordinaires s'étaient joints un assez grand nombre de chevaliers vassaux ou pensionnaires du roi, incertains encore s'ils iraient grossir la jeune cour ou s'ils demeureraient fidèles au ministre, tous désirant voir les choses de près et étudier par eux-mêmes la contenance du roi et le pouvoir de ses nouveaux conseillers. L'historien Lopez d'Alaya et son père étaient du voyage.

A peu de distance de Tolède, on rencontra le Juif don Simuel el Levi, grand trésorier, alors fort avant dans les bonnes graces de doña Maria de Padilla, et par elle devenu un des plus intimes conseillers du roi. Il venait par l'ordre de son maître porter des paroles de paix au ministre disgracié. « Le roi, disait don Simuel, fait toujours le plus « grand cas de votre vieille expérience, et maintenant comme toujours « il compte sur vos bons services. Vous pouvez vous présenter en toute « assurance devant lui; mais il s'étonne que vous ameniez une si nom- « breuse suite, et il vous invite à la congédier. » — Après avoir ainsi parlé au nom du roi, le Juif ajouta quelque mots de la part des Padilla. A l'entendre, ils ne demandaient pas mieux que d'entrer en accommodement, et assuraient qu'une seule entrevue suffirait pour amener une réconcilation sincère. Le trésorier de don Pèdre n'était pas venu seul, et, pendant qu'il entretenait Alburquerque, des chevaliers sortis de Tolède avec lui conversaient avec leurs amis arrivant de Valladolid. Quelques-uns ne cachèrent pas qu'on faisait à Tolède de grands préparatifs de guerre. Toutes les portes, à l'exception d'une seule, étaient murées, et l'alguacil-mayor chargé de la police de la ville venait d'être destitué et remplacé par une créature des Padilla. Ces confidences troublèrent un peu l'assurance d'Alburquerque. Il fit halte et tint conseil avec ses amis. Survint un nouveau message du roi, pour le presser, avec une insistance qui parut suspecte, de se rendre sans délai à l'Alcazar. D'autres avis, envoyés par ses partisans secrets à Tolède, augmentèrent sa défiance et lui firent craindre quelque guet-apens. Dès que son irrésolution trahit ses alarmes, tous ses serviteurs tremblant, pour sa sûreté, le conjurèrent de ne pas se livrer à la merci d'un prince faible dominé par une faction perfide. Alburquerque pouvait craindre de cruelles représailles, et il avait appris à ses ennemis à se jouer des sermens. Il suivit les conseils de la prudence et rebroussa chemin, après avoir

dépêché au roi son majordome Rui Diaz Cabeza de Vaca, porteur de ce message altier : « Sire, dit-il, don Juan Alonso vous baise les mains et se recommande à votre merci. Il serait lui-même en ce moment en votre présence, s'il n'eût appris que de méchans conseillers l'ont calomnié auprès de vous. Vous savez, sire, tout ce que don Juan Alonso a fait pour votre service et celui de la reine votre mère. Il a été votre chancelier depuis votre naissance. Il vous a toujours loyalement servi comme il avait servi le feu roi votre père. Pour vous il s'est exposé à de grands périls, alors que doña Léonor de Guzman et sa faction avaient tout pouvoir dans le royaume. Mon maître ignore encore les crimes qu'on lui impute, faites-les-lui connaître, et aussitôt il s'en purgera. Cependant, si quelque chevalier doute de son honneur et de sa loyauté, moi, son vassal, me voici prêt à le défendre par mon corps et les armes à la main. » Don Pèdre écouta froidement la fière harangue de Cabeza de Vaca et le défi qui la terminait, puis il répondit en peu de mots que, si Alburquerque ajoutait foi à de vaines rumeurs, il était libre de se retirer où bon lui semblerait; que s'il était sage, il s'en remît à sa royale merci (1). Aussitôt il congédia le messager, cachant mal sa joie de se voir délivré d'un censeur incommode. Peut-être, honteux de destituer le fidèle conseiller de son père, voyait-il avec un vif plaisir qu'Alburquerque eût pris de lui-même le parti de la retraite. Une fois qu'il le sut éloigné, il ne garda plus de ménagemens, et, retirant aux titulaires tous les offices donnés pendant la faveur du ministre, il les distribua aux partisans des Padilla. La réaction fut complète, et, pour encourir la disgrace du roi, il suffisait maintenant d'avoir été distingué par Alburquerque.

Ce dernier cependant, la rage dans le cœur, reprenait, avec son escorte bien réduite, le chemin de Valladolid, après s'être arrêté quelques momens à Ferradon pour se consulter avec son ami le maître de Calatrava. Tous les deux tombèrent d'accord que, pour le présent, la résistance ouverte était impossible; qu'il fallait attendre patiemment un retour de fortune, vivre loin de la cour et se tenir sur ses gardes, l'un sur la frontière de Portugal, au milieu de ses vastes domaines, l'autre dans un des châteaux de son ordre, entouré de ses chevaliers. Avant de gagner son fort, Alburquerque voulut prendre congé des trois reines et leur donner ses derniers conseils, puis, rassemblant les trésors qu'il faisait garder dans ses châteaux de Castille, il alla s'enfermer dans la forteresse de Carvajales, assignée pour rendez-vous à ses affidés. Outre les gens de sa maison qui l'accompagnaient toujours, son escorte s'était grossie, pendant sa marche, d'un assez grand nombre de gentilshommes résolus de s'attacher à sa fortune. Tous, croyant la guerre

(1) Ayala, p. 98 et suiv.

civile allumée, pillaient et dévastaient le pays sur leur passage (1). Pour un seigneur féodal, c'était alors la manière la plus usitée de témoigner son mécontentement. Alburquerque, s'il n'encouragea pas ces excès, ne prit aucune mesure pour les réprimer, satisfait sans doute de compromettre ses adhérens et de s'assurer leur fidélité par la crainte des vengeances qu'ils s'attireraient à son service.

Tout entier à ses amours, don Pèdre ne songeait nullement à poursuivre le fugitif, et célébrait par des carrousels et des fêtes ce qu'il appelait son véritable avénement au trône. Tandis que toute la jeune cour s'égayait aux dépens du ministre disgracié, doña Maria de Padilla, satisfaite d'avoir montré l'étendue de son pouvoir, donnait un exemple de modération singulière dans sa position. Elle conseilla au roi de retourner à Valladolid pour quelque temps, et de revoir sa femme, afin d'éviter le scandale et de sauver les apparences. Assurée du cœur de son amant, elle s'occupait de sa gloire, toutefois sans vouloir s'y sacrifier. Don Pèdre, obéissant avec une répugnance marquée, reparut à Valladolid, et demeura deux jours dans le même palais que la reine Blanche. Puis, comme lassé d'une comédie qu'il jouait mal, il revint aussitôt auprès de sa maîtresse. Vainement les Padilla le supplièrent-ils de prolonger son séjour, ils ne purent obtenir de son impatience qu'il s'arrêtât une heure de plus. Ce fut la dernière fois qu'il vit sa femme, et ce rapprochement si brusquement terminé semblait n'être qu'un outrage de plus. Le vicomte de Narbonne et les seigneurs français qui avaient accompagné la reine Blanche en Castille s'éloignèrent indignés et sans prendre congé du roi. La reine-mère conduisit l'épouse délaissée à Tordesillas, sur le Ducro, à peu de distance de Valladolid (2). C'était la résidence ou plutôt l'exil que don Pèdre lui assignait.

C'est le rêve ordinaire des ministres disgraciés de croire qu'une révolution suivra leur retraite. Enfermé dans son château de Carvajales, Alburquerque voyait avec dépit l'indifférence de la Castille. Bien que l'on blâmât généralement la conduite du roi à l'égard de sa femme, on avait applaudi à son généreux dessein de gouverner par lui-même; on l'avait vu avec plaisir se réconcilier avec ses frères, et surtout rendre sa faveur au parti des Lara, dont le nom était toujours populaire dans la plupart des provinces. Marie de Padilla se montrait douce et serviable, cherchant à cacher sa puissance, ou ne la révélant que par des bienfaits; ses parens étaient habiles, et l'on convenait qu'ils servaient bien le roi. Qu'importait aux communes et à la plus grande partie de la noblesse que quelques charges de cour fussent occupées par les créatures d'Alburquerque ou par les parens de la favorite? Sauf un petit

(1) Ayala, p. 104. *Abreviada*. V. note 2.
(2) Ayala, p. 105 et suiv.

nombre de riches-hommes personnellement intéressés à sa disgrace, Alburquerque se sentait abandonné du peuple comme de son roi. Désespérant déjà de ressaisir le pouvoir, il commençait à craindre pour ses immenses richesses. Ses vastes domaines excitaient de grandes tentations, et les prétextes ne manquaient pas pour s'en emparer. De toutes parts s'élevaient des plaintes contre les désordres commis par ses adhérens, dont la conduite, aussi imprudente que coupable, pouvait donner à sa retraite une couleur de rébellion. Il lui fallut songer sérieusement à désarmer le courroux du roi. La mauvaise fortune avait vite abaissé son orgueil, et il s'empressa d'accepter l'espèce de traité qu'on lui offrit au nom de son souverain. Il consentit à livrer son fils en otage et à donner caution pour la bonne conduite de ses vassaux. En retour, le roi promit de lui conserver toutes les terres qu'il possédait en Castille, et lui accorda la permission d'aller résider en Portugal (1). L'infant don Fernand d'Aragon fut investi de la charge de grand chancelier.

Fier d'avoir humilié le plus puissant de ses grands vassaux, don Pèdre ne voulut point l'accabler. Il respectait les longs services d'Alburquerque sous le roi don Alphonse, et peut-être sa conscience lui reprochait-elle de s'en être séparé dans un moment où il en recevait les plus sages conseils. Mais, s'il excusait l'humeur du ministre disgracié et même les brigandages de quelques vassaux indisciplinés, il regardait comme une impardonnable trahison la conduite de certains chevaliers qui, attachés par leurs charges à sa personne, au lieu de le suivre à Tolède, s'étaient joints aux partisans d'Alburquerque, et semblaient lui avoir offert leurs services contre leur maître. Don Pèdre tenait de son père et d'Alburquerque lui-même que le plus grand des crimes était la désobéissance à la double autorité de roi et de seigneur féodal. Jeune, impérieux jusqu'à la dureté, il voulait se faire craindre, surtout de ces riches-hommes placés si près du trône qu'il croyait voir en eux autant de rivaux. Il annonçait hautement l'intention de faire prompte et sévère justice.

Lorsque don Juan d'Alburquerque s'était retiré dans son château de Carvajales, la plupart des chevaliers ou gentilshommes, vassaux immédiats du roi, l'avaient abandonné pour revenir auprès de leur maître; d'autres en petit nombre s'étaient courageusement associés à son exil volontaire et jusqu'alors lui avaient formé une espèce de cour qui avait sa splendeur. Interdits par la soumission inattendue de leur chef, ils n'avaient plus d'autre parti à prendre que d'implorer à leur tour la clémence royale. Ils partirent de Carvajales avec le fils d'Alburquerque, otage de la fidélité de son père; mais, au lieu de se rendre directement à Olmedo, où le roi se trouvait alors, ils osèrent s'arrêter à Tordesillas

(1) Ayala, p. 106.

et se présenter à la reine-mère et à la princesse française, sa belle-fille. Là, sans doute, on leur peignit le courroux de don Pèdre, son humeur implacable, ses menaces et les échafauds qu'il faisait dresser. La plupart, effrayés de ces confidences et désespérant d'obtenir leur pardon, ne songèrent plus qu'à prendre la fuite. Deux chevaliers seulement, plus hardis ou plus confians que le reste, se hasardèrent à poursuivre leur route vers Olmedo : c'étaient Alvar Gonzalez de Moran et Alvar Perez de Castro, frère de cette Inez, maîtresse de l'infant Pierre de Portugal, si fameuse depuis par sa mort cruelle et les honneurs que son amant rendit à sa mémoire. Doña Maria de Padilla, naturellement humaine et compatissante, voulut sauver ces deux braves gentilshommes, contre lesquels le roi montrait une animosité particulière. Elle les fit avertir qu'ils n'avaient pas un moment à perdre pour se dérober au supplice qui déjà s'apprêtait. Venant d'une pareille source, l'avis était trop sûr pour être dédaigné. Aussitôt Moran et Alvar de Castro retournèrent sur leurs pas. A Medina del Campo, ils trouvèrent des relais préparés par les soins de la reine Marie, et ce secours ne tarda pas à leur être bien nécessaire. Alvar surtout, chaudement poursuivi, ne dut son salut qu'à la vigueur extraordinaire de son cheval. Moins heureux que lui, la plupart de ses compagnons, échappés de Tordesillas, furent arrêtés par les officiers du roi et conduits à Olmedo la chaîne au cou. On s'attendait à des supplices, mais la colère du roi ne résista pas aux prières et aux larmes de sa maîtresse. Après quelques jours de détention, tous ces malheureux furent rendus à la liberté (1).

Sur ces entrefaites, le maître de Saint-Jacques, don Fadrique, qui, depuis la mort de sa mère, doña Léonor de Guzman, n'avait pas revu le roi, reparut à la cour et y fut accueilli à bras ouverts. On eût dit que don Pèdre voulût réunir autour de lui tous ses frères pour les associer à son gouvernement. A l'exemple de don Henri et de don Tello, le jeune maître de Saint-Jacques rechercha l'amitié des parens de la favorite. Sur une insinuation du roi, il retira la grande commanderie de Castille à Rui Chacon pour en pourvoir Diego Garcia de Villagera, frère bâtard de Maria de Padilla. Pour prix de cette complaisance, le roi lui fit remise de quelques droits contestés à son ordre par la couronne (2). De son côté, don Tello, mettant à profit les bonnes dispositions de son frère, obtint son agrément pour conclure un mariage avantageux. Sous le règne du feu roi, il avait été fiancé, encore tout enfant, à doña Juana de Lara, fille aînée de don Juan Nuñez, maintenant héritière de la seigneurie de Biscaïe. La défiance d'Alburquerque s'était toujours opposée à cette union. Il avait fait mettre le séquestre sur les biens de

(1) Ayala, p. 108.
(2) Bulario de Santiago, cité par Llaguno. V. Ayala, p. 116, note 3.

doña Juana, et la Biscaïe était entrée dans les domaines de la couronne. Comme s'il eût à cœur de prendre en tout le contre-pied de la politique suivie par son ministre, don Pèdre présida lui-même au mariage de l'héritière de Lara et lui restitua tous ses apanages. Aussitôt après ses noces, qui furent célébrées en grande pompe à Ségovie, don Tello se rendit en Biscaïe pour se mettre en possession de la riche dot que lui apportait sa femme. C'était un petit royaume. Quant au roi, quittant la Castille, il prit avec toute sa cour le chemin de l'Andalousie, où il comptait passer le reste de l'automne et l'hiver. Mais d'abord, irrité de la part que les deux reines avaient prise à l'évasion d'Alvar de Castro, il sépara Blanche de Bourbon de la reine Marie, auprès de laquelle elle avait toujours demeuré depuis son arrivée en Castille. La jeune princesse, déjà traitée en prisonnière, quoi qu'on lui eût conservé une petite cour et une maison royale, fut conduite au château d'Arévalo et confiée à la surveillance de l'évêque de Ségovie. La reine-mère reçut la permission, peut-être l'ordre, d'aller résider en Portugal, auprès du roi son père (1). Ces mesures rigoureuses étaient accompagnées de nouvelles persécutions dirigées contre les amis d'Alburquerque. Le roi ôta la charge de chambellan à Gutier Fernandez de Tolède, pour en revêtir Diego de Padilla. Tous les parens de Gutier Fernandez partagèrent sa disgrace, et, destitués de leurs offices, virent partager leurs dépouilles entre la famille de la favorite et les cliens des bâtards, maintenant comblés d'honneurs comme au temps du feu roi. Perez Ponce, maître d'Alcántara, oncle de doña Léonor de Guzman, avait encouru le séquestre de ses châteaux d'Andalousie pour avoir le premier pris les armes à l'avénement de don Pèdre. On lui rendit ses forteresses, et le roi lui-même l'en remit solennellement en possession (2). En un mot, il semblait prendre à tâche d'effacer tous les souvenirs de l'administration d'Alburquerque; hommes et choses étaient impitoyablement changés.

V.

C'est par de tels actes d'autorité que don Alphonse avait préludé à son glorieux règne. Don Pèdre prétendait l'imiter en tout. Accusant son ancien ministre de partialité et d'injustice, il annonçait, avec un peu trop d'assurance peut-être, que, maintenant qu'il régnait seul, ni le rang ni la faveur ne trouveraient accès auprès de lui. La mieux tenue des promesses faites aux cortès de Valladolid fut celle d'écouter toutes les plaintes portées au pied de son trône (3). Affable avec les petits, sou-

(1) Ayala, p. 113.

(2) Cfr. Ayala, p. 114. — Rades, *Cron. d'Alcántara*, p. 27.

(3) On montre dans la cour de l'Alcazar à Séville, près de la porte dite des Bannières, les restes d'un tribunal en plein air où don Pèdre prenait place pour juger les procès.

vent dur et hautain avec les grands, il voulait être instruit de tout, voir tout par lui-même. A l'exemple de ces califes dont les légendes avaient sans doute amusé son enfance (1), il se plaisait à prendre des déguisemens et à parcourir seul, la nuit, les rues de Séville, soit pour surprendre les sentimens du peuple, soit pour chercher des aventures et surveiller la police de cette grande cité. Ces explorations mystérieuses ont fourni aux romanciers et aux poètes espagnols le texte de mille récits dramatiques, la plupart peu dignes de créance, remarquables pourtant parce qu'ils s'accordent tous sur le caractère qu'ils donnent à don Pèdre, échos en cela de la tradition populaire, qui pour l'historien n'est pas sans quelque valeur. En effet, le peuple, s'il altère les faits, juge les hommes avec exactitude. Pour lui, don Pèdre fut le protecteur des opprimés, le redresseur des torts, l'ennemi ardent de toutes les iniquités du régime féodal. Il est vrai que le peuple se contente de peu et tient compte à ses maîtres de leurs bonnes intentions. La justice de don Pèdre, demeurée proverbiale, fut celle des souverains musulmans, prompte, terrible, presque toujours passionnée, souvent bizarre dans sa forme.

On me pardonnera de rapporter ici une anecdote singulière sur les courses nocturnes du roi : consacrée par un monument encore existant à Séville, admise par les auteurs les plus graves, elle ne doit pas, je pense, être rejetée par la critique moderne pour les couleurs romanesques qu'une longue tradition a pu lui donner.

On raconte qu'une nuit, le roi, passant seul et déguisé dans une rue écartée de Séville, se prit de querelle avec un inconnu pour un motif frivole (2). Les épées furent tirées et le roi tua son adversaire. A l'approche des officiers de justice, il prit la fuite et regagna l'Alcazar, croyant n'avoir pas été reconnu. Une enquête eut lieu. Le seul témoin du combat était une vieille femme, qui, à la lueur d'une lampe, avait vu confusément la scène tragique. Suivant sa déposition, les deux cavaliers avaient le visage caché sous leur manteau, selon la coutume des galans de l'Andalousie; mais l'un d'eux, le vainqueur, faisait entendre en marchant un bruit étrange : ses genoux produisaient un léger craquement; or, tout le monde le savait à Séville, ce craquement des genoux était particulier au roi, par suite d'un défaut de conformation, qui, d'ailleurs, ne l'empêchait pas d'être agile et adroit à tous les exercices du corps. Un peu confus de leur découverte, les alguazils ne savaient

(1) Il est probable que don Pèdre ne savait pas l'arabe; mais on peut voir par les récits du *comte Lucanor* combien les romans arabes étaient familiers aux Castillans.

(2) La tradition, qui n'est jamais à court de circonstances minutieuses, rapporte que l'inconnu gardait une rue, c'est-à-dire qu'il empêchait les passans d'y entrer, soit pour parler en liberté à une femme, soit pour procurer cette facilité à un ami. Cet usage existait encore il y a quelques années en Espagne, et occasionnait souvent des duels.

s'ils devaient punir la vieille ou bien acheter son silence. Le roi lui fit donner une somme d'argent et s'avoua coupable. Restait à trouver une peine, chose difficile. La loi était formelle : en pareil cas, le meurtrier devait être décapité et sa tête était exposée sur le lieu du crime. Don Pèdre ordonna que sa tête couronnée et taillée en pierre fût placée dans une niche, au milieu de la rue théâtre du combat. Ce buste, malheureusement renouvelé au XVIIe siècle, se voit encore aujourd'hui dans la rue du *Candilejo* à Séville (1).

Cette subtilité, conforme d'ailleurs aux coutumes du moyen-âge, atteste plutôt la fertilité d'imagination que l'impartialité du roi. Le trait suivant donnera une meilleure idée de ses jugemens. Un prêtre pourvu d'un riche bénéfice avait fait une grave injure à un cordonnier. Traduit devant un tribunal ecclésiastique, le seul dont il fût justiciable, le prêtre fut pour ce délit suspendu de ses fonctions sacerdotales pendant quelques mois. L'artisan, mal satisfait de la sentence, se chargea lui-même de punir l'outrage; il attendit son ennemi, et lui infligea une rude correction manuelle. Aussitôt il fut arrêté, jugé, condamné à mort. Il en appela au roi. La partialité des juges ecclésiastiques avait produit quelque scandale. Don Pèdre parodia leur sentence en condamnant le cordonnier à s'abstenir de faire des souliers pendant une année. Quoique attestée par Zúñiga, auteur prudent et respectable, cette anecdote sent peut-être un peu trop sa légende populaire pour être acceptée par l'histoire. Cependant elle reçoit une espèce de confirmation par une loi remarquable ajoutée vers la même époque au *règlement*, ou code particulier de la commune de Séville. « Considérant les nombreux outrages commis par des ecclésiastiques (ainsi s'exprime le législateur), lesquels font usage d'armes défendues, sans crainte de Dieu, ni révérence pour leur caractère, d'où vient que les laïques se vengent par des moyens semblables, et, pour tant que les juges ecclésiastiques ne punissent pas les délinquans de leur ordre et n'en font pas exemple comme il est droit, j'ordonne et j'établis, par la présente loi, qu'à l'avenir tout laïque qui tuera, blessera, déshonorera un ecclésiastique, ou lui fera tout autre mal dans sa personne ou ses biens, soit puni de la même peine qu'encourrait l'ecclésiastique faisant la pareille à un laïque. Je veux que mes alcades, devant qui l'affaire sera portée, appliquent ladite peine et non point une autre.... Le tout, sans aller contre les libertés de l'église et sans relever le laïque coupable du fait de sacrilége ou du châtiment d'excommunication (2). » On le voit, l'anecdote du cordonnier a peut-être provoqué cette loi extraordinaire pour l'époque où elle fut rendue; mais il est possible aussi qu'elle ne soit

(1) On dit que ce nom a été donné à la rue en mémoire de la lampe, *candilejo*, qui éclaira le duel. — Zuniga, *Annales eclesiasticos de Sevilla*, t. II, p. 136.

(2) Zuniga, *An. eccles.*, t. II, p. 137.

qu'un commentaire de la loi, une fiction populaire destinée à perpétuer le souvenir de la justice de don Pèdre.

Ce mépris pour les immunités ecclésiastiques qui, dans ce temps, pouvait passer pour de l'impiété, n'empêchait pas don Pèdre de méditer une croisade, projet digne de son âge, et naturel chez un prince espagnol. On rapporte qu'un certain Abdallah, roi de Tremecen, pressé par les Beni-Merin de Fez, avait promis à don Alphonse, pendant le siége de Gibraltar, d'embrasser la religion chrétienne et de lui faire hommage de ses états, si on lui accordait quelques secours pour se défendre contre ses voisins. Don Pèdre avait repris les négociations commencées par son père, et demandait au pape Innocent VI un subside, des indulgences et l'étendard de l'église pour entreprendre une expédition en Barbarie (1). Que la conversion du prince africain fût réelle ou qu'elle servît seulement de prétexte pour obtenir les subsides du saint-siége, don Pèdre s'amusa quelque temps à ces préparatifs guerriers; mais bientôt d'autres soins vinrent le distraire, et il trouva trop d'occupations dans son royaume pour songer à des conquêtes outre-mer.

VI.

Pendant le séjour du roi à Séville, plusieurs partisans d'Alburquerque, qui lors de sa disgrace étaient sortis du royaume, se hasardèrent à reparaître en Castille, persuadés que quelques mois d'exil avaient suffi pour les faire oublier. Le maître de Calatrava, don Juan Nuñez de Prado, principal confident de l'ancien ministre, était allé chercher un asile en Aragon, dans la commanderie d'Alcañiz, dépendant de son ordre; car alors, bien que la chevalerie de Calatrava eût son chef-lieu et son maître en Castille, elle possédait néanmoins des établissemens considérables dans d'autres royaumes de la Péninsule. Sous la protection de l'Aragonais, Nuñez de Prado aurait pu braver le courroux de don Pèdre, ou tout au moins se ménager une amnistie spéciale; mais bientôt, reprenant confiance, trompé peut-être par de perfides promesses (2), après huit mois d'absence, il rentra en Castille et s'arrêta dans la commanderie d'Almagro. Dès que le roi en fut informé, il y courut précédé par don Juan de la Cerda, devenu l'un de ses favoris depuis l'éloignement d'Alburquerque. La Cerda, réunissant aux hommes d'armes qu'il amenait la milice bourgeoise de Ciudad-Real, se hâta d'investir le château d'Almagro. Un des Frères de Calatrava, parent du maître, lui conseillait de sortir sur-le-champ avec cent cin-

(1) Rainaldi, *Ann. eccles.*, année 1354. — Ayala, p. 115.
(2) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 54.

quante cavaliers qui se trouvaient réunis dans la commanderie, et à la tête de cette petite troupe brave et dévouée de se faire jour au travers des milices mal exercées de La Cerda. « Si nous les battons, disait-il, la route d'Aragon nous est ouverte : sinon nous mourrons les armes à la main comme des prud'hommes. » — « Non, répondit Nuñez; jamais on ne me reprochera d'avoir été déloyal à mon souverain. Qu'il se présente lui-même, et je me mettrai à sa merci. » A l'approche du roi, les portes du château s'ouvrirent, et le maître vint lui-même apporter ses clés. Aussitôt il fut arrêté (1). Le roi le déposa et enjoignit aux chevaliers de l'ordre de lui donner pour successeur Diego de Padilla. Il n'admettait aucune excuse, et le semblant d'élection fut consommé sur l'heure même. Dès que Padilla eut reçu le sceau de l'ordre et le serment des frères, le roi lui livra le malheureux Nuñez de Prado, redevenu simple chevalier, et comme tel justiciable du nouveau maître. Padilla le fit conduire dans le château de Maqueda, où peu de jours après on le mit à mort. Le roi blâma, dit-on, cette cruauté inutile, dont il paraît n'avoir été instruit que lorsqu'il était trop tard pour s'y opposer.

Nuñez de Prado n'était ni aimé, ni estimé dans son ordre, et sa mort fut considérée comme un juste châtiment de sa conduite passée. Par ses intrigues et son insubordination, il avait enlevé la maîtrise à son prédécesseur, don Garci Lopez de Padilla, qui lui avait donné l'habit de Calatrava. A cette occasion, il avait encouru l'excommunication d'un légat du pape chargé de mettre fin au schisme qui divisait les chevaliers (2); mais, aux yeux de don Pèdre, son principal crime était son attachement à don Juan d'Alburquerque; le roi était encore animé contre lui par Diego de Padilla (3), qui, préparant sans doute de longue main son élection, s'était ménagé un parti puissant dans l'ordre de Calatrava, et, par son crédit, y avait fait entrer un grand nombre de ses créatures.

P. MÉRIMÉE.

(1) Cfr. Ayala, p. 116 et suiv. Rades, *Cron. de Calat.*, p. 54. — Suivant ce dernier, le maître de Calatrava aurait été arrêté pendant qu'il était à table avec le roi. Le récit d'Ayala m'a paru le plus vraisemblable. Rades d'ailleurs ne cite pas ses autorités.

(2) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 51.

(3) La conformité des noms donne lieu de supposer que Diego de Padilla, frère de la maîtresse du roi, était parent de l'ancien maître de Calatrava supplanté par Nuñez de Prado.

REVUE DES THÉATRES.

LE THÉATRE-FRANÇAIS. — L'OPÉRA.

La critique est souvent accusée de dénigrement et de malveillance; il semble que ses fonctions, ses habitudes, son nom même, ne puissent se concilier aisément avec la louange, et qu'appelée par vocation ou par état à chercher les défauts des ouvrages soumis à son contrôle, la nécessité de louer devienne pour elle une abdication et un chagrin. Il n'en est rien. Cette habitude d'analyse n'est, chez les critiques sincères, que la faculté plus ou moins développée de distinguer, dans les œuvres de l'esprit, les côtés vulgaires qui, malgré le suffrage de la foule, ne peuvent être ratifiés par le goût, et les portions à la fois exquises et vraies, finement et justement senties, sur lesquelles tout le monde doit penser de même. Ce n'est pas une querelle qu'il s'agit d'établir en repoussant ce que le succès adopte; c'est plutôt une réconciliation à préparer en marquant cette limite étroite, cette mitoyenneté, ce point unique, difficile, possible pourtant, où les raffinés et les *bonnes gens* peuvent s'accorder dans leurs approbations et se rencontrer dans leurs jouissances. Là est le vrai rôle, l'utilité réelle de la critique. Mais il n'y a pas de leçon profitable sans un exemple qui la résume et la vivifie; c'est donc une bonne fortune que la rencontre d'un ouvrage qui puisse servir d'application et d'appui à ces distinctions délicates, préciser d'un trait vif toutes ces nuances, et satisfaire ceux qui raisonnent le moins leurs plaisirs littéraires en charmant ceux qui les discutent le plus : heureux momens qui avancent mieux les questions et secondent mieux les intérêts de l'art que des volumes de polémique et des années de disputes!

On doit compter parmi ces heures précieuses et trop rares la première représentation d'*Un Caprice* à la Comédie-Française. Nous le pensions depuis longtemps, et nous n'avons pas attendu pour le dire, une des qualités distinctives du talent de M. Alfred de Musset, ce n'est pas seulement la fantaisie dans tout ce qu'elle a de plus idéal et de plus frais; ce n'est pas seulement le don merveilleux, inné, d'être à tout propos le poète de Platon, ce quelque chose de léger et de

divin : c'est encore une bonne et franche veine d'esprit français dans son acception la plus nette et la plus piquante. Seulement l'esprit chez M. de Musset ne va pas droit au but, comme un piéton qui ne veut qu'arriver. Participant de la poésie qu'il côtoie toujours sans la contrarier jamais, il s'amuse volontiers en chemin; il cueille en passant une fleur, il aspire une bouffée d'air, il joue dans un rayon de soleil. Au lieu d'un trait décoché au spectateur, c'est un souffle caressant qui le surprend et le soulève. Maintenant, y aurait-il dans ces qualités aériennes assez de *lest* pour arriver jusqu'au public sans s'évaporer au feu de la rampe? Ce problème, la représentation d'*Un Caprice* l'a heureusement résolu.

L'histoire de ce proverbe est elle-même assez curieuse; publié dans cette *Revue* en 1837, à une époque où l'on sollicitait déjà M. de Musset à travailler pour le théâtre, le *Caprice* fut traduit par un poète russe et joué en Russie avec beaucoup de succès. Mme Allan assistait à la représentation : devinant aussitôt toutes les graces de l'original, elle voulut lire la pièce française, prit à cœur le rôle de Mme de Léry, et le joua, au théâtre français de Saint-Pétersbourg, avec une distinction qui lui valut un de ses plus beaux triomphes. Cependant la Comédie-Française n'avait attendu ni le succès de la traduction russe, ni le retour de Mme Allan, pour comprendre tout ce qu'il y avait de verve et de finesse dans le talent de M. de Musset, et pour songer à représenter cette comédie d'*Un Caprice*. Déjà même les rôles étaient distribués, lorsqu'arriva à Paris l'actrice charmante que nous rendait Saint-Pétersbourg. Ce ne fut pas elle qui rapporta la pièce dans ses bagages; ce fut au contraire l'idée de reparaître sous les traits de Mme de Léry qui décida son engagement et en abrégea les préliminaires. Voilà toute l'histoire; elle est aussi simple que celle de la *prairie* de Mme de Sévigné, et nous nous demandons ce qu'on a pu trouver de piquant à tourner en épigrammes contre Paris et contre la Comédie-Française cette preuve de bon goût donnée par Saint-Pétersbourg. Pour être les bienvenus parmi nous, ni M. de Musset, ni Mme Allan, n'avaient besoin de faire leur campagne de Russie.

Quoi qu'il en soit, le succès de l'autre soir a été unanime. L'auditoire s'est prêté, non-seulement de bonne grace, mais avec une joie toujours croissante, à l'élégante ténuité de cette intrigue, dont le fil léger suffit à tant de transparentes broderies. Tous ces jolis détails de bourses et de tasses de thé, toutes ces fines reparties qui se croisent et s'enroulent autour de cette causeuse et de cette table, ce mélange de sensibilité et de gaieté, pareil au *sourire mouillé* dont parle Homère, cet art si caché et cependant si réel de dessiner peu à peu les caractères par les lumineuses échappées du dialogue, comme un paysage qui se précise et s'éclaire graduellement à travers les brumes matinales, tout cela a été senti, accueilli, applaudi du premier coup. Chaque spectateur semblait heureux de s'associer à ce triomphe de la vraie littérature au théâtre; il y avait dans le plaisir que nous goûtions quelque chose de si exquis, de si flatteur, que ce n'était pas l'amour-propre de l'auteur que nous caressions en applaudissant, c'était le nôtre. On doit ajouter que l'exécution a été excellente. M. Brindeau s'est bien tiré d'un rôle difficile, celui d'un homme aimable et mystifié; Mlle Judith a déployé, dans le personnage de la jeune femme, une grace touchante et sympathique. Quant à Mme Allan, elle nous a fait bien vite partager sa spirituelle prédilection pour le rôle de Mme de Léry; il est impossible d'interpréter avec un sentiment plus juste et plus vrai ce délicieux caractère qui cache, sous

des airs de coquetterie et de futilité mondaines, tant de loyauté et de droiture. Détailler les demi-teintes d'un pareil rôle sans se tromper une seule fois, c'est rendre un vrai service à l'art, et Mme Allan ne pouvait mieux inaugurer son retour qu'en donnant la vie du théâtre à une création qui n'existait encore que pour les lecteurs d'élite.

Maintenant, devons-nous nous borner à constater cette représentation d'*Un Caprice* comme le plaisir et le succès d'une soirée? Deux enseignemens nous semblent en ressortir, l'un général, l'autre personnel. Puisqu'il est prouvé que cet esprit et cette poésie peuvent réussir au théâtre, et qu'en prenant une forme et un visage, ils ne perdent rien de leur séduction, pourquoi en resterait-on à cette heureuse tentative? Trop souvent notre première scène a dû se contenter de pièces, estimables sans doute, mais qui ne répondaient ni aux instincts de la foule ni au goût des lettrés, et qui, n'offrant d'autres qualités que les défauts qu'elles n'avaient pas, s'éloignaient également des libres ébats du vaudeville et des vigoureuses allures de la comédie. Installer enfin les poètes au théâtre, telle doit être aujourd'hui l'ambition de tous les amis des lettres; se rapprocher du public, le familiariser avec les choses élevées, et, pour faciliter ce rapprochement, mêler à leurs inventions un peu plus de l'élément dramatique, sacrifier dans leurs fantaisies cette portion trop éthérée qui passe, pour ainsi dire, au-dessus du spectateur au lieu de l'atteindre au cœur ou au front, telle est la tâche des poètes, et nul mieux que M. de Musset ne serait capable d'indiquer la mesure et de tracer la route. Le succès de sa comédie ne sera-t-il pas pour lui un encouragement et comme un gracieux reproche? M. de Musset se trouve aujourd'hui, vis-à-vis du public, dans des conditions excellentes. Il y a dix ans, adopté avec délices par une jeunesse qui le proclamait son poète et qui retrouvait dans ses ouvrages l'idéal de ses rêveries, de ses amours et de ses ivresses, l'auteur de *Rolla* n'était encore accueilli par les masses qu'avec une certaine méfiance. Aujourd'hui ses écrits et son nom ont pénétré, et l'on peut dire que tous les esprits sont prêts à le goûter comme toutes les mains à l'applaudir. Est-ce donc ce moment précieux, fugitif souvent dans la vie des artistes, que M. de Musset doit choisir pour se condamner au silence et dédaigner les avances, les coquetteries de la gloire? Le jour où M. de Musset reprendra résolûment la plume, où nous verrons son nom briller sur l'affiche de la Comédie-Française, sera pour nous tous une fête; car il occupe dans nos affections littéraires cette place unique, exclusive, la place de l'enfant préféré, qui n'est pas toujours le plus sage, mais à qui l'on pardonne tout en faveur de son sourire et de sa grace.

Si nous nous plaignons que la poésie de M. de Musset ne fait pas assez de bruit, la musique de M. Verdi mérite le reproche contraire. Nous savons bien que l'ancienne école italienne abusait du chant proprement dit, qu'un joli air, une douce cantilène venaient trop souvent désorienter l'oreille au moment où l'on aurait voulu fondre l'émotion musicale avec l'émotion dramatique; mais, parce que ces mélodieux oiseaux d'Italie aimaient trop à mêler leur gazouillement aux incidens du drame, est-ce une raison de vider la volière?

Ce titre de *Jérusalem* annonce des intentions grandioses; je ne lui ferai qu'un reproche, c'est de ne pas être justifié par le poème. Excepté un décor final, qui nous montre une vue assez mesquine de Jérusalem, à peu près comme le récit

d'un confident nous apprend la lointaine péripétie d'une tragédie classique, il est fort peu question de la ville sainte dans le nouvel opéra. Ce *libretto*, qui a été transformé, allongé et adapté à la scène française, se ressent du décousu qui a dû résulter de cette opération peu littéraire; mais il offre des scènes très bien indiquées pour le compositeur, et il ouvre un vaste champ à ces cortéges, à ces processions, à ces cavalcades qu'on affectionne aujourd'hui à l'Opéra, et qui vous transportent tantôt à l'église, tantôt à l'hippodrome. L'inconvénient de ce système, c'est la monotonie qu'amène à la longue, dans le répertoire, le retour des mêmes situations, servant de prétexte aux mêmes effets et aux mêmes pompes; il y a surtout abus de pèlerins, de moines, de cérémonies, de pénitens et de chants d'église. A voir et même à entendre certains ouvrages modernes, il semblerait qu'on ne va à l'Opéra que pour faire pénitence.

Il y aurait trop de présomption à vouloir juger, dès le premier jour, la partition de M. Verdi. Elle nous a paru avoir le défaut de toutes les réactions. On dit la république des lettres; c'est plutôt dans le domaine de la musique qu'il conviendrait d'employer cette métaphore révolutionnaire; car, tous les dix ans, il s'y accomplit un de ces changemens qui font proscrire ce qu'on admirait, et saluer ce qui ne semblait pas supportable. Après l'abdication de Rossini et la mort de Bellini, les imitateurs, Donizetti à leur tête, ont réduit la musique italienne à certaines formes très mélodieuses, très attrayantes, et que, pour ma part, je préfère à beaucoup d'orgueilleuses tentatives, mais qui sont dépourvues d'expression dramatique. Cette période nous a donné des partitions fort dédaignées des savans, et cependant fort douces à entendre, dont le type le plus exquis me paraît être, dans le genre sérieux, la *Lucia*, dans le bouffe, *Don Pasquale.* Cette phase terminée, arrive M. Verdi, qui élague tous les ornemens, et demande surtout ses effets à des morceaux de courte haleine, dans lesquels les personnages, pour mieux exprimer leur douleur ou leur joie, commencent modérément, et s'élèvent, par un habile et rapide crescendo, à une explosion, à un cri suprême, rempli de puissance et d'accent. Cela est fort beau sans doute, mais ne vaudrait-il pas mieux faire, comme disent les philosophes, un peu d'éclectisme? Pendant que Donizetti et Verdi nous révélaient ainsi la musique par deux de ses côtés les plus exclusifs, n'y a-t-il pas eu un compositeur plus heureux, un maître mieux inspiré, qui a su allier, dans une exacte mesure, dans un harmonieux ensemble, les qualités les plus distinctes, et, après les combinaisons gigantesques et les masses vocales du quatrième acte des *Huguenots*, suspendre aux lèvres enivrées de Raoul et de Valentine une divine cantilène, toute frémissante d'amour et de volupté?

Oui, la musique doit chanter, c'est là son attribut le plus charmant, son plus doux privilége; Mozart, Weber, Rossini, Cimarosa, Meyerbeer, tous les maîtres ont chanté, quelles que fussent d'ailleurs les tendances de leur talent, les prédilections de leur génie. Ce qui nous a frappé dans la partition de M. Verdi, ce qui refroidira son succès, très réel et très légitime d'ailleurs, c'est cette absence de chant. Il était, j'en conviens, fort déplacé et fort bourgeois d'exiger qu'un opéra nous laissât dans l'oreille un air ou un motif à fredonner en sortant, et cependant il y avait dans cette exigence quelque chose de naturel et de plausible. Cet air, ce motif, ce je ne sais quoi qui surnageait sur l'océan tumultueux de l'orchestre, ainsi que la blanche hirondelle des mers sur les flots noirs et agités,

c'était le premier intermédiaire et comme l'initiateur entre le talent du maître et l'intelligence de l'auditoire. On l'emportait, comme le souvenir d'un ami qu'on désire revoir, comme le parfum d'une fleur que l'on respire encore, long-temps après l'avoir effleurée. Au lieu de cela, accumulez les effets d'orchestre, faites résonner les cuivres, grossissez les voix, multipliez les unissons, et, pourvu que nous soyons plus lettrés que musiciens, vous nous ferez forcément songer à la comédie de Shakespeare!

L'opéra de M. Verdi n'en renferme pas moins des beautés très réelles, dont quelques-unes sont neuves et ont été ajoutées à la partition primitive des *Lombardi*. Nous nous abstiendrons de louer le morceau imitatif du lever du soleil, pastiche du *Désert*, renouvelant un effet et un procédé fort bons dans une symphonie, mais fort inutiles dans un opéra. La scène de l'anathème rappelle celle de *la Juive*, et, bien que peu fanatiques du talent de M. Halévy, nous croyons que l'avantage reste au compositeur français. Cependant ce finale est beau; la phrase du ténor : *Dieu! soyez mon égide!* se détache bien sur l'ensemble des autres parties. Je passe rapidement sur un air de soprano, hérissé de difficultés gratuites, et j'arrive au duo des deux amans, où l'on rencontre enfin un peu de mélodie et de passion. Le finale de la dégradation est magnifique; là, le compositeur est vraiment à la hauteur de la situation; sa pensée se déroule avec ampleur, et va d'un personnage à l'autre sans rien perdre en chemin de son caractère et de sa netteté; le trio final, qui a le malheur de faire songer à celui des *Huguenots*, mériterait plus d'éloges, s'il était un peu moins écourté. En général, et même en adoptant le système de composition de M. Verdi, on peut lui reprocher de ne pas développer assez son idée musicale. Il la pose bien, il la distribue habilement entre ses chanteurs; mais, une fois là, on le dirait pressé de finir et de couper court par un de ses élans soudains. La musique ainsi comprise n'est plus un pur flambeau destiné à éclairer tour à tour toutes les parties du drame, tous les sentimens des acteurs; c'est une fusée à la Congrève, partant avec éclat, et allant s'éteindre on ne sait où. Que M. Verdi, qui est encore assez jeune pour perfectionner ce qu'il possède et même acquérir ce qui lui manque, compare à cette manière la sûreté, j'allais dire la lenteur magistrale avec laquelle l'idée se développe et se déploie dans le duo de *Guillaume Tell* ou dans le trio de *Robert-le-Diable*, et qu'il prononce!

La partition de *Jérusalem* est chantée aussi bien que le permet l'état actuel de l'Opéra. Alizard a une admirable voix de basse, qu'il conduit avec une habileté un peu timide. Mme Julian Van-Gelder, que nous avions entendue il y a quelques années, a complétement réussi. Sa voix est un soprano aigu qui monte sans encombre, et n'a même toute sa force que dans les régions les plus élevées. Cette voix est belle, énergique, et se prête à merveille au genre d'effets recherchés par M. Verdi. Duprez est toujours cet artiste étonnant, chez qui la science, la volonté et l'ame suppléent à la voix absente ou rebelle. Son chant, si beau d'intention et de style, fait l'effet d'un dessin de Raphaël, estompé par le temps. Si la musique n'était pas, quoi qu'on en dise, un des arts les plus sensuels, si le plaisir pouvait être déterminé par la réflexion, Duprez serait le premier chanteur du monde. En somme, *Jérusalem* a obtenu un succès brillant, mais qui n'aura pas, nous le craignons, une influence assez décisive sur les destinées de l'Opéra. Mise en scène, décorations, costumes, danses, partition

même, tout y est éclatant, mais il y manque ce charme, cette vie idéale que possèdent certaines musiques en dehors de tout le reste, et qui retient et captive encore lorsque la curiosité s'affaiblit. Les triomphes de M. Verdi dans d'autres pays et sur d'autres théâtres n'en seront ni compromis, ni consacrés. Dans cette série de talens étrangers auxquels notre Opéra a offert une hospitalité toujours bienveillante, souvent heureuse, l'apparition de M. Verdi ne comptera ni comme un échec, ni comme une date. En mettant hors de cause des noms qu'offenserait même le parallèle, on peut dire que l'auteur de *Jérusalem* tiendra, au second rang, une place fort honorable, un peu au-dessous de Donizetti, et fort au-dessus de M. Balfe.

En voyant tant de compositeurs italiens, allemands, anglais même, se succéder à l'Opéra, nous nous demandons si c'est bien sérieusement qu'on a allégué la nécessité d'offrir un *débouché* aux compositeurs français, comme motif suffisant pour ouvrir un troisième théâtre lyrique. Comment se fait-il que nous soyons à la fois assez pauvres pour que la plupart de nos grands opéras soient signés de noms étrangers, et assez riches pour qu'embarrassés de nos trésors, nous ayons dû leur chercher un nouveau gîte? Il y aurait là toute une question administrative et statistique qui n'est pas de notre compétence; nous nous bornerons à dire que, parmi les partitions qui vont être exécutées au troisième théâtre lyrique, celles qui seront mauvaises auraient aussi bien fait de rester inconnues, et celles qui auront du mérite ne seraient pas inutiles à l'Opéra-Comique, où l'on joue à peine, par an, deux ou trois opéras de quelque importance. Au lieu d'un théâtre qui pourrait prospérer, on en aura deux qui souffriront; c'est, hélas! le résultat inévitable de ce système qui multiplie au lieu de protéger, qui morcelle au lieu d'enrichir.

Le second motif que l'on allègue est plus spécieux; on a voulu, dit-on, en établissant un théâtre lyrique dans un quartier populeux, initier le peuple à la musique, substituer des jouissances nobles, pures, inoffensives du moins, aux malsaines et fébriles émotions du mélodrame. S'il en est ainsi, ce n'est pas nous qui nous plaindrons. Bien que l'éducation par le théâtre soit peut-être un peu illusoire, mieux vaut de la musique même médiocre, que cette poétique du boulevard qui ne fait triompher la vertu qu'après avoir fait parader le vice. L'ouvrier, l'homme du peuple qui rentrera chez lui, emportant un fredon de M. Adam ou un refrain de M. Maillard, sera moins agité, moins exposé aux périls de l'imitation, que lorsqu'il vient d'assister à une de ces scènes sanglantes qui sont de l'essence du mélodrame; mais y aura-t-il trouvé le même plaisir? aura-t-il la même envie d'y retourner? et oubliera-t-il peu à peu l'un des deux chemins pour ne se souvenir que de l'autre? Il est permis d'en douter. Quels que soient la vraisemblance et le pathétique de *Gastibelza*, quelle que soit l'originale gaieté d'*Aline*, c'est là, ce nous semble, une chère un peu maigre pour le public du faubourg du Temple; il est à craindre qu'après avoir applaudi une fois, pour l'acquit de sa conscience et l'honneur de son dilettantisme, la reine de Golconde et le fou de Tolède, il ne retourne à M. Paul Féval ou à M. Bouchardy.

La musique de *Gastibelza*, première révélation de ces jeunes talens arrêtés dans leur essor par le monopole lyrique, nous semble, par ses qualités autant que par ses défauts, une œuvre peu juvénile. L'instrumentation y est sage et correcte; l'auteur tire bon parti de ses idées quand il en a, et il en fait des airs,

des duos, des sextuors même et des morceaux d'ensemble d'une allure fort convenable. Ce qui dépare sa partition, ce sont les réminiscences. Le trio de la séduction, au premier acte, rappelle, à s'y méprendre, le joli duo : *Ah! l'honnête homme!* de *Robert-le-Diable*. Le sextuor est calqué sur celui de *Lucie*. La chanson bachique, reprise, au finale, avec un accompagnement sinistre, est un reflet de *Zampa*. C'est souvent faute d'un souvenir assez net qu'on commet ces plagiats involontaires. M. Maillard n'a pas eu assez de mémoire pour oublier. Ce qu'il y a de mieux dans son *Gastibelza*, c'est le refrain mélancolique de Monpou, habilement ramené, et qui revient, de temps à autre, comme une bouffée de ce vent qui avait rendu fou l'amant de doña Sabine. Monpou a été le vrai musicien de cette *guitare* de M. Hugo, et elle a perdu quelque chose de son caractère et de sa couleur en se transformant en un opéra en trois actes. Si nous voulions résumer notre opinion sur *Gastibelza*, nous dirions que cet ouvrage est, dans l'ordre musical, ce qu'est le mélodrame dans la hiérarchie littéraire. Au reste, le mélodrame, ainsi que le prouve son nom grec, ne devrait être qu'un drame mêlé de chant et de musique, et l'Opéra-National aura eu au moins le mérite de le ramener à son étymologie.

Non, créer de nouveaux théâtres, ce n'est pas un progrès, c'est une décadence; l'éparpillement est une des plaies de notre époque; les forces intellectuelles et actives qui se condensaient autrefois sur quelques points et trouvaient dans cette concentration même une chance de fécondité, se divisent, s'atténuent à l'infini, et ne réalisent rien parce qu'elles effleurent tout. Ce symptôme qui se révèle dans toutes les branches de l'art, et surtout en littérature, explique pourquoi nous avons si rarement l'occasion de proclamer un nom, de recommander un ouvrage. La cause de cette diminution des vrais livres est trop évidente; c'est que l'esprit, le talent, la réflexion, nécessaires pour les écrire, s'exhalent et s'évaporent, en détail, par mille fugitives échappées. Aussi, quand on rencontre une œuvre patiemment méditée, habilement conçue, brillamment écrite, on a lieu de se réjouir et d'insister. Ces divers mérites, nous les signalions dernièrement dans l'*Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou*, de M. le comte Alexis de Saint-Priest. Si nous les rappelons aujourd'hui, c'est que nous les trouvons plus précieux en songeant aux vides qui se sont faits dans la littérature sérieuse, aux difficultés qu'elle éprouve pour réparer ses pertes. L'Académie française n'a pas encore donné de successeur à M. Ballanche. Le spirituel historien de la chute des jésuites et de la conquête de Charles d'Anjou n'a-t-il pas sa place marquée dans ces rangs où l'on aime à rencontrer des esprits d'élite représentant l'heureuse alliance de la littérature et du monde? Sans doute les candidatures de grands seigneurs ne sont plus possibles de nos jours, et Richelieu lui-même, eût-il pris dix fois Minorque, serait obligé d'apprendre l'orthographe avant de briguer un fauteuil; mais de tout temps, et en dehors de toute catégorie sociale, on doit accueil à ceux qu'une double distinction prépare à exercer sur les lettres une salutaire influence. Cicéron a défini l'orateur : un homme de bien qui sait parler. En face des misères de la littérature proprement dite, du gaspillage des écrivains de métier, de ce manque trop fréquent de tenue et de convenance, l'on définirait volontiers l'homme de lettres : un homme du monde qui sait écrire.

ARMAND DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 novembre 1847.

Depuis quinze jours, les événemens ont marché d'un pas rapide. La phase militaire de la question suisse peut dès aujourd'hui être regardée comme terminée, mais il y en a une autre qui va commencer. En ce moment, les parties belligérantes ont reçu l'invitation collective des cinq grandes puissances de suspendre les hostilités, en même temps que l'offre d'une médiation commune pour l'arrangement de leurs différends. De ces deux propositions, la première arrivera un peu tard; Fribourg est tombé, Lucerne est tombée, les petits cantons sont tombés; le Valais seul est resté debout : on ne l'a pas encore attaqué; mais, dans tous les cas, le *Sonderbund* n'existe plus. Nous constatons sa défaite, sans dissimuler ce qu'elle a de complet, ce qu'elle a eu de rapide. Cependant l'inutilité de la première proposition des cinq puissances n'infirme point la nécessité de la seconde, celle de la médiation. Si l'on arrive trop tard pour empêcher la majorité radicale de remporter la victoire, on arrivera à temps pour l'empêcher d'en abuser.

C'est vendredi qu'a été signé à Londres, par lord Palmerston et M. le duc de Broglie, le protocole, déjà signé par les représentans de l'Autriche et de la Prusse, et consenti par celui de Russie. C'est sir Stratford Canning, ambassadeur à Constantinople, et qui se trouvait à Londres, qui a été chargé de le porter à Berne, en passant par Paris. Un premier projet avait été proposé par le gouvernement français; lord Palmerston a présenté de son côté un contre-projet, lequel, après avoir subi à Paris des modifications importantes, a été définitivement adopté pour base de la médiation. Lord Palmerston paraît ne s'être déterminé qu'à contre-cœur à s'associer aux intentions des autres puissances; il n'a probablement cédé qu'à la conviction que si le gouvernement anglais persistait à rester à l'écart, on agirait sans lui. Il nous répugnerait cependant de croire qu'en même

temps que lord Palmerston se réunissait à l'offre de la médiation, son représentant en Suisse, M. Peel, eût envoyé son chapelain au général Dufour pour l'engager à ne pas perdre de temps et en finir le plus vite possible avec le *Sonderbund*, avant qu'on eût pu l'inviter à s'arrêter.

Quoi qu'il en soit, la victoire de l'armée fédérale, victoire prévue, ne change rien au fond de la question. Le principe qui servait de base à la confédération, celui de la souveraineté cantonale, vit toujours sous les ruines. Si la médiation offerte était acceptée, ce qu'il faut espérer, il est probable qu'il serait fait une distinction entre les questions religieuses et les questions politiques; que, tandis que les premières seraient soumises à un auguste arbitrage auquel en appartient naturellement la solution, les autres seraient discutées et décidées dans une conférence à laquelle seraient appelés des représentans de la confédération. Si l'offre de médiation n'était pas acceptée, cette détermination peu probable de la majorité fédérale ouvrirait toute une nouvelle série d'éventualités qu'il serait prématuré de discuter. Il paraît que l'Angleterre, dans aucun cas, ne prendrait part à une intervention armée; mais nous croyons qu'une fois en dehors des termes de la convention actuelle, chaque puissance se sera réservé sa pleine et entière liberté.

L'invitation de suspendre les hostilités sera, comme nous le disions, arrivée un peu tard. Elle aura trouvé des faits accomplis. La chute de Fribourg avait commencé la défaite de la ligue. C'était un événement prévu, mais il est arrivé plus vite qu'on ne l'aurait pensé. Fribourg s'est rendu sans combat; c'est assez triste. Sans doute, quand on est à Paris, au coin d'un feu pacifique, loin du théâtre de la guerre dont on ne voit que les bulletins, on doit éprouver un certain scrupule à juger sévèrement ceux qui sont dans le danger. Ce qu'il faut regretter, ce n'est pas que les Fribourgeois aient cru devoir renoncer à une résistance inutile, c'est seulement qu'ils eussent annoncé un peu trop haut qu'ils se feraient ensevelir sous leurs murailles. Pourquoi, hélas! avoir abîmé ces beaux ponts, ornemens de la nature et chefs-d'œuvre de l'art? Pourquoi avoir coupé les routes, abattu les bois, converti les maisons en casernes, renvoyé les enfans, battu la générale et sonné le tocsin? Pourquoi avoir répété les sermens des Suisses comme dans *Guillaume Tell?* Pourquoi avoir ému d'une pitié et d'une admiration prématurées l'Europe entière, qui croyait qu'elle allait revoir le siége de Jérusalem, ou celui de Sagonte, ou le désespoir terrible et suprême du défenseur de Moscou? Il paraît que ce genre d'histoire est désormais de la fable.

Pendant quelques jours, tous les regards ont été fixés sur cette petite ville. Il n'y avait que la ville même qui dût tenir; le reste du canton était abandonné d'avance. Dans la campagne, le landsturm livrait à peine quelques escarmouches; il se repliait à mesure, et rentrait en ville comme les troupeaux poursuivis par les loups rentrent dans le parc. Trente mille hommes et cent canons s'avançaient en cercle, emportant avec eux comme otages les femmes et les enfans. On suivait avec anxiété les progrès de cette étreinte redoutable qui se resserrait d'heure en heure autour de la petite ville sacrifiée; on plaignait, on admirait les victimes. Tout à coup on a appris que des négociations étaient ouvertes; la suite était facile à prévoir. Fribourg a donc capitulé. Sans doute, cela vaut beaucoup mieux pour Fribourg. Le gouvernement du canton, en abdiquant ses pouvoirs, a adressé à ses concitoyens une proclamation dont on ne peut qu'approuver la sagesse. Résister, c'était sacrifier des vies précieuses, c'était s'exposer

à toutes les horreurs d'une prise d'assaut. Tout cela était très vrai, et la seule observation qu'ou puisse se permettre, c'est que c'était vrai avant comme après.

Le commandant militaire de Fribourg, M. de Maillardoz, a compris que ce dénoûment inattendu demandait quelques éclaircissemens, et ceux qu'il a donnés sont, il faut le dire, de nature à le justifier personnellement. Il n'avait que 5,000 hommes de troupes et environ 5,000 de landsturm. Ces derniers bivouaquaient dans la campagne; mais, dit le rapport, « ils rentraient souvent en ville pour se chauffer et prendre quelque chose de chaud. » Cela nous a rappelé ce qui se passait à Bruxelles pendant les trois jours de la révolution belge; les Hollandais étaient dans le parc, les Belges occupaient le reste de la ville, et, d'un commun accord, accord tacite et instinctif, le combat était suspendu pendant l'heure des repas. Les Fribourgeois commençaient donc à se refroidir; ils n'avaient aucune nouvelle du dehors, ne savaient pas ce qu'on faisait du côté de Lucerne; le conseil d'état se rassembla et délibéra. Dès qu'on délibérait, c'était fini. Il enjoignit au commandant de la place de suspendre les hostilités pendant les négociations. Le feu de l'enthousiasme tomba comme un feu de paille. « Les landsturms, dit M. de Maillardoz, étaient allés chercher du chaud. » C'était le conseil d'état qui donnait les ordres; le commandant refusa de se mêler de la capitulation, il ne signa rien, et déclara au corps délibérant qu'il se regardait comme licencié.

Fribourg s'est épargné une prise d'assaut; pour le reste, il n'a rien gagné. Il a été traité en pays conquis. Ce n'est malheureusement pas le général vainqueur qui en est resté le maître; la commission de la diète n'a pas tardé à le supplanter et à prendre elle-même possession de sa conquète. On sait ce qu'elle en a fait. Elle a aussitôt envoyé trois délégués, trois commissaires, comme on faisait au bon temps de la terreur, et a mis les troupes à leur disposition. Le général en chef est parti, emportant avec lui ce qu'il pouvait y avoir d'ordre et de discipline dans cette armée d'invasion. 14,000 soldats ont été mis en quartiers dans une ville de 9 à 10,000 ames; on les a vus, après avoir pillé les caves, forcer les églises, renverser les autels, chanter *la Marseillaise* en chasubles, et, pour rendre hommage aux sentimens d'une population religieuse, tirer à la cible sur des statues de la Vierge. On les a vus abattre un prêtre à coups de fusil pour s'épargner la peine de courir après. La honte de ces excès a été consignée dans un ordre du jour du colonel Rilliet-Constant, qui du moins a été une sorte d'expiation. Aujourd'hui Fribourg est livré à toutes les douceurs du régime révolutionnaire légal. Les commissaires fédéraux ont rassemblé 500 citoyens du canton, et leur ont fait nommer un gouvernement provisoire. Ce gouvernement a commencé par exiler et proscrire non-seulement les jésuites, mais toutes les congrégations religieuses, jusqu'aux frères qui enseignaient les enfans, jusqu'aux sœurs qui soignaient les malades. Tous leurs biens meubles et immeubles ont été confisqués et réunis au domaine public, et afin que rien n'échappât à la rapacité des vainqueurs, les contrats passés depuis un mois ont été déclarés nuls. Voilà le gouvernement des proconsuls; voilà comment les radicaux traitent les villes qui se rendent; comment traiteraient-ils celles qui ne se rendent pas!

Fribourg devait tomber tôt ou tard : c'était une sentinelle avancée et isolée; mais la prolongation de sa résistance importait à la cause de la ligue, c'était une diversion; tant que le général en chef était occupé de ce côté, il ne pouvait diriger contre Lucerne et les petits cantons tout l'effort de l'armée radicale. Pen-

dant ce temps, les troupes de la ligue faisaient des sorties; une colonne avait pénétré au cœur de l'Argovie catholique, jusqu'au célèbre couvent de Muri. Un mois plus tôt, ces tentatives auraient pu avoir des suites importantes, car un des principaux élémens de la force de la ligue, c'était la sympathie que sa cause devait trouver dans les minorités de plusieurs cantons radicaux; mais le moment était passé : les tentatives de *pronunciamientos* avaient été comprimées avant l'explosion de la guerre, et les petits cantons, qui ne voulaient pas prendre l'offensive, n'avaient pas pu les seconder.

Il ne fallait donc plus compter sur des diversions. Lucerne et les cantons primitifs se sont trouvés seuls en face de toutes les forces radicales. L'issue de la lutte ne pouvait être douteuse; mais Lucerne s'est du moins défendue honorablement, et n'a cédé qu'après deux jours de combat. L'armée d'invasion a trouvé un secours prévu dans le parti radical, qui a toujours été puissant au sein même de la ville. Pendant que les troupes étaient allées défendre les positions avancées, une révolte a éclaté à l'intérieur, et le général de la ligue, ainsi pris entre deux feux, s'est embarqué sur le lac et s'est réfugié dans l'Unterwald avec les débris de ses troupes.

Les trois petits cantons, eux aussi, viennent de quitter la partie. Il paraît qu'ils ont demandé à capituler, à la condition de ne pas être occupés militairement et de ne pas payer les frais de la guerre, ce qui les ruinerait. Le dernier rempart est tombé; le cœur même de la Suisse a failli : l'humanité fait un devoir de ne pas le regretter, puisque la résistance n'était pas possible, mais en vérité c'est tout ce que nous pouvons faire.

La question suisse est la seule qui ait été mentionnée dans le discours d'ouverture du parlement anglais. Hors cela, la reine Victoria a seulement exprimé sa confiance que la paix ne serait pas troublée, ce qui a généralement été regardé comme une allusion aux affaires d'Italie. Le parlement anglais aura une besogne plus que suffisante à l'intérieur. Les opérations préliminaires requises pour la constitution de la nouvelle chambre des communes n'ont duré que trois jours. Le premier jour, le *speaker* ou président pour toute la législature a été élu à l'unanimité. La présidence de la chambre élective en Angleterre est une fonction non-seulement très honorable, mais aussi très lucrative. Le *speaker* a 150,000 francs de traitement et un hôtel. A la fin de son service, s'il n'est pas réélu, il est généralement élevé à la pairie, avec une pension de 100,000 francs pour deux générations. M. Shaw Lefèvre, après avoir présidé déjà deux législatures, a été réélu avec le concours et les félicitations de tous les partis.

L'affaire de l'élection de M. de Rothschild a été ajournée à quinzaine. Le ministère anglais en fait, et avec raison, une question générale; lord John Russell présentera un bill pour relever les Juifs des dernières incapacités civiles et politiques qui les frappaient encore. On sait que les Juifs étaient déjà admis à certaines fonctions publiques, celles de sheriff, celles de conseiller municipal; ils avaient depuis long-temps aussi le droit électoral. Une formule accidentelle dans un serment dirigé contre les partisans des Stuarts se trouve encore exclure les Juifs du parlement; c'est cette formule : « Sur la vraie foi d'un chrétien, » que le bill de lord John Russell fera disparaître. On ne saurait croire à quel point cette mesure de tolérance a irrité le parti de l'église en Angleterre; chaque jour, les organes du protestantisme puritain prèchent une croisade contre Israël. Néanmoins on ne doute pas du succès du bill dans la chambre des communes, il n'est

pas aussi sûr dans la chambre des lords; mais, comme la cité de Londres renverrait encore M. de Rothschild à la chambre, ce sera, en définitive, au corps électoral que restera la victoire.

Le parlement s'est mis immédiatement à l'œuvre sur les principaux sujets indiqués dans le discours de la couronne. Il avait été convoqué spécialement pour s'occuper des affaires de la banque et de l'acte de 1844, mais il n'a pas encore pu aborder cette question; l'Irlande s'est jetée à la traverse. Ce sera une rude tâche que de discipliner la jeune chambre. Dès le premier jour, elle a, comme un collége en révolte, sauté par-dessus les murs et pris la clé des champs. Bien habile qui pourra retenir les Irlandais! Ils ont commencé par s'emparer de toute la première séance, celle de l'adresse; il n'y en a eu que pour eux. Aussi quelle longue et lamentable histoire n'ont-ils pas à raconter! Quoiqu'ils abusent quelquefois de la parole, ils ont cependant raison de croire que la session a été convoquée pour leurs affaires plus que pour celles de la bourse. Leur pays est aujourd'hui placé en véritable état de siége, non point par l'autorité militaire, mais par une armée d'assassins. Les meurtres ne s'y comptent plus; c'est une maladie passée à l'état chronique. Le gouvernement anglais a annoncé qu'il présenterait aux chambres des lois de répression; le parlement les accordera sans aucun doute, mais il demandera qu'elles soient accompagnées de mesures de réorganisation. Des lois sévères auront beau réprimer les crimes qui ensanglantent en ce moment l'Irlande, ce ne sera que pour un temps, pour une année, pour un mois peut-être; ils reparaîtront dès qu'on retirera un seul instant la main de fer qui aura pesé sur eux. Il faut donc remonter aux causes mêmes du mal, c'est-à-dire à l'organisation de la propriété, et c'est ce que compte faire le gouvernement anglais. Le discours du trône a annoncé, et les ministres ont confirmé, qu'une loi serait présentée pour régler les relations des propriétaires et des tenanciers; il en sera probablement présenté d'autres pour la vente forcée et pour la répartition des terres en friche; pour le moment, il n'est pas question d'un nouvel emprunt.

La situation financière et commerciale, après la crise qu'elle a traversée, s'offre sous un aspect moins sombre qu'on ne l'aurait attendu. La faculté donnée par le gouvernement à la banque d'augmenter ses avances au-delà des limites fixées par la loi a suffi pour rétablir la confiance. La banque, comme nous l'avons dit, n'a pas même eu besoin d'user de la permission qui lui était donnée; elle n'est pas sortie de l'acte de 1844, et les ministres se dispenseront, dit-on, de demander au parlement un bill d'indemnité. Ils ont retiré la lettre qu'ils avaient adressée aux directeurs de la banque le 25 octobre, et les choses sont ainsi rétablies dans leur état antérieur. Toutefois, après l'atteinte qu'il a reçue, l'acte de 1844 ne peut rester tel qu'il est, car de deux choses l'une : ou il était bon, et alors on a eu tort de le suspendre; ou bien il était mauvais, et alors il doit être modifié. Ses partisans tiennent bon; ils continuent à prétendre qu'il a atteint son but, qui était de maintenir la valeur des billets égale à celle de l'or. Il n'avait pas d'autre objet; il ne pouvait pas empêcher la nation de se jeter avec frénésie dans les entreprises de chemins de fer; il ne pouvait pas non plus prévoir ni prévenir une famine qui a enlevé du pays 500 millions de numéraire. Dans tous les cas, le gouvernement va proposer une enquête sur les effets de cette loi tant controversée; il n'ose prendre lui-même ni la responsabilité ni l'initiative d'un changement. La commission qui sera

nommée pour cet objet par la chambre préparera son travail pendant cette session préliminaire, mais elle ne fera probablement son rapport qu'au mois de février, à la reprise de la session ordinaire.

On accuse d'un côté l'acte de la banque, de l'autre le développement exagéré des entreprises de chemins de fer. Nous croyons que le mal ne saurait être attribué à une cause isolée. Presque régulièrement il y a des crises commerciales de dix ans en dix ans. Ainsi, en Angleterre, il y en a eu une en 1825, une en 1836, une en 1847. Presque toujours aussi ces crises sont précédées d'une période d'abondance, dans laquelle l'argent est à un taux d'intérêt très bas. Alors on abuse de sa santé; on se jette dans des excès, dans de folles dépenses; c'est ce que l'Angleterre a fait pour les chemins de fer. Il ne faudrait cependant pas attribuer la crise uniquement aux chemins de fer; en même temps, par exemple, qu'ils absorbaient une énorme quantité de capital, la famine est survenue qui en a aussi réclamé une bonne part. Aujourd'hui, après avoir abusé de ses forces, on se range, on se met à la diète, on réduit l'échelle de ses dépenses; tel est l'objet de la mesure que le chancelier de l'échiquier a présentée l'autre jour dans la chambre des communes. D'après cette mesure, les compagnies des chemins de fer déjà commencés, et auxquelles une certaine limite était imposée pour l'entier achèvement de leurs travaux, obtiendraient un délai de deux ou trois ans. Quant aux chemins de fer votés, mais non commencés, il serait interdit aux directeurs de les commencer sans avoir obtenu l'assentiment de la majorité des actionnaires. Enfin, les chemins concédés dans la dernière session seraient soumis à l'examen d'un comité qui choisirait ceux qui doivent passer outre. C'est, comme on le voit, un pas rétrograde, une espèce de rétractation du parlement lui-même qui se confesse publiquement d'avoir fait des extravagances. C'est, du reste, quelque chose d'inoui et de fabuleux que les proportions qu'avaient prises en Angleterre les entreprises de chemins de fer; les chiffres en sont effrayans. Ainsi la dépense a été :

En 1841, de 1,470,000 livres (36,750,000 fr.).
En 1842, de 2,980,000 livres (74,500,000 fr.).
En 1843, de 4,435,000 livres (110,875,000 fr.).
En 1844, de 6,105,000 livres (152,625,000 fr.).
En 1845, de 17,600,000 livres (440,000,000 fr.).
En 1846, de 36,485,000 livres (912,125,000 fr.).

Et dans les six premiers mois de 1847, de 25,700,000 livres (642,500,000 fr.).

De plus, les lignes concédées, si on les laissait exécuter, réclameraient :

Pour l'année 1848, 78 millions de livres (1 milliard 950 millions).
Pour l'année 1849, 47 millions de livres (1 milliard 175 millions).

Et enfin, pour 1850, une dernière bagatelle de 10 millions de livres ou 250 millions de francs.

Voilà le bilan des chemins de fer anglais! Comment s'étonner qu'il devienne nécessaire de serrer les freins et d'arrêter cette locomotive dans sa course aveugle et furibonde? Le bill présenté par le chancelier de l'échiquier aura pour effet de rendre à la circulation et au commerce une partie des énormes capitaux qu'auraient encore absorbés ces gigantesques entreprises, et il y a dans cette industrieuse Angleterre tant de ressources, que vraisemblablement, si des fléaux comme la famine ou comme l'Irlande ne viennent pas de nouveau y porter le trouble, elle se sera bientôt relevée de la périlleuse tempête du mois dernier.

La situation des affaires n'a pas changé en Italie. On se rappelle que les troupes du duc de Modène avaient, le 5 novembre, occupé Fivizzano, que cette prise de possession subite avait causé une grande agitation en Toscane, que le grand-duc avait protesté, mais que cette protestation ne portait que sur la forme de l'occupation. Nous avions exprimé l'opinion que l'agitation qui s'était manifestée à Florence, à Pise, à Livourne, n'aurait pas de conséquences sérieuses. Ces prévisions, jusqu'à présent, n'ont pas été démenties. La protestation du grand-duc a satisfait les esprits. Toutefois le droit qu'avait le duc de Modène d'occuper Fivizzano ne lui donnait point celui d'être brutal; il a paru le sentir lui-même, car il a cherché à rejeter sur le grand-duc la responsabilité d'une rixe sanglante provoquée par ses soldats. Les journaux ont publié une lettre qui lui était attribuée, et dans laquelle il annonçait que, s'il rencontrait de la résistance, il aurait derrière lui trois cent mille hommes pour le soutenir. Cette lettre était fort probablement apocryphe. Le duc de Modène, comme les gens qui n'ont pas grand' chose à perdre, serait sans doute disposé à casser les vitres, mais il doit bien savoir qu'il ne peut pas compter sur les trois cent mille hommes dont il se pare.

Lord Minto est arrivé à Rome. Il y a trouvé un accueil assez populaire; il y a reçu des sérénades; il a crié comme tout le monde : *Viva Pio nono!* L'objet de sa mission, du reste, se limite de plus en plus. Le marquis de Lansdowne a déclaré dans le parlement, au nom du cabinet anglais, que lord Minto n'était allé à Rome que pour engager les gouvernemens et le peuple d'Italie à se conduire de manière à éviter la calamité d'une intervention militaire étrangère, et il a ajouté que les conseils du gouvernement anglais ne seraient donnés qu'avec le concours des autres puissances. Voilà tout l'objet de la mission de lord Minto. Quant à l'établissement de relations officielles entre le gouvernement anglais et la cour de Rome, il ne paraît pas avoir fait beaucoup de progrès. Nous avons dit que la condamnation portée par le saint-siége contre les colléges fondés en Irlande par un acte du parlement avait singulièrement indisposé l'opinion publique en Angleterre. Ce sentiment n'a fait qu'augmenter; nous avons vu les journaux anglais déclarer que cette sentence du pape était la plus grave atteinte qui eût été portée à l'indépendance du pouvoir temporel depuis la réformation, et signifier à la cour de Rome que le temps des soulèvemens populaires contre le papisme n'était pas encore passé, et que l'on pourrait bien revoir les *Gordon riots*, qui, à la fin du siècle dernier, avaient failli mettre le feu aux quatre coins de Londres. Il y a loin de là, comme on voit, aux ovations qu'on décernait naguère au nouveau pontife, et aux toasts qu'on portait à Pie IX. Cette réaction, nous l'avons dit, nous paraît mal justifiée; il y a, dans cet acte du saint-père, deux côtés à considérer, le côté spirituel et le côté temporel.

Nous ne voyons pas en quoi le pape a porté atteinte à la souveraineté temporelle de la reine ou du parlement d'Angleterre. Ce n'est pas à des Irlandais, mais à des catholiques qu'il s'adresse; ce n'est pas à des sujets temporels de tel ou tel souverain, mais à ses propres sujets spirituels sans acception de nationalité. Les Anglais eux-mêmes, quand ils chantaient les louanges de Pie IX, ne faisaient-ils pas cette distinction? Ce qu'ils saluaient en lui, n'était-ce pas simplement et uniquement le réformateur politique? Pourquoi donc n'admettent-ils pas chez eux cette séparation qu'ils reconnaissent chez les autres? Pourquoi veulent-ils voir dans le pape, non plus le chef de l'église catholique, mais, selon leur expression, un ecclésiastique italien?

D'ailleurs, dans l'état actuel de leur législation, l'ecclésiastique italien n'existe pas pour eux. La loi anglaise ne connaît pas le pape. Il y a une péninsule qu'on appelle communément l'Italie, il y a une ville qu'on appelle généralement Rome; mais le pape, c'est un mythe. Depuis la réformation, c'est un personnage de la fable; la loi défend absolument de le connaître. A l'heure qu'il est, en l'an de grace 1847, un ministère anglais qui ouvrirait des communications *officielles* avec la cour de Rome s'exposerait à une accusation de haute trahison. Nous aimons à croire que lord John Russell ne serait pas décapité pour cela; mais ce ne serait pas la faute des lois, ce serait celle des mœurs. Nous pourrions citer à ce propos un fait assez curieux qui se passa il y a environ vingt-cinq ans. Quand le pape Léon XII monta sur le trône pontifical, il annonça son avénement au roi George IV. M. Canning, alors ministre, consulta les avocats de la couronne, qui furent d'avis que le gouvernement anglais ne pouvait faire aucune réponse à cette communication, sans encourir les peines de *præmunire* portées par l'acte d'Élisabeth. M. Canning se contenta donc de mentionner le fait dans la chambre des communes; mais le roi d'Angleterre ne répondit pas au pape. De son côté, la cour de Rome continue à faire lire tous les ans la bulle *in cœna Domini,* par laquelle la reine, le clergé, la noblesse et le peuple d'Angleterre, sauf les catholiques, sont excommuniés et anathématisés pour désobéissance au souverain pontife, de sorte que les deux puissances restent ainsi, en plein XIX[e] siècle, l'arme au bras, avec des bulles et des actes du parlement qu'aucune des deux ne prend au sérieux. Nous comprenons que les gens raisonnables des deux côtés désirent mettre un terme à ces puérilités; mais ce qu'il y a de plus curieux et de plus piquant, c'est que l'opposition au rétablissement des communications normales et sérieuses entre les deux sera certainement plus vive du côté de la libérale Angleterre que du côté de l'absolutiste cour de Rome.

Plusieurs modifications ont eu lieu, d'autres sont sur le point de se faire dans le personnel administratif et diplomatique. Attacher à chaque département ministériel sous un titre ou sous un autre un auxiliaire de l'homme d'état que la politique y amène et y change très justement à son gré, un second consul qui partage les travaux qu'un seul ne peut accomplir, un *alter ego* qui, faisant cesser les interims dérisoires de collègues déjà surchargés, dirige chaque administration quand son chef nominal court de fait administrer au loin, voilà une idée simple que les Romains avaient devinée avant le gouvernement représentatif, que les Anglais ont depuis long-temps mise en pratique, et que, dit-on, nous allons adopter enfin après en avoir parlé depuis que nous possédons des chartes sans toutes leurs conséquences.

L'idée des sous-secrétaires d'état n'est donc pas neuve; nous osons croire qu'elle n'en sera pas moins féconde. Pour ne pas prendre les choses de trop haut, notre pays est gouverné depuis dix-sept ans, gouverné très bien comme il pense, puisqu'il a été gouverné par des majorités légales et leurs chefs parlementaires; mais, si la France a été gouvernée comme elle l'entend et comme la restauration n'a pas voulu l'entendre, elle rend justice à chacun suivant ses œuvres, en trouvant qu'elle n'a peut-être pas été suffisamment administrée depuis l'empire, où elle l'a été trop. Des budgets qui, après trente ans de paix, n'ont pu encore se solder sans déficit, le lui diraient assez haut, si elle ne le savait de toute son expérience représentative, et si ce n'était une de ces vérités qui se sentent, qui se touchent, et qui ont en quelque sorte tout le monde pour organe, car elles

ont tout le monde pour victime, les gouvernans comme les gouvernés, les plus petits administrés aussi bien que les plus hauts administrateurs. Cette France-là, qui a la majorité sur toutes les Frances de parti ou de coterie, sur toutes les minorités plus ou moins dynastiques, sur toutes les oppositions plus ou moins révolutionnaires, qui lit tout, écoute tout, mais ne pense que par elle-même, ne peut point ne pas avoir remarqué que, dans l'agitation réformiste qu'on lui a prêchée cette année pour la consoler de la disette, on ne lui a parlé que de gouvernement, fort peu ou point du tout d'administration, ce qui eût été, à son avis, beaucoup plus opportun.

Dans l'état actuel du haut personnel administratif, quatre ministères ont été déjà pourvus de sous-secrétaires d'état, et il faut avouer tout de suite qu'on ne s'en est pas beaucoup aperçu. Cela tient uniquement sans doute à ce que l'introduction de ces agens nouveaux et supplémentaires, ressource de majorité ou de népotisme, tentative partielle de convenances momentanées, a été essayée sans idée d'ensemble, sans principe fondamental et systématique. Avec M. Martineau des Chesnez à la guerre, M. Jubelin à la marine, M. Antoine Passy à l'intérieur, M. Legrand (de la Manche) aux travaux publics, on peut, sans offenser personne, trouver que le principe des sous-secrétaires d'état est loin d'avoir donné son dernier mot. Il nous revient même que le cabinet n'est arrivé à la pensée d'étendre à d'autres départemens ministériels le mode des sous-secrétaires d'état, d'en généraliser et d'en compléter l'usage, que par la nécessité de modifier en tout ou en partie le personnel des quatre directions générales qui auront été le début plutôt que le modèle de cette tardive nouveauté. M. Martineau des Chesnez est à bout de santé. La comptabilité de la guerre, de ce ministère qui consomme 200 millions, a besoin d'une main nouvelle et d'une capacité accréditée en parlement. L'urgence de ce premier changement a remis sous les yeux du cabinet, qui se doit de préparer la nouvelle session de manière à ce qu'elle ne ressemble pas à la précédente, la position faite aux trois autres sous-secrétaires d'état et l'opportunité d'en augmenter le nombre. De l'incident on est passé au fond, et de la circonstance au principe. Telle est l'histoire des modifications et promotions dont on a commencé à s'occuper. A ce propos, des journaux qui se livrent à la concurrence de l'information en même temps qu'à celle du bon marché ont gravement annoncé au public qu'au moment de nommer M. Magne sous-secrétaire d'état de la guerre, lequel devait avoir dans ses attributions les affaires d'Alger, on s'était trouvé arrêté par les exigences du général Delarue, prétendant au grade de lieutenant-général avant de quitter la place, et par les réclamations du maréchal Sébastiani, courant aux Tuileries et au siége des principales influences gouvernementales pour protester au nom de l'armée contre cet avancement. C'est le cas de s'écrier ici, d'après une formule familière en son temps à M. Royer-Collard : Nous ne savons rien de cette *racontance*, mais nous affirmons qu'elle n'a pas le sens commun.

M. Magne a été nommé quasi-ministre de l'administration de la guerre non point parce que M. le maréchal Sébastiani et M. le général Delarue l'ont permis, mais parce que ce choix est bon, et qu'il y a pour s'y tenir, outre les raisons de capacité financière (M. Magne a été rapporteur du budget avec une facilité qui l'a mis sur le pied de toutes les anciennes spécialités parlementaires), les motifs particuliers de son intime intelligence, en ce qui touche l'Algérie, avec celui qui

a le plus et le mieux fait pour la guerre et la colonisation, avec le maréchal Bugeaud, dont l'autorité ne sera assurément contestée par personne.

Sous le titre non plus de sous-secrétaire d'état, mais de directeur, et par des ordonnances du même jour, M. Dessauret a été adjoint au ministre des finances pour le contentieux, et M. Moulin au ministre de la justice pour les cultes. Ce sont là, à vrai dire, des arrangemens intérieurs qui n'ont pas les proportions des sous-secrétaireries d'état, mais qui ont l'avantage de laisser à leur place M. Desclozeaux, dont le caractère impartial va si bien au personnel de la magistrature, et M. Béhic, dont la présence a été jugée nécessaire à la comptabilité de la marine, où ce jeune oracle financier n'a pas encore eu le temps d'accomplir les miracles d'ordre attendus de lui. Observons en passant que, là encore, les journaux qui prétendent à la bonne information avaient envoyé, dans leurs bulletins du jour, M. Desclozeaux à la cour de cassation, et M. Béhic de la marine au ministère des finances.

Après avoir fait mentir la presse dans ses premières désignations, le cabinet s'arrêtera-t-il pour le petit et vain plaisir de la faire mentir encore dans quelques autres nominations dont il avait été question, celles, par exemple, de M. Saglio au ministère du commerce, de M. de Goulard à quelque poste de l'intérieur, ou de M. Teisserenc aux travaux publics? Pour notre part, nous le regretterions. Ces trois députés nous sont peu connus; mais ils passent pour les plus capables dans la portion la plus jeune du parti conservateur. Depuis dix-sept ans, les nuances politiques qui se sont succédé au gouvernement, personnifiées dans quelques hommes supérieurs, ont négligé d'ouvrir la porte aux talens secondaires et spéciaux. Aucun n'a su donner au pouvoir cette seconde ligne qui lui manque plus que la première : celle des hommes d'affaires et d'administration se dévouant aux places auxquelles ils conviennent, au lieu de courir, comme le *servum pecus* de tous les camps, après toutes les places qui leur conviennent. Les questions qu'on ajourne et qui traînent trop dans la conversation, surtout les questions de personnes, sont ordinairement des questions que l'on perd et dont on compromet gravement le succès ultérieur quand on y revient. En politique, l'opportunité et la décision font tout.

Il est à supposer, mais cette fois avec moins d'inconvénient, que les choses se passeront ainsi relativement aux mouvemens qui s'annoncent dans notre personnel diplomatique, où l'on a vu de tristes et déplorables brèches se succéder coup sur coup en quelques jours, quatre à cinq vacances à la fois plus ou moins considérables, dont deux ambassades de famille, Naples et Madrid, Turin si important par le double voisinage de la Suisse et de l'Italie, Francfort si en contact d'opinion avec toute l'Allemagne, Lisbonne affaissée sous la double pression de l'Espagne et de l'Angleterre. Jamais ministre des affaires étrangères n'aura eu à penser à tant de points à la fois, mais aussi jamais aucun n'aura eu sur les bras plus de candidats et de solliciteurs pour l'empêcher d'y bien penser. La fièvre de l'avancement n'est nulle part plus vive que dans notre jeune diplomatie, parce qu'elle n'est en aucune autre carrière appuyée de titres moins publics et moins appréciables. A deux ou trois exceptions près, tous se valent. Une aptitude suffisante, mais qui n'a rien de décourageant pour personne, met toutes les ambitions anonymes en campagne au moindre éveil. On avait encore à ce sujet publié des conjectures, risqué des commérages, avancé même des noms comme définitivement choisis, particulièrement pour Naples M. de Bussières,

pour La Haye M. de Mornay, pour Turin, le plus délicat de ces postes, M. le vicomte Nap. Duchâtel. Le plus arriéré des nouvellistes, et cela en raison même des succès de sa publicité, *le Siècle*, s'est mis en verve de commentaires et de détails sur ce dernier fait qu'il regardait comme accompli, sur les complications infinies qui en devaient être la conséquence. Le lendemain, et comme cela arrive toujours, on avait enchéri sur la nouvelle, et M. Napoléon Duchâtel, au lieu d'aller à Turin, n'allait rien moins qu'à rompre avec l'intérieur et les affaires étrangères. Disons à ce propos tout ce que nous savons, car ce que nous savons diffère absolument de ce qu'on inventait ou répandait hier encore. Et d'abord, M. Napoléon Duchâtel, qui a été député et qui est pair de France, préfet depuis dix ans et par le contre-seing d'un cabinet, celui du 15 avril, lequel n'était pas celui de son frère, M. Napoléon Duchâtel, un homme jeune, actif, très engagé avec son parti, celui de l'ancienne majorité, ne rentre pas dans la vie privée sur le conseil de l'ennemi. Nos intuitions sont si justes à cet égard, qu'au moment où nous écrivons, le prétendu préfet démissionnaire de Toulouse a quitté Paris pour reprendre les rênes de l'administration qui lui est confiée. Deux nominations jusqu'ici seulement paraissent certaines; le plus important des postes vacans, celui de Madrid, serait, nous le croyons, confié à un homme qui a, dans ces dernières années, donné des preuves d'autant d'habileté que de résolution, à M. Piscatory. La légation d'Athènes passerait, à ce qu'on assure, à un premier secrétaire d'ambassade qui porte un nom illustre dans la diplomatie et qui le porte dignement, M. le comte de Rayneval.

REVUE SCIENTIFIQUE.

LE CHLOROFORME.

A peine un an s'est écoulé depuis la découverte des singulières propriétés qu'ont les vapeurs d'éther, et déjà un nouvel agent chimique, plus puissant encore que le premier, paraît devoir fixer pour quelque temps, sinon le choix, du moins l'attention des médecins. Ce n'est pas que les inhalations d'éther n'aient point répondu aux succès qu'on s'en était promis; mais tel est le sort de toutes les grandes découvertes, qu'elles n'atteignent un certain degré de perfection qu'après avoir subi le contrôle de l'expérience et parcouru les diverses phases d'une évolution progressive. Accueillie avec une sorte de faveur, vantée avec enthousiasme par ceux mêmes qui de prime-abord n'avaient été qu'incrédules, l'éthérisation trouva bientôt des adversaires dont les argumens alarmèrent un instant la morale publique. Plonger l'homme dans l'ivresse, le priver de sa conscience, le réduire en un mot à l'état de la brute, n'est-ce pas le dégrader, l'avilir? Et au milieu de l'exaltation des sens, dans le délire où l'ame est plongée, ne peut-il pas trahir un secret, ou s'abandonner à de déplorables accès de fureur? N'est-ce pas d'ailleurs un spectacle bien digne de pitié que celui d'un homme qui déraisonne ou s'agite en proie à de cruelles hallucinations? Tous ces reproches paraissaient devoir arrêter l'élan qui entraînait tous les chirurgiens dans une même voie et paralyser l'esprit de recherches qui les dirigeait vers un même but, celui de soulager l'humanité; mais l'opinion publique, toujours favorable

au parti du progrès, n'a point été dupe de ces vaines clameurs, et, si des mains criminelles ont depuis cette époque abusé de l'éthérisation, elle a, en flétrissant le coupable, laissé aux hommes de science et de cœur la faculté de ménager à leurs semblables un des soulagemens les plus grands qu'il soit donné d'imaginer.

Long-temps avant notre époque, des tentatives avaient été faites pour soustraire les patiens aux affreuses et inutiles tortures des opérations chirurgicales. On savait que le froid, en émoussant la sensibilité, suspend les vives douleurs qui succèdent à l'entorse. La propriété *anesthésiante* (1) du froid était encore prouvée par l'histoire du capitaine Ross, qui, pendant son retour d'une excursion avec les Esquimaux, eut la joue gelée par un coup de vent reçu à l'improviste et parti de l'angle d'une vallée, sans qu'aucun sentiment pénible l'avertît de cet accident. Que de fois n'avait-on pas employé un lien autour d'un membre pour comprimer les nerfs qui allaient aux parties dont on devait faire le sacrifice? Deneux avait reçu à l'hôpital d'Amiens une femme du peuple qui, prise des douleurs de l'enfantement au milieu d'une ébriété complète, fut délivrée sans souffrir, et « qui se félicita d'avoir trouvé un moyen aussi heureux, se promettant bien de s'en servir à la première occasion. » M. Blandin avait pratiqué à l'hôpital Beaujeon une amputation de la cuisse sur un homme ivre-mort, qui n'eut pas conscience de l'opération, et Richerand avait conseillé l'ivresse alcoolique pour obtenir le relâchement des masses musculaires qui luttent contre les forces de traction exercées sur les membres démis. Des substances narcotiques et opiacées, aussi infidèles et aussi dangereuses que les alcooliques, ont été tour à tour essayées et abandonnées. Il paraîtrait même que certaines personnes dont l'esprit n'était point préoccupé ont pu tomber dans le sommeil magnétique et subir une opération sans souffrir. Que dire des tentatives de M. Wells de Hartford, qui faisait respirer à ses malades, pour les assoupir, ce gaz qui a la propriété de provoquer un rire insolite, une gaieté extraordinaire, et que, pour cette raison, on désigne vulgairement sous le nom de *gaz hilariant*, quoiqu'il ait causé quelquefois des vertiges, des maux de tête et la syncope? Ces tentatives ont été complétement infructueuses. C'est donc à M. Jackson que revient la gloire d'avoir le premier trouvé un procédé facile qui permît de généraliser l'*anesthésie* dans la pratique de l'art de guérir.

Pendant que la découverte américaine agitait vivement les esprits en France, le mouvement se communiquait en Allemagne, en Russie, en Suisse et en Italie. Chirurgiens et physiologistes, cherchant à éteindre la douleur, posaient les règles de l'éthérisation, et étudiaient les phénomènes que les inhalations anesthésiantes produisent sur les sens et l'intelligence. Pirogow imaginait d'éteindre la sensibilité en introduisant les vapeurs d'éther dans le rectum, tandis que le successeur de Scarpa, M. Porta, et M. Buffini de Milan, démontraient que l'air *qui ne contient que des vapeurs dissoutes* n'excite pas la muqueuse des voies aériennes et produit sans accident une complète insensibilité. Les expériences sur les animaux permirent aussi d'observer l'action de ce précieux agent sur les centres nerveux, et cette étude, venant à l'appui des vivisections que M. Flourens avait déjà faites, permit à ce savant de poser la théorie physiologique de l'éthérisation.

Cette théorie est facile à saisir. Les centres nerveux se composent de quatre parties bien distinctes par le siége qu'elles occupent, la forme, le volume qu'elles

(1) C'est-à-dire: qui détruit la sensibilité.

présentent, et la spécialité des fonctions auxquelles elles président. La première, dont la masse l'emporte sur celle des trois autres réunies, est le *cerveau*, siége exclusif, condition indispensable des phénomènes intellectuels et moraux, ainsi que déjà l'avait écrit Platon; la seconde, le *cervelet*, renferme le principe d'une force dont nous devons la connaissance à M. Flourens, force d'équilibration qui coordonne les mouvemens; la troisième, intermédiaire et lien des deux précédentes, est connue sous le nom de *moelle allongée:* c'est en elle que réside le principe même de la vie; la quatrième, enfin, qui se détache de la moelle allongée sous la forme d'un long cordon cylindrique, est la *moelle épinière*, qui renferme les principes du sentiment et du mouvement. Les vapeurs d'éther, absorbées et entraînées par le torrent circulatoire, arrivent sur chacune de ces parties et les impressionnent à divers degrés. L'étourdissement, les rêves, l'extase, se rapportent à l'éthérisation du cerveau. Bientôt les membres sont agités de mouvemens convulsifs; les animaux deviennent titubans, tombent quelquefois dans un état comme tétanique : voilà les phénomènes qui traduisent la nouvelle modification du cervelet; mais, dans ces deux états, l'animal respire, est sensible, se meut: il vit encore. Prolongez l'expérience, la moelle épinière est bientôt impressionnée à son tour; aussitôt la sensibilité s'émousse, et, après quelques inspirations nouvelles, elle disparaît. C'est pendant ce sommeil, au milieu des rêves que peut enfanter une imagination en délire, que le couteau du chirurgien traverse les tissus sans causer de douleur. Des observations recueillies sur l'homme prouvent qu'un reste d'intelligence subsiste jusque dans l'état le plus complet d'éthérisation. Quelques patiens se rappellent toutes les circonstances qui ont accompagné l'opération cruelle qu'ils ont subie; mais ils n'ont pas souffert, et, au réveil, ils s'étonnent que les manœuvres opératoires soient achevées. Dans un dernier degré d'éthérisation de la moelle épinière, le principe des mouvemens disparaît à son tour, et toutes les parties du corps tombent comme une masse inerte, obéissant aux lois de la pesanteur. La sensibilité est abolie avant que le principe des mouvemens soit éteint. Quand on injecte l'éther dans les vaisseaux, c'est le principe moteur qui est anéanti le premier.

A cette période, l'action de la *moelle allongée* n'est pas encore altérée : comme elle est en quelque sorte le nœud vital, l'animal soumis à l'expérience vit encore, quoique le cerveau, le cervelet et les autres parties des centres nerveux aient graduellement perdu leur action; mais, dès que l'éthérisation de la moelle allongée est accomplie, la vie s'éteint. L'auteur du célèbre traité sur la vie et la mort étudiait la mort générale graduellement déterminée par celle du cœur, puis par celle des organes de la respiration, et enfin par celle du cerveau; mais, selon l'expression de M. Flourens, ces morts partielles admises par Bichat ne sont, pour ainsi dire, que l'extérieur de la mort.

Ce fut pendant ces recherches que le célèbre académicien se demanda si les autres variétés d'éther n'auraient pas les mêmes propriétés que l'éther sulfurique. Après avoir expérimenté sur chacune de ces variétés, il fut naturellement conduit à essayer d'un composé nouveau, le chloroforme, qui, au bout de quelques minutes (de six dans une première expérience, de quatre dans une seconde et dans une troisième), éthérisa l'animal. C'est donc à M. Flourens qu'appartient l'honneur d'avoir le premier constaté les propriétés anesthésiques du chloroforme, mais c'est au docteur Simpson d'Édimbourg que sont dues les premières

tentatives d'application de cet agent à l'homme et la connaissance des avantages que le nouveau corps paraît devoir présenter.

Dès le début de l'éthérisation, le chirurgien d'Édimbourg avait reconnu que l'éther exhalait une odeur désagréable qui persistait long-temps après l'inhalation, et causait une vive irritation sur les voies respiratoires. D'ailleurs, certaines personnes étaient réfractaires à l'action de cet agent chimique, et ne tombaient dans une anesthésie complète qu'après un temps plus ou moins long. C'est pourquoi il se mit presque aussitôt à la recherche d'un nouveau composé qui fût moins irritant, et dont la puissance plus grande privât plus vite de la sensibilité les malades confiés à ses soins. Après bien des essais sur divers produits, il s'adressa au chloroforme, qui devait enfin répondre à ses vœux. Le chloroforme, ou *perchlorure de formyle*, a été découvert en 1831 par M. Soubeiran, décrit en 1832 par M. Liebig, et analysé en 1835 par M. Dumas, qui, après en avoir fait connaître la composition, lui donna le nom sous lequel on le désigne aujourd'hui, parce qu'il résulte de la combinaison d'un corps simple, le *chlore*, avec les élémens d'un acide rejeté et admis tour à tour par les chimistes, et qui, existant naturellement dans les fourmis, est connu dans les laboratoires sous le nom d'*acide formique*. C'est un liquide incolore, oléagineux, d'une odeur légèrement éthérée, agréable, et d'une saveur sucrée qui plaît. Il est plus pesant que l'eau, ne brûle que très difficilement à la flamme d'une bougie, qu'il colore en vert. Quelques médecins l'ont prescrit à l'intérieur, plus particulièrement contre l'asthme, mais à petites doses, et fortement étendu dans un liquide médicamenteux.

Avant de faire connaître les effets de l'inhalation de ce nouvel agent dans l'infirmerie royale d'Édimbourg, M. Simpson en avait, dans un grand nombre de cas, constaté la propriété anesthésiante. Ce fut par un hasard singulier que le chimiste français à qui l'on en doit l'analyse, M. Dumas, se trouvant à Édimbourg, put assister aux premiers essais que le chirurgien écossais faisait en public. M. Simpson opéra d'abord sur un enfant de quatre à cinq ans qui portait dans l'avant-bras un os frappé de nécrose. On répandit quelques gouttes de chloroforme sur un mouchoir que l'on approcha du visage du petit malade. D'abord effrayé par ces manœuvres qu'il ne comprenait point, celui-ci voulut se retirer; mais, retenu avec douceur par M. Simpson, il tomba dans un profond sommeil après quelques inspirations. Le professeur Miller fit une incision à la peau qu'il disséqua pour mettre à nu l'os malade; celui-ci, ayant été retiré avec des pinces, la plaie fut ensuite explorée avec le doigt, pansée, et l'enfant, transporté dans son lit, ne se réveilla qu'au bout d'une demi-heure, gai et paisible, l'œil pur, comme s'il fût sorti d'un sommeil réparateur. Le chloroforme fut présenté ensuite à deux autres malades sur une éponge de forme concave. Le premier était un soldat qui parut d'abord disposé à agiter les mains, mais qui bientôt devint insensible et resta calme pendant toute la durée d'une opération qui lui fut pratiquée dans la région de la joue. Le second était un jeune homme qui, au bout d'une demi-minute, put supporter sans aucune souffrance l'amputation du gros orteil. Une femme en couches qui, trois heures et demie après le commencement des douleurs, fut soumise par M. Simpson aux vapeurs de chloroforme, fut délivrée au bout de vingt-cinq minutes après l'inhalation; comme elle resta plus long-temps endormie qu'il n'arrive d'ordinaire avec l'éther,

elle ne pouvait croire à son réveil qu'elle fût accouchée et que l'enfant qu'on lui présentait fût bien le sien. Dès que ces faits ont été connus des chirurgiens de Paris, des essais ont été répétés dans presque toutes les salles de nos hôpitaux. Un homme de vingt-deux ans, ayant respiré le chloroforme, tomba au bout d'une minute et demie dans une anesthésie complète; l'amputation de la cuisse droite faite par le docteur Jobert (de Lamballe) ne put réveiller ce malheureux qui semblait dormir d'un sommeil naturel. A l'Hôtel-Dieu, une femme fut assoupie au bout de cinquante secondes; sa figure était calme, sans lividité ni pâleur, mais immobile et insensible comme le serait un corps privé de vie. Des manœuvres de lithotritie ont été pratiquées sans provoquer la moindre sensation pénible ou désagréable. On peut signaler les mêmes succès dans l'hôpital de la Charité, entre les mains de M. le professeur Velpeau. Le chloroforme inhalé pendant quelques minutes a suffi pour faire cesser un instant dans les muscles ces contractions permanentes et douloureuses qui caractérisent la terrible affection désignée sous le nom de tétanos. En quarante secondes, un homme d'un tempérament robuste subit sans la sentir la plus douloureuse opération à laquelle on puisse être condamné : nous avons vu M. le professeur Blandin disséquer sans causer la moindre douleur la peau déjà enflammée, mettre à nu la glande séminale affectée de cancer, et achever la castration avant le réveil du malheureux, dont la physionomie était parfaitement calme. Enfin M. Gerdy, qui, le premier, avait étudié sur lui-même l'effet des inhalations éthérées, a reconnu le 23 novembre, à l'Académie de Médecine, l'innocuité et la puissance anesthésiante du chloroforme. Aujourd'hui cette puissance est un fait acquis, tant sont nombreuses les observations recueillies et sur les malades et sur les étudians qui se soumettent journellement à ces sortes d'expériences.

Il était tout naturel que ce fût parmi les liquides désignés en chimie sous le nom d'*éthers* que l'on cherchât un agent moins irritant et agréable pour tout le monde. Un élève de la Faculté de Médecine de Paris, le docteur Lach, dans une thèse soutenue le 7 août dernier, avait annoncé la découverte de cet agent dans un avenir plus ou moins éloigné. Il avait puisé cette conviction dans l'étude de l'action physiologique des éthers sur l'économie. Tous, en effet, peuvent éteindre la sensibilité; tous peuvent porter atteinte au principe des mouvemens qu'ils exaltent ou pervertissent. Le problème se réduisait donc à trouver un corps volatil ou gazeux qui, éminemment doué de la première propriété, ne possédât la seconde qu'à un faible degré. Cette double condition est remplie par le chloroforme, que l'on obtient en distillant à une douce chaleur un composé de chlore et de chaux (l'hypochlorite de chaux), mêlé avec de l'esprit de vin ou de l'esprit de bois.

L'assoupissement obtenu par le chloroforme et celui que produit l'éther présentent des analogies et des différences remarquables. L'inhalation de l'éther nécessite l'emploi d'appareils spéciaux, le chloroforme au contraire est introduit dans les voies respiratoires de la manière la plus simple. On peut se contenter d'en laisser tomber quelques gouttes sur un mouchoir, ou bien sur un morceau de papier roulé en entonnoir, que l'on place ensuite sur le nez et la bouche. Le plus souvent on se sert d'une éponge disposée en forme de croissant, et que l'on met sous les narines. Cependant le nouvel agent produit des effets d'autant plus rapides qu'il est plus concentré; c'est pourquoi on l'emprisonne avec avantage

dans les appareils imaginés pour l'inhalation de l'éther. On évite au moyen de ce procédé l'action irritante et même caustique que le contact prolongé du chloroforme exerce sur la muqueuse de l'ouverture du nez et de la bouche. La quantité de chloroforme employée dans les trois cas observés par M. Simpson ne dépassa pas quinze grammes : selon la remarque que fit à ses élèves M. le professeur Miller, il aurait fallu plusieurs onces d'éther pour atteindre le même degré d'insensibilité. On a vu l'éthérisation produite à l'aide du chloroforme en une minute, en une minute et demie, en quarante-huit ou trente secondes; l'action de l'éther est certainement moins rapide. Comme l'a remarqué M. Simpson, et comme nous l'ont montré jusqu'à présent les faits observés à Paris, dix à vingt larges inspirations ont généralement suffi. Le nouvel agent produit donc, après une période d'excitation plus courte que celles des autres agens narcotiques, une insensibilité généralement plus durable; il a, sous ce point de vue, quelque avantage sur l'éther, que l'on a rejeté pour certaines opérations longues et délicates. Comme il faut beaucoup moins de chloroforme que d'éther, le transport en est plus facile. Enfin il est permis d'espérer qu'en raison de la petite quantité de chloroforme nécessaire pour produire l'anesthésie, l'emploi de cet agent chimique, dont la préparation sera simplifiée sans doute, deviendra un jour moins coûteux qu'il ne l'est aujourd'hui, et qu'il ne sera pas plus cher que l'éther, si même il ne l'est moins.

Malgré ces avantages incontestables du chloroforme, le moment est-il déjà venu de se prononcer entre les deux agens? Nous ne le pensons pas. Il ne faut point oublier que les inhalations éthérées ont épargné de cruelles douleurs à des milliers de malades qui en bénissent aujourd'hui la découverte. Il y aurait à examiner si les accidens nerveux qu'elles occasionnent ne se produisent pas le plus souvent chez les individus adultes d'un tempérament sanguin et dont le système musculaire est très développé. La vivacité du pouls que l'éther détermine en accélérant les battemens du cœur, et la surexcitation cérébrale qui l'accompagne, en proscrivent l'emploi chez les personnes prédisposées à l'apoplexie du cerveau ou des poumons et chez celles qui sont atteintes de catarrhe aigu ou d'affections organiques; mais, en dehors de ces quelques conditions individuelles, l'éthérisation a été et peut désormais être recommandée avec une parfaite confiance.

Parmi les questions que soulève la double découverte qui préoccupe aujourd'hui le monde médical, il en est que le temps seul peut résoudre; il en est d'autres sur lesquelles il n'est plus permis d'hésiter. De ce nombre est la nécessité d'une surveillance qui enlèverait à des mains inhabiles ou criminelles la faculté d'employer ces médicamens dangereux. En Allemagne, le contrôle d'un médecin est obligatoire toutes les fois que des opérateurs non reçus dans le corps médical, tels que les dentistes, veulent recourir à l'éthérisation. Dans certains cantons de la Suisse, l'autorité a pris les mêmes mesures. Il est à désirer que cet exemple soit suivi en France; c'est le seul moyen d'y conserver à la nouvelle découverte son vrai caractère, celui d'un grand résultat scientifique et d'un inappréciable bienfait pour l'humanité.

V. DE MARS.

de
lo-
an-
ne
ro-
de-
en
les;
ap-
dix
uit
ar-
de
ons
er,
la
loi
ira
her

éjà
aut
s à
ait
pas
le
er-
ac-
xie
igu
vi-
ar-

ur-
est
es-
fa-
'un
rps
ins
que
elle
'un